

Alain Bihr

LA REPRODUCTION DU CAPITAL

Prolégomènes à une théorie générale du capitalisme

Tome II

© 2001 Editions Page deux
Collection « Cahiers libres »

Case postale 34, CH-1000 Lausanne 20
E-mail: page2@fastnet.ch
Internet: <http://www.fastnet.ch/page2/>

Maquette couverture G. Pesce
Impression CODIS
ISBN 2-940 189-22-6

Partie IV

LA REPRODUCTION DU CAPITAL DU POINT DE VUE DU PROCÈS D'ENSEMBLE DE LA PRODUCTION CAPITALISTE

Le premier Livre du Capital a procédé à l'analyse du procès de production immédiat du capital, en faisant abstraction de son procès de circulation, sauf pour ce qui concerne l'achat-vente de la force de travail. C'est au contraire au procès de circulation que s'est intéressé le deuxième Livre, qui a du même coup souligné l'unité indissoluble, bien que contradictoire, du procès de production et du procès de circulation; le procès de circulation nous est ainsi notamment apparu comme un intermédiaire obligé (une médiation) du procès de reproduction, compris comme répétition périodique du procès de production, à échelle simple ou élargie. C'est précisément aux formes du capital auxquelles donne naissance cette unité indissoluble du procès de production et du procès de circulation que Marx entend consacrer le troisième Livre: « Dans ce livre III, il ne saurait être question de se répandre en généralités sur cette unité. Il s'agit au contraire de découvrir et de décrire les formes concrètes auxquelles donne naissance le mouvement du capital considéré comme un tout. »¹

Dans la mesure où ce Livre se propose donc de traiter du « procès d'ensemble de la production capitaliste »², on s'attend à y voir la thématique et la problématique de la reproduction passer au premier plan. Car de quel « procès d'ensemble » peut-il bien s'agir si ce n'est de celui de la reproduction du capital? Or, sous ce rapport, le Livre III est, à première vue du moins, fort décevant. Le thème et le problème de la repro-

1. *Le Capital*, III, 1, page 47.

2. Tel est le titre que Engels lui a donné, alors que le manuscrit dont il s'est servi, partie de la version primitive du *Capital* rédigée par Marx entre 1863 et 1865 (cf. annexes 1 et 2), portait en fait pour titre « *Gestaltungen des Gesamtprozesses* », soit « Formations du procès d'ensemble ».

duction n'y figurent quasiment pas explicitement; et le terme même de reproduction ne s'y rencontre qu'en un petit nombre d'occurrences. Il faut attendre la dernière section du Livre, intitulée «Les revenus et leurs sources» pour les voir prendre quelque importance. Et encore est-ce essentiellement pour affirmer, une nouvelle fois, le caractère autoreproductif du procès capitaliste de production: «[...] le mode capitaliste de production, comme n'importe quel autre, ne se contente pas de reproduire sans cesse le produit matériel; il reproduit aussi les rapports économiques sociaux et les catégories économiques qui président à la création du produit [= rapports sociaux de production]. Son résultat apparaît donc comme sa condition avec la même permanence que ses conditions préalables comme ses résultats.»³ Dans le Livre III, plus encore que dans les deux précédents, le procès de reproduction du capital semble donc avoir pour Marx un caractère quasi automatique qui lui confère la force d'une évidence et qui ne mérite guère, semble-t-il, que l'on s'interroge sur lui.

Ce Livre traite apparemment d'autre chose. Consacrés à l'analyse des métamorphoses de la plus-value dans le cours de sa répartition entre les différentes fractions du capital social (capital industriel, capital marchand, capital financier) et la propriété foncière, en donnant successivement naissance aux catégories de profit (industriel, commercial, bancaire), d'intérêt et de rente, ses développements paraissent, du point de vue qui nous intéresse ici, celui d'une analyse du procès de reproduction, se situer à un niveau conceptuel inférieur à ceux des deux Livres précédents. Nous avons vu, en effet, que, pour qu'émergent la thématique et la problématique de la reproduction du capital, il faut comprendre la production capitaliste non pas seulement comme production de plus-value, ce qu'elle est pourtant essentiellement et spécifiquement, mais encore et surtout comme production de capital. Or le Livre III du Capital semble se centrer exclusivement sur le concept de plus-value et se contenter de compléter l'analyse de ses formes phénoménologiques, en parachevant ainsi l'exposé du capital comme valeur en procès et, plus largement même, celui de l'autonomisation de la valeur, en montrant comment le capital s'approprie tout aussi bien le procès de répartition (de la valeur et de la plus-value) que les procès de production et de circulation. Et c'est d'ailleurs à l'analyse de cette appropriation que je consacrerai le premier chapitre de cette partie.

3. *Le Capital*, III, 3, page 247.

En fait, la thématique et la problématique de la reproduction du capital n'en constituent pas moins, malgré tout, un des fils conducteurs, et peut-être même le fil principal, de l'analyse marxienne aussi bien au sein du Livre III qu'au sein des deux Livres précédents. On le retrouve aisément si l'on considère que Marx progresse dans son analyse de la reproduction en suivant sa méthode habituelle d'exposition, allant de l'abstrait au concret, en déterminant à chaque étape de son analyse comment le capital s'assure les conditions de possibilité sous lesquelles sa reproduction a été étudiée aux étapes antérieures. Il apparaît alors que, dans ce Livre III, Marx cherche implicitement à répondre à deux questions restées pendantes dans les deux Livres précédents.

En introduisant l'étude de l'accumulation du capital à la fin du Livre I, Marx a clairement indiqué que son analyse ferait abstraction du processus de répartition de la plus-value entre l'ensemble de ses ayants droit, en présupposant que le capital (iste) industriel se l'approprie et la conserve tout entière et est seul à pouvoir, le cas échéant, la convertir en capital additionnel. Et ce présupposé est maintenu dans les analyses du Livre II, qui n'a affaire qu'au capital industriel, même si l'analyse de l'appropriation du procès de circulation oblige déjà à tenir compte de l'existence du capital marchand (commercial et bancaire), ainsi que nous l'avons vu. Une première question se pose dès lors : en quoi les analyses précédentes du procès de reproduction et de ses conditions, tant productives que circulatoires, sont-elles modifiées par le fractionnement et la répartition de la plus-value entre le capital industriel d'une part, les fractions du capital autonomisées dans et par le procès de circulation d'autre part, la propriété foncière enfin ? Ou encore : quelles contributions spécifiques les différentes formes du capital en fonction dans le procès de reproduction mais aussi la propriété foncière apportent-elles à ce procès ? Mais aussi : quels problèmes spécifiques posent-elles à ce procès ? Autrement dit, alors que les analyses précédentes présupposaient, d'une part, que tout le capital social ne se compose que de capital industriel, d'autre part, que toute la plus-value lui revient par conséquent, il s'agit de tenir compte ici du double fait que le capital social se décompose en différentes fractions plus ou moins autonomes aux fonctionnalités diverses et que, par conséquent, il en est de même de la plus-value ; et d'analyser en quoi cette double décomposition interfère avec la reproduction du capital dans son ensemble.

A cette première question s'en adjoint immédiatement une seconde. Les analyses précédentes, celles du Livre I tout comme celles du Livre II, ont de même fait abstraction de la décomposition encore plus fine du ca-

pital social et de ses différentes fractions en une multiplicité indéfinie de capitaux singuliers, que possèdent et que gèrent à titre de propriétés privées les capitalistes individuels. Les analyses du Livre II ont certes déjà attiré notre attention sur la spécificité de la reproduction du capital social relativement à celle des capitaux singuliers; et, par conséquent, sur les différences entre ces deux niveaux du procès de reproduction. Mais, dans l'un et l'autre Livre, on a toujours présupposé que les capitaux singuliers et, par conséquent, les capitalistes individuels se soumettaient aux lois et exigences générales de la reproduction du capital social, telles qu'elles ont été précisément définies dans ces deux Livres. Il s'agit maintenant de montrer pourquoi et comment cela a effectivement lieu: pourquoi et comment les capitalistes individuels se conforment à ces lois et exigences dans et par leurs activités propres, qui ne peuvent pourtant être subjectivement motivées et orientées que par la poursuite de leurs intérêts singuliers et la perception qu'ils en ont, en fonction de leurs représentations des rapports économiques dans lesquels ils se situent et agissent; mais aussi en quoi, le cas échéant, ils peuvent ne pas s'y soumettre et les problèmes qui en résultent pour la reproduction du capital dans son ensemble.

Sous ce double rapport, le Livre III complète donc méthodiquement les deux Livres précédents, conformément à la démarche habituelle et générale de Marx. Les résultats auxquels il était parvenu dans ces deux Livres étaient subordonnés à la double condition que les fractions particulières du capital social et la propriété foncière, d'une part, les comportements des capitalistes individuels, d'autre part, soient subordonnés et appropriés aux lois et exigences générales du capital et de sa reproduction. Dans le Livre III, il montre pourquoi et comment il en est effectivement ainsi, mais aussi les difficultés, limites, contradictions qui surgissent de ce double point de vue.

Le Livre III apporte donc bien une contribution spécifique à l'analyse des conditions de la reproduction du capital « considéré comme un tout »: non seulement comme unité du procès de production et du procès de circulation; mais encore comme unité de fractions fonctionnellement différentes; et surtout comme unité d'une multiplicité de capitaux singuliers, comme unité globale qui se produit et se reproduit à travers les interactions entre les capitaux singuliers et les activités des capitalistes individuels. Du même coup, alors qu'à première vue, contrairement aux deux précédents, le Livre III du Capital semble se désintéresser du procès de reproduction, nous allons voir qu'au contraire il est en fait bien plus riche qu'eux de ce point de vue.

Chapitre XI

L'APPROPRIATION DU PROCÈS DE RÉPARTITION

Dans la production marchande simple, la loi de la valeur (la détermination de la valeur des marchandises par le temps de travail socialement nécessaire à leur production) règle non seulement la production et la circulation de la valeur (l'échange des marchandises s'effectue en respectant le principe d'équivalence) mais encore sa répartition entre les producteurs marchands : la valeur des marchandises représentant la moyenne autour de laquelle oscillent les prix de marché, chaque producteur est assuré de retirer en gros de la circulation autant de valeur qu'il y a jetée.

Or cette loi de répartition pose problème au mode capitaliste de production. Problème que Marx a parfaitement formulé dans le passage suivant : « *Toute la difficulté provient de ce que les marchandises ne sont pas échangées simplement en tant que telles, mais en tant que produits de capitaux qui prétendent participer à la masse totale de la plus-value proportionnellement à leur grandeur et, à grandeur égale, réclament une participation égale. Le prix global des marchandises produites par un capital donné en un laps de temps donné est destiné à satisfaire cette prétention.* »¹ C'est que nous n'avons plus affaire maintenant aux

1. *Le Capital*, III, 1, page 191.

marchandises de la circulation marchande simple mais à du capital-marchandise : à des marchandises servant de support au capital, cherchant par conséquent non pas à se réaliser pour elles-mêmes mais à assurer, à travers leur réalisation, la valorisation du capital dont elles sont les représentantes. Ce qui implique qu'elles s'affranchissent, en un sens, des contraintes que leur impose la loi de la valeur ; autrement dit, que le capital (industriel) transforme, en se l'appropriant, cette loi en tant que loi gouvernant le procès de répartition de la valeur, plus exactement de la plus-value.

1. *Profit et taux de profit*

Pour prendre l'exacte mesure du problème que pose au capital l'existence de la loi de la valeur comme loi de répartition, commençons par introduire deux catégories nouvelles : celles de profit et de taux de profit.

1.1. Le *profit* réalisé par un capitaliste (industriel) peut se définir comme la différence entre le coût de production de ses marchandises et leur prix de vente. Le *coût de production* d'une quantité de marchandises déterminées, c'est ce qu'il lui en a coûté pour les produire, ou plutôt les faire produire, autrement dit le capital (constant et variable) qu'il lui a fallu *avancer* à cette fin. Si nous supposons que les marchandises sont vendues à leur valeur (bien que, comme nous allons le voir, ce ne soit qu'exceptionnellement le cas), nous voyons que le profit est égal à la survaleur ou à la plus-value qui a été formée au cours du procès de production des marchandises et que leur vente permet de réaliser. Profit ne semble donc être qu'un autre nom donné à la plus-value.

Cependant si, à ce niveau d'analyse, profit et plus-value s'identifient encore *quantitativement*, ils se différencient déjà *qualitativement*. En effet, selon le concept de Marx, la plus-value se présente comme l'excédent de la valeur formée par la consommation productive de la force de travail par le capital sur la valeur de cette même force, valeur à laquelle elle a été acquise par le capital. Elle désigne donc clairement l'origine de la survaleur que s'approprie le capital, qui lui permet de s'affirmer comme capital, à savoir l'exploitation de la force de travail, l'extorsion d'un surtravail au-delà du travail nécessaire à la simple reproduction de la force de travail.

Au contraire, le profit rapporte cette même survaleur à la *totalité* du capital qu'il a fallu avancer pour produire les marchandises qui l'incorporent, sans établir aucune différence entre les deux éléments constitutifs de cette avance de capital, dont les fonctions sont pourtant essentiellement différentes du point de vue de la formation de la valeur et, partant, de la valorisation du capital. En effet, le capital constant ne fait que transmettre sa valeur aux marchandises produites, ce qui n'est pas le cas du capital variable, qui ne représente que la valeur de la force de travail. Car ce n'est pas celle-ci qui s'incorpore à la valeur des marchandises, mais la valeur nouvellement produite par la mise en œuvre productive de la force de travail, dont une partie reproduit l'équivalent de la valeur avancée par le capitaliste pour l'acquérir, et dont le restant constitue une survaleur (plus-value) qu'il s'approprie. Dès lors que, sous la catégorie de coût de production, les deux fractions du capital constant et variable sont confondues et assimilées en tant que simples composantes de la valeur des marchandises, l'origine de la survaleur (l'exploitation de la force de travail) disparaît complètement, et c'est le capital qui semble doué, en tant que tel, de la mystérieuse capacité d'engendrer de la valeur. Autrement dit, dès lors que *tout* le capital semble également et identiquement participer de la formation de plus-value, celle-ci semble du même coup ne concerner *rien* que le capital, à l'exclusion du travail et de son exploitation. Le profit n'est donc qu'une forme mystificatrice de la plus-value, procédant du fétichisme capitaliste, de l'apparence d'autoproduction (d'auto-valorisation) du capital: « *Le profit, tel qu'il se présente à nous d'abord, est donc la même chose que la plus-value: il en est simplement une forme mystifiée, qui naît cependant nécessairement du mode de production capitaliste.* »²

Cette forme se développe d'abord dans la conscience des capitalistes individuels; elle correspond à la manière dont le rapport capitaliste ne peut manquer de leur apparaître. En effet, du point de vue du capitaliste, la différence entre capital constant et capital variable est secondaire; l'un et l'autre ne sont que des fractions, tout à fait interchangeables, de la valeur qu'il leur faut avancer pour réaliser et s'approprier une certaine survaleur: « *Il est indifférent au capitaliste de considérer qu'il avance le capital constant pour tirer bénéfice du capital variable, ou qu'il avance le capital variable pour mettre en valeur le ca-*

2. *Id.*, page 56.

*pital constant. [...] Le capitaliste ne pouvant exploiter le travail que s'il avance le capital constant et ne pouvant mettre en valeur le capital constant que s'il avance le capital variable, dans sa pensée ces deux éléments jouent le même rôle.»*³ Cette confusion, qui embrouille le rapport capitaliste en masquant l'origine de la survalueur que le capital s'approprie, est notamment favorisée par deux phénomènes. D'une part, par la forme salaire que prend la valeur de la force de travail dans le rapport capitaliste, et qui fait apparaître le salaire comme la valeur (ou prix) non pas de la force de travail mais du travail tout entier fourni par le travailleur salarié⁴; si bien que tout le travail fourni semble avoir été payé par le capital. D'autre part, par l'incorporation de la force de travail par le capital productif au sein même du procès de travail, qui lui permet d'apparaître comme le véritable sujet de ce procès, résultat global de la soumission réelle du travail au capital, ainsi que nous l'avons vu. D'une part, donc, le travailleur salarié semble se voir payer tout le travail qu'il a fourni; tandis que, d'autre part, le capital semble seul engendrer la valeur formée dans le procès de travail. Dès lors, l'origine de la survalueur est totalement occultée et elle peut se présenter comme un simple excédant du prix de vente des marchandises, réalisé dans et par le procès de circulation, sur ce qu'il a fallu avancer pour les produire, donc sur leur coût de production. Ce que Marx résume en ces termes: «*Du moment que, dans la composition apparente du coût de production, on ne voit pas de différence entre capital constant et variable, l'origine du changement de valeur qui se produit pendant le procès de production doit nécessairement être transférée de la portion variable du capital au capital dans son ensemble. C'est parce que le prix de la force de travail apparaît à l'un des pôles sous la forme modifiée du salaire, qu'au pôle opposé la plus-value apparaît sous la forme modifiée du profit.*»⁵

Quant au *taux de profit*, il rapporte le profit (par hypothèse toujours égal à la plus-value) non pas au seul capital *dépensé* pour le produire mais à la totalité du capital *avancé* dans le procès de production et dans le procès de circulation, nécessaire par conséquent à l'accomplissement du cycle complet du capital au terme duquel seules la va-

3. *Id.*, pages 60-61.

4. Marx analyse ce phénomène qui participe du fétichisme capitaliste dans *Le Capital*, I, 2, pages 210-211.

5. *Le Capital*, III, 1, page 56.

leur et la plus-value formées auront été réalisées. Or le capital avancé excède le capital dépensé pour deux raisons. D'une part, il inclut la totalité du capital fixe investi dans le procès de production au cours de la période considérée, alors qu'une fraction seulement de ce capital, correspondant à l'usure des moyens de travail pendant cette période, y sera consommée et transmise aux marchandises et entrera dans la composition du capital dépensé (sous forme de capital constant). D'autre part, il inclut de même l'avance additionnelle de capital rendue nécessaire par le procès de circulation du capital, pour mettre en œuvre le travail vivant et mort nécessaire à l'accomplissement des métamorphoses du capital au sein de ce procès, en un mot les frais de circulation du capital ; mais aussi pour assurer la continuité du procès de production par-delà les discontinuités périodiques qu'occasionne le procès de circulation.

Le taux de profit est donc une forme du rapport capitaliste encore plus irrationnelle que le profit lui-même. Sans doute comme dans ce dernier, le taux de profit rapporte la plus-value à la totalité du capital employé pour la former, sans distinction aucune entre ses différents éléments composants. Mais, dans le cas du taux de profit, on n'assimile pas seulement capital constant et capital variable, mais encore capital dépensé productivement (dans le procès de production) et capital dépensé improductivement (dans le procès de circulation) et même capital dépensé et capital avancé, toutes les fractions du capital étant censées générer de la plus-value au même titre, dès lors qu'elles ont été avancées à fin de valorisation précisément. Autant dire que le taux de profit participe pleinement du fétichisme du capital.

D'une part, dans ce rapport qu'est le taux de profit, la nature et l'origine de la plus-value sont encore plus occultées que dans le profit lui-même. Le taux de profit met, en effet, en rapport deux grandeurs qui n'ont aucune relation directe l'une avec l'autre : « *En soi la grandeur du capital total n'a pas de relation interne avec la grandeur de la plus-value, du moins pas directement.* »⁶ Du coup, le rapport entre la plus-value et la partie du capital (le capital variable) qui s'échange contre la force de travail, soit le taux de plus-value qui mesure le degré d'exploitation du travail, se trouve masqué, noyé dans un rapport général de cette même plus-value à l'ensemble du capital, tous éléments confondus : « *En soi, le taux de profit indique*

6. *Id.*, page 64.

au contraire que cet excédent se comporte d'une manière identique envers des portions de capital de même grandeur, ce dernier ne présentant de ce point de vue aucune différence interne que celle qui sépare le capital fixe du capital circulant»⁷, le premier comptant intégralement au dénominateur alors que seule sa part consommée entre dans le numérateur.

De ce fait, d'autre part, l'apparence d'autoproduction du capital s'en trouve considérablement renforcée, le capital tout entier, tous éléments confondus, apparaissant désormais comme la source unique de la plus-value : « Dans la plus-value, la relation entre capital et travail est mise à nu ; dans le rapport entre capital et profit, c'est-à-dire entre capital et plus-value, le profit apparaissant d'une part comme excédant sur le coût de production de la marchandise, réalisé dans le procès de circulation, d'autre part comme un excédant plus précisément déterminé par son rapport avec le capital total, le capital apparaît comme un rapport avec lui-même : dans ce rapport, il se distingue, en tant que somme des valeurs initiales, d'une valeur nouvelle qu'il a établie lui-même. »⁸ Autrement dit, dans le taux de profit, le capital parvient à occulter totalement son rapport au travail (son exploitation et sa domination de la force de travail comme seule source de sa valorisation) et à se poser comme puissance s'autovalorisant, engendrant par lui-même, au cours de son cycle unissant procès de production et procès de circulation, une valeur additionnelle, à la manière d'une puissance naturelle qui croît et se développe par elle-même, fructifiant en vertu d'un principe dynamique interne⁹.

1.2. Précisons les facteurs déterminant le taux de profit, en supposant toujours pour l'instant que le profit est égal à la plus-value, autrement dit que les marchandises s'échangent à leur valeur.

Il y a, en premier lieu, le *taux de plus-value*, rapport de la plus-value au capital variable, du temps de surtravail au temps de travail nécessaire, qui mesure le degré d'exploitation de la force de travail. Mathématiquement, la relation entre les deux est donnée par les for-

7. *Id.*, page 66.

8. *Ibid.*

9. D'ailleurs, dans les *Grundrisse*, Marx avait intitulé la matière du futur Livre III du *Capital* « le procès de fructification du capital ». Cf. *Grundrisse*, tome 2, pages 271 et 671.

mules suivantes: $p' = pl/(c + v) = (pl' \cdot v)/C$, dans lesquelles c désigne le capital constant, v le capital variable, C le capital total ($c + v$), pl la plus-value, pl' le taux de plus-value et p' le taux de profit. Toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit est donc d'autant plus élevé que le taux de plus-value l'est lui-même, et inversement. Par conséquent, tout ce qui peut augmenter (respectivement diminuer) le taux de plus-value, à savoir la hausse (respectivement la baisse) de la durée, de l'intensité ou de la productivité du travail, exerce une influence favorable (respectivement défavorable) sur le taux de profit¹⁰.

En second lieu, pour la détermination du taux de profit, il faut tenir compte de la *composition du capital en valeur*, autrement dit du rapport du capital constant au capital variable, c/v . En effet, la formule précédente du taux de profit peut encore s'écrire $p' = pl/(c + v) = pl/(1 + k)$, en posant $k = c/v$. « *Le taux de profit est donc déterminé par deux facteurs principaux: le taux de plus-value et la composition de la valeur du capital.* »¹¹ Plus précisément, on voit que, toutes choses égales par ailleurs, le taux de profit est inversement proportionnel à la composition du capital en valeur. Par conséquent, tout ce qui tend à augmenter (respectivement diminuer) la composition du capital en valeur tend à déprécier (respectivement apprécier) le taux de profit.

Or, parmi les principaux facteurs qui déterminent la composition du capital en valeur, figure sa composition technique, c'est-à-dire le rapport entre la masse du travail mort mis en œuvre et la masse du travail vivant qui le met en œuvre, qui n'est qu'une autre mesure de la productivité du travail. Dans la mesure où la composition en valeur du capital est fonction de sa composition technique, Marx la nomme *composition organique*¹². Le taux de profit dépend donc notamment de la composition organique du capital: il est d'autant plus élevé que cette composition est basse, autrement dit que le rapport c/v est faible, et qu'en conséquence, pour une grandeur donnée du

10. En fait, comme nous le verrons ultérieurement, l'augmentation de la productivité exerce une incidence contradictoire sur le taux de profit dans la mesure où elle tend simultanément à accroître le taux de plus-value et à augmenter la composition organique du capital.

11. *Le Capital*, III, 1, page 87.

12. Cf. *Le Capital*, I, 3, page 54.

capital total, celui-ci met en mouvement une masse plus importante de travail vivant et génère, pour un taux de plus-value donné, une quantité d'autant plus importante de plus-value¹³.

La composition du capital en valeur dépend cependant aussi de l'usage qui est fait des moyens de production dans le procès de production lui-même. En particulier, tout ce qui permet d'y économiser ces moyens réduit d'autant la valeur du capital constant à avancer pour s'approprier une masse déterminée de plus-value. Une telle économie, absolue ou relative, peut s'obtenir par différents biais: les économies d'échelle que permettent aussi bien l'allongement de la journée de travail que la concentration des moyens de production dans un même espace; des améliorations apportées à la qualité des matières de travail aussi bien que des moyens de travail; la récupération et le recyclage des résidus et déchets de la production; etc.

La composition du capital en valeur, comme plus largement la valeur globale du capital, dépend encore des incessantes révolutions de valeur que subissent les différents éléments entrant dans la composition du capital. Ces révolutions produisent des accroissements de valeur ou au contraire des dévalorisations des capitaux déjà en fonction, provoquant ainsi, toutes choses égales par ailleurs, des modifications du taux de profit. Ce phénomène est particulièrement important en ce qui concerne le capital fixe, essentiellement matérialisé dans les moyens de travail, placés sous la menace permanente de ce que Marx nomme leur « *usure morale* » (leur obsolescence): constamment, en effet, le capital lance lui-même sur les marchés des équipements productifs plus performants, plus productifs, à valeur relative égale voire inférieure à celle des équipements en fonction, provoquant du même coup la dévalorisation de ces derniers. Pour se prémunir contre ce risque, le capital n'a pas d'autre solution que d'accélérer la rotation de son élément fixe, sa reproduction en valeur, donc d'accélérer l'usure physique des moyens de travail, en prolongeant au maximum leur usage, donc en définitive la journée de travail, jusqu'à la rendre continue, comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler.

13. On voit donc comment l'accroissement de la productivité du travail, tout en dévalorisant la force de travail et en faisant croître le taux de plus-value, augmente inversement la composition technique du capital et, tendanciellement au moins, sa composition organique. Si donc, d'un côté, il tend à augmenter le taux de profit, il tend inversement par ailleurs à le diminuer.

Dans la détermination du taux de profit intervient, en troisième lieu, *la vitesse de rotation du capital*, doublement d'ailleurs. D'une part, comme nous l'avons vu, le procès de circulation, moment de la rotation du capital, est responsable du fait qu'une partie seulement du capital avancé peut, en permanence, être employée de manière productive, sous forme de capital productif, pendant que l'autre séjourne au contraire au sein du procès de circulation, dans lequel il est improductif (il n'y engendre ni valeur ni plus-value). Et la part qui peut ainsi être employée productivement est d'autant plus restreinte que la période de circulation est plus longue. Ce qui signifie que, pour un taux de plus-value donné, la masse de la plus-value est d'autant plus grande que la période de circulation est restreinte.

D'autre part, la durée globale de la rotation, somme de la durée de la période de circulation et de la durée de la période de production, n'en a pas moins une incidence sur la masse de la plus-value produite. Elle détermine, en effet, le nombre de rotations que le capital (notamment le capital variable) peut effectuer dans l'année, autrement dit le nombre de fois qu'il peut être avancé à fin de valorisation, par conséquent la masse de la plus-value qu'il va pouvoir former et s'approprier au cours de l'année (en considérant toujours l'année comme l'unité de mesure de la période de rotation du capital).

En dernier lieu, enfin, il faut tenir compte du montant des *frais de circulation*, qui accroissent d'autant la masse du capital à avancer pour former et réaliser une masse de plus-value donnée, sans pour autant accroître cette dernière. Ils n'en déterminent donc pas moins le taux de profit que les facteurs précédents.

Ainsi, contrairement à une idée solidement ancrée dans la tradition des commentaires de Marx et de ce qu'il est convenu d'appeler l'économie marxiste, le taux de profit n'est pas seulement déterminé par les caractéristiques du procès de production (taux de plus-value et composition organique du capital) mais tout aussi bien par ceux du procès de circulation (vitesse de rotation et frais de circulation – ou avance additionnelle de capital improductif)¹⁴.

14. Marx lui-même est en partie responsable de cette négligence de ses disciples et commentateurs en ce qui concerne l'incidence du procès de circulation sur la formation du taux de profit. En effet, dans le manuscrit dont Engels s'est servi pour publier le Livre III du *Capital*, cette incidence est en partie omise par Marx

Sous la forme du taux de profit, le procès de circulation, qui par définition ne produit ni valeur ni plus-value, ne détermine donc pas moins le degré de valorisation du capital que le procès de production. Ce qui confirme bien la nature foncièrement irrationnelle (fétichiste) de cette forme, dans laquelle le secret du rapport capitaliste (l'exploitation de la force de travail) se trouve occulté, tandis que l'illusion d'une autoproduction du capital se trouve du même coup consolidée. Et cela indépendamment même des illusions générées par le procès de circulation dans la conscience du capitaliste: «*Réaliser la valeur des marchandises – ce qui englobe la réalisation de la plus-value – c'est, pour lui, créer cette plus-value.*»¹⁵

2. La nécessité de l'égalisation des taux de profit

Etant donné les facteurs qui les déterminent, l'inégalité des taux de profit est inévitable entre les capitaux opérant au sein des différentes branches de la production et, quoique dans une moindre mesure, entre les différents capitaux au sein d'une même branche. Tant du moins que les marchandises s'échangent à leur valeur effective, conformément à ce qu'exige en principe la loi de la valeur.

On peut en effet supposer que les conditions d'exploitation s'égalisent entre les différentes branches de la production, donc qu'il se crée un taux général de plus-value: «*Même si l'égalisation des salaires et des journées de travail, et par conséquent celles des taux de plus-value entre les diverses branches de la production et même entre les différents investissements de capitaux à l'intérieur d'une même branche, est freinée par toutes sortes d'obstacles locaux, elle s'accomplit néanmoins toujours davantage, grâce au progrès de la production capitaliste et à la subordi-*

lui-même, à telle enseigne que Engels a dû, de son propre chef, ajouter un chapitre consacré à l'«*effet de la rotation sur le taux de profit*» (*Le Capital*, III, 1, chapitre IV, pages 88 à 95). Cela s'explique sans doute par le fait que ce manuscrit, datant de 1863-1865, est antérieur aux travaux menés par Marx en vue de la rédaction du Livre II (datant de 1867-1870 et de 1877-1879), qui lui ont permis de prendre conscience de l'importance du procès de circulation et de toutes ses incidences (cf. annexe 2). Bon lecteur (et en partie d'ailleurs inspirateur) de son ami, Engels a su corriger cette négligence. Mais cela n'a visiblement pas suffi à éveiller l'attention de la plupart des marxistes après lui, dont j'ai déjà eu l'occasion de souligner la sous-estimation et la méconnaissance de l'importance du procès de circulation.

15. *Le Capital*, III, 1, page 154.

*nation de tous les rapports économiques à ce mode de production.»*¹⁶ Grâce aussi, pourrait-on dire, au développement de la résistance et de la lutte des travailleurs contre leur propre exploitation, qui leur permettent d'homogénéiser leurs conditions de travail et d'existence, d'imposer par exemple un salaire de référence pour chaque qualité de force de travail et type d'usage de cette force.

On peut de même supposer que les capitaux opérant dans les différentes branches de la production parviennent à égaliser en gros leurs frais de circulation. En effet, ce qui est possible dans l'ordre de l'exploitation du travail productif ne l'est pas moins dans l'ordre de celle du travail improductif – à cette différence près qu'il s'agit dans un cas de gagner le plus d'argent possible alors qu'il s'agit dans l'autre d'en perdre le moins possible. Or l'essentiel des frais de circulation correspondent au travail vivant nécessaire à l'accomplissement des métamorphoses du capital au sein du procès de circulation. L'extension au travail improductif assurant la circulation du capital (travail de gestion, de commercialisation, d'intermédiation bancaire et financière, etc.) des méthodes de soumission réelle du travail productif au capital permet donc d'homogénéiser le degré d'exploitation du premier aussi bien que du second. Et ce phénomène est encore favorisé par la concentration du travail improductif de circulation qui se réalise par le biais du développement du capital marchand, ainsi que nous l'avons vu.

Par contre, la nature même des procès de travail ou des produits qui en résultent dans les différentes branches de la production crée, inévitablement, des inégalités entre les compositions organiques des capitaux correspondants ainsi qu'entre leurs vitesses respectives de rotation. En effet, la composition organique moyenne du capital varie nécessairement d'une branche de la production à l'autre, selon que la nature du procès de travail correspondant implique la mise en œuvre de plus ou moins de travail vivant ou de plus ou moins de travail mort, pour une même quantité de valeur formée. Elle est ainsi nécessairement plus élevée dans l'industrie extractive (les mines), dans les transports ou dans l'industrie sidérurgique que dans la métallurgie, plus importante dans cette dernière que dans l'industrie des composants électroniques ou dans l'agriculture, pour s'en tenir à quelques exemples: « *Comme dans des sphères différentes de production des capi-*

16. *Id.*, pages 159-160.

*taux calculés en pourcentage de même grandeur se divisent inégalement en capital constant et variable, qu'ils mettent en œuvre des quantités différentes de travail vivant et produisent par conséquent des quantités différentes de plus-value, donc de profit, leur taux de profit, n'étant que le pourcentage que représente la plus-value par rapport au capital total, est donc différent.»*¹⁷

De même, la vitesse moyenne de rotation du capital circulant diffère d'une branche à l'autre, selon la longueur de la période de production (elle est donc nécessairement inférieure dans l'agriculture que dans l'industrie) et, surtout, selon la longueur de la période de circulation (elle est donc inférieure pour les capitaux qui travaillent pour le marché mondial que pour ceux qui travaillent pour un marché local): «*La diversité des temps de rotation s'ajoute donc aux autres facteurs qui font que des capitaux de même grandeur, investis dans des sphères de production différentes, ne produisent pas les mêmes masses de profit dans les mêmes laps de temps, partant que les taux de profit sont différents dans les sphères différentes.»*¹⁸

Ainsi, si nous supposons que les marchandises produites par les différents capitaux sont vendues à leur valeur, conformément à ce qu'exige la loi de la valeur, et que, par conséquent, le profit est égal pour chacun à la plus-value qu'il a formée et réalisée, les taux de profit seront nécessairement inégaux entre les différentes branches de production, voire à l'intérieur d'une même branche. Mais une telle disparité entre taux de profit constituerait immanquablement un obstacle essentiel et, en définitive, rédhitoire au développement de la production capitaliste.

D'une part, elle entraverait l'accroissement de la productivité du travail, pourtant condition de l'extraction de la plus-value relative et, par conséquent, d'une valorisation intensive du capital. En effet, accroître la productivité du travail signifie nécessairement augmenter la composition technique du capital, la part du travail mort par rapport au travail vivant, par conséquent (même si ce n'est pas dans les mêmes proportions) sa composition organique. Si donc les marchandises étaient vendues strictement à leur valeur en tant que produits des capitaux, comme l'exige en principe la loi de la valeur, si par conséquent les capitaux étaient rémunérés en stricte proportion de la

17. *Id.*, page 166.

18. *Id.*, page 168.

plus-value qu'ils produisent par eux-mêmes, ceux d'entre eux qui œuvrent à augmenter la productivité moyenne du travail, en développant les moyens de travail et les formes d'organisation du travail permettant d'économiser du travail vivant (de manière relative voire absolue), qui créent par conséquent les conditions d'une exploitation plus intensive de la force de travail, se trouveraient pénalisés par rapport aux autres, en voyant leur valorisation relative (leur taux de profit) se dégrader par rapport aux capitaux moins productifs. Dans ces conditions, jamais le passage de la domination formelle à la domination réelle du capital sur le travail, partant celui de la plus-value absolue à la plus-value relative, ne pourrait avoir lieu.

D'autre part, dans ces conditions et pour les mêmes raisons, le capital aurait tendance à ne pas s'investir dans les branches de production impliquant d'emblée une composition du capital élevée (supérieure à la moyenne), rendant impossibles leur intégration et leur subordination au mode capitaliste de production. Tandis qu'il se précipiterait en masse vers les branches de production à basse composition (inférieure à la moyenne). Il en résulterait un excès de capital d'un côté et un défaut de capital de l'autre, avec les distorsions dans la valeur et les prix des marchandises respectives. Les indispensables équilibres dans la répartition des forces productives, du travail social (mort et vivant) entre les différentes branches de la production sociale, ne pourraient pas être établis; et tout développement cohérent du mode capitaliste de production en serait compromis.

En particulier, cette disparité entre les taux de profit rendrait impossible l'établissement des proportions nécessaires entre les composants du capital des deux sections productives fondamentales, que l'analyse des conditions circulatoires de la reproduction du capital social nous a conduit à distinguer. En effet, les capitaux de la section I (productrice des moyens de production) ont en moyenne une composition organique supérieure et une vitesse de rotation plus lente que ceux de la section II (productrices des moyens de consommation), essentiellement du fait que les premiers intègrent proportionnellement plus de travail mort et moins de travail vivant que les seconds. Par conséquent, si les échanges se faisaient aux conditions précédentes (prix de marché égal à la valeur, profit égal à la plus-value), le taux de profit serait nécessairement inférieur dans la section I que dans la section II. Il s'ensuivrait que la production des moyens de production ne serait pas assumée sous une forme capitaliste (com-

me c'est d'ailleurs encore souvent le cas: pensons par exemple à la production d'un bon nombre d'infrastructures productives); ou, du moins, les capitaux abandonneraient la section I au profit de la section II: la section I connaîtrait un déficit chronique d'investissement en capital, tandis qu'inversement la section II se trouverait en état de pléthore chronique de capital. Du coup, ce sont les équilibres inter-sectionnels, conditions circulatoires de la reproduction du capital social, qui ne pourraient pas être assurés.

Dès lors on comprend pourquoi Marx peut affirmer qu'«*il n'y a pas de doute que dans la réalité il n'existe pas et il ne saurait exister de différences dans les taux de profit entre les différentes branches de la production, sans que tout le système de la production capitaliste en soit supprimé.*»¹⁹ Autant dire que la reproduction du capital comme valeur en procès requiert l'égalité du taux de valorisation des capitaux à l'intérieur des différentes branches et secteurs de la production, malgré l'inévitable *inégalité* des conditions de production et de circulation dans lesquelles ces mêmes capitaux assurent leur valorisation. Une fois de plus donc, le mouvement d'abstraction à travers lequel la valeur se déploie et affirme son autonomie, requiert l'égalisation de l'inégal, l'homogénéisation de l'hétérogène, l'uniformisation du différent. Mais, alors que cette égalisation était réalisée par la loi de la valeur au niveau de la production et circulation marchandes simples, c'est désormais contre cette loi, en tant que loi de répartition, que cette opération d'égalisation doit avoir lieu: il s'agit pour le capital de surmonter cette loi en la transformant.

3. L'établissement d'un taux moyen de profit

3.1. Le problème précédent ne trouve de solution que par la formation d'un *taux général de profit* s'appliquant uniformément à l'ensemble des capitaux (industriels) en fonction dans la société. Ce taux général de profit s'obtient en rapportant la masse totale de la plus-value produite, durant une période déterminée, à la masse totale du capital (industriel) qu'il a fallu avancer durant cette même période pour la produire. Il garantit donc, en principe, à chaque capital individuel en fonction dans la société une rémunération uniforme, c'est-à-dire

19. Id., page 176.

indépendante des conditions particulières de sa valorisation et proportionnelle à sa seule grandeur. Ainsi et ainsi seulement, tous les capitaux peuvent participer également au partage de la masse totale de la plus-value produite dans la société; et aucun capital ne se trouve défavorisé du fait des conditions particulières de production et de circulation qui sont celles de la branche dans laquelle il opère.

La formation d'un taux général de profit implique donc qu'un capital quelconque, investi dans une branche de production déterminée, ne s'approprie pas, en règle générale, la quantité de plus-value qu'il a lui-même produite. Il s'en approprie plus ou moins, selon que son taux de profit propre est inférieur ou supérieur au taux général de profit, c'est-à-dire qu'il opère dans des conditions de valorisation (avec une composition organique et une vitesse de rotation de sa fraction circulante) moins ou plus favorables que la moyenne des capitaux. C'est pourquoi Marx dénomme *profit moyen* le profit qui revient au capital grâce à cette péréquation de la masse totale de la plus-value entre l'ensemble des capitaux. Le profit moyen est l'expression directe de l'exigence propre à chaque capital d'être rémunéré proportionnellement à sa masse et indépendamment des conditions particulières de valorisation dans lesquelles il opère.

De même, l'établissement d'un taux général de profit implique que les prix, auxquels les marchandises produites par un capital donné s'échangent pour lui assurer le profit moyen, vont le plus souvent s'écarter de leurs valeurs, puisque le profit moyen s'écarte lui-même le plus souvent de la plus-value formée par le capital considéré. Ce n'est en fait que très exceptionnellement que valeur et prix vont coïncider, dans le seul cas des capitaux dont la composition organique et la vitesse de rotation correspondent avec les moyennes sociales de ces variables. Marx appelle *prix de production* le prix de vente des marchandises qui assure aux capitaux (industriels) le profit moyen. L'établissement d'un taux moyen de profit suppose donc que les valeurs soient converties en prix de production, donc que les marchandises ne s'échangent pas à leurs valeurs individuelles, en contrevenant par conséquent à la loi de la valeur, au moins en apparence.

Reste à déterminer comment la production capitaliste parvient à contrevenir ainsi apparemment à la loi de la valeur, pour égaliser des taux de profit spontanément inégaux d'une branche à l'autre, voire à l'intérieur d'une même branche, en convertissant les valeurs en prix de production. Sans pour autant autoriser, en même temps,

des engagements inefficients de capital, c'est-à-dire permettre à n'importe quel capital, opérant dans n'importe quelles conditions de valorisation, manifestement incapable de mettre en œuvre du travail socialement nécessaire, de participer à la péréquation de la masse totale de la plus-value sociale. Ce qui détruirait la base même de la loi de la valeur et déprimerait de toute façon le taux moyen de profit.

Marx a bien soin de préciser qu'une pareille opération est l'œuvre de tout le développement historique de la production capitaliste : « *Mais la difficulté proprement dite est celle-ci : comment se passe cet alignement des profits sur le taux général de profit, étant donné que celui-ci ne peut de toute évidence qu'être un aboutissement et non un point de départ ?* »²⁰ En fait, il va être l'œuvre de la concurrence capitaliste, de la concurrence entre les multiples capitaux singuliers en fonction : « *La concurrence est capable, d'abord dans une sphère, d'établir une valeur et un prix de marché identiques à partir des valeurs individuelles des marchandises. Mais c'est seulement la concurrence des capitaux entre les différentes sphères qui est à l'origine du prix de production, équilibrant les taux de profit entre ces sphères. Le dernier cas nécessite un développement plus poussé du mode de production capitaliste que le premier.* »²¹ Autrement dit, en présupposant que l'échange des marchandises ait lieu conformément à leur valeur individuelle, ce qu'assure déjà en principe la production marchande simple, la conversion des valeurs en prix de production s'effectue en deux temps.

3.2. En premier lieu, lorsque la majeure partie de la production d'une branche s'effectue dans des conditions capitalistes, la concurrence entre capitaux à l'intérieur de cette branche tend à réduire les valeurs individuelles des marchandises, produites dans des conditions inégales de valorisation du capital, à une même *valeur de marché* : « *Il faut considérer la valeur de marché, d'une part comme la valeur moyenne des marchandises produites dans une sphère, d'autre part comme la valeur individuelle des marchandises produites aux conditions moyennes de la sphère et qui constituent la grande masse des produits.* »²² De ces deux définitions de la valeur de marché, seule la première, qui en fait

20. *Id.*, page 190.

21. *Id.*, page 196.

22. *Id.*, page 194.

la moyenne arithmétique des valeurs individuelles de toutes les marchandises du même type produites dans la branche, a une portée générale. La seconde correspond au contraire à une situation particulière, même si elle est la plus fréquente, raison pour laquelle Marx y fait ici allusion.

La valeur de marché répartit donc également entre toutes les marchandises la quantité totale de travail social moyen, substance de la valeur, dépensé dans cette sphère, pour la production de ces marchandises. C'est pourquoi Marx la nomme encore *valeur sociale* par opposition aux *valeurs individuelles* des différentes marchandises produites. Cette valeur sociale s'écarte plus ou moins des valeurs individuelles, y compris de celles de la grande masse des marchandises, selon les proportions respectives de marchandises produites dans les meilleures ou dans les pires conditions de valorisation (pour le capital s'entend).

Pour que, dans une branche de production déterminée, puisse s'établir, pour un certain type de marchandises, une valeur de marché et que ces marchandises s'échangent à cette valeur, deux conditions essentielles doivent cependant être remplies. D'une part, il faut que la production capitaliste se soit entièrement emparée de la branche considérée, autrement dit que les marchandises y soient toutes produites dans des conditions capitalistes et qu'elles s'affrontent sur un même marché avec d'égales prétentions à s'y faire valoir, qu'il y ait donc une concurrence qui s'établisse entre les différents capitaux en fonction dans cette branche: « *Pour ce faire, une concurrence parmi les producteurs d'une même espèce de marchandises est nécessaire, ainsi que l'existence d'un marché où ils offrent tous ensemble leurs marchandises.* »²³ D'autre part, il faut que la masse totale des marchandises de ce type, produites dans cette branche, corresponde, en gros, au volume du besoin social (solvable) de ce type de marchandises, en d'autres termes que l'offre globale de ces marchandises ne soit ni en excès ni en défaut par rapport à sa demande sociale: « *Afin que le prix de marché de marchandises identiques, mais dont chacune serait produite dans des conditions individuelles de nuance différente, corresponde à la valeur de marché et ne s'en écarte ni par excès ni par défaut, il est nécessaire que la pression exercée les uns sur les autres par les différents vendeurs soit assez forte pour jeter sur le marché juste la quantité de mar-*

23. *Id.*, page 196.

chandises requise par le besoin social, c'est-à-dire la quantité que la société est capable de payer à la valeur de marché.»²⁴

La vente des marchandises à leur valeur de marché requiert donc un état d'équilibre entre l'offre et la demande de ces marchandises. Cela signifie que, lorsque les marchandises sont vendues à leur valeur de marché, c'est exactement la quantité globale d'un certain type de travail socialement nécessaire (la quantité requise par le volume d'un besoin social déterminé) qui a été dépensée à leur production, ni plus ni moins. C'est pourquoi cette dépense de travail peut aussi être validée dans sa totalité par la vente de l'ensemble des marchandises dans lesquelles ce travail se matérialise. Autrement dit encore, les marchandises ne peuvent être vendues à leur valeur de marché que pour autant qu'elles ne contiennent que du travail socialement nécessaire: la quantité de travail dépensé à leur production correspond non seulement à ce que requiert, en moyenne, au niveau social (au niveau de la branche considérée), la production d'une telle quantité de marchandises, mais encore au volume du besoin social solvable que ces marchandises sont censées satisfaire.

Cependant, un tel état d'équilibre entre offre et demande est proprement exceptionnel. Ce qui règne le plus souvent au sein de la production capitaliste, c'est au contraire le déséquilibre, l'offre se trouvant tantôt en excès, tantôt en défaut par rapport à la demande. Cela résulte directement du caractère marchand de la production capitaliste, partant de l'absence d'organisation générale de la production, la correspondance entre la quantité de travail dépensée dans la production de produits d'un certain type et la masse de ce type de produits dont la société a effectivement besoin se constatant *ex post* sur le marché et n'étant pas réglée et assurée *ex ante* par une planification de la production sociale elle-même. Et tout déséquilibre entre offre et demande aura pour effet de faire différer les prix de marché (les prix auxquels les marchandises s'échangent effectivement sur le marché) par rapport aux valeurs de marché: «[...] *si la quantité [de marchandises] est plus ou moins grande que la demande, des écarts entre prix de marché et valeur de marché se produisent. Le premier écart est celui-ci: lorsque la quantité est insuffisante, c'est toujours la marchandise produite dans les plus mauvaises conditions qui règle la valeur de marché; inversement, lorsque la quantité est trop importante,*

24. *Ibid.*

c'est toujours la marchandise produite dans les meilleures conditions qui règle cette valeur. C'est donc l'un des cas extrêmes qui détermine la valeur de marché, bien qu'il doive en être autrement d'après le simple rapport des masses produites dans des conditions diverses. Si l'écart entre la demande et la masse de produits croît, le prix de marché différera également d'une façon plus ou moins importante, en plus ou en moins, de la valeur de marché.»²⁵

Il semblerait donc que l'établissement d'une valeur de marché comme principe régulateur des échanges des marchandises d'un même type produites dans une branche déterminée soit chose impossible. En fait, pareille conclusion surestime l'importance du rapport entre offre et demande. Car, comme Marx le montre et contrairement à ce qu'en dit traditionnellement l'économie politique, ce rapport ne dispose d'aucune autonomie. Non seulement, s'il peut régler momentanément les prix de marché, il ne règle pas les valeurs de marché qui constituent la moyenne autour de laquelle oscillent ces prix, mais encore et surtout ce sont les valeurs de marché qui règlent en définitive ce rapport : « [Car], si l'offre et la demande ne coïncident dans aucun cas particulier donné, leurs inégalités se succèdent de telle sorte qu'en considérant l'ensemble pour une période plus ou moins longue, l'offre et la demande coïncident toujours, étant donné qu'un écart dans un certain sens provoque un autre en sens opposé. Mais le fait qu'elles coïncident résulte seulement de la moyenne de leurs variations passées et du mouvement continu de leur contradiction. Considérés dans leur chiffre moyen, les prix de marché s'écartant des valeurs de marché s'équilibrent pour devenir égaux aux valeurs de marché du fait que les écarts par rapport à ces dernières s'annulent comme plus et moins.»²⁶ Autrement dit, les déséquilibres entre offre et demande, donc les écarts qui en résultent entre valeurs de marché et prix de marché, servent en définitive à assurer l'équilibre entre offre et demande et, par conséquent, à faire coïncider, au moins en moyenne et tendanciuellement, prix de marché et valeurs de marché. En définitive, les déséquilibres entre offre et demande (les écarts entre prix de marché et valeurs de marché) comprennent un principe d'autocorrection qui finit toujours par imposer un retour à l'équilibre (donc à la valeur de marché).

25. *Id.*, page 201.

26. *Id.*, page 205.

Supposons par exemple un excès de l'offre par rapport à la demande. La conséquence en sera une baisse du prix de marché en dessous de la valeur de marché, entraînant tout à la fois un élargissement de la demande, puisque la demande s'élargit lorsque les prix baissent; une rétraction de l'offre, un certain nombre de producteurs étant éliminés ou cessant de produire, donc le volume du capital investi dans la branche allant en se contractant; enfin, une baisse de la valeur de marché elle-même, par adoption de modes de produire plus performants (faisant diminuer le temps de travail nécessaire). Dans tous les cas, le rapport offre/demande se trouvera rééquilibré et le prix de marché sera ramené à la valeur de marché, elle-même modifiée. Supposons inversement un défaut de l'offre par rapport à la demande. Il s'ensuivra une hausse du prix de marché au-dessus de la valeur de marché, entraînant et une rétraction de la demande et un élargissement de l'offre (par accumulation du capital dans la branche considérée) ainsi qu'une hausse de la valeur de marché elle-même, puisque même les marchandises produites dans les plus mauvaises conditions trouveront alors à se vendre. Sous l'effet de tous ces facteurs, le déséquilibre entre offre et demande cessera, et le prix de marché sera à nouveau ramené à la valeur de marché.

Ainsi les oscillations constantes des prix de marché et leurs constants écarts par rapport aux valeurs de marché, résultant des constants déséquilibres entre offre et demande, n'ont-ils d'autre effet que de rétablir en définitive, en moyenne sur une période déterminée, l'équilibre entre offre et demande, autrement dit de ramener la quantité de travail social dépensée dans la production de chaque type de marchandises à ce qui en est socialement nécessaire. Et par conséquent d'imposer la valeur de marché de ces marchandises comme principe régulateur de leurs échanges.

La réduction des valeurs individuelles différentes à une même valeur de marché va assurer, du même coup, un taux de profit identique aux capitaux de la branche considérée, correspondant au taux de profit des capitaux opérant dans les conditions moyennes de valorisation (de production et de circulation) dans cette branche. Les capitaux opérant dans des conditions moins favorables, dont la valeur individuelle des marchandises est par conséquent supérieure à leur valeur sociale, ne réalisent plus alors, au contraire, qu'un profit inférieur au profit moyen dans la branche. De ce fait, ils tendent à disparaître ou sont contraints de s'aligner sur les conditions moyennes de

valorisation. Inversement, les capitaux opérant dans les meilleures conditions de valorisation, dont la valeur individuelle des marchandises est inférieure à leur valeur sociale, réalisent alors un profit supérieur au profit moyen (ou surprofit). De ce fait, ils incitent mais aussi contraignent les autres capitaux à s'aligner sur leurs conditions de valorisation, qui tendent ainsi à devenir les conditions moyennes de la sphère, et ainsi de suite. Ainsi chaque capital singulier, en cherchant à réaliser un surprofit – et tel est l'unique enjeu de la concurrence entre capitaux –, travaille à son propre insu à établir les conditions d'un profit moyen à l'intérieur de sa branche. Chaque capital, en œuvrant à établir ou à maintenir les conditions d'une inégalité de rémunération à son avantage, contribue à réaliser l'égalisation des conditions de rémunération entre tous les capitaux à l'intérieur de sa sphère de production et de circulation.

3.3. C'est le même processus de concurrence entre les capitaux qui, dans une étape ultérieure de la production capitaliste, va permettre de réaliser l'égalisation des taux de profit entre les différentes branches de production, entraînant ainsi la conversion des valeurs de marché en prix de production. Pour n'importe quel capitaliste, il s'agit en effet de « [...] retirer pour le capital avancé à la production une plus-value ou un profit égaux à ceux que rapporte tout autre capital de même grandeur ou au prorata de sa grandeur, quelle que soit la branche de production où il est utilisé »²⁷. Tout capital exige donc d'être rémunéré au minimum au même taux que tout autre capital, et cherche même à l'être à un taux supérieur. Dans ces conditions, « [...] le capital abandonne une sphère à taux de profit peu élevé et se précipite sur celle qui comporte un taux de profit plus important. Par ce va-et-vient perpétuel, par la façon dont il se répartit entre les différentes sphères suivant que le taux de profit baisse par ci ou augmente par là, le capital provoque un rapport de l'offre et de la demande tel qu'il entraîne l'égalité du profit moyen entre les différentes sphères de production, d'où la transformation des valeurs en prix de production. »²⁸

Supposons, par exemple, que des capitaux affluent vers une branche de production assurant un taux de profit supérieur à celui des autres branches, parce que la composition organique y est en

27. *Id.*, page 210.

28. *Ibid.*

moyenne inférieure et la vitesse de rotation du capital circulant supérieure. Cet afflux de capitaux tend à y entraîner un excès de l'offre par rapport à la demande, en faisant baisser par conséquent le prix de marché en dessous de la valeur de marché. Ce qui va contraindre les capitaux en fonction dans cette branche à y accroître la productivité du travail, pour ramener la valeur de marché au niveau du prix de marché, provoquant ainsi une hausse de la composition organique moyenne de la branche. Bref, l'incidence de cet afflux de capitaux sera de faire baisser le taux moyen de profit dans cette branche. Inversement, si des capitaux quittent en masse une branche de production parce qu'elle n'assure qu'un taux de profit inférieur à celui des autres branches, cela provoque à nouveau un déséquilibre de l'offre par rapport à la demande dans cette branche, sous forme d'une insuffisance de la première relativement à la seconde, entraînant cette fois-ci une hausse des prix de marché au-dessus de la valeur de marché des marchandises, ce qui assure du même coup un taux de profit supérieur, y compris pour certains des capitaux opérant dans les plus mauvaises conditions de valorisation.

Ainsi, les flux et reflux de capitaux d'une branche de production à l'autre, par les modifications qu'ils provoquent au sein des conditions de la concurrence entre les capitaux ainsi que dans le rapport entre offre et demande, tendent à annuler les inégalités des taux de profit entre les différentes branches qui les font naître. Ces mouvements, provoqués par le désir de s'assurer le profit maximum, tendent donc à égaliser les taux de profit entre l'ensemble des branches de la production capitaliste, partant à transformer les valeurs en prix de production. Une fois encore, en travaillant à valoriser au maximum son propre capital, sur la base d'une représentation fétichiste de ce dernier, chaque capitaliste œuvre inconsciemment à réaliser les conditions de la production capitaliste dans son ensemble.

4. Les résultats de l'appropriation capitaliste du procès de répartition

La transformation des valeurs en prix de production, mouvement par lequel se réalise l'égalisation des taux de profit, semble contredire la loi qui exige que les marchandises soient échangées à leur valeur, c'est-à-dire proportionnellement aux quantités de travail social

moyen qu'elles renferment. Pourtant Marx ne cesse de répéter qu'en dehors de la loi de la valeur, tout le mouvement du capital devient inintelligible. Dès lors, comment résoudre cette contradiction? Ou, du moins, quel sens lui donner?

4.1. La transformation des valeurs en prix de production doit, en premier lieu, être comprise comme un nouveau moment de *l'autonomisation* de la valeur sous la forme du capital. C'est le moment où, devenue valeur en procès, la valeur tente de dominer sa propre loi, en la subordonnant aux exigences de sa valorisation, de son mouvement en tant que capital, sans pour autant parvenir à la supprimer en tant que telle. C'est dire que l'autonomie ainsi acquise par la valeur-capital relativement à cette loi est à la fois réelle, apparente et illusoire.

Elle est *réelle*, tout d'abord, dans la mesure où, à travers la transformation des valeurs en prix de production, le capital lève l'obstacle que constitue la loi de la valeur au regard de sa nature de valeur en procès. Les capitaux singuliers s'émancipent ainsi des limites et des contraintes que leurs conditions concrètes de production et de circulation imposent à leur valorisation; tandis que le capital social lève de même l'obstacle que représente, relativement à sa propre reproduction, la disparité de ces mêmes conditions de valorisation des capitaux singuliers. En ce sens, la transformation des valeurs en prix de production poursuit l'identification du non-identique et l'égalisation de l'inégal déjà entamées par la valeur elle-même: si la valeur ramène au même travail social moyen, à la même substance homogène et quantifiable, les multiples travaux utiles qualitativement différents qui composent le travail social, les prix de production ramènent à la même condition moyenne de valorisation des capitaux inévitablement placés dans des conditions inégales du fait de leurs particularités mêmes. Dans les deux cas, il s'agit de réduire à la même contrainte formelle d'identité (d'équivalence) un contenu (le travail social) essentiellement divers et hétérogène, autrement dit d'assurer l'autonomie de la forme valeur du travail social.

Pour autant, l'autonomie du capital à l'égard de la loi de la valeur n'est qu'*apparente*. En effet, cette loi continue bel et bien à régler le mouvement d'ensemble du capital, dans la mesure où le travail social reste la seule source et le seul contenu de la valeur et de la survaleur (la plus-value). En premier lieu, la somme des prix de production est bien égale à la somme des valeurs, tandis que les profits cumulés sont

strictement égaux à la masse totale de la plus-value formée et réalisée par l'ensemble du capital social: « [...] *dans la société, lorsqu'on considère l'ensemble de toutes les branches de production, la somme des prix de production des marchandises produites est égale à la somme de leurs valeurs.*»²⁹ Dans l'un et l'autre cas, ce dont le capital est au plus capable, c'est de modifier la *répartition* de la valeur et de la plus-value, mais non pas la loi qui détermine la quantité totale de valeur (respectivement de plus-value) par la quantité totale de travail (respectivement de surtravail) socialement nécessaire matérialisé dans le produit (respectivement le surproduit) social.

En second lieu, comme nous l'avons vu, c'est bien la variation des valeurs, donc des quantités de travail socialement nécessaire dépensées dans la production des marchandises, qui détermine en dernier recours celle des prix de production: « *Quelle que soit la manière dont les prix des marchandises sont d'abord fixés et réglés les uns par rapport aux autres, la loi de la valeur domine leur mouvement.*»³⁰ Autrement dit, la loi de la valeur ne règle pas moins la production capitaliste que la production marchande simple, mais elle la règle différemment: elle n'opère plus au niveau de la marchandise singulière ou du capital individuel, mais au niveau de l'ensemble du capital social. Autrement dit, elle se réalise dans l'apparence de sa propre négation: pour se réaliser au niveau de l'ensemble du capital social, elle doit se nier au niveau de chaque capital individuel.

Le capital ne domine donc la loi de la valeur qu'en lui obéissant, pour pasticher la célèbre formule de Bacon de Verulam³¹. Dans cette mesure même, son autonomie par rapport à cette loi apparaît en définitive *fictive*, c'est-à-dire source d'illusions fétichistes en même temps que procédant de ces mêmes illusions. Nous avons déjà vu plus haut que le taux de profit est une forme mystificatrice du rapport capitaliste, puisqu'il rapporte la plus-value extorquée à l'ensemble du capital avancé, en masquant du même coup sa nature (de travail non payé) comme son origine (l'exploitation du travail). Avec la transformation du profit en profit moyen, la connexion entre profit et plus-value (donc exploitation du travail) s'obscurcit encore un peu plus, puisque

29. *Id.*, page 176.

30. *Id.*, page 193.

31. « *On ne peut vaincre la nature qu'en lui obéissant* », *Novum Organum*, Livre I, paragraphe III, traduction Jean-Claude Buchon, PUF, 1968.

le profit réalisé par un capital donné dans une branche de production déterminée n'a plus aucun rapport direct non seulement avec le taux de la plus-value formée par ce capital mais encore avec sa masse : « [...] au moment où la plus-value se transforme simplement en profit, où la fraction de la valeur des marchandises constituant le profit affronte l'autre fraction de valeur qui constitue le coût de production de la marchandise, le capitaliste a déjà perdu la notion même de la valeur ; car il ne se trouve pas devant le travail global que la production de la marchandise a coûté, mais seulement devant une fraction de ce travail qu'il a payé sous forme de moyens de production vivants ou morts ; le profit lui apparaît comme quelque chose d'extérieur à la valeur immanente de la marchandise. Alors [avec la formation du taux de profit moyen] cette représentation des choses se trouve parfaitement confirmée, consolidée, ossifiée par le fait que, pour une sphère de production particulière, le profit ajouté au coût de production n'est pas effectivement déterminé par les limites de la création de la valeur qui s'opère en elle, mais est, au contraire, fixé de façon tout à fait extérieure. »³² Autrement dit, avec la formation d'un taux général de profit et la transformation consécutive des valeurs en prix de production, le processus de décomposition de la catégorie de valeur en ses différents éléments (coût de production et profit) et d'autonomisation (réification) de ces derniers franchit un degré supplémentaire, en rendant définitivement opaque le rapport entre formation de valeur et de survaleur, d'une part, et dépense de travail social, d'autre part.

Bien plus, à ce niveau, la croyance dans la capacité d'auto-valorisation du capital reçoit apparemment une confirmation éclatante. Au niveau de chaque capital singulier, la masse du profit réalisée semble dépendre uniquement de la masse du capital avancé et être totalement indépendant de la quantité et de la qualité du travail vivant mis en œuvre ; tout semble se passer comme s'il suffisait d'avancer une certaine somme d'argent dans les procès de production et de circulation pour qu'elle donne naissance et droit à une valeur supplémentaire, le profit. Quant au taux de profit, au degré de valorisation des capitaux singulier, il n'est plus déterminé, semble-t-il, par le travail social (sa quantité et sa qualité, le degré de son exploitation) mais par les caractéristiques moyennes du capital social (sa composition organique et sa vitesse de rotation). C'est désormais le capital social qui

32. *Le Capital*, III, 1, page 184.

mesure apparemment la valorisation des capitaux singuliers. Avec la formation d'un taux général de profit, le capital semble ainsi être devenu à lui-même son propre étalon.

4.2. La transformation des valeurs des marchandises en leurs prix de production ne supprime donc pas la loi de la valeur. Bien au contraire, elle l'approfondit en lui donnant un sens nouveau.

Dans sa signification immédiate, telle qu'elle résulte de l'analyse de la marchandise menée par Marx au début du *Capital*, la loi de la valeur dit simplement que la valeur de toute marchandise est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire à sa production. Et, par travail socialement nécessaire, on entend alors le travail qui, étant donné les conditions générales de la production régnant dans la société à l'époque considérée, est nécessaire en moyenne pour produire une certaine quantité de marchandises d'une qualité déterminée; autrement dit, un travail correspondant à la dépense d'une force de travail d'habileté moyenne, d'intensité moyenne, de productivité moyenne dans les conditions sociales considérées. En gros, cela signifie que, pour qu'une marchandise puisse s'échanger à sa valeur, on ne doit avoir dépensé à la produire que la quantité de travail requise en moyenne pour produire une marchandise de ce type, dans les conditions sociales normales de production de l'époque considérée.

Mais la notion de travail socialement nécessaire et, avec elle, la loi de la valeur possèdent encore une seconde signification, qui se révèle maintenant. En effet, pour qu'une marchandise puisse réaliser sa valeur, il lui faut, plus fondamentalement encore, avoir une valeur d'usage sociale, autrement dit correspondre à un besoin social (solvable): une marchandise n'a pas de valeur si elle n'a pas de valeur d'usage sociale, si elle ne répond à aucun besoin social. Bien plus: il ne suffit pas qu'elle corresponde *qualitativement* à un besoin social, qu'elle soit apte à satisfaire un besoin social dans l'absolu, qu'elle constitue un objet potentiel adéquat à un besoin social existant; il faut encore qu'elle lui corresponde *quantitativement*: qu'elle soit produite dans les limites de ce dernier, telles qu'elles résultent des rapports de répartition et des prix relatifs de l'ensemble des marchandises. En d'autres termes, il faut que la quantité de marchandises produites couvre exactement le besoin social de ce type de marchandises, ni plus ni moins. Ce qui signifie que la quantité de travail so-

cial dépensée à produire tout type de marchandises doit se mesurer au volume du besoin social de ce type de marchandises. La notion de travail socialement nécessaire prend ainsi une seconde signification : elle signifie non plus seulement que, dans la production de chaque marchandise, il ne s'agit de dépenser que la quantité de travail qui est généralement nécessaire pour produire cette marchandise dans les conditions sociales de l'époque ; mais encore et surtout que la société ne doit consacrer à la production de chaque type de marchandises que la quantité de travail (mort et vivant) nécessaire pour couvrir le besoin de ce type de marchandises, ni plus ni moins ; autrement dit, que la quantité de capital en fonction dans chaque branche de production doit être proportionnée aux besoins sociaux correspondants : « *Car la valeur d'usage reste la condition sine qua non. Mais si, dans le cas de la marchandise isolée, la valeur d'usage dépend du fait qu'elle doit, en soi, satisfaire un besoin, par contre, pour la masse des produits sociaux, elle dépend du fait qu'elle est, pour chaque espèce particulière de produits, adéquate au besoin social quantitativement déterminé et que le travail se trouve donc réparti dans les diverses sphères de production proportionnellement à ces besoins sociaux quantitativement définis. (Au chapitre de la répartition du capital dans les différentes sphères de production, il faudra considérer ce point). Le besoin social, c'est-à-dire la valeur d'usage à l'échelle sociale, est ici déterminante pour fixer les quotas de la totalité du temps de travail social revenant aux diverses sphères de production particulières.* »³³ Dans le cas contraire, si le capital se trouve en excès ou en défaut dans une branche, les marchandises produites ne se vendront pas à leur prix de production (assurant le profit moyen), mais respectivement au-dessous ou au-dessus de ce prix, provoquant ainsi soit un reflux du capital vers d'autres branches, soit inversement un afflux du capital vers cette branche, jusqu'à ce que l'équilibre soit rétabli à chaque fois. Et c'est l'occasion de constater, une nouvelle fois, qu'en dépit de sa tendance à l'autonomisation, la valeur-capital ne peut totalement faire abstraction ni de son propre contenu (le travail social) ni de son propre support (la valeur d'usage).

Comme la notion de travail socialement nécessaire, la loi de la valeur peut et doit donc se comprendre doublement. D'une part, au niveau de la marchandise individuelle, singulière, isolée, niveau où se situe l'analyse au début du *Capital*, elle stipule simplement que les

33. *Le Capital*, III, 3, page 27.

différentes marchandises singulières ne s'échangent entre elles qu'en proportion des quantités de travail social moyen que leur production requiert, ce qui oblige chaque producteur à ne dépenser pour produire chaque marchandise ou groupe de marchandises d'une qualité déterminée que la quantité de travail qui est nécessaire en moyenne dans les conditions sociales considérées. D'autre part, au niveau de l'ensemble des marchandises, de la totalité de la production marchande telle qu'elle résulte du développement de l'ensemble du processus de production capitaliste, niveau où se situe l'analyse de la conversion des valeurs individuelles des marchandises en leur prix de production, cette même loi stipule que l'engagement du capital dans les différentes branches de production doit être proportionné aux besoins sociaux (solvables) des types de marchandises correspondants. Ainsi, la loi de la valeur joue à un double niveau :

- d'une part, au sein de chaque branche de la production capitaliste, elle impose le respect par chaque producteur capitaliste de normes déterminées de production qui fixent, pour chaque type de marchandises, la quantité de travail à utiliser, dans les limites fixées par le besoin social correspondant ;

- d'autre part, au niveau de l'ensemble de la production capitaliste, elle impose des normes de répartition de la quantité totale de travail social en fonction des limites des besoins sociaux correspondants, de manière à ce que s'ajustent l'offre et la demande sociales.

*« Il s'agit en effet ici de la loi de la valeur telle qu'elle régit non point les marchandises ou articles isolés, mais respectivement l'ensemble des produits de chaque sphère particulière de production sociale, que la division du travail a rendue autonome ; de sorte que non seulement on ne consacre à chaque marchandise particulière que le temps de travail nécessaire, mais on emploie dans les différents groupes uniquement la proportion nécessaire de l'ensemble du temps de travail social [...] Cette limite quantitative des fractions de temps de travail social utilisables dans les différentes sphères de production particulières n'est qu'une expression plus développée de la loi générale de la valeur ; bien que le temps de travail nécessaire prenne ici un sens différent. Il en faut telle quantité pour satisfaire le besoin social. C'est la valeur d'usage qui détermine ici la limitation. »*³⁴ En définitive, le temps de travail socialement nécessaire, *« c'est le temps de travail requis pour produire, dans les conditions sociales*

34. *Id.*, pages 27-28.

moyennes de production, la quantité totale exigée par la société d'une espèce de marchandises se trouvant sur le marché.»³⁵

On retrouve ici, une fois de plus, la démarche (méthode) caractéristique de Marx. Dans un premier temps, au niveau de l'analyse de la marchandise isolée, il présuppose qu'est remplie la condition qui permet à l'ensemble des marchandises du même type de s'échanger à leur valeur, autrement dit que la quantité de travail social affectée à la production de ce type de marchandises est proportionnée au besoin social correspondant; ce qui lui permet de réduire la portée et la signification de la loi de la valeur à la nécessité pour chaque marchandise individuelle de ne matérialiser que la quantité de travail généralement nécessaire à la production de ce type de marchandises. Ce n'est que dans un deuxième temps, lorsqu'il passe à l'analyse du fonctionnement du mode de production capitaliste dans son ensemble, plus précisément à l'analyse de la conversion de la valeur des marchandises en leur prix de production, que Marx est amené à prendre en compte la seconde signification de la loi de la valeur, à savoir la nécessité de proportionner la dépense de travail social, par conséquent l'investissement de capital dans chaque branche, au volume des besoins sociaux correspondants.

4.3. C'est dire qu'en second lieu l'enjeu de la formation d'un taux de profit général (moyen) et de la transformation consécutive des valeurs en prix de production est *la socialisation* de la production capitaliste: l'affirmation du caractère social (global) de cette production, par-delà sa fragmentation en de multiples capitaux individuels, apparemment promus à l'autonomie.

D'une part, l'établissement d'un taux de profit général procède d'une socialisation du capital: « *Sous cette forme, le capital prend conscience qu'il est une force sociale à laquelle chaque capitaliste participe proportionnellement à sa part de l'ensemble du capital social.* »³⁶ Comme nous l'avons vu, ce sont les exigences générales de la production capitaliste et de la reproduction du capital qui commande l'égalisation de la rémunération des multiples capitaux singuliers, en dépit des inégalités qui les caractérisent et de leurs prétentions respectives. Autrement dit, le capital social, l'ensemble du capital en fonction

35. *Id.*, page 33.

36. *Le Capital*, III, 1, page 210.

dans la société, plie à ses exigences la valorisation des capitaux singuliers dont il se compose, marquant ainsi très exactement la limite de leur autonomie. Et c'est la composition organique moyenne et la vitesse de rotation moyenne de l'ensemble du capital social qui, pour un taux général de plus-value donné, lui-même fonction de l'état du rapport de force entre l'ensemble du capital et l'ensemble des salariés, vont déterminer le taux de profit général auquel vont être rémunérés les multiples capitaux individuels.

D'autre part, le profit moyen procède de la socialisation de la plus-value: il est *la forme socialisée de la plus-value*. Tout se passe en effet comme si les quantités très variables de plus-value formées par les multiples capitaux individuels étaient mises en commun par l'ensemble des capitalistes pour être ensuite réparties entre eux proportionnellement à la masse de leurs capitaux – même si, bien évidemment, la péréquation des taux de profit ne prend nullement la forme d'une telle répartition volontaire et amicale du butin de l'exploitation entre les exploitateurs, mais est l'effet incontrôlé des mouvements apparemment anarchiques de concurrence entre capitaux à l'intérieur de chaque branche, de même que des mouvements de flux et reflux des capitaux entre les différentes branches. De ce fait, chaque capitaliste bénéficie moins de l'exploitation de ses propres travailleurs que de l'exploitation de l'ensemble du travail social par l'ensemble du capital social: «[...] *chaque capitaliste individuel, tout comme l'ensemble des capitalistes dans chaque sphère de production particulière, participe à l'exploitation de toute la classe ouvrière par l'ensemble du capital et au degré de cette exploitation, non seulement par sympathie générale de classe, mais par intérêt économique direct, parce que le taux moyen de profit dépend du degré d'exploitation du travail total par le capital total [...]* (c'est) *pourquoi les capitalistes, bien qu'ils se comportent en faux frères dans leur concurrence entre eux, constituent néanmoins une vraie franc-maçonnerie vis-à-vis de l'ensemble de la classe ouvrière.*»³⁷ L'établissement d'un taux général de profit ne socialise donc pas seulement la plus-value, mais l'ensemble du processus d'exploitation entre deux classes sociales, par rapport auxquelles chaque individu n'a d'existence qu'en tant que membre et représentant de sa classe. Il fait, en définitive, apparaître le rapport capitaliste pour ce qu'il est: un rapport antagonique entre classes sociales.

37. *Id.*, pages 211-212.

En dernier lieu, enfin, le prix de production apparaît comme *la forme socialisée de la valeur*, donc comme la forme suprême sous laquelle se manifeste la socialisation du travail dans le cadre de la production capitaliste. Nous avons vu précédemment que la valeur des marchandises est la forme fétichisée (à la fois réifiée et mystificatrice) sous laquelle se manifeste le caractère social du travail dans les conditions de la production marchande. Dès que, dans une branche de production donnée, la production marchande simple s'est transformée en production capitaliste, à la valeur individuelle des marchandises se substitue leur valeur sociale ou valeur de marché, qui répartit la quantité totale de travail social moyen dépensée dans la branche considérée entre l'ensemble des marchandises produites dans cette branche. Chaque marchandise apparaît alors comme le produit non plus d'un capital individuel déterminé, mais comme celui d'un seul et même capital qui produirait toutes les marchandises de cette branche dans les conditions moyennes de celles-ci. Et quand les valeurs de marché se convertissent en prix de production, chaque marchandise apparaît comme le produit d'un seul et même capital social moyen opérant dans la totalité des branches de production. Le prix de production est alors l'expression directe des conditions moyennes dans lesquelles est utilisé le travail social dans l'ensemble des branches de la production capitaliste, la manifestation du degré de socialisation du travail dans les conditions de la production capitaliste.

4.4. Avec la transformation des valeurs en prix de production, on franchit donc un degré supplémentaire dans le processus d'autonomisation de la valeur et de socialisation de la production. Il s'ensuit que le processus d'*expropriation* prend lui aussi une forme nouvelle : il n'affecte plus maintenant les producteurs directs, mais les capitaux (et donc les capitalistes) eux-mêmes dans leurs rapports réciproques.

La péréquation des taux de profit entre capitaux d'une même branche et *a fortiori* entre capitaux de branches différentes correspond, en effet, à un transfert de valeur (de survalueur même) des capitaux placés dans les meilleures conditions de valorisation (basse composition organique, vitesse de rotation rapide) vers les capitaux placés dans des conditions de valorisation moins intéressantes (composition organique du capital plus élevée, vitesse de rotation

plus lente). Tout se passe en quelque sorte comme si les premiers produisaient leur plus-value en partie au profit des seconds, ou comme si ceux-ci pouvaient s'approprier une partie de la plus-value produite par ceux-là, comme si les uns se trouvaient en quelque sorte expropriés d'une partie de leur propre produit au profit des autres.

Ce transfert de plus-value des uns aux autres s'effectue sous couvert des échanges de marchandises entre eux, sous couvert donc de l'équivalence marchande, alors qu'il s'agit en fait d'un *échange inégal*: moins de valeur (de plus-value) y est échangé contre plus de valeur (de plus-value). Cet échange inégal, qui s'opère par le biais du système des prix relatifs, est le mécanisme même qui garantit aux entreprises, secteurs, branches les plus capitalistiques des conditions de valorisation leur permettant de rester en fonction et de se développer en tant que valeur en procès, qui leur permet donc en définitive de se reproduire, en contribuant du coup au développement de l'ensemble du capital social.

On saisit ici une tendance fondamentale de la production capitaliste, extrêmement importante pour en comprendre le dynamisme global : sa tendance au *développement inégal* entre ses différents branches et secteurs, qui se prolonge en développement inégal entre les différents territoires (régions, nations, continents) sur lesquels se déploie le mode capitaliste de production. A côté de branches, de secteurs, de territoires caractérisés par un puissant développement capitaliste doivent coexister des branches, secteurs, territoires où le développement capitaliste ne peut et ne doit prendre que des formes élémentaires : le sur-développement relatif des premiers n'est possible que grâce au sous-développement relatif des seconds, et inversement le second est rendu nécessaire par le premier. D'où aussi la nécessité pour le capital de s'ouvrir sans cesse de nouveaux secteurs ou branches, à côté des anciens où, parvenu à maturité, il peine à se valoriser.

Tous ces aspects extrêmement importants du mode capitaliste de production ne peuvent ici qu'être indiqués en passant. Seule une étude du devenir-monde du capital, du processus de mondialisation des rapports capitalistes de production, permettrait de leur donner toute leur ampleur et tout leur sens.

5. Les conditions générales de l'appropriation capitaliste du procès de répartition

L'égalisation des taux de profit inégaux et la formation d'un taux moyen de profit présuppose donc essentiellement que les capitaux puissent librement et rapidement se déplacer d'une sphère de production (secteur, branche, territoire) à une autre, qu'il n'y ait donc nulle entrave à la circulation du capital, plus largement à sa production et à destruction, à sa formation et à sa disparition, une parfaite fluidité et flexibilité de l'investissement et du désinvestissement du capital au sein des différentes sphères de la production sociale. Plus précisément encore, comme le dit Marx, « *le nivellement constant des inégalités non moins constantes s'accomplit d'autant plus vite que : 1) le capital est plus mobile, partant plus facile à transférer d'une sphère à une autre ou d'une place à une autre, d'un point local de la production à un autre ; 2) que la force de travail peut être jetée plus aisément d'une sphère à une autre, d'un point local de la production à un autre.* »³⁸ Mobilité et fluidité du capital qui ne font qu'exprimer, en dernier recours, la parfaite indifférence du capital à l'égard des procès de travail par l'intermédiaire desquels il se valorise. Indifférence qui entraîne et pré-suppose à la fois celle des travailleurs à l'égard de leur propre travail.

La première condition suppose, en premier lieu, que toute la production sociale ait pris une forme capitaliste, si bien que le capital puisse indifféremment s'investir dans toutes les sphères de la production – ce qui montre bien que la péréquation des taux de profit est, en ce sens, le résultat historique de tout le développement capitaliste, qu'on a là affaire à une condition de la reproduction du capital qui n'est pas un présupposé historique de la production capitaliste. Elle suppose, en second lieu, que toutes les entraves sociales, juridiques et politiques à la libre circulation et au libre investissement du capital aient été abolies, de manière à ce que le capital puisse se déplacer à sa guise, s'investir et se désinvestir au gré de la fluctuation de ses conditions de valorisation dans les différentes branches de la production – ce que le capital ne peut s'assurer sans l'intervention de l'Etat et ce qui met directement en cause la formation de ce dernier, notamment sa capacité à unifier juridiquement, administrativement et politiquement le territoire qu'il contrôle, par exemple dans le cadre de la for-

38 *Id.*, page 211.

mation nationale. Elle suppose, en troisième lieu, le développement du système du crédit qui met en permanence à la disposition de l'ensemble des capitalistes le capital-argent latent, en jachère, et plus largement toutes les réserves monétaires, leur permettant ainsi de faire passer leurs investissements de capitaux d'une branche dans une autre ou d'un territoire à un autre : « *Nécessité de sa création [du système du crédit] pour que se produise l'égalisation du taux de profit ou la tendance à cette égalisation sur laquelle repose toute la production capitaliste.* »³⁹ La péréquation des taux de profit repose par conséquent aussi sur la centralisation du capital-argent et, plus largement, de la circulation monétaire par le système bancaire ; ainsi que sur le développement du marché financier, de l'émission et de la circulation des titres de crédit et de propriété ; les deux permettant aux capitalistes de lever à tout moment les fonds dont ils peuvent avoir besoin, sans avoir à attendre le reflux complet vers eux des capitaux précédemment investis, notamment de leurs parties fixes (l'amortissement des équipements productifs), pour pouvoir le cas échéant déplacer leur capital (en tout ou en partie) d'une branche productive à une autre.

Quant à la seconde condition, elle suppose, pour l'essentiel, la formation d'une main-d'œuvre salariée déjà largement façonnée par la domination capitaliste. C'est-à-dire, en premier lieu, indifférente à l'usage particulier de sa force de travail, à l'exercice d'un travail plutôt que d'un autre, mais disposant aussi d'une formation générale lui permettant de passer d'une branche de production voire d'une profession à une autre, ce que seule une centralisation du système d'enseignement général et de formation professionnelle peut produire. En second lieu, une main-d'œuvre mobile sur le plan géographique, c'est-à-dire une population n'ayant plus que des attaches territoriales et sociales lâches, à la fois disposée et contrainte par la dépendance salariale à suivre le nomadisme du capital, ses incessants flux et reflux d'une sphère de la production à l'autre, d'un territoire à un autre. Tous processus qui impliquent, à titre de conditions aussi bien que de résultats, là encore une relative unification socio-politique du territoire sur lesquels opère la péréquation formatrice du profit moyen : une langue commune, des lois communes, un mode de vie relativement homogène, etc. ; ce qui renvoie notamment à la formation des Etats-nations.

39. *Le Capital*, III, 2, page 101.

Nous constatons ici clairement que le mouvement de la valeur en procès, le procès de reproduction immédiat du capital comme je l'ai nommé, présuppose en définitive l'appropriation capitaliste de la *praxis* entière, la production d'une société intégralement soumise aux exigences du capital, de son mouvement de valorisation et de sa reproduction ; procès dans lequel, on le devine, l'Etat est appelé à jouer un rôle de tout premier plan. Marx lui-même semble en avoir eu conscience quand il écrit : « *Le capital réussit plus ou moins cette égalisation [celle des taux de profit] ; il la réussit d'autant mieux que le développement capitaliste dans une communauté nationale donnée est plus grand, c'est-à-dire que les conditions du pays en question sont mieux adaptées au mode de production capitaliste. A mesure que celle-ci progresse, ses conditions se développent ; elle soumet toutes les données de la société dans laquelle se déroule le procès de production à son caractère spécifique et à ses lois immanentes.* »⁴⁰ En même temps, cette formulation laisse entendre que la production de « *conditions adaptées au mode de production capitaliste* » ou que cette soumission de « *toutes les données de la société au caractère capitaliste de la production* » se font, en quelque sorte, sous l'effet direct du développement de la production capitaliste et sans rencontrer de problèmes majeurs. Nous venons de voir au contraire – et cela rejoint les remarques que j'ai déjà eu l'occasion de faire et qui se répéteront encore par la suite –, que cette mainmise par le capital sur ses propres conditions de reproduction implique des médiations qui débordent son seul procès de reproduction immédiat, qui excèdent les résultats de son seul mouvement de valeur en procès.

40. *Le Capital*, III, 1, pages 210-211.

Chapitre XII

REPRODUCTION ET FRACTIONNEMENT DU CAPITAL

Les analyses de la reproduction du capital développées dans les deux premiers Livres du *Capital* ont été menées sous l'hypothèse conditionnelle que le capital ne se composait que de capital industriel, autrement dit exclusivement de capital qui soit en fonction simultanément dans les procès de production et de circulation; et que, par conséquent, ce capital accaparait la totalité de la plus-value formée et réalisée au cours de ces derniers, déterminant seul, du même coup, l'échelle de sa reproduction. En fait, il n'en est rien: le capital industriel doit partager la plus-value sociale non seulement avec différentes autres espèces de capitaux qui se constituent, de manière autonome, dans le cours de son propre procès de reproduction et sous l'effet de ses exigences, comme nous l'avons déjà vu; mais encore avec la propriété foncière, puisqu'il implique lui-même la monopolisation de la terre (comme condition du procès de production) par une classe particulière d'agents économiques et sociaux. La plus-value sociale se décompose ainsi en profit d'entreprise (industriel, commercial, bancaire), en intérêt et rente, donnant notamment naissance à de nouvelles formes de valeur en procès, qui sont autant d'étapes supplémentaires sur la voie de l'autonomisation de la valeur.

En quoi ce fractionnement du capital social et celui de la plus-value sociale qui l'accompagne sont-ils commandés par le procès de reproduction du capital industriel? En quoi contribuent-ils à ce procès? En quoi au contraire l'entravent-ils? Comment et dans quelle mesure la reproduction du capital industriel peut-elle alors s'affranchir de ces obstacles? Telles sont les principales questions qui vont constituer le fil conducteur de ce chapitre.

1. *Capital et profit marchands*

L'analyse du procès cyclique du capital industriel nous a montré que, dans sa phase de circulation, celui-ci revêtait nécessairement les formes fonctionnelles de capital-marchandise et de capital-argent, pour se convertir de sa forme marchandise en sa forme argent par vente du produit-marchandise, puis pour se reconvertir de sa forme argent en sa forme productive, moyennant son échange contre les éléments matériels (moyens de production) et personnels (forces de travail) du procès de production. Ce double acte de circulation, $M' - A'$ et $A - M$ ($Mp + T$), est une condition nécessaire de la répétition du procès de production et, par conséquent, une condition du procès de reproduction du capital industriel. Mais ce même procès de reproduction va exiger l'autonomisation d'une partie du capital-marchandise et du capital-argent, en fonction dans le procès de circulation, à l'égard du restant du capital industriel, et la constitution sur cette base du *capital marchand*, sous sa double forme de *capital commercial* et de *capital bancaire*.

Le premier se constitue dès lors que le mouvement du capital-marchandise, l'acte de vente $M' - A'$ devient la fonction spécifique d'un capital distinct du capital industriel, autonomisé au sein du procès de circulation: « *Lorsque cette fonction du capital engagé dans le procès de circulation se rend autonome, lorsqu'elle devient la fonction particulière d'un capital particulier, la fonction assignée définitivement, par suite de la division du travail, à une certaine catégorie de capitalistes, alors le capital-marchandise se transforme en capital commercial.* »¹ L'activité du capital commercial consiste pour l'essentiel à acheter en gros les produits-marchandises d'une branche de

1. *Le Capital*, III, 1, page 280.

production déterminée, pour en détailler la vente auprès de leurs consommateurs, qu'ils soient destinés à la consommation productive ou à la consommation personnelle. Cette activité peut elle-même se subdiviser en différentes étapes, en multipliant le nombre des intermédiaires (des capitaux commerciaux, des négociants capitalistes) entre producteurs et consommateurs du produit-marchandise.

Quant au capital bancaire, Marx montre qu'il trouve son origine dans le commerce d'argent (notamment les opérations de change, d'où sa dénomination par Marx de « *Geldhandlungskapital* » : littéralement « capital de commerce d'argent ») ; mais aussi et surtout dans le fait que les banquiers se font les caissiers et les trésoriers des capitalistes industriels et commerçants, en assurant ce qu'il appelle les « *opérations techniques* » de métamorphose de leur capital-argent (encaissement, décaissement, comptabilité, gestion de la trésorerie, etc.) : « *L'argent effectue des mouvements purement techniques dans le procès de circulation du capital industriel et, pouvons-nous ajouter maintenant, du capital commercial, puisque celui-ci se charge d'une partie de la circulation du capital industriel, faisant de cette partie son mouvement propre. La transformation de ce capital en capital financier [en fait bancaire] est justement opérée par ces mouvements qui, rendus autonomes, deviennent la fonction d'un capital particulier ; ce dernier effectue ces mouvements, et eux seulement, comme les opérations qui lui sont propres [...] Une certaine fraction, sous forme du capital-argent, se sépare donc du capital total et devient autonome ; sa fonction exclusive, du point de vue capitaliste, est d'assurer les fonctions susdites pour l'ensemble des capitalistes industriels et commerciaux.* »² Et ce indépendamment des opérations de crédit (escompte des traites commerciales, prêt d'argent) qui constituent un tout autre registre d'activité du capital bancaire, lié au développement du système du crédit et du capital financier proprement dit, du moins sous sa forme de *capital de prêt* ou de *capital porteur d'intérêt*³.

Nous avons déjà vu en quoi l'autonomisation de ces deux espèces de capital marchand répond aux exigences du procès de circulation

2. *Id.*, page 324.

3. C'est pourquoi la traduction de « *Geldhandlungskapital* », qui désigne le capital bancaire en tant que capital marchand, par « capital financier », adoptée par les Editions Sociales (Livre III, section IV, chapitre XIX), me paraît inappropriée et source de confusions.

du capital industriel. D'une part, la concentration et la centralisation des indispensables fonctions du capital-marchandise et du capital-argent respectivement par le capital commercial et par le capital bancaire permet de réduire les frais de circulation, autrement dit la masse du capital additionnel qu'il faut avancer pour assurer la circulation du capital, capital par définition improductif, qui non seulement ne génère pas de plus-value mais stérilise une partie de la plus-value antérieurement formée. D'autre part et simultanément, cette même concentration et centralisation des opérations de circulation du capital industriel permet de les accélérer, donc d'accélérer la vitesse de circulation du capital industriel, de réduire le temps durant lequel il séjourne dans le procès de circulation, qui est pour lui, par définition, du temps perdu; elles permettent par conséquent d'accélérer la rotation du capital industriel et, du même coup, d'accroître la masse et le taux annuels de la plus-value. Enfin, et en conséquence des deux points précédents, la formation du capital marchand réduit le capital de circulation, la part de capital social séjournant dans le procès de circulation et stérilisée de ce fait, en permettant ainsi à une plus grande fraction du capital social d'être utilisée productivement. Autrement dit, il permet à la masse du capital de circulation, prisonnier du procès de circulation et incapable par conséquent de participer au procès de production, donc d'engendrer de la plus-value, de diminuer relativement à la masse globale du capital industriel en fonction, bien qu'elle ne cesse de s'accroître absolument avec l'échelle de la production capitaliste.

Mais l'autonomisation d'une partie du capital-marchandise et du capital-argent sous forme du capital commercial et du capital bancaire n'est pas seulement rendue nécessaire par les exigences du procès de circulation. Plus fondamentalement encore, elle est commandée par celles du procès de production. Par définition, en effet, le procès capitaliste de production est une production de masse: avec l'augmentation constante de la productivité du travail social, qu'exige le passage de la plus-value absolue à la plus-value relative, une même quantité de valeur (donc de capital) se matérialise sans cesse en une masse plus grande de produits. Pour voir refluer rapidement vers lui le capital avancé et la plus-value formée, le capitaliste industriel doit donc pouvoir vendre sa production en bloc et d'un seul coup soit à un autre industriel capitaliste, soit à un commerçant capitaliste (un capitaliste faisant fonction de commerçant) qui se chargera de l'écou-

ler sur le marché, d'en détailler la circulation. En un mot, la production de masse commandée par l'accumulation du capital industriel demande la constitution du commerce en gros, du commerce de négoce, donc du capital commercial.

Et la même chose vaut *mutatis mutandis* pour le capital bancaire. Au fur et à mesure où le capital industriel s'accumule, où s'élargit l'échelle de la reproduction du capital productif, les opérations techniques de circulation du capital-argent gagnent en fréquence et surtout en volume. Ce sont des sommes toujours plus importantes qu'il faut encaisser ou décaisser à période régulière ou de manière impromptue; tandis que la fréquence de ces opérations augmente elle aussi. La comptabilité se complexifie dès lors que, avec l'échelle de la production, s'accroissent le nombre des clients et fournisseurs, mais aussi la quantité et la diversité des salariés. Surtout, avec la reproduction élargie du capital productif augmente le volume du capital-argent potentiel dont il faut disposer en permanence comme fonds de réserve, qui vient s'accumuler comme capital circulant libéré par la désynchronisation des périodes de production et de circulation, ou encore comme fonds d'amortissement et comme fonds d'accumulation. La nécessité d'un organisme centralisant l'ensemble de ces opérations, faisant fonction de caissier, de comptable et de trésorier général se fait de plus en plus sentir auprès du capital industriel pris dans son ensemble. Et c'est précisément cette fonction que remplit le capital bancaire.

Le capital marchand, sous sa double forme du capital commercial et du capital bancaire, procède donc de l'autonomisation d'une partie du capital-marchandise social et du capital-argent social, autonomisation rendue *nécessaire* par le procès de reproduction du capital industriel lui-même. Mais cette autonomisation d'une partie du capital social au sein du procès de circulation n'est elle-même *possible* qu'à la condition qu'elle ne modifie en rien les conditions de sa valorisation, autrement dit qu'à la condition que cette partie du capital se valorise après son autonomisation comme avant elle. Car nous savons que la valorisation du capital s'effectue par péréquation de la plus-value sociale entre l'ensemble des capitaux industriels, péréquation dont naît le profit moyen. Et, dans cette péréquation, on rapporte la quantité globale de la plus-value, formée par l'ensemble du capital social, à la quantité globale de capital *avancé* pour la former, sans faire nulle distinction non seulement

entre capital constant et capital variable, ni même entre capital circulant et capital fixe, mais encore entre capital productif (en fonction dans le procès de production) et capital improductif (en fonction dans le procès de circulation), en raisonnant comme si rien que le capital mais tout le capital avait participé à sa formation et avait par conséquent droit à participer à sa répartition. Ce sont donc toutes les parties du capital avancé dans le procès de reproduction qui doivent être également valorisées. Par conséquent, l'autonomisation d'une partie du capital social dans le procès de circulation, autrement dit la formation du capital marchand, ne peut avoir lieu qu'à la condition que ce capital participe au même titre que le capital industriel à la péréquation de la plus-value sociale, que le premier soit rémunéré au même taux moyen de profit que le second: « Comme la phase de circulation du capital industriel constitue, au même titre que la production, une phase du procès de reproduction, le capital autonome en fonction dans le procès de circulation doit néanmoins rapporter le profit annuel moyen, tout comme le capital travaillant dans les différentes branches de production. »⁴

Ainsi la reproduction du capital industriel exige-t-elle en définitive que ce capital partage la plus-value sociale avec le capital marchand, que ce dernier encaisse sa part aliquote du butin collectif de la classe capitaliste, sa part du surtravail que celle-ci est parvenue à extorquer aux producteurs, au travail social – et ce alors même qu'il est un capital improductif, qui ne prend directement nulle part à la formation de la plus-value (même s'il en détermine négativement la masse). Pour prix, en quelque sorte, des nécessaires fonctions qu'il remplit relativement à la reproduction du capital industriel et, plus largement, de l'ensemble du capital social. Ainsi la plus-value sociale se fractionne-t-elle, à côté et en plus du profit industriel, en un profit commercial et en un profit bancaire.

Du même coup, avec le capital marchand apparaît effectivement une forme du capital capable de se valoriser dans et par le seul procès de circulation, sans passer par la médiation d'un procès de production, par la médiation de la consommation productive de forces de travail. Ainsi en est-il notamment du capital commercial, dans et par lequel la formule générale du capital, $A - M - A'$, acheter pour revendre plus cher, en réalisant au passage un profit par la simple circu-

4. *Le Capital*, III, 1, pages 292-293.

lation de marchandises, reçoit apparemment un contenu réel: «[...] $A - M - A'$, forme simple du capital, [est] entièrement enfermée dans le procès de circulation sans être interrompue par l'intervalle du procès de production qui se trouve en dehors de son mouvement et de sa fonction propre.»⁵ Sous la forme du capital commercial (et plus largement du capital marchand), la valorisation de la valeur-capital se rend donc apparemment autonome à l'égard du procès de production immédiat.

2. Capital de prêt et intérêt

L'ensemble des analyses précédentes du cycle du capital industriel, tout comme d'ailleurs ce que je viens de dire du capital marchand, présuppose que chaque capitaliste opère avec son propre capital, qu'il est en quelque sorte le seul propriétaire de la valeur-capital qu'il fait fonctionner et cherche à mettre en valeur. Or nous savons déjà qu'en réalité, il n'en est pas ainsi et qu'il ne peut pas en être ainsi: la dynamique du procès de reproduction du capital oblige fréquemment les capitalistes industriels (mais aussi les négociants capitalistes et *a fortiori* les banquiers) à emprunter une partie du capital qu'ils mettent en valeur, autrement dit à opérer avec un *capital de prêt*.

En effet, l'élargissement continu de l'échelle de la reproduction du capital industriel, la concentration et la centralisation des moyens de production et des forces de travail qu'il suppose, font croître sans cesse la quantité minimale de la valeur-capital dont chaque capitaliste doit disposer pour entamer ou tout simplement poursuivre ses affaires. Cette quantité devient rapidement telle qu'elle excède ce qu'un seul individu ou même un groupe limité d'individus (par exemple une famille) peut réunir comme capital-argent par ses seuls moyens; il lui faut alors nécessairement recourir au capital d'autrui, que ce soit sous la forme d'un emprunt pur et simple ou sous celle d'une association (constitution de capital par actions). Cette nécessité surgit la plupart du temps à l'occasion d'un élargissement de l'échelle de la production, lorsqu'il s'agit d'adjoindre un capital additionnel à un capital déjà en fonction: le fonds d'accumulation constitué par thé-

5. *Id.*, page 281.

saurisation de la plus-value antérieurement formée et réalisée ne s'avère pas suffisant ou sa constitution prendrait trop de temps. Mais cette même nécessité peut encore surgir directement lors de la constitution d'un nouveau capital; c'est notamment le cas dans les branches de production (mines, travaux publics: construction de route, de chemins de fer, d'infrastructures portuaires, construction et armement de navire, etc.) qui supposent des avances énormes de capital, notamment fixe. D'une manière générale, le développement du capital de prêt (mais aussi du capital socialisé, du capital par actions, qui n'en est jamais qu'une forme dérivée), permet au capitalisme de résoudre la contradiction entre la socialisation des forces productives et le maintien de la propriété privée des moyens de production, contradiction qui ne fait que croître avec l'échelle de l'accumulation du capital⁶.

Mais, si la dynamique de la reproduction du capital rend *nécessaire* la formation du capital de prêt, elle la rend aussi *possible*. D'une part, au sein du mode de production capitaliste, tout argent est potentiellement capital. Autrement dit, toute quantité de valeur (qu'elle se présente au demeurant sous la forme autonome d'argent ou sous celle, immédiate, de produit-marchandise ou même de moyen de production) peut se transformer en capital, en une quantité de valeur capable non seulement de se conserver mais encore de s'accroître en tant que telle. De ce fait, l'argent acquiert, en plus de sa valeur d'usage propre en tant qu'argent (en plus de ses fonctions propres dans la circulation marchande), une nouvelle valeur d'usage (une nouvelle fonction), celle de générer de la plus-value (plus exactement du profit). Sur cette base, en sa qualité de capital *potentiel*, de quantité de valeur capable de se conserver et de s'accroître en tant que valeur, l'argent lui-même va pouvoir devenir marchandise, s'aliéner comme marchandise, s'acheter et se vendre. Le capital de prêt n'est donc autre chose que *l'argent se faisant marchandise en sa qualité de capital potentiel*: « *Outre la valeur d'usage qu'il possède déjà comme argent, il [l'argent] prend encore une autre valeur d'usage: celle de faire office de capital. Sa valeur d'usage consiste précisément alors dans le profit qu'il produit, une fois transformé en capital. En cette qualité de capital potentiel, d'instrument à produire du profit, l'argent se fait marchandise, mais marchandise d'une sorte particulière.*

6. Je reviendrai en détail sur cette contradiction dans le chapitre XV.

Autrement dit, ce qui revient au même, le capital en tant que tel devient marchandise.»⁷

D'autre part, comme nous l'avons déjà vu, l'accumulation de capital productif s'accompagne nécessairement de l'accumulation de capital-argent latent, thésaurisé sous forme de fonds de réserve, de capital circulant libéré par la désynchronisation des périodes de production et de circulation, de fonds d'amortissement (de capital fixe libéré après chaque cycle) et de fonds d'accumulation (de plus-value convertie en capital additionnel potentiel), capital-argent potentiel accumulé dans l'attente d'entrer en fonction dans le procès de reproduction. De plus, avec l'élargissement de l'échelle de la reproduction du capital, s'accroît aussi la richesse sociale générale, y compris la partie de cette richesse destinée à la consommation individuelle : les revenus monétaires des différentes classes de la société augmentent et, avec eux, les réserves monétaires dont peuvent disposer au moins les classes supérieures et moyennes, excédents de leurs revenus monétaires sur leurs dépenses courantes de consommation.

C'est à cette double source (capital-argent potentiel et réserves monétaires) que s'alimente la constitution du capital de prêt. Deux institutions sont particulièrement chargées d'en capter les flux et de les transformer en stocks de capital de prêt mis à la disposition des capitalistes actifs, industriels ou commerçants. Il s'agit, d'une part, du système bancaire, recueillant sous forme de dépôts (généralement rémunérés) le capital-argent potentiel et les réserves monétaires ; ainsi le capital bancaire acquiert-il sa véritable fonction, au-delà des fonctions techniques de gestion du capital-argent en lieu et place du capital industriel et du capital commercial, qui est de servir de médiation entre les prêteurs potentiels et les emprunteurs potentiels, ce faisant lui-même emprunteur auprès des premiers et prêteurs auprès des seconds⁸.

7. *Le Capital*, III, 2, pages 7-8. En fait, Marx montre que le rapport entre prêteur et emprunteur diffère essentiellement de celui entre vendeur et acheteur et que le mouvement du capital de prêt ne présente que les apparences d'un rapport marchand.

8. Nous avons déjà vu que le système bancaire remplit en fait encore une troisième fonction, proche de la précédente, celle d'escompter les traites (de les échanger contre de l'argent moyennant une certaine décote), traites qui naissent du développement du crédit commercial, du crédit que se font réciproquement les capitalistes dans les échanges auxquels ils procèdent entre eux, en contribuant ainsi à fluidifier ce dernier.

A quoi s'ajoute, d'autre part, le marché financier, marché sur lequel les capitalistes (industriels et commerçants, mais aussi banquiers) peuvent lever du capital moyennant l'émission de titres de crédit (obligations) ou de propriété (actions); et sur lequel ces mêmes titres peuvent circuler, s'acheter et se vendre, donnant ainsi lieu à la constitution d'une autre forme de capital financier, capital essentiellement fictif, sur lequel je reviendrai en détail dans la section suivante.

Cependant, quelle que soit la forme qu'il revêt, le capital de prêt exige lui-même d'être rémunéré. En effet, comme tout autre capital, il n'est capital que pour autant qu'il se réalise comme valeur en procès, donc qu'à la double condition de *se conserver* et de *s'accroître* en tant que valeur, qu'à la double condition non seulement de refluer entre les mains de son propriétaire mais de refluer en ayant été engrossé d'une survaleur, d'une plus-value. Prêté comme A , il doit refluer comme $A' = A + \delta A$; $A - A'$; tel est le mouvement caractéristique du capital de prêt. Ce qui n'est possible que pour autant que le capitaliste actif, capitaliste industriel ou négociant capitaliste, qui a emprunté ce capital pour le faire fonctionner comme tel dans le procès de reproduction, rétrocède à son propriétaire (le prêteur), avec le capital qu'il lui a emprunté, une partie de la plus-value (en fait du profit) qu'il a réalisée grâce à lui. Le profit moyen de l'entrepreneur capitaliste, industriel ou négociant, se fractionne ainsi lui-même en deux, donnant naissance d'une part au profit d'entreprise qui seul lui reste, d'autre part à un intérêt que s'approprie le propriétaire du capital de prêt.

Contrairement au capital marchand, le capital de prêt ne participe donc pas à la péréquation de la plus-value sociale entre l'ensemble des capitaux actifs, en fonction dans le procès de reproduction. Mais il participe au partage du profit moyen, résultat de cette péréquation, entre capitalistes actifs (ceux dont le capital est en fonction dans le procès de reproduction) qui recourent à l'emprunt de capital, et capitalistes passifs, ceux qui se contentent de prêter leur capital aux précédents, leur laissant le soin de le mettre en valeur dans le procès de reproduction.

Du même coup, avec le capital de prêt se forme une valeur-capital qui se valorise non seulement en marge du procès de production comme le capital marchand mais, plus largement, en marge du procès de reproduction, de l'unité des deux procès de production et de circulation. Certes, pour que la valeur-capital prêtée rapporte de l'intérêt, il faut bien qu'elle soit employée comme capital (industriel ou

marchand) dans le procès de reproduction et y forme du profit. Mais c'est là une médiation qui disparaît totalement de son mouvement propre de capital de prêt, qui se réduit à l'échange $A - A'$, de l'argent contre une somme d'argent supérieure: « *Nous avons ici $A - A'$, de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes.* »⁹ Sous cette forme du capital de prêt, la valeur semble réellement pourvue d'un mystérieux pouvoir de se valoriser par elle-même, d'engendrer par elle-même une survaleur, « *tout aussi naturellement que le poirier porte des poires* »¹⁰, dit ironiquement Marx. Et cette capacité, le capital semble désormais la posséder de manière permanente, dès lors qu'il est simplement avancé comme capital dans le procès de reproduction, qu'il appartienne au capitaliste actif ou à un tiers: « *Dès qu'il est prêté, ou même investi dans le procès de reproduction (dans la mesure où il rapporte un intérêt distinct du profit d'entreprise au capitaliste actif, son propriétaire), l'intérêt lui pousse qu'il dorme ou veille, qu'il soit chez lui ou en voyage, de jour et de nuit. Le vœu pieux du thésauriseur se trouve donc réalisé dans le capital porteur d'intérêt [...]* »¹¹

3. Le capital fictif

Cependant, sur la base de la forme générale du capital de prêt, du capital porteur d'intérêt, et des développements particuliers que lui confère le système du crédit, le capital financier va pouvoir prendre une nouvelle forme encore, non plus celle d'un capital réel, fonctionnant dans le procès de reproduction sous forme d'avance à ce procès (que ce soit sous forme de capital productif, de capital-marchandise ou de capital-argent), mais sous forme de *capital fictif*, constitué en dehors du procès de reproduction et se développant apparemment de manière indépendante de lui, faisant franchir du même coup de nouveaux degrés à l'autonomisation de la valeur.

En effet, dès lors qu'avec le développement du capital de prêt, du capital porteur d'intérêt, l'argent paraît capable d'engendrer de l'argent par lui-même, sans autre médiation (en fait, en occultant les

9. *Le Capital*, III, 2, page 56.

10. *Ibid.*

11. *Id.*, page 57.

médiations réelles du processus de reproduction); qu'il suffit en quelque sorte d'avancer de l'argent pour obtenir en retour une somme d'argent supérieure; dès lors, toute avance d'argent qui assure à celui qui l'effectue, à travers un titre de crédit ou de propriété ainsi acquis, un revenu déterminé et régulier, passe du point de vue subjectif de celui qui a procédé à cette avance pour un prêt de capital, quel que soit l'usage objectivement fait de cet argent. Et ce revenu lui apparaît comme l'intérêt généré par la valeur-capital de son titre.

Cette valeur-capital, purement fictive, naît donc de cette singulière opération, à la fois mentale et sociale, que constitue *la capitalisation* de revenus: « *On appelle capitalisation la constitution du capital fictif. On capitalise n'importe quelle recette se répétant régulièrement en calculant, sur la base du taux d'intérêt moyen, le capital qui, prêté à ce taux, rapporterait cette somme; par exemple, si la recette annuelle est de 100 £ et le taux de 5 %, les 100 £ seraient l'intérêt annuel de 2000 £ et ces 2000 £ passent pour la valeur-capital du titre de propriété qui, juridiquement, ouvre droit aux 100 £ annuelles.* »¹² Autrement dit, on fait comme si (ce qui indique bien le caractère fictif de l'opération et de son résultat) n'importe quel revenu régulier, quelles qu'en soient l'origine et la nature, était l'intérêt généré par un capital de prêt qui, placé au taux d'intérêt moyen, rapporterait un pareil revenu. Ainsi peut-on calculer la valeur-capital de n'importe quel titre de propriété, propriété de capital (actions) mais aussi propriété foncière, ou de n'importe quel titre de crédit (créance commerciale, créance bancaire, titre d'Etat, etc.) rapportant un revenu déterminé à son détenteur, en l'autorisant à prélever régulièrement une part de la richesse sociale produite.

3.1. La valeur-capital de ces titres est purement fictive. Cela est bien évident quand ce titre n'est qu'un titre de crédit ou de propriété qui ne représente pas du capital, comme par exemple dans le cas d'une créance sur l'Etat (bons du Trésor, obligations d'Etat, etc.): « *Ce que le créancier de l'Etat possède, c'est: 1. une obligation de l'Etat, mettons de 100 £; 2. cette obligation lui donne droit à une certaine somme, disons 5 £ ou 5 %, sur les recettes annuelles de l'Etat, c'est-à-dire du produit annuel des impôts; 3. il peut vendre à son gré son titre de 100 £ à d'autres personnes.* »¹³

12. *Le Capital*, III, 2, pages 128-129.

13. *Id.*, page 127.

En effet, l'argent prêté par ses créanciers à l'Etat n'est, en règle générale, nullement utilisé par ce dernier comme capital, comme valeur se valorisant dans et par un procès de production et de circulation de marchandises. Au contraire, il est purement et simplement dépensé par l'Etat comme revenu, pour financer les différentes fonctions qu'il remplit et doit remplir au sein de la société capitaliste; il est par conséquent définitivement perdu pour l'Etat et ne lui reviendra jamais, ne refluera jamais vers lui, contrairement à ce que fait tout capital. Par conséquent, le revenu que rapporte à son détenteur une créance sur l'Etat ne correspond absolument pas aux intérêts d'un capital de prêt qui aurait fonctionné comme capital actif dans le procès de reproduction. Et, si l'argent qu'il a prêté à l'Etat finit par lui revenir malgré tout, ce n'est pas non plus parce qu'il s'est conservé (et accru) en tant que capital au sein de ce procès, ce n'est pas parce qu'il reflue à la manière d'un capital-argent avancé dans le procès de production et de circulation pendant une certaine durée. Les deux, intérêt et principal, reviennent au propriétaire de la créance sur l'Etat tout simplement parce que cette créance lui donne droit à une certaine fraction des revenus de l'Etat, autrement dit à une certaine fraction des impôts que celui-ci prélève annuellement sur le revenu général de la société, à une part de la fraction de la richesse sociale qui y est produite et que l'Etat s'approprie par l'intermédiaire de l'appareil fiscal.

Ainsi, bien qu'il lui assure un revenu régulier et qu'il finisse par lui revenir au terme convenu, l'argent prêté par le créancier de l'Etat n'est pas réellement un capital; il n'est qu'un capital fictif, tout comme n'importe quel capital usuraire (argent prêté contre intérêt à un particulier non capitaliste): « Or, dans tous les cas, le capital qui, aux yeux des gens, produit un rejeton (intérêt), ici le versement de l'Etat, demeure un capital fictif, illusoire. Non seulement parce que la somme prêtée à l'Etat n'existe plus du tout, mais encore parce que jamais elle n'avait été destinée à être dépensée en tant que capital, à être investie, et que c'est seulement son investissement en tant que capital qui aurait pu faire d'elle une valeur susceptible de se conserver par elle-même. Pour le créancier initial A, la part des impôts annuels qui lui échoit représente l'intérêt de son capital, de la même manière que l'usurier reçoit une part des biens de son prodigue client, et pourtant, ni dans un cas ni dans l'autre, la somme d'argent prêtée n'a été dépensée comme capital.»¹⁴

14. *Ibid.*

Ce qui renforce cette fiction, c'est la possibilité que possède le détenteur de titres d'Etat, de négocier ces derniers sur le marché des titres (marché boursier), donc de les (re)convertir en récupérant son principal, voire en réalisant au passage une « plus-value » (un profit spéculatif), en parvenant à revendre le titre au-dessus de sa valeur nominale d'achat : « *La possibilité de vendre sa créance sur l'Etat représente pour A la faculté de récupérer son principal. Pour B [à qui A vend son titre], de son point de vue privé, il a placé son argent sous forme de capital productif d'intérêt. Objectivement, il a seulement pris la place de A et acheté la créance du premier sur l'Etat. Il peut y avoir autant de transactions que l'on voudra : le capital de la dette publique n'en reste pas moins purement fictif et, à partir du moment où les titres de créances deviendraient invendables, la fiction se dissiperait (et on verrait que ce n'est pas un capital).* »¹⁵

Mais la valeur-capital d'un titre (de propriété ou de crédit) n'est pas moins fictive dans le cas où ce titre représente un capital réel, par exemple dans le cas d'actions (de parts de capitaux socialisés) – mais on pourrait en dire exactement autant dans le cas d'obligations émises par des capitalistes actifs pour emprunter directement un capital additionnel sur le marché financier, sans passer par l'intermédiaire du système bancaire : « *Même lorsque la créance – le titre – ne représente pas, comme c'est le cas pour la dette publique, un capital purement illusoire, la valeur-capital de ce titre est purement illusoire [...] (Car) ce capital [le capital qui a émis ces actions] n'existe pas deux fois, une fois comme valeur-capital des titres de propriétés, des actions, la seconde fois en tant que capital investi réellement ou à investir dans ces entreprises. Il n'existe que sous cette dernière forme, et l'action n'est qu'un titre de propriété ouvrant droit, au prorata de la participation, à la plus-value que ce capital va permettre de réaliser.* »¹⁶ Autrement dit, les actions sont tout au plus, comme le dit Marx, des « *duplicata du capital réel* » qui existent à côté de lui, mais qui n'ont par eux-mêmes aucune valeur. Dans tous les cas donc, la valeur-capital de ces duplicata, de ces titres (de crédit ou de propriété) générant un revenu régulier, valeur obtenue par capitalisation de ce revenu sur la base du taux d'intérêt courant, est un capital tout aussi fictif que la valeur-capital des créances sur l'Etat (ou sur des particuliers).

15. *Id.*, pages 127-128.

16. *Id.*, page 129.

3.2. Ce qui va cependant donner une apparence de réalité au capital fictif, c'est le mouvement autonome qu'acquiert la valeur-capital (la valeur de capitalisation) des titres sur le marché financier (boursier). La capitalisation dote en effet les différents titres (de propriété ou de crédit) d'une valeur de marché, qui va permettre de les transformer en marchandises, de les rendre négociables. Valeur de marché déterminée, selon le principe de la capitalisation, à la fois par les revenus réels ou potentiels que ces titres rapportent (ou sont censés rapporter) et par le taux d'intérêt, valeur autour de laquelle vont osciller leurs prix, en fonction du rapport entre leur offre et leur demande sur le marché boursier, sur le marché secondaire des titres : « *Le mouvement autonome de valeur de ces titres de propriété – pas seulement des bons d'Etat, des actions aussi – renforce l'illusion qu'ils constituent un véritable capital à côté du capital qu'ils représentent ou du droit qu'ils peuvent établir. Ils se transforment en marchandises dont le prix est fixé selon des lois propres.* »¹⁷ C'est donc l'organisation et le fonctionnement du marché financier (boursier) qui donne une apparence de réalité à cette fiction qu'est la valeur-capital des titres qui y sont échangés. Marché qui est, par nature, éminemment spéculatif : « *La valeur de marché de ces titres est en partie une valeur spéculative, car ce n'est pas le revenu réel de l'entreprise [dans le cas d'une action], mais celui que l'on attend, calculé par anticipation, qui a servi à le déterminer.* »¹⁸ Dès lors, la valeur de ces titres se prête admirablement à toutes les manœuvres destinées à la faire varier (à la hausse ou à la baisse) pour encaisser, au passage, des profits spéculatifs (sous forme de ce qu'on nomme habituellement et improprement des « plus-values ») ; ce qui renforce encore l'apparence de réalité de cette fiction qu'est leur valeur-capital.

Ainsi le capital financier se dédouble-t-il. En plus du capital de prêt, capital réel bien que passif, de valeur-capital avancée (prêtée) au procès de reproduction dont il soutient la marche ou amplifie l'échelle, et qui lui assure sa valorisation sous forme du versement d'un intérêt ; il se compose de capital fictif, constitué par capitalisation des revenus escomptés sur les titres de propriété et de crédit, et dont la valorisation s'opère essentiellement par l'intermédiaire de la circulation de ces titres et de la spéculation sur leur cours. Faire de l'argent

17. *Ibid.*

18. *Id.*, page 130.

avec de l'argent en achetant et en vendant du « papier » (des titres), tel est le principe même de ce capital fictif. La forme de son mouvement est donc $A - (t) - A'$. Une certaine somme d'argent A est avancée pour acheter un titre (t) à sa valeur de marché (valeur fictive déterminée par capitalisation du revenu auquel il donne droit ou que l'on escompte de lui), pour le revendre en réalisant au passage une « plus-value » (un profit spéculatif) $\delta A = A' - A$, procédant d'une hausse de sa valeur de marché ou simplement de son prix de marché, sur la base d'une augmentation (réelle ou escomptée) des revenus qu'il rapporte ou d'une baisse (réelle ou escomptée) des taux d'intérêt. Les parenthèses qui entourent (t) sont destinées à rappeler qu'il s'agit là d'une valeur fictive, obtenue par capitalisation du revenu escompté sur ce titre.

Cette forme n'est évidemment pas sans rappeler ce que Marx nomme la formule générale du capital, $A - M - A'$. Elle lui est strictement analogue. Elle indique que le titre (de propriété ou de crédit) joue, relativement au capital financier en tant que capital fictif, le même rôle que la marchandise relativement au capital réel, actif, en fonction dans le procès de production ou de circulation. Dans un cas, l'argent devient capital (réel), c'est-à-dire valeur se conservant et s'accroissant en tant que valeur, par l'achat et la revente de marchandises (transformées ou non par un procès de production); dans l'autre, l'argent devient capital (fictif) par l'achat et la vente de simples titres de propriété ou de crédit, à leur valeur ou prix de marché.

3.3. Fictif, ce capital financier l'est donc au moins en un triple sens. En premier lieu, en ce qu'il ne fonctionne pas dans le procès de reproduction et qu'il n'est pas destiné à y fonctionner. Alors que, pourtant, l'argent ne peut se transformer réellement en capital (y compris sous la forme du capital de prêt) que dans et par la médiation du procès de production, la médiation de son échange contre la force de travail, seul facteur capable de conserver et d'accroître la valeur antérieurement formée.

En deuxième lieu, ce capital financier est un capital fictif en ce sens que les valeurs par la circulation desquelles l'argent se conserve et se valorise sont des valeurs purement fictives, des valeurs-capital obtenues par capitalisation de revenus, réels ou même seulement potentiels. Le capital financier est donc le moment où la valeur en pro-

cès tend à s'émanciper totalement des contraintes et des limites du mouvement de la valorisation réelle, le moment où la valeur tend à s'autonomiser à l'égard du procès cyclique de reproduction du capital (unité du procès de production et du procès de circulation), et non plus du simple procès de production comme dans le cas du capital marchand. C'est donc le moment où la valeur en procès semble se détacher absolument de sa propre substance, le travail social, où elle semble pouvoir mener une vie propre dans un monde propre, l'univers de la finance. C'est donc aussi le moment où elle cesse d'être procès réel de valorisation pour n'être plus que procès fictif de valorisation – mais dont les effets sont bien réels pour celui qui poursuit et réussit de telles opérations financières.

En troisième lieu, en conséquence de ce qui précède, ce capital financier est fictif en tant qu'il se valorise (qu'il se conserve et s'accroît) sans aucune création (formation) de valeur, il se valorise sans aucune valorisation réelle. C'est dire que sa valorisation ne peut se fonder que sur la redistribution d'une valeur déjà créée, qu'elle est, du point de la création de valeur (donc de la création de richesse abstraite mais aussi concrète) une opération stérile. Autant dire que le marché boursier sur lequel a lieu la valorisation de ce capital financier fictif est un jeu à somme nulle: ce qui est gagné par les uns est nécessairement perdu par les autres, les « plus-values » enregistrées d'un côté se payant de « moins-value » de l'autre. Ou plutôt, il serait un jeu à somme nulle s'il n'était pas constamment alimenté par les apports en argent frais assurés par l'arrivée de nouveaux « joueurs », de nouveaux participants au jeu de la finance, compensant d'ailleurs le retrait d'autres joueurs, ruinés ou non.

Capital fictif, ce capital financier n'en est pas moins apparemment du capital, au sens où il est une forme possible de valorisation (de conservation et d'accroissement) de la valeur. Bien plus, il apparaît comme la forme supérieure du capital, celui dans laquelle ce dernier réalise apparemment toutes ses exigences :

– C'est de l'argent qui engendre de l'argent sans avoir à passer par la médiation, toujours problématique et aléatoire, du procès de reproduction, de la production et de la circulation de marchandises. De l'argent qui a su se libérer (apparemment) des contraintes de ce procès. Ce que le capital financier sous sa forme simple et immédiate de capital de prêt ne parvenait à réaliser qu'en partie, restant tributaire des reflux d'argent dans le procès de reproduction réel.

– C'est donc aussi une forme du capital parfaitement fluide (les titres dans lesquels il s'investit sont tous négociables et interchangeables) et donc aussi parfaitement mobile, qui peut s'investir et de désinvestir en un clin d'œil, le temps de passer un ordre d'achat ou de vente, le temps d'un de ces signes ésotériques qu'utilisent les opérateurs autour de « la corbeille », le temps aujourd'hui de presser sur une touche d'ordinateur. Que le capital réel, fixé dans des marchandises et dans des moyens de production, apparaît archaïque au regard de la légèreté et de la volatilité de ce capital financier, qui peut se déplacer d'un point de la planète à l'autre en quelques secondes!

Ainsi, lorsqu'on parle de capital fictif, il ne faut pas comprendre la détermination fictive de ce capital simplement, unilatéralement, dans son seul sens ordinaire de capital irréel, mais dialectiquement: comme l'indice du degré d'abstraction concrète à laquelle est parvenue la valeur dans son mouvement d'autonomisation, avec la contradiction qui lui est inhérente. En ce sens, qualifiée de fictive l'économie financière fondée sur la circulation de titres et la spéculation sur leurs cours, ce n'est pas lui dénier toute réalité, bien au contraire. En particulier, *via* le capital bancaire dont elle est une composante essentielle, cette « économie fictive » est en mesure de se saisir de « l'économie réelle », de la plier à ses exigences spéculatives, de la vampiriser même: les déchaînements spéculatifs qui ont accompagné la déréglementation des marchés financiers nationaux et la constitution de la géofinance nous l'ont rappelé au cours de ces dernières années. En ce sens, la fiction (la plus extrême abstraction de la valeur) est en mesure de s'emparer de la réalité même du travail social et de la plier à ses exigences de valorisation exponentielle. J'y reviendrai quand je traiterai en détail des mécanismes des crises capitalistes et notamment de leur dimension financière.

Et pourtant, cette « économie de papier », comme la qualifie encore Marx, dans laquelle on spéculé essentiellement sur la valeur fictive de titres, est fondamentalement irréaliste. Ses krachs périodiques, au cours desquels des fortunes en papier et sur le papier se dissipent comme des mirages en l'espace de quelques heures voire de quelques minutes, comme dans un jeu de Monopoly, nous rappellent son irréalité foncière ainsi que sa dépendance en dernière instance à l'égard des mouvements de « l'économie réelle » (ceux de la production et de la productivité, des salaires et des prix, des taux de profit et des taux d'intérêt, etc.) et de ses limites, celles que le capital réel dresse devant

son propre mouvement de reproduction. La forme suprême d'affirmation de l'autonomie de la valeur, le capital fictif, constitue donc aussi sa forme d'existence la plus précaire, la plus fragile, la moins consistante : celle où une simple rumeur (sur le taux de valorisation du capital réel, sur l'évolution des taux de profit ou des taux d'intérêt, etc.) suffit par exemple à la détruire. Autrement dit, en poussant à bout le processus d'abstraction inhérente à la valeur, le capital fictif exacerbe également la contradiction qui marque ce processus de part en part : sous cette forme où son autonomie à l'égard de sa propre substance, le travail social, semble totale, la valeur se résout en une fiction qui peut se dissiper à tout moment, dès lors que s'effondrent la croyance et l'illusion qui seules la maintiennent.

3.4. Récapitulons. Sur la base du procès de circulation du capital, l'autonomisation de la valeur-capital franchit de nouvelles étapes. Elle donne lieu à de nouvelles formes qui reproduisent, analogiquement, celles antérieurement engendrées par ce même mouvement d'autonomisation sur la base de la circulation marchande : à la succession *marchandise – argent – capital* répond ici l'enchaînement *capital actif (industriel ou marchand) – capital passif (capital de prêt) – capital fictif*. Cela signifie que le capital de prêt est à l'ensemble du capital actif ce que l'argent (la monnaie dans sa fonction d'argent) est à la marchandise. De même que l'argent est la forme générale de la richesse marchande en tant qu'il est capable de s'échanger contre n'importe quelle marchandise, de même le capital de prêt va se poser, face à l'ensemble des capitaux singuliers (industriels, commerciaux et même bancaires) en fonction dans le procès de reproduction, en *représentant général* du capital : comme le capital capable de prendre la forme de n'importe lequel de ces capitaux singuliers, en fonction dans le procès de production ou de circulation. Conditionnant par conséquent leur création, leur accroissement, leur fusion, leur disparition, il va remplir à leur égard les mêmes fonctions de moyen de paiement et de moyen de réserve que l'argent (l'or) relativement à la circulation marchande simple. Ce qui explique aussi pourquoi les formes monétaires auxquelles il donne naissance (notamment la monnaie bancaire) tendent à se substituer à la monnaie métallique, comme nous l'avons vu.

Quant au capital fictif se valorisant à travers la circulation des titres et la spéculation sur leur cours, il est au capital réel (actif ou pas-

sif) ce que le capital lui-même est à la marchandise, à la production et à la circulation marchandes simples. De même que, sous la forme du capital, la valeur tend à s'autonomiser par rapport aux limites de ces dernières, dans lesquelles elle reste en proie à son contraire, la valeur d'usage, elle tend ici, sous la forme du capital fictif, à s'autonomiser par rapport aux limites et aux contraintes du capital réel, de ses procès de production et de circulation, au sein desquels il doit toujours, immédiatement ou médiatement, affronter lui aussi son contraire, le travail social. Le capital fictif porte ainsi à son comble l'abstraction concrète constitutive de la valeur, jusqu'au point de donner naissance à une « économie fictive », celle des marchés financiers, à cette « économie de casino » où l'argent semble pouvoir engendrer de l'argent exponentiellement par simple circulation de titres de propriété et de crédit, en une ronde à la fois enchantée et infernale, sans liaison directe apparente avec « l'économie réelle », celle où s'échangent les produits du travail et où se met en œuvre le travail productif.

4. La propriété et la rente foncières capitalistes

Nous n'en sommes pas encore au bout des métamorphoses de la valeur, plus précisément de la plus-value, qui accompagnent son fractionnement. Il nous faut encore envisager la constitution de *la rente foncière*.

4.1. Comme rapport social de production, le capital implique, nous l'avons vu, l'expropriation des producteurs, leur séparation de tout moyen de production et de tout moyen de consommation propre. Cela signifie notamment la séparation entre ces producteurs et la terre, considérée à la fois comme condition (spatiale) de toute activité humaine en général et comme moyen de production spécifique, offrant les ressources du sol (sylviculture, agriculture, élevage) et du sous-sol (mines), comme plus largement l'ensemble des ressources de la nature (sous forme de matières premières et de sources d'énergie). Autrement dit, le mode capitaliste de production suppose nécessairement la monopolisation de la terre par une classe d'agents économiques et sociaux distincts des producteurs immédiats, des travailleurs directs, réduits au rang de prolétaires.

Mais, par ailleurs, cette classe de propriétaires fonciers ne peut pas être la classe capitaliste elle-même. En effet, comme nous l'avons

vu, le développement de la production capitaliste exige une parfaite fluidité et mobilité du capital, sa capacité de s'investir et de se désinvestir le plus rapidement possible, de passer sans cesse d'une branche de production dans une autre, au gré des fluctuations des conditions de valorisation du capital. Telles sont à la fois la condition de la formation d'un taux de profit moyen, par péréquation de la plus-value sociale, et la tendance spontanée des capitaux individuels, toujours à la recherche d'opportunités de valorisation exceptionnelles, de réalisation de surprofits, comme nous le verrons encore dans le chapitre suivant. Or une pareille mobilité du capital est évidemment incompatible avec son investissement dans l'achat de terrains et de biens-fonds, qui non seulement l'alourdirait considérablement (par hausse de sa composition organique et notamment de sa part de capital fixe) mais encore limiterait sa capacité à se désinvestir rapidement d'une activité pour s'investir dans une autre. La fixité terrienne est ici directement contradictoire de la mobilité et de la fluidité exigées du capital en tant que valeur en procès.

Ainsi, contrairement aux modes de production antérieurs, le mode de production capitaliste dissocie-t-il la propriété de la terre, la propriété foncière, de celle des autres moyens de production, existant sous forme du capital. La classe dominante, propriétaire du capital, n'y est plus la classe des propriétaires fonciers. Mais, inversement, ces derniers ne sont plus non plus ceux qui dirigent les producteurs : entre le propriétaire foncier et le producteur s'interpose désormais le capitaliste. Les rapports capitalistes de production créent ainsi une forme spécifique de propriété foncière dans laquelle la propriété de la terre est tout à fait séparée de sa mise en valeur économique et de son usage productif, une détermination qui est et reste extérieure et étrangère au procès de production, non seulement comme procès de travail mais encore comme procès de valorisation. Dans cette mesure même, ils font prendre à la rente foncière, à la mise en valeur économique de la propriété foncière, une forme elle aussi épurée de toutes les fioritures politico-idéologiques qui l'entouraient jusqu'alors en en masquant la nature, en faisant clairement apparaître son caractère de prélèvement sur la richesse sociale rendu possible par la monopolisation de la terre comme moyen de production.

Car, si le propriétaire foncier ne prend plus part ni à la production comme telle ni même à sa direction et à son organisation, s'il a plus la charge d'extorquer du surtravail ; si, par conséquent, ce n'est

plus lui, non plus, qui s'approprie en première main le surproduit social, comme c'était le cas dans les rapports précapitalistes de production; il n'en possède pas moins encore *le monopole* d'une condition essentielle de la production et d'un moyen de production irremplaçable. Par conséquent, il dispose du pouvoir d'autoriser ou d'interdire l'accès du capital à ce moyen. Et il n'en délivre l'autorisation au capitaliste qu'à la condition qu'en contrepartie celui-ci lui reverse un revenu prélevé sur la plus-value qu'il fait produire et qu'il s'approprie. Tel est le principe de la rente foncière capitaliste¹⁹.

4.2. Raisonnant essentiellement sur le cas de la rente foncière agricole (mais ses conclusions peuvent être étendues à toutes les autres formes de rente foncière: minière, immobilière, etc.), Marx montre qu'elle prend en fait deux formes différentes.

La première, appelée *rente différentielle*, procède de la conversion du surprofit que le fermier capitaliste peut éventuellement réaliser, comme tout autre producteur capitaliste. En effet, pour une structure de l'offre et un niveau de la demande donnés, le prix de marché des produits agricoles se règle d'après leur prix de production sur les plus mauvais terrains, les moins fertiles (naturellement ou artificiellement) ou les plus mal situés (les plus éloignés des marchés et des centres de consommation), prix qui assure malgré tout le profit moyen au capital investi sur ces terrains, dans la mesure où leurs produits restent socialement nécessaires. Dans ces conditions, ce prix

19. Il ne s'agit ici que de la rente foncière proprement dite, abstraction faite de tous les autres éléments qui peuvent s'y ajouter pour composer le *tribut foncier* que le capitaliste verse au propriétaire. Parmi ces éléments additionnels, l'un mérite tout particulièrement d'être mentionné: c'est l'intérêt que rapporte le capital fixe qui a pu être investi de manière durable dans ou sur le sol (sous formes d'amendements de la terre, d'infrastructures d'irrigation, de routes et de chemins ouverts, de bâtiments, etc.), qu'il ait été avancé par le propriétaire foncier lui-même ou que ce dernier se soit contenté de se l'approprier au terme de la location, pendant laquelle il aura été avancé par le capitaliste locataire. La rente foncière proprement dite, payée pour obtenir le droit d'user de la terre comme moyen de production, n'a rien à voir avec cet intérêt. Pas plus qu'avec l'intérêt en général, bien que dans les deux cas, il s'agisse de fractions de la plus-value que le capitaliste actif doit rétrocéder à des tiers (le capitaliste financier d'un côté, le propriétaire foncier de l'autre) en contrepartie du droit qu'il obtient d'user d'une condition indispensable à la mise en valeur de son capital (d'un côté, il s'agit d'une partie du capital lui-même avec lequel il fait ses affaires; de l'autre, d'un élément du procès de production, d'un moyen de production distinct du capital).

permet aux capitaux investis sur les terrains de qualité moyenne ou supérieure (plus fertiles ou mieux situés) de réaliser un surprofit, précédant de la différence entre les prix de production individuels de leurs produits et leur prix de production général, régulateur de leur prix de marché, fixé par les conditions de production sur les plus mauvais terrains.

Il n'y a là, somme toute, rien d'exceptionnel, comme nous l'avons vu au chapitre précédent. Le même phénomène se produit dans n'importe quelle branche de production chaque fois qu'un capitaliste peut opérer dans des conditions de valorisation de son capital plus favorables que les conditions moyennes dans lesquelles opèrent la grande masse des capitaux de la branche considérée. Mais il suffit aussi d'une généralisation de ces conditions plus favorables pour que le prix de production général s'abaisse et que le surprofit disparaisse en conséquence. Ici, au contraire, cette généralisation n'est pas possible, puisque, par hypothèse, on suppose que les conditions plus favorables de production sont liées aux qualités naturelles ou sociales particulières de certaines parcelles du sol, dont le monopole de la propriété foncière réserve le bénéfice aux seuls capitalistes agraires qui les louent – en somme, des conditions de production *non reproductibles* par le capital, susceptibles par conséquent d'engendrer un surprofit permanent.

Dans ces conditions, le contrôle de l'accès aux terrains de meilleure qualité que détiennent leurs propriétaires leur permet aussi d'exiger, en contrepartie de leur location, le versement d'une rente qui peut aller jusqu'à égaler la totalité du surprofit réalisé par les fermiers capitalistes opérant sur ces terrains; dès lors, ces fermiers ne réalisent plus eux aussi que le profit moyen. Le monopole de la propriété foncière n'est donc pas la source du surprofit que réalisent les fermiers capitalistes opérant sur les terres de qualité moyenne ou supérieure; mais il est la cause directe de sa conversion en rente foncière (différentielle).

4.3. A suivre le raisonnement précédent, les plus mauvais terrains ne sont pas porteurs de rente différentielle²⁰. Pour autant cependant que la production sur ces derniers reste socialement nécessaire, qu'il existe une demande sociale pour leurs produits, il faut donc supposer qu'ils puissent rapporter malgré tout eux aussi, en toutes circons-

20 En fait, Marx montre que, dans certaines circonstances exceptionnelles, même le plus mauvais terrain peut être porteur d'une telle rente. Cf. *Le Capital*, III, 3, chapitre XLIV.

tances, une rente à leurs propriétaires, sans quoi ceux-ci ne les mettraient pas en location et la production sociale serait déficitaire. Autrement dit, il faut supposer qu'en plus de la rente différentielle existe une deuxième catégorie de rente foncière s'ajoutant à la précédente, que Marx nomme *absolue*, parce qu'elle procède directement et exclusivement du monopole de la propriété foncière, et dont il a été le premier à mettre en évidence l'existence: «[...] *la rente différentielle est basée sur l'hypothèse du monopole de la propriété foncière, barrière dressée devant le capital; sans ce monopole, le surprofit ne se convertirait pas en rente foncière, ne reviendrait pas au propriétaire foncier, au lieu de revenir au fermier. Et cette barrière que constitue la propriété foncière continue d'exister, même là où la rente en tant que rente différentielle disparaît [...].*»²¹ En d'autres termes, les obstacles et contraintes que la propriété foncière impose à la mise en valeur du capital dans l'agriculture et dont résulte directement la rente différentielle (plus exactement: qui sont responsables de la conversion du surprofit en rente différentielle) se font également sentir dans le cas du plus mauvais terrain et exigent, par conséquent, que celui-ci rapporte une rente tout autant que les bonnes et les meilleures terres.

Cependant, contrairement à la rente différentielle, la rente absolue ne peut pas procéder de la conversion d'un surprofit provenant d'une productivité supérieure du capital agricole (ou minier, etc.). Mais elle ne peut pas non plus procéder d'un prélèvement sur le profit moyen de ce capital, sans quoi c'est lui qui se retirerait de la production. Dès lors, le problème n'admet pas d'autre solution que de supposer, d'une part, que le capital agricole présente une composition organique inférieure à la composition organique moyenne de l'ensemble du capital social (liée notamment aux obstacles que la propriété foncière oppose au développement technique dans l'agriculture), que par conséquent les valeurs individuelles des produits agricoles sont en règle générale supérieures à leur prix de production; et que, d'autre part, du fait du monopole dont jouit la propriété foncière, cette dernière peut faire obstacle au libre investissement de capital dans l'agriculture, qui permettrait de faire entrer la différence entre la valeur individuelle des produits agricoles et leur prix général de production dans la péréquation formatrice du profit moyen, ce qui du même coup réduit évidemment d'autant ce dernier. C'est l'existence

21. *Id.* page 135.

de cet obstacle qui explique, en définitive, à la fois la permanence d'un écart entre valeurs individuelles et prix de production des produits agricoles, écart générateur de surprofit, et la conversion de ce surprofit en rente foncière absolue. La propriété foncière est responsable non seulement de ce que le capital ne peut pas s'investir dans l'agriculture (sur de nouvelles terres) de telle sorte à réduire cet écart, en ramenant la valeur des produits agricoles à leur prix de production, comme cela se fait dans toutes les autres branches de production ; mais encore de ce que l'existence d'un tel écart, générateur de surprofit, et la conversion de ce dernier en rente sont les conditions *sine qua non* préalables de son investissement et en régulent le volume : *« L'essence de la rente absolue consiste donc en ceci : des capitaux égaux produisent, dans différentes sphères de production et selon la différence de leur composition moyenne, des masses différentes de plus-value, le taux de la plus-value ou l'exploitation du travail étant la même. Dans l'industrie, il y a péréquation de ces différentes masses de plus-value pour donner le profit moyen et se distribuer uniformément entre les divers capitaux, considérés comme autant de parts aliquotes du capital social. Dès que la production a besoin de la terre, soit pour l'agriculture, soit pour l'extraction de matières premières, la propriété foncière empêche cette péréquation pour les capitaux investis dans le sol et accapare une partie de la plus-value qui, autrement, entrerait dans le fonds de péréquation du taux général de profit. La rente constitue alors une partie de la valeur, plus spécialement de la plus-value des marchandises qui, au lieu d'échoir à la classe capitaliste qui l'a tirée des ouvriers, revient aux propriétaires fonciers qui la prélèvent sur les capitalistes. Il est sous-entendu ici que le capital agricole met davantage de travail en mouvement qu'une fraction égale du capital non agricole. C'est le développement relatif de l'agriculture par rapport à l'industrie qui décide de l'importance ou même de l'existence de cette différence. »*²²

On saisit ici la différence essentielle entre la rente différentielle et la rente absolue. La rente différentielle rapportée par une certaine catégorie de terrains est *l'effet* de la différence existant entre le prix régulateur de marché (déterminé par hypothèse par le prix de production sur le plus mauvais terrain) et le prix de production du capital normalement investi et exploité sur cette catégorie de terrain. La rente absolue est, au contraire, *la cause* directe de la différence

22. *Id.*, page 154.

entre le prix régulateur de marché et le prix de production sur le plus mauvais terrain : c'est parce que le plus mauvais terrain doit lui aussi rapporter de la rente que le prix de marché s'élève au-dessus du prix de production sur ce terrain, de manière à ce que cette exigence soit satisfaite ; et la propriété foncière y parvient par le monopole de l'accès à la terre qu'elle possède, en soustrayant tout ou partie de la plus-value agricole extra au mécanisme de formation du profit moyen.

D'une forme à l'autre de la rente foncière, le pouvoir de la propriété foncière s'accroît donc considérablement. Dans le cas de la rente différentielle, la propriété foncière n'a que le pouvoir de convertir en rente un élément du prix de la marchandise (le surprofit) qu'elle ne crée pas, qui résulte du simple jeu de la concurrence entre les capitaux. Dans le cas de la rente absolue, au contraire, la propriété foncière manifeste son pouvoir de déterminer un élément du prix (la hausse du prix de marché au-dessus du prix de production) de manière à créer une rente. Autrement dit, la rente absolue, bien plus que la simple rente différentielle, manifeste que *la rente est le pur produit de la propriété foncière*, qu'elle résulte du pouvoir de prélever une partie de la valeur produite (donc de la richesse sociale) que confère à leurs bénéficiaires la monopolisation de la terre comme moyen de production²³.

5. Fractionnement de la plus-value et reproduction du capital

Quelles sont les incidences du fractionnement de la plus-value sur la reproduction du capital industriel ? Plus largement, quelles sont les incidences sur cette dernière du fractionnement du capital social et de la propriété foncière ? Nous sommes maintenant en mesure de répondre à cette double question dont nous étions partis au début de ce chapitre.

23. Marx distingue enfin une troisième forme de rente foncière, marginale, qu'il se contente de mentionner au passage, *la rente de monopole*, résultat de l'élévation du prix de marché des produits agricoles au-dessus de leur valeur individuelle, du fait que ces produits, de qualité exceptionnelle, font de surcroît l'objet d'une demande extraordinaire de la part de clients fortunés, prêts à les surpayer. C'est le cas par exemple pour tous les produits agricoles dits de luxe : grands vins, alcools fins, foie gras, caviar, etc.

Apparemment, elles sont globalement négatives : le profit marchand, l'intérêt et la rente foncière limitent d'autant et la valorisation du capital industriel (la part de la plus-value sociale qu'il parvient à s'approprier sous forme du profit d'entreprise industriel) et, par conséquent, l'échelle de sa reproduction, l'échelle à laquelle le capital, en s'accumulant, parvient inversement à augmenter absolument et relativement la plus-value. En effet :

- d'une part, une part de la plus-value sociale se trouve soustraite au processus de péréquation formatrice du profit moyen et vient alimenter la formation de la rente foncière ; par conséquent, le profit moyen s'en trouve réduit d'autant ;

- d'autre part, le capital marchand (commercial et bancaire) entre lui aussi dans ce processus de péréquation de la plus-value, exige de se valoriser aux mêmes conditions que le capital industriel, et réduit donc d'autant le profit moyen de ce dernier. Ainsi, le profit effectivement réalisé par le capital industriel, ce qu'on appellera le profit industriel, est-il d'autant plus petit que le volume du capital marchand (notamment commercial) est grand ;

- enfin, chaque fois que l'industriel capitaliste est obligé ou fait le choix d'opérer avec un capital appartenant en tout ou en partie à autrui, il lui faut rétrocéder une partie de son profit sous forme d'intérêt.

Apparemment donc, relativement au capital industriel qui, rappelons-le, est le seul capital véritable, le seul capital productif, le seul qui puisse générer de la plus-value par son « échange » contre des forces de travail, capital marchand, capital de prêt et propriété foncière présentent un caractère *purement parasitaire* : ils semblent vivre à son crochet et à ses dépens. En fait, cette appréciation générale mérite d'être nuancée, doublement. D'une part, parce que, sous cet angle, ces trois formes de rapports capitalistes de production ne sont pas à loger exactement à la même enseigne. D'autant plus que, d'autre part, ces facteurs purement parasites en apparence peuvent apporter, sous certaines conditions et dans certaines limites, leur contribution propre à la reproduction du capital industriel lui-même.

5.1. C'est notamment le cas du capital marchand. Inutile de rappeler ici en détail, comme je l'ai fait précédemment, le rôle positif qu'il joue du point de vue de la circulation du capital industriel : il limite ses frais de circulation et accélère sa vitesse de circulation.

Autrement dit, la constitution du capital marchand provoque sans doute une chute du taux moyen de profit mais dans une moindre mesure que celle qui se produirait de toute façon sans elle : elle limite en fait le volume du capital additionnel qu'il faut de toute façon avancer pour assurer la circulation du capital industriel, capital improductif par définition (puisque le procès de circulation ne forme ni valeur ni plus-value) mais qui rentre malgré tout dans la péréquation de la plus-value sociale (il augmente le dénominateur de cette péréquation sans en augmenter le numérateur). La moindre valorisation du capital industriel qui résulte de l'existence du capital marchand, comme forme autonomisée d'une partie du capital social, ne fait que rendre explicite et visible, tout en le réduisant quantitativement, l'effet dépressif sur la valorisation du capital que le procès de circulation exercerait de toute façon, mais de manière implicite et cachée, si le capital industriel était le seul en fonction et devait assumer par lui-même toute la circulation du capital-marchandise et du capital-argent.

En définitive, comme nous l'avons déjà vu, la constitution du capital marchand est commandée par les exigences de la reproduction du capital industriel. Dans et par son mouvement propre, tout en poursuivant son propre objectif (la maximisation du profit marchand), il remplit des fonctions indispensables à la reproduction du capital industriel et sert en définitif cette dernière. En un mot, en dépit de son autonomie, le capital marchand reste subordonné au capital industriel et est fonctionnel relativement à ce dernier dans cette mesure même.

S'exprimer en ces termes revient cependant à reconnaître implicitement qu'il peut aussi s'émanciper de sa stricte fonctionnalité à l'égard du capital industriel. Il est alors source de dysfonctionnements possibles, plus ou moins graves.

C'est le cas, en premier lieu, parce que, du fait qu'il procède de l'autonomisation du mouvement d'une partie du capital-marchandise social, le capital marchand (plus précisément commercial) tend sans cesse à désorganiser les connexions internes du procès global de reproduction, en le poussant ainsi à dépasser ses propres limites. L'autonomisation du capital marchand et de sa rotation à l'intérieur du procès global de reproduction du capital social, dont il ne constitue pourtant qu'un moment, est ainsi un facteur direct (bien que secondaire) de crise de ce procès, de la crise périodique de surproduc-

tion qui l'affecte. J'y reviendrai lorsque je passerai à l'analyse du processus des crises capitalistes.

En second lieu, de par son développement autonome, le capital marchand ne contribue pas seulement à exacerber les contradictions internes au procès de reproduction du capital industriel, en repoussant artificiellement ses limites; il peut inversement entrer directement en contradiction avec ce dernier, par conséquent le limiter et aller jusqu'à se le soumettre.

Le capital marchand est une forme archaïque du capital comme valeur en procès, qui a historiquement précédé et, dans une certaine mesure, préparé la formation du capital industriel: d'une part, par son action dissolvante sur les structures de production préexistantes, en provoquant la séparation entre producteurs et moyens de production; d'autre part, en favorisant la centralisation de la richesse monétaire entre les mains des commerçants²⁴. En ce sens, la prédominance du capital marchand fait partie des préconditions de la formation du capital industriel et caractérise toute la période de transition qui mène à la constitution et à la consolidation de ce dernier.

Mais cette prédominance peut se reproduire à l'intérieur même du mode capitaliste de production une fois constitué. C'est le cas chaque fois que le capital commercial acquiert une structure oligopolistique relativement au capital industriel situé en amont, auquel il sert d'unique débouché, le plaçant ainsi sous sa dépendance en lui dictant ses conditions, notamment quant au partage de la plus-value. La position acquise par la grande distribution (super- et hypermarchés) relativement à bon nombre d'industries produisant des biens de consommation courants (notamment dans le domaine agro-alimentaire ou dans ceux de la confection, de la chaussure, etc.) en fournit aujourd'hui un exemple caractéristique. Plus largement, à l'échelle de toute une formation nationale, pour des raisons historiques essentiellement (liées par exemple au statut d'ancienne colonie de l'Etat-nation considéré), la prédominance acquise par le capital commercial peut directement entraver le développement autonome du capital industriel national: alors que ce dernier requiert l'érection de barrières douanières, pour se mettre à l'abri de la concurrence de capitaux industriels étrangers plus développés que lui, le capital commercial exige au contraire le libre-échange, la pleine liberté du commerce exté-

24. Cf. *Le Capital*, III, 1, chapitre XX.

rieur, condition de sa prospérité. L'histoire chaotique du développement de l'industrie des Etats latino-américains a notamment été marquée par une pareille contradiction, le capital commercial y ayant été renforcé du poids de la structure foncière latifundiaire favorable elle aussi à la libéralisation des échanges. En ce sens, d'une manière générale, comme le fait remarquer Marx, « *le développement indépendant du capital marchand est donc inversement proportionnel au développement économique général de la société.* »²⁵

Il existe donc une possibilité de contradiction entre les mouvements et les intérêts réciproques du capital marchand (notamment commercial) et du capital industriel. Par conséquent, la fonctionnalité du capital marchand, conditionnée par sa subordination aux exigences du capital industriel, ne va pas de soi et ne résulte pas de la simple dynamique et logique internes du procès de reproduction immédiat du capital social. Là encore, d'autres médiations que celles du seul mouvement du capital comme valeur en procès, du seul procès économique, sont requises pour imposer cette subordination, notamment les luttes entre les différentes fractions de la classe capitaliste, médiatisées par celles entre cette dernière et les autres classes sociales ; mais aussi l'Etat et sa législation comme résultat de ces luttes, faites ici comme ailleurs autant de compromis que d'affrontements au sens propre. Ce que Marx ne signale pas dans ses analyses.

5.2. L'ambivalence caractéristique du capital marchand, dont l'autonomie est à la fois condition de la reproduction du capital industriel et facteur potentiel de perturbation de ce dernier, s'accroît dans le cas du capital de prêt et, plus encore, du capital fictif qui en dérive.

Certes, comme nous l'avons vu, la constitution du capital de prêt est elle-même une condition du procès de reproduction du capital, dans ses deux moments de procès de production et de procès de circulation. Tandis qu'inversement le capital de prêt lui-même trouve dans le procès de reproduction la double source à laquelle il s'alimente : d'une part, le capital-argent latent, potentiel, s'accumulant dans l'antichambre du procès de reproduction ; d'autre part, la part non directement dépensée des revenus des différentes classes sociales, eux-mêmes générés par le procès de reproduction.

25. *Id.*, page 336.

Accumulation de capital-argent de prêt et accumulation de capital actif (industriel et marchand), de capital en fonction dans le procès de reproduction, semblent donc se conditionner réciproquement, comme deux moments également nécessaires et complémentaires d'un même processus global, la reproduction du capital. En fait, comme Marx prend soin de le montrer en détail, si ces deux processus sont étroitement liés et inséparables, ils n'en répondent pas moins à des «logiques» et des rythmes différents, voire opposés et même contradictoires²⁶.

a) Dans la mesure où le capital-argent de prêt résulte de la conversion de capital-argent latent, l'accumulation du premier est dans un rapport direct avec l'accumulation du capital actif, en fonction dans le procès de reproduction. Mais, même alors, ce n'est pas toujours le cas. Par exemple, une libération de capital en fonction dans le procès de reproduction peut se produire, suite à une révolution dans le prix ou la valeur des éléments composant le capital productif ou le capital-marchandise, comme c'est régulièrement le cas dans le cours du procès de reproduction, qui traduira au contraire une contraction du capital en fonction dans ce procès. Ou encore, il peut se produire une interruption de la marche normale de ce procès, qui se traduira aussi par une contraction du capital réel. Donc un afflux de capital-argent latent, alimentant l'accumulation de capital de prêt, peut être la conséquence et le signe non pas d'un élargissement mais, au contraire, d'un rétrécissement, d'une contraction de l'échelle du procès de reproduction.

L'accumulation de capital-argent de prêt s'autonomise un peu plus encore à l'égard de l'accumulation du capital réel dès lors qu'elle s'alimente à la croissance de la part des revenus monétaires non immédiatement dépensée mais épargnée. Evidemment, cette part croît en fonction directe de l'accumulation du capital actif. Il n'empêche que, dans ce cas, l'accumulation de capital-argent de prêt n'exprime pas une accumulation de capital au sens propre; bien au contraire, elle mesure la part de la richesse sociale qui est détournée de l'accumulation du capital (donc du processus de consommation productive de la richesse sociale) pour être vouée en définitive à la consommation personnelle (donc au procès de consommation improductive de cette même richesse): «*Il se produit donc dans l'accumulation du*

26. L'analyse occupe les chapitres XXX à XXXII du *Capital*, III, 2.

capital-argent une phase qui diffère par essence de l'accumulation réelle de capital industriel; car en aucune façon la part du produit annuel destinée à la consommation ne devient du capital.»²⁷

b) L'autonomisation de l'accumulation de capital-argent de prêt par rapport à celle du capital actif va franchir quelques degrés supplémentaires sous l'effet du développement du système de crédit.

En premier lieu, la centralisation par le réseau bancaire de tout l'argent disponible dans la société, non seulement du capital-argent latent mais encore de la part des revenus monétaires épargnés, fait de l'accumulation du capital-argent de prêt plus l'indice et la conséquence du développement du système bancaire (de la « bancarisation » de la société) que l'indice et la conséquence de l'accroissement de la richesse privée, et *a fortiori* que l'indice de l'accumulation du capital en fonction dans le procès de reproduction.

En deuxième lieu, le développement du système bancaire et du crédit bancaire va nécessairement entraîner un gonflement fictif de la masse des dépôts bancaires, en rendant l'accumulation de capital bancaire indépendante de la masse de l'argent réellement en caisse dans les banques, déposée auprès d'elles, comme plus largement de l'argent en fonction dans le procès social de reproduction. Il va substituer à l'accumulation de capital-argent réel l'accumulation de simples titres de crédit, l'accumulation de créances, donc de simples promesses d'argent, d'argent potentiel, en définitive une accumulation de dettes. C'est notamment ce qui se passe lorsqu'une même somme d'argent, en étant plusieurs fois prêtée et déposée au cours de sa circulation, génère des multiples dépôts bancaires tout aussi fictifs les uns que les autres: « [...] il [le capital-argent de prêt] n'existe qu'en un seul endroit en tant que monnaie métallique; en tous autres points, il n'existe que sous la forme de droit à un capital. Selon notre hypothèse, l'accumulation de ces droits provient de l'accumulation réelle, c'est-à-dire de la transformation en argent de la valeur du capital-marchandise, etc., l'accumulation de ces droits ou titres n'en diffère pas moins et de l'accumulation réelle qui lui donne naissance et de l'accumulation future (le nouveau procès de production) que permet le prêt d'argent.»²⁸

Un effet semblable va se produire également avec l'extension du crédit commercial par la pratique de l'escompte bancaire. Non seule-

27. *Id.*, page 166.

28. *Id.*, page 170.

ment les banques vont se lancer dans la pratique du réescompte entre elles des traites commerciales, multipliant ainsi artificiellement le capital dont elles disposent et qu'elles offrent au prêt; mais encore elles vont se mettre à escompter, en plus de traites tirées sur des marchandises déjà vendues, des effets sur des marchandises encore en dépôt, donc attendant d'être vendues (*dock warrants*), voire des effets sur des marchandises encore engagées dans le procès de production (les connaissements des marchandises embarquées sur des navires ou d'autres moyens de transports) ou même encore à produire (traites tirées sur des récoltes à venir, par exemple). Pas étonnant que le capital-argent de prêt puisse ainsi s'accumuler (sous forme de titre de crédits) indépendamment de toute accumulation du capital réel, et même en définitive de l'existence de tout capital réel. Rien d'étonnant non plus à ce qu'un tel empilement de crédits, de nature de plus en plus spéculative, finisse par s'écrouler un jour ou l'autre, quand il apparaît qu'il n'est qu'une accumulation de signes de marchandises invendables voire inexistantes, donc de valeurs fictives, en définitive une accumulation de dettes.

De tout cela résulte, en dernier lieu, que l'accumulation de capital-argent de prêt tend à rompre toute liaison avec l'accumulation de capital actif par le fait que, à côté de fonds (propres ou empruntés) en argent réel (or ou papier-monnaie), le capital bancaire est constitué pour une grande part de titres de propriété et de crédit, donc d'assignations sur la richesse sociale actuelle ou future (potentielle). Or nous avons vu que ces titres n'ont par eux-mêmes aucune valeur, qu'ils n'acquièrent une valeur fictive que par capitalisation des revenus qu'ils assurent (ou sont censés assurer), valeur fictive qui leur permet de se négocier sur le marché boursier. Autrement dit, une grande partie du capital bancaire est du *capital purement fictif*, qui n'a aucune existence réelle. Et le capital-argent de prêt se développe notamment sur la base de ce capital fictif: les prêts qu'une banque concède sont gagés (garantis) non seulement sur ses fonds en argent réel (fonds propres ou fonds empruntés, résultant notamment des dépôts de ses clients) mais encore et même surtout sur les valeurs fictives de son fonds de titres divers. Ici, l'accumulation de capital-argent de prêt (sous forme du capital bancaire) n'est plus seulement une accumulation fictive de capital-argent réel, elle devient purement et simplement une accumulation réelle de capital fictif.

c) Tout ce qui précède montre bien que, pour être articulée sur elle, l'accumulation de capital-argent de prêt est un processus essentiellement différent de l'accumulation de capital actif, de l'élargissement du procès de reproduction du capital; et que la première peut même se produire de manière totalement déconnectée de la seconde, voire au rebours d'elle. C'est là l'indice et la conséquence du caractère largement fictif de cette accumulation et des éléments dont elle procède: « *L'accumulation de capital de prêt consiste simplement en ceci: de l'argent se dépose sous forme d'argent prêtable. Ce procès diffère grandement de la transformation réelle de l'argent en capital; ce n'est pas autre chose que l'accumulation d'argent sous une forme où il peut être converti en capital. Mais cette accumulation peut, nous l'avons montré, exprimer des opérations qui sont fort différentes de la véritable accumulation. En période d'expansion continue de l'accumulation réelle, cette expansion de l'accumulation de capital-argent peut soit en être le résultat, soit être le résultat de phénomènes qui l'accompagnent, mais en différent totalement, soit enfin encore d'interruptions même de l'accumulation réelle.*»²⁹

Il s'ensuit que l'accumulation du capital réel s'accompagne toujours d'une tendance à la suraccumulation de capital-argent de prêt, à l'existence d'une pléthore de tel capital au regard des nécessités et des possibilités de l'accumulation réelle, de la mise en valeur effective du capital dans son procès de reproduction. Tendance qui s'exprime plus particulièrement à certaines phases du cycle de l'accumulation: « *Le fait que l'accumulation de capital de prêt soit grossie par suite de ces phénomènes indépendants de l'accumulation réelle, mais l'accompagnant, implique nécessairement l'existence d'une pléthore de capital monétaire [= capital-argent] à certaines phases du cycle et le développement de cette pléthore de pair avec l'extension du crédit.*»³⁰

Cette pléthore (ou suraccumulation) de capital-argent de prêt entraîne alors deux conséquences importantes. En premier lieu, débordant les besoins de l'économie réelle, ne trouvant pas, par conséquent, à se valoriser dans le procès de reproduction, dans la sphère réelle, elle va se détourner vers la sphère financière, venir gonfler cette dernière, alimenter l'accumulation de capital fictif sous la forme de la spéculation sur les titres dont la circulation sert de base de valorisa-

29. *Id.*, page 168.

30. *Ibid.*

tion de ce dernier, comme nous l'avons vu. Telle est en définitive l'origine de cet apport constant d'argent frais sans lequel la spéculation financière ne saurait se développer. Cette pléthore de capital-argent de prêt explique que l'accumulation financière puisse se déconnecter de l'accumulation réelle, se poursuivre à une échelle et un rythme bien supérieurs à ceux de cette dernière. Elle est notamment responsable des poussées de fièvre spéculative qui s'emparent régulièrement de la sphère financière et des fameuses bulles qui s'y développent : « *Le développement du capital-argent disponible entraîne, comme nous l'avons déjà exposé, l'accroissement de la masse des titres porteurs d'intérêt, fonds d'Etat, actions, etc. ; mais en même temps aussi la demande de capital-argent disponible, les jobbers [spéculateurs en bourse] qui se livrent à des spéculations sur ces titres, jouant un rôle capital sur le marché financier.* »³¹ Ainsi, la pléthore de capital-argent de prêt au regard des besoins de l'accumulation réelle, conduisant à une accumulation de titres de crédit et de propriété divers, génère, par le biais de la spéculation sur ces titres, une nouvelle demande de capital-argent de prêt, en une spirale qui tend à s'entretenir elle-même, principe même de la constitution des bulles spéculatives.

Mais, en second lieu, cette pléthore de capital-argent de prêt ne va pas non plus sans réagir sur l'accumulation réelle. En élargissant les possibilités de crédit (par la pression à la baisse qu'elle exerce sur le taux d'intérêt), elle dope cette dernière, autorise des accumulations de capital réel (notamment fixe) de plus en plus gigantesques, mais aussi incite les capitalistes actifs à se lancer dans des affaires de plus en plus risquées et même douteuses (spéculatives), le tout à un rythme de plus en plus rapide. Elle tend ainsi à pousser la production capitaliste au bout de ses possibilités, renforçant du même coup ses tendances immanentes à la suraccumulation de capital réel, en la précipitant ainsi en définitive vers sa crise : « *Cette pléthore doit en même temps faire naître la nécessité, pour le procès de production, de déborder ses limites capitalistes ; excès de commerce, de crédit, surproduction. En même temps ce développement se produit toujours sous des formes qui provoquent un choc en retour.* »³² Alors, la pléthore de capital-argent, qui est allée en se réduisant au cours de la phase d'emballement de l'accumulation, qui s'est largement effectuée à crédit, se mue brutale-

31. *Id.*, page 171.

32. *Id.*, page 168.

ment en son contraire, en une brusque pénurie, lorsque, la crise se déclenchant, les capitalistes deviennent tous de prêteurs nets des emprunteurs nets, en se ruant en masse sur les moyens de paiement disponibles pour tenter de sauver leurs capitaux de la faillite.

d) Concluons. L'accumulation du capital de prêt peut donc s'émanciper des exigences et limites de celle du capital actif (industriel et marchand), se poursuivre comme une fin en soi en alimentant l'accumulation de capital non plus réel mais fictif, l'accumulation de capital financier à fin purement spéculative, jusqu'à s'effectuer au détriment de celle du capital industriel. Elle tend aussi et simultanément à pousser l'accumulation réelle au-delà de toute limite, à l'entraîner dans ses folies spéculatives, en précipitant ainsi sa crise; ne serait-ce que parce qu'elle permet à chaque industriel ou négociant d'opérer, en tout ou en partie, avec le capital d'autrui, ce qui réduit d'autant la prudence dont il entoure ses affaires tant qu'il n'opère qu'avec son propre capital, et la retenue qu'il oppose alors à sa soif d'accumulation et d'enrichissement abstrait.

Par conséquent, plus encore que dans le cas du capital marchand, la subordination de cette forme dérivée mais autonomisée du capital qu'est le capital de prêt au procès de reproduction du capital actif (et notamment industriel) ne va pas de soi, loin de là. Bien au contraire, l'accumulation du capital de prêt tend constamment à s'émanciper des limites dans lesquelles sa stricte fonctionnalité à l'égard de l'accumulation du capital actif exigerait de la cantonner; et elle est poussée à ses débordements sous l'impulsion même de cette dernière. Cette subordination du capital de prêt ne peut donc pas être obtenue et garantie par le simple mouvement de la valeur en procès qui, bien au contraire, ainsi que nous l'avons vu, cherche à s'émanciper des limites et contraintes de sa forme capitaliste et du procès de reproduction du capital réel, pour se lancer dans les délices et les délires de la croissance du capital fictif, de la spéculation. Si ce n'est sous la forme brutale de la crise périodique de l'accumulation du capital, du mode capitaliste de production, dont on verra qu'elle signifie la destruction de la plus grande partie du capital fictif, mais aussi d'une bonne partie du capital réel.

Si l'on veut éviter ces extrémités, préjudiciables pour le capital à plus d'un titre, il faut donc l'intervention de médiations extérieures au procès de reproduction immédiat du capital, de médiations extra-économiques. La subordination du capital-argent de prêt et de son accumulation aux exigences de la reproduction du capital actif passe,

là encore, par des médiations politiques, notamment par une législation bancaire et boursière, à caractère réglementaire et fiscale, encadrant et orientant la formation et le développement du capital de prêt. Par exemple, des règles concernant le ratio entre prêts et fonds propres que sont tenues de respecter les banques, ou les dépôts de garantie qu'elles sont tenues d'effectuer auprès de la Banque centrale (déjà évoquées à propos de la nécessité de contrôler la création monétaire dont se double le système de crédit); des incitations fiscales favorisant les investissements réels plutôt que les placements purement spéculatifs; etc. Pareille législation est nécessairement le fruit de compromis entre les différentes fractions (industrielle, commerciale et financière) de la classe dominante, fruits de leurs luttes séculaires toujours recommencées. Mais ces luttes peuvent aussi, inversement, déboucher sur une subordination du capital industriel et même marchand au capital bancaire et financier, conduisant alors vers un inéluctable déclin du premier. L'histoire contemporaine du Royaume-Uni en offrirait un exemple saisissant.

La représentation courante du capital financier comme « mauvais » capital parasitaire opposé au « bon » capital industriel (ou même marchand), le premier vivant au détriment du second qui seul produit de la richesse, n'est donc pas totalement erronée. Si ce n'est quand elle occulte le lien indissoluble qui les lie: car il ne peut y avoir de développement du capital industriel sans développement du capital-argent de prêt (plus largement sans développement du crédit), ni par conséquent sans formation du capital fictif, avec la fièvre spéculative qui le saisit régulièrement. Ce qu'il s'agit toujours de saisir, c'est l'unité contradictoire, dialectique, des deux formes d'existence et de développement du capital social.

5.3. C'est une pareille contradiction, plus aiguisée encore, qui unit le capital dans son ensemble à la propriété foncière. J'ai rappelé précédemment que la propriété foncière, sous sa forme spécifiquement capitaliste, impliquant la séparation entre la terre et le producteur direct mais aussi celle entre la terre et le capitaliste, est un moment essentiel des rapports capitalistes de production. Elle est donc indépassable au sein de ces derniers et, avec elle, le tribut que le capital doit lui verser, sous forme de rente, prélevée sur la plus-value sociale. En ce sens, la propriété foncière, et par conséquent, la rente foncière constituent donc bien une limite absolue de l'accumulation

du capital, que celle-ci peut tenter de repousser mais qu'elle ne peut pas supprimer. Ce qu'illustre tout particulièrement la formation de la rente foncière absolue, qui procède de la soustraction d'une partie de la plus-value sociale au mécanisme de sa péréquation entre l'ensemble des capitaux en activité.

L'effort du capital pour repousser cette limite s'opère dans deux directions différentes. D'une part, il s'efforce de réduire au minimum la rente foncière différentielle ou absolue. A cette fin, différents moyens sont mis en œuvre par le capital. Certains résultent de son mouvement même: par exemple, l'accumulation du capital agricole, sa concentration et l'augmentation de sa productivité, dès lors qu'elles conduisent à une croissance de l'offre supérieure à celle de la demande, permettent d'éliminer de la concurrence les terres les moins fertiles ou les plus mal situées et, par conséquent, de priver de rente différentielle certaines des terres qui en produisaient jusqu'alors en réduisant aussi, du même coup, les rentes différentielles sur toutes les autres.

Mais, à cette même fin, il faut, là encore, recourir à des médiations extérieures au mouvement du capital comme valeur en procès, extérieures à son procès de reproduction. Par exemple pour imposer aux propriétaires fonciers les baux les plus longs possibles, de manière à permettre au capital de profiter seul des effets économiques (en termes de génération de surprofit) résultant des améliorations (techniques, organisationnelles, commerciales, etc.) apportées à la mise en valeur de la terre en cours de bail; ou de manière à lever l'obstacle que représente la propriété foncière à l'investissement (intensif sinon extensif) de capital, de manière à supprimer la rente absolue; ou encore, de manière à amortir au maximum le capital fixe immobilisé sur ou dans la terre louée et qui, au terme de la location, revient au propriétaire, en accroissant d'autant le tribut foncier. Ce qui met en jeu le rapport de forces entre propriétaires fonciers et capitalistes, tel qu'il est médiatisé par la situation économique générale (le rapport entre offre et demande de produits de la terre) mais aussi par la législation sur la propriété foncière (les baux, l'héritage, etc.).

Un autre moyen, radical mais paradoxal, de lutte du capital contre la rente foncière consiste à chercher à limiter l'emprise de la propriété foncière capitaliste, en la remplaçant ou en la concurrençant par d'autres formes de propriété foncière, permettant de réduire voire de supprimer, de droit ou de fait, le versement d'une rente.

Ainsi s'explique, par exemple, la persistance dans l'agriculture, y compris des États capitalistes les plus développés, de formes de propriété foncière en principe transitoires entre les formes précapitalistes et la propriété foncière spécifiquement capitaliste, telle la propriété agricole parcellaire. Dans cette dernière, le travailleur agricole est propriétaire de la terre qu'il met en valeur par son propre travail ou celle de sa famille, ne recourant qu'occasionnellement ou de manière subalterne à de la main-d'œuvre salariée. La même personne est donc ici simultanément propriétaire foncier, propriétaire des moyens de production agricoles autres que la terre et producteur direct : les trois fonctions et personnages, que les rapports capitalistes de production distinguent et séparent, se trouvent ici réunis en une même personne. Praticquée initialement à des fins d'autosubsistance, cette forme de production et de propriété se trouve progressivement intégrée dans les structures d'échange de l'économie capitaliste. Dès lors, mise en coupe à la fois par le capital bancaire (qui lui avance ses fonds pour l'achat de la terre et du matériel agricole), par le capital industriel, qui lui fournit ses équipements et ses intrants mais aussi l'essentiel de ses débouchés (les industries agro-alimentaires), et surtout par le capital commercial (la grande distribution), cette forme de propriété n'assure plus au propriétaire au mieux que son salaire (en tant que travailleur), le renouvellement de son capital fixe et un faible profit (souvent bien inférieur au profit moyen) en tant que capitaliste, mais réduit à rien la rente absolue et même différentielle qui devrait lui revenir en tant que propriétaire foncier. La municipalisation du sol urbain à laquelle ont procédé certains États de tradition social-démocrate aura eu des effets analogues du point de vue de la disparition de la rente foncière urbaine.

D'autre part, pour autant qu'il ne parvient pas à supprimer la rente, le capital s'efforce de contraindre ou d'inciter à la convertir au maximum elle-même en capital, soit directement en capital actif (en transformant le propriétaire foncier lui-même en entrepreneur capitaliste), soit indirectement en capital de prêt (en transformant le propriétaire foncier en financier par l'intermédiaire du marché boursier). Dans le premier cas, cela peut même conduire à supprimer ou du moins réduire la rente, le capitaliste n'étant pas tenu de se verser une rente à lui-même. Là encore, les médiations politiques jouent un rôle essentiel, notamment la réglementation juridique et fiscale et, au-delà

d'elle, le rapport de forces entre capitalistes et propriétaires fonciers qui en est la source.

Il n'est ainsi que trop évident que l'une et l'autre de ces deux stratégies visant à repousser la limite que la propriété foncière représente du point de vue de la valorisation et de la reproduction du capital supposent, une nouvelle fois, l'intervention de médiations autres que celles directement produites par le mouvement du capital comme valeur en procès. Notamment, ici plus que précédemment encore, les luttes de classes, les rapports complexes, faits d'affrontements, de compromis et d'alliances, entre la classe capitaliste (ses différentes fractions) et les différentes fractions de propriétaires fonciers. Rapports toujours médiatisés par la lutte centrale entre bourgeoisie et prolétariat. Par exemple, la permanence de la petite propriété agricole en France, le frein mis à la concentration de la propriété foncière, au développement d'une agriculture spécifiquement capitaliste, la survie ainsi accordée des décennies durant à une petite paysannerie ne peuvent-ils s'expliquer que par les nécessités inhérentes à la constitution d'un système d'alliances entre classes propriétaires, faisant bloc face à la classe ouvrière, de manière à assurer la classe dominante de son hégémonie dans le contexte d'une démocratie parlementaire.

Pour conclure, notons que, comme l'ont montré l'ensemble des développements précédents, la lutte des classes et fractions de classes prend une importance grandissante au fur et à mesure où l'on traite du partage des différentes fractions de la valeur et de la plus-value formée. C'est l'indice de ce que cette lutte constitue une médiation et un niveau spécifiques du procès global de reproduction du capital, comme on aura encore l'occasion de s'en rendre compte par après.

Chapitre XIII

REPRODUCTION ET FRAGMENTATION DU CAPITAL

Le fractionnement du capital social ne se limite pas à son autonomisation partielle sous les espèces du capital marchand et du capital de prêt (avec le capital fictif qui l'accompagne nécessairement, comme son double maléfique). Il prend une forme bien plus radicale encore, celle de l'émiettement du capital social, de sa *fragmentation* en une multitude de capitaux singuliers doués d'autonomie, chacun poursuivant dans sa sphère d'action particulière sa propre valorisation, sans autre souci que sa propre conservation et son propre accroissement, affrontant au contraire les autres capitaux singuliers comme autant de rivaux qu'il cherche à évincer ou dont il cherche même à se débarrasser. On retrouve ainsi la seconde des questions qui a surgi en introduction à la présente partie : pourquoi et comment, en dépit de leur autonomie relative, les capitaux singuliers et les capitalistes individuels se soumettent-ils aux lois de la reproduction du capital social ? Autrement dit, dans quelle mesure l'autonomie des capitaux singuliers et des capitalistes individuels est-elle compatible avec les exigences générales de cette reproduction ?

Dans le fil des développements du Livre III, mais aussi des deux précédents Livres du *Capital*, Marx a disposé quelques éléments de

réponse à cette question, non dénués d'intérêt comme nous allons le voir. Selon lui, ce qui assure la conformité des mouvements de capitaux singuliers, donc des activités des capitalistes individuels, aux exigences et lois du capital en général, partant ce qui assure la reproduction du capital social à travers ces mouvements et ces activités, ce sont :

– d'une part, les interactions (les actions et pressions réciproques) entre les capitaux singuliers dans leur double dimension de répulsion réciproque (de concurrence) et d'attraction réciproque (de centralisation) ;

– d'autre part, les représentations fétichistes des rapports de production qui naissent de leur réification et de leur personnification ; car c'est à partir de ces représentations fétichistes que les capitalistes singuliers se déterminent et agissent dans leurs rapports réciproques.

C'est ce que Marx laisse entendre d'emblée en introduisant le Livre III : « *Les formes du capital que nous allons exposer dans ce livre le rapprochent progressivement de la forme sous laquelle il se manifeste dans la société, à sa surface, pourrait-on dire, dans l'action réciproque des divers capitaux, dans la concurrence et dans la conscience ordinaire des agents de la production eux-mêmes.* »¹

Autrement dit, dans le Livre III du *Capital*, Marx se propose d'expliquer comment les interactions entre capitalistes individuels (notamment la concurrence qu'ils se mènent) les contraignent mais aussi les incitent à se plier aux exigences et lois générales du capital, telles qu'elles se dégagent de l'analyse du procès de production, du procès de circulation et de leur unité. Mais, dès lors, il s'agit pour lui aussi de montrer que les capitalistes sont conduits (à la fois contraints et incités) à agir, dans leurs interactions, conformément à ces lois, en fonction de représentations (fétichistes) qui naissent des formes mêmes que prend le capital dans le cours de son procès de reproduction. C'est ainsi qu'il se propose d'expliquer comment le capital social, en tant que capital total, se reproduit à travers les mouvements de ses propres parties, les capitaux singuliers, et les actions des capitalistes individuels qu'il se subordonne.

1. *Le Capital*, III, 1, page 47. C'est moi qui souligne.

1. *Reproduction du capital et interactions entre capitaux singuliers*

De la double dimension des interactions entre capitaux singuliers, attraction réciproque (centralisation) et répulsion réciproque (concurrence), c'est à cette dernière que Marx accorde en définitive le plus d'attention. Sans pour autant nous en livrer une analyse complète.

1.1. Dans les premières versions de son projet de critique de l'économie politique, conçues dans le fil des *Grundrisse*, Marx comptait ne traiter de la concurrence (donc des rapports réciproques entre capitaux singuliers) qu'après avoir exposé les déterminations du capital en général². Nous savons qu'il a en partie maintenu cette idée dans les versions ultérieures de son projet, et on en retrouve l'écho jusque dans *Le Capital*: « *Nous n'avons pas à examiner ici comment les tendances immanentes de la production capitaliste se réfléchissent dans le mouvement des capitaux individuels, se font valoir comme lois coercitives de la concurrence et par cela même s'imposent aux capitalistes comme mobiles de leurs opérations. L'analyse scientifique de la concurrence présuppose en effet l'analyse intime du capital. C'est ainsi que le mouvement apparent des corps célestes n'est intelligible que pour celui qui connaît leur mouvement réel.* »³ En un mot : seule l'intelligence de la loi rend possible celle du phénomène dans et par lequel elle se manifeste, se réalise, mais aussi se masque la plupart du temps. Cela explique l'absence de théorie exhaustive et explicite de la concurrence dans son maître ouvrage.

Pourtant, dès l'exposé des déterminations essentielles du capital en général, des lois générales du capital, Marx se heurte inévitablement à la question précédente de savoir comment ces déterminations et lois se réalisent à travers les mouvements et les rapports des capitaux singuliers. Et il ne peut y répondre qu'en recourant à la médiation de la concurrence. Ce qui nous vaut, malgré tout, des développements sporadiques mais éclairants à ce sujet tout au long du *Capital*.

Contre l'économie vulgaire, qui fait de la concurrence l'*ultima ratio* des phénomènes économiques, Marx s'efforce alors à chaque

2. Cf. l'annexe 2 à ce sujet.

3. *Le Capital*, I, 2, page 10.

fois de montrer qu'elle a essentiellement pour effet et pour fonction de *contraindre* les capitalistes individuels à se soumettre aux nécessités générales de la production capitaliste, aux tendances immanentes au capital en général. Autrement dit, la concurrence entre les capitaux singuliers sert de moyen terme, de médiation, entre les tendances générales immanentes à la production capitaliste et le mouvement apparemment désordonné des capitaux individuels. Elle explique comment les capitalistes individuels, tout en ne travaillant qu'à la réalisation de leur intérêt propre le plus immédiat, la valorisation maximale de leur capital singulier, tout en agissant ainsi « librement », c'est-à-dire en fonction de leurs volontés et représentations propres, ne s'en conforment pas moins aux exigences générales de la production capitaliste, travaillant ainsi à leur insu, en parfaite méconnaissance de cause, par une sorte de ruse immanente, à assurer les conditions de la reproduction du capital social, partant la réalisation des intérêts généraux de l'ensemble de la classe capitaliste : « *La libre concurrence impose aux capitalistes les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes.* »⁴ En un mot, les nécessités *internes* au capital en général, conditionnant son mouvement de reproduction, se réalisent sous la forme de la contrainte *externe* que s'administrent réciproquement les capitaux singuliers dans la concurrence qu'ils se mènent⁵. Il ne saurait d'ailleurs en aller autrement, sauf à transformer les premières en des déterminations métaphysiques (ou plutôt métasociales) ; ou à supposer aux capitalistes individuels une conscience et une science des exigences générales du capital dont ils sont bien évidemment dépourvus.

C'est ainsi que Marx explique, en premier lieu, la réalisation de la loi de la valeur. Dans sa formulation immédiate, celle-ci stipule que la valeur d'une marchandise individuelle ou d'un lot de marchandises d'un type donné est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour la (les) produire. Cela suppose, nous l'avons vu, que s'établisse, dans une formation sociale donnée, à chaque stade de son développement, un ensemble de normes sociales de production

4. *Le Capital*, I, 1, page 265.

5. Dans sa *Science de la Logique*, Hegel exprime déjà une idée semblable : les nécessités internes de l'essence se réalisent à travers les contraintes que s'imposent les phénomènes dans leurs rapports réciproques. Cf. 1ère partie, La doctrine de l'essence, 3e section, chapitre 3, C. : « L'action réciproque ».

fixant une durée et une intensité moyennes de travail, une qualité moyenne des forces de travail utilisées, des formes plus ou moins standardisées d'équipements productifs et d'organisation du procès de travail, etc., qui déterminent la quantité de travail qui, en moyenne, est nécessaire et reconnue socialement comme nécessaire pour produire une marchandise ou un lot de marchandises données. Et c'est la concurrence que se mènent les capitalistes qui les force tous à respecter ces normes de production. En effet, ceux d'entre eux qui ne les respectent pas ou qui ne parviennent pas à s'en rapprocher, vont se trouver éliminés par leurs concurrents, dans la mesure où les valeurs individuelles de leurs marchandises seront supérieures à leur valeur sociale (leur valeur de marché); autrement dit, une partie du travail (mort et vivant) qu'ils ont employé pour produire leurs marchandises ne se trouvera pas validée socialement, ils risquent ainsi de ne pas former de plus-value, voire de ne pas même récupérer une partie du capital qu'ils ont avancé. Inversement, ceux des capitalistes qui parviennent non seulement à respecter les normes sociales de production mais même à les dépasser, à abaisser en conséquence les valeurs individuelles de leurs marchandises en dessous de leur valeur sociale, non seulement s'assurent des conditions normales de valorisation de leur capital mais parviennent à réaliser une plus-value extra, supérieure à celle de leurs concurrents qui produisent dans des conditions moyennes. La concurrence est donc un puissant aiguillon qui contraint et incite les capitalistes individuels à se conformer à la loi de la valeur et, du même coup, à réaliser cette loi, à en faire la principale loi gouvernant le mouvement de reproduction du capital social: « [...] *la loi interne ne s'affirme que par leur concurrence et par les pressions qu'ils [les producteurs capitalistes] exercent les uns sur les autres, ce qui compense les écarts dans un sens et dans l'autre. La loi de la valeur agit ici exclusivement comme loi immanente et, pour les différents agents, comme une loi naturelle aveugle; elle impose l'équilibre social de la production au milieu des fluctuations accidentelles de celle-ci.* »⁶

C'est par le même raisonnement que, en second lieu, Marx explique comment, tout en ne veillant qu'à ses intérêts singuliers les plus immédiats, tout en ne cherchant qu'à augmenter la valorisation de son propre capital, chaque capitaliste individuel est à la fois incité et contraint à accroître la productivité du travail qu'il met en œuvre,

6. *Le Capital*, III, 3, page 255.

en contribuant ainsi au mouvement général de dévalorisation de la force de travail qui permet au capital en général d'extraire une plus-value relative, en travaillant par conséquent à la réalisation de l'intérêt général de la classe capitaliste dans son ensemble. C'est que chaque capitaliste a un intérêt immédiat à l'augmentation de la productivité du travail qu'il met en œuvre. En effet, c'est par une telle augmentation qu'il parvient à abaisser la valeur individuelle de ses marchandises en dessous de leur valeur sociale et qu'en les vendant à cette dernière valeur, ou même en dessous pour pouvoir écouler sa production dont le volume aura crû en proportion de l'augmentation de la productivité du travail, il peut réaliser une plus-value extra (en définitive un surprofit). Du même coup, il incite et contraint les autres capitalistes, ses concurrents, à en faire autant de leur côté, pour pouvoir eux aussi s'approprier une plus-value extra ou, tout simplement, pour pouvoir résister à sa concurrence et continuer à écouler leur production. Ce qui conduit à une diminution de la valeur sociale des marchandises produites dans cette branche, par alignement sur la valeur individuelle des marchandises produites dans les conditions de production les plus favorables, en supprimant la plus-value extra.

Il n'y a plus alors d'autre possibilité, pour un capitaliste individuel, de réaliser une nouvelle plus-value extra (un nouveau surprofit) qu'en augmentant à nouveau la productivité du travail qu'il met en œuvre, en introduisant de nouvelles méthodes de travail, de nouveaux procédés productifs, en relançant ainsi la concurrence qui aboutira à terme à abaisser une nouvelle fois la valeur sociale des marchandises produites dans l'ensemble de la branche considérée. Tel est le processus ininterrompu par lequel, par l'intermédiaire de leur concurrence, dont l'enjeu est l'appropriation de la plus-value sociale, les capitalistes individuels sont amenés sans cesse à augmenter la productivité du travail, en contribuant ainsi à abaisser la valeur sociale de la force de travail et à créer les conditions de la production d'une plus-value relative au niveau de l'ensemble du capital social⁷.

C'est ainsi qu'en troisième lieu, la concurrence contraint et incite également les capitalistes individuels à accumuler du capital, donc à capitaliser (à transformer en capital additionnel) la plus grande part de la plus-value qu'il s'approprie, et non pas à la dépenser comme re-

7. Cette analyse est développée dans *Le Capital*, I, 2, chapitre 12.

venu personnel. En effet, l'appropriation de plus-value extra (de sur-profit), principal mobile de l'action des capitalistes individuels, ne peut se réaliser, comme nous venons de le voir, qu'en augmentant la productivité du travail et, plus largement, du capital. Ce qui passe par la mise en œuvre de méthodes de travail (coopération à grande échelle, division poussée du travail) et d'équipements productifs (mécaniques et automatiques) qui impliquent l'accroissement de la quantité de travail vivant aussi bien que mort commandée par chaque capital singulier, la concentration par conséquent des forces productives sociales par chaque capitaliste, qui nécessite à son tour une augmentation de la quantité de valeur-capital à avancer, en un mot une accumulation de capital: « *Le développement de la production capitaliste nécessite un agrandissement continu du capital placé dans une entreprise, et la concurrence impose les lois immanentes de la production capitaliste comme lois coercitives externes à chaque capitaliste individuel. Elle ne lui permet pas de conserver son capital sans l'accroître, et il ne peut l'accroître à moins d'une accumulation progressive.* »⁸ En d'autres termes, pour soutenir la concurrence, pour ne pas se trouver évincé ou éliminé par ses concurrents, chaque capitaliste n'a d'autre choix que d'accumuler encore et toujours, réalisant ainsi l'exigence générale d'accumulation du capital social. L'accumulation devient alors une nécessité vitale qui permet seule à chaque capitaliste de conserver son capital, donc son statut de capitaliste; pour lui, c'est une question de vie ou de mort, il lui faut croître ou disparaître: « *L'augmentation constante de son capital devient indispensable à la conservation de ce même capital.* »⁹

En quatrième et dernier lieu enfin, nous avons vu comment la concurrence que les capitalistes se mènent conduit non seulement à égaliser le taux de profit au sein de chaque branche de production, en alignant les valeurs individuelles des marchandises sur leur valeur sociale (ou valeur de marché); mais encore à égaliser les taux de profit entre les différentes branches de production, donc à former un taux général de profit, qui est une autre condition essentielle de la reproduction de l'ensemble du capital social: « *La concurrence est capable, d'abord dans une sphère, d'établir une valeur et un prix de marché identiques à partir des valeurs individuelles des marchandises. Mais c'est seu-*

8. *Le Capital*, I, 3, page 32.

9. *Le Capital*, II, 1, page 74.

lement la concurrence des capitaux entre les différentes sphères qui est à l'origine du prix de production, équilibrant les taux de profit entre ces sphères.»¹⁰ Et, tout au long de ce processus, dans le cadre et sous les contraintes de la concurrence, chaque capitaliste n'est pourtant aigüillonné que par son désir de valoriser au maximum son propre capital : en somme, la concurrence métamorphose la poursuite par chaque capitaliste de son intérêt singulier en condition de la réalisation de l'intérêt général du capital social.

1.2. La répulsion réciproque (la concurrence) n'est qu'une des deux dimensions des interactions entre capitaux individuels. Il faut également tenir compte de la dimension contraire d'attraction réciproque sous forme de *centralisation des capitaux*. Car elle ne participe pas moins que la précédente à la réalisation des lois et exigences générales de la reproduction du capital.

Il convient ici de ne pas commettre la confusion habituelle entre *concentration* et *centralisation* des capitaux, qui sont sans doute deux phénomènes qui se produisent conjointement dans le fil de la reproduction élargie du capital, de son accumulation, mais qui ne s'en distinguent pas moins l'un de l'autre. En régime capitaliste, qui repose sur l'expropriation des producteurs à l'égard de leurs moyens de production et de subsistance, chacun des capitaux singuliers, dont se compose le capital social, concentre un certain nombre de pareils moyens ; il n'est d'ailleurs capital qu'à cette condition. Et le processus d'accumulation ne fait que renforcer cette concentration, en accroissant la masse des moyens de production et de subsistance (sous forme du salaire) qui compose chacun de ces capitaux singuliers : « *Chacun d'entre les capitaux individuels dont le capital social se compose présente de prime abord une certaine concentration, entre les mains d'un capitaliste, de moyens de production et de moyens d'entretien du travail, et, à mesure qu'il s'accumule, cette concentration s'étend. En augmentant les éléments reproductifs de la richesse, l'accumulation opère donc en même temps leur concentration croissante entre les mains d'entrepreneurs privés.* »¹¹ La concentration n'est donc, somme toute, que la forme sous laquelle se manifeste l'accumulation du capital social au niveau de chacun des capitaux individuels.

10. *Le Capital*, III, 1, page 196.

11. *Le Capital*, I, 3, page 66.

Mais, en plus de ce mouvement de concentration des éléments matériels du procès de production, l'accumulation du capital va induire un deuxième mouvement, fort différent bien que lié au précédent, de centralisation du capital proprement dit: « *Ce n'est plus la concentration qui se confond avec l'accumulation, mais bien un procès foncièrement distinct, c'est l'attraction qui réunit différents foyers d'accumulation et de concentration, la concentration de capitaux déjà formés, la fusion d'un nombre supérieur de capitaux en un nombre moindre, en un mot la centralisation proprement dite.* »¹² La centralisation du capital ne concerne donc que la plus ou moins grande dispersion du capital social en capitaux singuliers autonomes; tandis que la concentration désigne la plus ou moins grande masse de moyens de production et de moyens de subsistance, donc d'éléments de la richesse sociale, accaparés par les différents capitalistes, capitalisés sous forme de centre autonomes d'accumulation.

Accumulation, concentration et centralisation du capital vont donc de pair et se renforcent réciproquement. En particulier, si la centralisation progresse avec l'accumulation, elle en est inversement un *accélérateur*. Elle permet en effet de créer beaucoup plus rapidement que le seul processus d'accumulation laissé à lui-même des capitaux ayant la taille nécessaire à la réalisation de certains travaux ou, plus généralement, à l'introduction et au développement des modes de produire caractéristiques de la domination réelle du capital sur le travail: « *Mais il est évident que l'accumulation, l'accroissement graduel du capital au moyen de la reproduction en ligne-spirale, n'est qu'un procédé lent comparé à celui de la centralisation, qui en premier lieu ne fait que changer le groupement quantitatif des parties intégrantes du capital social.* »¹³ Par conséquent, la centralisation des capitaux singuliers est également un puissant moyen de créer les conditions du développement quantitatif et surtout qualitatif des forces productives, partant de l'augmentation de la productivité du travail, de la formation de la plus-value relative, de l'économie générale de travail vivant, de l'armée industrielle de réserve, etc., autant d'exigences et de conditions générales de la reproduction du capital social, ainsi que nous l'avons vu: « *En grossissant, en accélérant ainsi les effets de l'accumulation, la centralisation étend et précipite les changements dans la composition*

12. *Id.*, page 67.

13. *Id.*, page 69.

technique du capital, changements qui augmentent sa partie constante aux dépens de sa partie variable ou occasionnent un décroissement dans la demande relative de travail.»¹⁴

Quant aux voies par lesquelles elle s'opère, elles sont essentiellement au nombre de deux, selon Marx. La première est paradoxalement la concurrence, qui permet aux gros capitaux de détruire mais aussi d'absorber les plus petits, donc de grossir en se renforçant encore, tout en restreignant d'autant le nombre des foyers autonomes et mutuellement hostiles d'accumulation : « *La guerre de la concurrence se fait à coup de bas prix. Le bon marché des produits dépend, coeteris paribus [toutes choses égales par ailleurs], de la productivité du travail, et celle-ci de l'échelle des entreprises. Les gros capitaux battent donc les petits.* »¹⁵ A quoi s'ajoute le développement du système de crédit, qui est « *un immense machinisme social destiné à centraliser les capitaux* »¹⁶, que ce soit par l'intermédiaire du système bancaire, en centralisant le capital-argent latent généré par le procès de reproduction du capital pour le mettre à la disposition de l'ensemble des capitalistes actifs ; ou par l'intermédiaire du marché financier (la Bourse), en favorisant la constitution des capitaux par actions, forme socialisée du capital : « *Le capital, qui repose, par définition, sur le mode de production sociale et présuppose une concentration sociale de moyens de production et de forces de travail, revêt ici directement la forme de capital social (capital d'individus directement associés) par opposition au capital privé ; ses entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises individuelles.* »¹⁷ De cette manière, comme nous le verrons encore, le capital parvient aussi à résoudre, au moins en partie, la contradiction entre la socialisation des forces productives et le maintien de l'appropriation privative.

Ainsi, que ce soit par l'intermédiaire de leur attraction réciproque ou par celui de leur répulsion réciproque, les capitaux singuliers réalisent dans leur mouvement même certaines des conditions et exigences générales de la reproduction de l'ensemble du capital social.

14. *Ibid.*

15. *Id.*, page 67.

16. *Id.*, page 68.

17. *Le Capital*, III, 2, page 102.

2. *Reproduction du capital et fétichisme: mouvement exotérique et mouvement ésotérique du capital*

Cependant, dans la précédente analyse des interactions entre capitaux singuliers dans leur relation au procès de reproduction du capital en général, une médiation importante fait encore défaut. En effet, on ne peut pas expliquer et comprendre la manière dont, à travers leurs interactions, les capitaux singuliers réalisent les exigences et lois générales du procès de reproduction tant qu'on n'a pas rendu compte aussi de *l'activité des capitalistes individuels* qui gèrent ces capitaux : de leurs actions, décisions, représentations, motivations, passions, pulsions, etc. Certes, leur activité peut s'expliquer en partie, comme nous le venons de le voir, précisément par le cadre *objectif* à l'intérieur duquel elle se déploie, par les attractions et répulsions réciproques des capitaux singuliers, par les contraintes et sollicitations auxquelles ces interactions soumettent les capitalistes. Mais il faut encore expliquer par quelles médiations *subjectives* ces derniers sont contraints et incités, dans ce cadre, à agir conformément aux exigences et lois générales de la reproduction du capital¹⁸.

Tels sont chez Marx l'un des enjeux et non le moindre intérêt de *l'analyse du fétichisme* du capital et de ses développements, que je vais reprendre ici sous ce nouvel angle. En effet, c'est grâce au concept de fétichisme que Marx parvient à articuler les mouvements *ésotériques* (cachés) du capital, ceux dont il établit les lois et exigences générales à travers sa critique de l'économie politique précisément ; et ses mouvements *exotériques* (manifestes), ceux qu'il prend en apparence, à la surface des phénomènes, aux yeux des agents ordinaires de la production, et qui sont aussi ceux en fonction desquels ces agents se déterminent précisément, procèdent à leurs choix et orientent leurs activi-

18. « Nous n'avons pas à examiner ici comment les tendances immanentes de la production capitaliste se réfléchissent dans le mouvement des capitaux individuels, se font valoir comme lois coercitives de la concurrence et par cela même s'imposent aux capitalistes comme mobiles de leurs opérations. » (*Le Capital*, I, 2, page 10). Dans ce passage déjà cité plus haut, Marx distingue clairement les deux niveaux d'analyse, celui de *la concurrence* imposant sous forme de contraintes externes les lois immanentes du mode capitaliste de production ; et celui des *mobiles* des capitalistes individuels tels qu'ils résultent de leurs rapports de concurrence.

tés¹⁹. A travers l'analyse du fétichisme, Marx cherche donc à expliquer :

– d'une part, comment le mouvement ésotérique engendre le mouvement exotérique, autrement dit comment naissent et se confortent les formes et les représentations fétichistes en fonction desquelles les agents ordinaires de la production se déterminent dans leurs rapports réciproques ;

– d'autre part et inversement, comment le mouvement exotérique engendre le mouvement ésotérique, autrement dit en quoi ces formes et ces représentations fétichistes sont *fonctionnelles* relativement au procès de reproduction du capital : comment, à travers ces représentations, non pas en dépit mais précisément grâce à leur caractère illusoire, les différents agents de la production capitaliste sont conduits à agir conformément aux exigences et aux lois du mouvement ésotérique du capital, aux exigences et aux lois de la reproduction du capital comme rapport de production. C'est ce double mouvement que je me propose de restituer ici²⁰.

2.1. Nous avons rencontré le concept de fétichisme à différentes reprises au long des chapitres précédents. Le moment est venu ici d'en proposer une synthèse, portant tant sur le concept lui-même

19. La distinction entre mouvement ésotérique et mouvement exotérique est introduite par Marx dans les *Théories sur la plus-value*, notamment à l'occasion de son analyse critique d'Adam Smith, auquel il reproche précisément d'avoir confondu les deux types de mouvements : « *Smith lui-même se meut avec une grande naïveté dans une contradiction permanente. D'un côté, il étudie les rapports internes des catégories économiques et la structure cachée du système économique bourgeois. De l'autre, il situe à côté de cette analyse ces rapports tels qu'ils sont donnés en apparence dans les phénomènes de la concurrence et tels qu'ils se présentent donc à l'observateur non scientifique, tout comme à quelqu'un qui est impliqué pratiquement dans le procès de la production bourgeoise et qui y trouve son intérêt.* » (tome 2, page 184). Dualité de perspective que Marx qualifie un peu plus loin comme étant celle qui oppose le point de vue ésotérique au point de vue exotérique : « [...] *la contradiction continuelle d'A. Smith dans ses modes d'analyse ésotérique et exotérique* [...] » (*id.*, page 188).

20. Ce en quoi l'analogie astronomique dont se sert quelquefois Marx pour expliciter la différence entre mouvement ésotérique et mouvement exotérique est évidemment limitée et, en définitive, inappropriée. Car si le mouvement réel des astres peut expliquer leur mouvement apparent, l'inverse n'est évidemment pas vrai. En dialecticien qu'il est, Marx tente au contraire de montrer que l'apparence (le phénomène), bien que niant en un sens l'essence (la loi), n'en participe pas moins à sa production dans et par sa négation même.

que sur ses différents modes de manifestation dans le cours du procès de reproduction. Cela me donnera aussi du coup l'occasion d'en parachever l'analyse.

a) Nous avons déjà vu que, tel que Marx le conçoit, le fétichisme n'est pas seulement un processus mental, encore moins une pure illusion idéologique, qu'il doit se comprendre plus fondamentalement comme un processus pratique, réel, comme la production de *l'apparence sociale* que prend le mouvement de reproduction du capital dans les formes concrètes qu'il emprunte, à travers lesquelles il s'opère: comme la production du mouvement exotérique du capital, de sa phénoménologie. A ce titre, il procède d'une double opération :

– d'une part, la *réification* du capital comme rapport de production, résultant de la confusion de ses différentes formes avec les éléments matériels qui leur servent de supports dans le procès de reproduction ; confusion occultant du même coup le secret de ce rapport, le secret de la conservation et de l'accroissement de la valeur en procès qu'est le capital: la consommation productive de la force de travail par le capital et l'extorsion de survaleur (de plus-value) qu'elle permet ;

– et, d'autre part, la *personnification* de ces choses, qui conduit à leur attribuer en tant que telles les déterminations qu'elles ne tiennent que de leur fonction de supports du rapport capitaliste ; notamment la mystérieuse capacité d'engendrer par elles-mêmes une survaleur, générant ainsi la représentation mystificatrice du capital comme puissance s'autoproduisant, s'autoconservant et s'autoaccroissant, en un mot comme puissance autonome précisément.

En définitive, si l'on avait à résumer d'une formule le fétichisme tel que le conçoit Marx, on pourrait dire qu'il désigne l'apparence non seulement mentale mais encore sociale que prend le mouvement de reproduction du capital, procédant d'une *confusion et inversion du sujet et de l'objet*, d'une objectivation (réification) des déterminations subjectives et d'une subjectivation (personnification) des déterminations objectives, qui conduisent à attribuer à ces dernières ce qui ne relèvent que des premières. Le fétichisme, c'est « [...] *la réification des déterminations sociales de la production et la subjectivation de ses fondements matériels, caractéristiques du mode de production capitaliste* »²¹ ;

21. *Le Capital*, III, 3, page 255.

c'est « [...] *la personnification des choses et la réification des rapports sociaux, cette religion de la vie quotidienne* [...] » au sein du monde capitaliste²²; c'est en définitive « [...] *la subjectivation des choses, la chosification des sujets, l'inversion de la cause et de l'effet, le quiproquo religieux* [...] »²³ transformé en cadre de la vie quotidienne.

b) Marx montre que le fétichisme ainsi entendu ne cesse de s'aggraver au fur et à mesure où l'on s'éloigne du procès de production immédiat du capital, dans et par lequel il se pose précisément comme valeur en procès, pour envisager les différentes médiations du procès de reproduction du capital, notamment du fait de la réification croissante du rapport capitaliste et de la séparation qui s'ensuit de ses éléments composants²⁴. Condensons ici les principales étapes de son développement, que nous avons déjà eu l'occasion de parcourir en ordre dispersé.

Au sein du procès de production immédiat, l'origine de la plus-value et donc la nature du capital, comme rapport d'exploitation et de domination du travail, se laissent encore aisément apercevoir. Pourtant, dès lors que se réalise la soumission réelle du procès de travail aux exigences du procès de valorisation du capital, nous avons vu comment, à travers la coopération, la division manufacturière du travail, la mécanisation et finalement l'automatisation du procès de travail, le capital parvient à s'appropriier toutes les puissances sociales du travail, en les séparant des travailleurs individuels aussi bien que du travailleur collectif et en les matérialisant dans un dispositif qui lui appartient en propre et qui semble être son être propre (le capital fixe), bref en les présentant comme sa puissance productive propre: « *Avec le développement de la plus-value relative dans le mode de production spécifiquement capitaliste qui entraîne l'extension des forces productives sociales du travail, ces forces et ces liens sociaux complexes du travail dans le procès de travail immédiat apparaissent comme étant transférés du travail au capital. Cela fait déjà du capital un être fort mystique; toutes les forces productives sociales du travail semblent en effet être dues au capi-*

22. *Id.*, page 208.

23. *Théories sur la plus-value*, tome 3, page 582.

24. Les deux passages où Marx condense toute son analyse du fétichisme capitaliste, en produisant une sorte de généalogie de ses formes successives, de phénoménologie du fétichisme, se situent dans les *Théories sur la plus value*, tome 3, pages 568-586; et *Le Capital*, III, 3, pages 204-209.

*tal et non au travail. Elles semblent jaillir de son sein.»*²⁵ Ainsi, dès le procès de production immédiat, le capital apparaît comme une puissance productive autonome, possédant son corps productif propre (le système des machines), son cerveau propre (dans le procès automatisé), son mouvement propre (transformant la loi de la valeur en loi technique du procès de travail), dominant le travail vivant de tout son poids de travail mort accumulé, par l'appropriation réificatrice des puissances du travail social qu'il opère.

Le procès de circulation du capital va renforcer l'occultation du rapport capitaliste et la représentation mystificatrice du capital comme puissance autoproductrice. D'une part, dans la circulation, le procès de production, au sein duquel et en référence auquel seul le rapport capitaliste est intelligible, passe au second plan et se trouve occulté comme tel ; le procès de production semble n'être qu'un simple détour et une simple annexe du procès de circulation qui apparaît comme le véritable procès du capital.

D'autant plus, d'autre part, que, alors même que le procès de circulation ne produit ni valeur ni plus-value, il apparaît néanmoins comme le lieu et le moment de leur création puisque c'est en lui qu'apparaissent, qu'émergent comme telles la valeur et la plus-value nouvellement formées dans le procès de production, c'est en lui qu'elles se réalisent en argent, qu'elles se posent dans leur forme autonome. La circulation apparaît ainsi comme le véritable procès du capital, puisque c'est lui qui manifeste sa nature de valeur en procès, de valeur se valorisant. Apparence fétichiste que renforcent encore à la fois les opportunités de profits exceptionnels par suite de conjonctures favorables du marché ou de pratiques frauduleuses de la part des échangistes ; et l'incidence du temps de circulation sur la valorisation du capital, incidence purement négative (limitative) sans doute, mais qui n'en accrédié pas moins l'idée que la valorisation du capital est l'œuvre du procès de circulation.

Enfin, il se produit dans le procès de circulation un phénomène analogue à celui précédemment décrit dans le procès de production. De même qu'au sein de ce dernier le capital s'approprie l'ensemble des puissances sociales du travail en les faisant apparaître comme ses puissances propres, le capital semble assurer par son procès de circulation, par l'entrelacement entre ses multiples fragments autonomisés

25. *Le Capital*, III, 3, page 205.

(les capitaux singuliers), l'unité dans l'espace et le temps du procès social de (re) production. Autrement dit, l'unité de ce procès qui, dans toute société, résulte de la coopération entre les différents travailleurs individuels, collectifs de travail, unités productives, etc., prend ici la forme de l'unité du capital social. C'est ce dernier qui semble assurer, par le processus incessant d'échange entre ses différents fragments, la continuité et la reproduction de l'acte social de travail, et non l'inverse. En particulier, c'est la circulation du capital variable qui semble assurer la reproduction de la force de travail, occultant ainsi le fait que c'est elle qui, fondamentalement, produit le capital, que c'est le travailleur salarié qui produit et reproduit sans cesse le fameux « fonds de salaire » qui l'entretient, tout en permettant constamment au capital de racheter sa force de travail : *« toutes les forces de travail sont transposées en celles du capital : dans sa partie fixe, est absorbée sous forme matérialisée la force productive du travail (indépendante et extérieure à lui) ; dans sa partie circulante [...] tout se passe comme si le capital faisait les avances à l'ouvrier, et assurait la simultanéité de l'activité dans toutes les branches. »*²⁶ Ainsi progressent l'inversion du sujet et de l'objet, l'objectivation réificatrice du sujet (le travail social, le travail vivant) et la subjectivation personnificatrice de l'objet (le capital, le travail mort accumulé) qui est au cœur du fétichisme capitaliste.

Et ce processus fétichiste s'aggrave encore avec les formes du rapport capitaliste qui se déploient sur la base de l'unité des procès de production et de circulation du capital, comme médiations du procès d'ensemble, du procès de reproduction immédiat. Tout d'abord, avec les formes profit et taux de profit dans lesquelles, en apparaissant comme excédant de la valeur réalisée au terme du procès de reproduction sur la valeur dépensée dans ce procès, la plus-value occulte désormais totalement sa nature de surtravail non payé ; tandis qu'en se rapportant à la totalité du capital avancé, sans distinction aucune de ses fractions composantes (constante et variable, fixe et circulante, productive et improductive), elle fait du même coup apparaître ce dernier comme sa source unique : c'est *tout* le capital et *rien* que le capital qui semble produire la plus-value.

Avec la formation d'un taux de profit moyen, l'occultation et la mystification du rapport capitaliste franchissent un nouveau degré

26. *Grundrisse*, tome 2, page 216.

supplémentaire. D'une part, avec la péréquation de la masse totale de la plus-value formée entre l'ensemble des capitaux en fonction, le profit que réalise chaque capital singulier n'a apparemment plus aucun rapport avec la qualité et la quantité du travail vivant qu'il met directement en œuvre, ni par conséquent avec l'exploitation du travail vivant qu'il organise: « *En apparence, le profit n'est plus déterminé que de façon accessoire par l'exploitation directe du travail: dans la mesure où celle-ci permet aux capitalistes, devant les prix régulateurs qui semblent exister indépendamment de cette exploitation, de réaliser un profit qui s'écarte du profit moyen* (autrement dit un surprofit – ndr). *Les profits moyens normaux eux-mêmes paraissent être une vertu immanente du capital et indépendante de l'exploitation.* »²⁷

D'autre part, avec la formation du taux de profit moyen, tout se passe comme si toute somme d'argent avancée dans le procès de reproduction trouvait à se valoriser en tant que telle, quelle que soit la branche de production dans laquelle elle se trouve avancée et le type de travail qu'elle met en œuvre. Autrement dit, avec la formation du taux de profit moyen, le capital acquiert une forme réifiée conforme à sa nature de valeur en procès, en se posant comme valeur (argent) capable de se conserver et de s'accroître du seul fait, apparemment, de sa qualité de valeur: « *Et dans cette forme complètement aliénée du profit, et dans la mesure où la configuration du profit en dissimule le noyau interne, le capital acquiert de plus en plus une figure objective et, de rapport qu'il est, se transforme de plus en plus en chose, mais en chose qui a incorporé le rapport social, qui l'a absorbé, en chose qui se comporte vis-à-vis de soi-même comme pourvue d'une vie et d'une autonomie fictives, être à la fois perceptible et immatériel.* »²⁸ L'occultation dans et par la forme taux de profit moyen du rapport d'exploitation capital/travail, qui seul permet au capital d'exister comme valeur en procès, confère à l'argent avancé comme capital, en sa qualité d'argent, donc de chose, les qualités et propriétés (notamment la capacité de valorisation) qui ne sont dues qu'à ce rapport d'exploitation: le rapport social de production qu'est le capital se réifie ainsi en apparaissant comme rapport d'une chose à elle-même, d'une certaine quantité de valeur (sous forme d'argent) en une quantité de valeur supérieure qui semble issue d'elle-même, donc comme une chose douée d'une vie propre.

27. *Le Capital*, III, 3, page 206.

28. *Théories sur la plus-value*, tome 3, page 570.

Cette réification du rapport capitaliste et cette personnification des formes réifiées qu'il prend s'accroissent encore dans les formes plus médiatisées de ce rapport au sein du procès de reproduction. A commencer par celles résultant d'une autonomisation d'une partie du capital social dans le procès de circulation, le capital marchand et le capital de prêt. Dans le profit marchand (commercial et bancaire), toute trace d'un rapport d'exploitation, d'un procès d'«échange» entre capital et travail, a disparu, puisque la valorisation du capital procède ici (en apparence du moins) de la simple circulation des marchandises.

A fortiori en est-il ainsi en ce qui concerne le capital de prêt qui, ainsi que nous l'avons vu dans le chapitre précédent, se manifeste comme valeur capable de se développer par elle-même en une somme de valeur supérieure, sans médiation d'aucun procès de travail ni même d'aucun rapport marchand (échange d'argent contre une marchandise) comme c'est encore le cas au sein du capital marchand. La réification du rapport capitaliste et la personnification de la forme réifiée qu'il prend, et avec elles le fétichisme de la valeur, sont alors à leur comble: «*Avec le capital porteur d'intérêt, le rapport capitaliste atteint sa forme la plus extérieure, la plus fétichisée. Nous avons ici $A - A'$, de l'argent produisant de l'argent, une valeur se mettant en valeur elle-même, sans aucun procès qui serve de médiation aux deux extrêmes [...] Le capital semble être la source mystérieuse et créant d'elle-même l'intérêt, son propre accroissement. L'objet (argent, marchandise, valeur) simplement comme tel est maintenant déjà du capital et le capital apparaît comme simple objet. Le résultat de tout le procès de reproduction est donc une propriété revenant naturellement à un objet [...]. C'est donc dans le capital porteur d'intérêt que ce fétiche automate est clairement dégagé: valeur qui se met en valeur elle-même, argent engendrant de l'argent; sous cette forme, il ne porte plus les marques de son origine. Le rapport social est achevé sous la forme du rapport d'un objet, l'argent, à lui-même [...]. Dans le capital porteur d'intérêt se trouve achevée l'idée du fétiche capitaliste, la conception qui attribue au produit accumulé du travail, fixé comme argent, la force de produire de la plus-value grâce à une qualité secrète, innée, de façon purement automatique et suivant une progression géométrique [...].*»²⁹

Sur la base du capital de prêt, le fétichisme de la valeur peut cependant encore franchir quelques degrés supplémentaires, comme

29. *Le Capital*, III, 2, pages 55-56 et 62-63.

l'autonomie apparente de la valeur dont il est une dimension constitutive. Notamment grâce au phénomène de capitalisation, à la transformation de toute source régulière de revenu en un capital fictif, à l'attribution à tout titre (de propriété ou de crédit) d'une valeur-capital permettant de l'échanger sur le marché financier et de spéculer sur son cours. Dans la valorisation d'une somme d'argent qui ne passe plus, ni directement ni même indirectement, par le procès de production, qui se valorise non plus par l'échange de valeurs réelles (de marchandises) mais par l'échange de valeurs fictives (les valeurs de capitalisation des titres), toute intelligence de la nature et de la source de la valeur et de la valorisation devient impossible et l'apparence d'autovalorisation de la valeur, la croyance en la capacité de l'argent de générer par lui-même de l'argent atteint son point culminant : *« Ainsi, il ne reste absolument plus trace d'un rapport quelconque avec le procès réel de mise en valeur du capital et l'idée d'un capital considéré comme un automate capable de créer de la valeur par lui-même s'en trouve renforcée. »*³⁰

Parvenu à ce degré de développement, le fétichisme de la valeur inverse tous les rapports réels, il les met tous sens dessus dessous. Ainsi, dans toutes les formes antérieures du capital, y compris le capital de prêt, c'est le montant du capital qui déterminait le montant de sa valorisation, le montant de son accroissement, par l'intermédiaire soit du taux moyen de profit (pour ce qui est des capitaux en fonction dans le procès de reproduction), soit du taux d'intérêt (pour ce qui est des capitaux de prêt). Ici, au contraire, c'est le montant de sa valorisation, le montant du revenu perçu, qui plus est du revenu seulement potentiel, escompté, anticipé, spéculatif, qui détermine le montant du capital (de la valeur de capitalisation). On ne peut mieux exprimer, une nouvelle fois, combien le capital généré par la capitalisation est une pure fiction.

Le phénomène de capitalisation conduit enfin, à titre de développement particulier, à l'ultime réification du rapport capitaliste, consistant à faire de la terre (du sol ou du sous-sol), en tant qu'élément naturel, la source même de la rente foncière, qui n'est pourtant que la fraction de la plus-value (du profit industriel ou commercial) que le propriétaire (foncier ou immobilier) prélève pour prix de la location de son terrain au capitaliste : *« Etant donné qu'ici*

30. *Id.*, page 129.

une partie de la plus-value ne semble pas directement rattachée à des rapports sociaux, mais à un élément matériel, la terre, la séparation des différentes parties de la plus-value est donc accomplie, ainsi que leur aliénation et sclérose réciproques; leurs liens internes sont définitivement rompus, leur source originelle disparaît entièrement sous les décombres et cela précisément parce que les rapports de production liés aux différents éléments de la production sont devenus autonomes les uns vis-à-vis des autres.»³¹

En définitive, plus on s'éloigne du procès de production immédiat du capital, plus est complexe la médiation qui lie une forme déterminée du capital et de la production capitaliste au procès de travail qui, seul, assure à la valeur la capacité de se conserver et de s'accroître en tant que valeur; et plus se renforce l'apparence fétichiste d'une capacité du capital (et plus largement de la valeur) à se produire, à s'engendrer, à se valoriser par lui-même. Cela est dû à la forme de plus en plus réifiée que prend alors le capital: au fur et à mesure où l'on s'éloigne de son procès de production immédiat, le capital perd son aspect de *rapport social* et de *procès social* de production pour se présenter sous la forme d'un *rapport et procès entre des choses* (des produits du travail, des abstractions, des signes) qui lui servent de supports. C'est cette réification croissante des formes du capital qui conduit à attribuer à ces choses, en tant que telles, des capacités qu'elles ne tiennent que de leur fonction de supports matériels du rapport et du procès de production qu'est le capital, à commencer par la capacité à produire et reproduire de la valeur. Ainsi en est-il de façon de plus en plus aiguë pour l'argent dans les formes successives du capital commercial, du capital bancaire, du capital de prêt et en définitive du capital fictif, dans lesquelles un objet, marchandise, argent, titre de crédit ou de propriété, représentant une certaine quantité de valeur, semble se mettre en mouvement de lui-même en une quantité de valeur supérieure; ainsi en est-il en définitive de la terre qui semble douée de la capacité d'engendrer par elle-même une rente. La personnification des choses, le fait de leur attribuer la capacité subjective de se mettre en mouvement (en valeur) par elles-mêmes, apparaît bien ici comme le pendant et le complément de la réification des rapports sociaux, selon la formule générale du fétichisme précédemment dégagée.

31. *Le Capital*, III, 3, page 207.

c) Alors peut se développer la fameuse formule trinitaire : capital – profit (profit d'entreprise et intérêt), terre – rente, travail – salaire, forme sous laquelle se présente spontanément l'ensemble des rapports capitalistes de production à leurs divers agents, l'ensemble du procès de reproduction immédiat du capital.

Toute valeur nouvellement formée (sur une période donnée : une journée, une semaine, un mois, une année, peu importe) se divise et se répartit, en vertu des rapports capitalistes de production, en *trois fractions différentes* : le salaire, le profit moyen (lui-même scindé en profit d'entreprise et en intérêt) et la rente, qui échoient respectivement au travailleur salarié, au capitaliste (actif ou passif) et au propriétaire foncier : « [...] *bon an mal, mal an, le capital rapporte du profit au capitaliste, la terre de la rente au propriétaire foncier et la force de travail du salaire à l'ouvrier – du moins dans des conditions normales et tant que cette force de travail reste utilisable.* »³²

Ainsi se forme dans l'esprit des différents agents du procès capitaliste de reproduction la représentation selon laquelle le capital d'une part, la propriété foncière d'autre part, la force de travail enfin sont *les trois sources différentes* de leurs revenus annuels : que le capital génère du profit, comme la propriété foncière génère de la rente et la force de travail du salaire. Dans cette représentation que les agents du procès de reproduction se font de leurs revenus et de leurs sources, il y a bien une part de vérité. Capital, propriété foncière et force de travail sont bien trois *sources différentes de revenus* respectivement pour le capitaliste, le propriétaire foncier et le salarié, d'une part, en ce sens qu'ils sont les moyens respectifs qui leur permettent de s'approprier une partie de la valeur nouvellement formée ; d'autre part, en ce sens qu'ils sont les facteurs qui, à l'intérieur des rapports capitalistes de production, déterminent précisément la répartition de la valeur nouvellement formée (donc de la richesse sociale nouvellement produite) entre ces différentes fractions qui constituent précisément leurs revenus respectifs.

Autrement dit, capital, propriété foncière et travail salarié sont sources respectives du profit, de la rente et du salaire en ce sens précis et limité qu'ils constituent, d'une part, les conditions (à la fois matérielles et juridiques) qui garantissent régulièrement leur perception, au titre de revenus, par les différents acteurs du procès social de re-

32. *Id.*, page 200.

production, par les différentes classes sociales; d'autre part, les facteurs et les clés de la *répartition* de la valeur nouvellement formée, de la conversion de cette valeur en différentes fractions échouant sous forme de revenus aux différents agents du procès de reproduction; mais non pas en ce sens qu'ils seraient *les différents facteurs de la production* respectivement du profit, de la rente et du salaire, et encore moins celles de leur substance commune, la valeur nouvellement formée: « *La répartition suppose, au contraire, l'existence de cette substance, c'est-à-dire la valeur totale du produit annuel, valeur qui n'est autre que la matérialisation du travail social.* »³³

Dans la mesure où ils leur assurent, de fait et même de droit, leurs revenus annuels, c'est pourtant en ce sens erroné qu'ils sont compris et interprétés par les différents agents du procès de reproduction: « *Capital, propriété foncière et travail apparaissent à ces agents comme trois sources différentes et autonomes des trois éléments différents de la valeur annuellement produite, donc aussi des produits dans lesquels elle existe. Pour eux, ce ne sont pas seulement les diverses formes de la valeur qui sous forme de revenus échoient à divers agents du procès social de production, c'est la valeur elle-même qui provient de ces sources, partant la substance de ces revenus.* »³⁴ Et c'est très précisément ce qu'exprime la formule trinitaire capital-profit, propriété foncière-rente, travail-salaire. Cette formule consiste donc:

– d'une part, à *autonomiser* les différentes fractions en lesquelles se répartit (en vertu des rapports de propriété inhérents aux rapports de production) la valeur nouvellement formée et qui donnent naissance aux revenus des différents agents du procès de (re) production, en perdant ainsi de vue et en occultant leur source commune, le travail social;

– d'autre part, à *hétérogénéiser* ces mêmes fractions (donc les différents revenus auxquels elles donnent naissance: profit, rente, intérêt) en les rapportant à différents facteurs de production (le capital, la terre, le travail) comme à autant de sources différentes et autonomes de la valeur.

Loin que profit, rente et salaire apparaissent comme le produit de la *division* (de la décomposition) d'une même grandeur de valeur nouvellement formée par le travail, et de sa répartition comme reve-

33. *Id.*, page 201.

34. *Ibid.*

nus entre les différents agents du procès de production ; c'est alors inversement cette valeur qui apparaît comme le produit de l'*addition* (de la composition) de trois éléments hétérogènes, produits des trois facteurs naturels de tout procès de production que sont censés être le capital (confondu avec les moyens de production artificiels), la terre et le travail.

De la sorte, cette formule condense tous les traits du fétichisme en le parachevant. A commencer par *la réification* des rapports de production, leur confusion avec les éléments matériels du procès de production (du procès de travail même) qui leur correspondent et qui leur servent de supports. Ainsi le capital comme rapport d'exploitation et de domination du travail est-il ici confondu avec les moyens de production (matières de travail et moyens de travail) dans lesquels il s'incarne au sein du procès de production. De même, la propriété foncière, comme rapport social procédant de la monopolisation de la terre (des ressources naturelles), est-elle confondue avec la terre elle-même comme champ, matière et moyen du procès de travail. Enfin, le travail salarié, comme forme socialement et historiquement déterminée de la combinaison de la force de travail avec les moyens de production et de consommation qui en assurent la reproduction, est-il confondu avec le procès de travail en général, compris comme procès entre l'homme et la nature, abstraction faite de tous les rapports sociaux de production qui le structurent.

Ainsi les déterminations que les différents éléments du procès de production ne reçoivent que des rapports de production : la forme de travail salarié que revêt le travail, la forme de capital que revêtent les moyens de production artificiels dans leur séparation et opposition à la force de travail, la forme de propriété foncière, de terre monopolisée en étant séparée là encore de la force de travail, que revêtent les moyens de production naturels, toutes ces déterminations historico-sociales se trouvent confondues avec ces différents éléments eux mêmes et réduites à des propriétés matérielles et naturelles de ces derniers : « *Si le travail et le travail salarié se confondent, la forme sociale déterminée dans laquelle les moyens de travail font face au travail coïncide, elle aussi, avec l'existence matérielle de ces moyens. Les moyens de travail sont alors du capital et la terre de la propriété foncière [...] Ce caractère social déterminé par une période historique donnée et qu'ils possèdent dans le procès capitaliste de production, on en fait un caractère matériel, inné, qu'ils ont de par nature et pour ainsi*

*dire de toute éternité en leur qualité d'éléments du procès de production.»*³⁵

Dans cette mesure même, la réification des rapports de production se double et se prolonge inévitablement d'une *personnification* des différents éléments matériels du procès de production. Car, dès lors qu'ils sont confondus avec les rapports de production auxquels ils servent de supports dans le procès de production, ces éléments se trouvent pourvus par eux-mêmes, en vertu de leur valeur d'usage, de leur nature matérielle et des fonctions qu'ils remplissent dans le procès de production, des qualités et propriétés qui reviennent en principe aux seuls rapports sociaux. C'est ainsi qu'ils se voient attribuer la capacité occulte et mystérieuse d'engendrer par eux-mêmes différentes fractions autonomes de valeur, correspondant aux différentes fractions dans lesquelles se décompose, en vertu des rapports de production précisément, la valeur globale formée.

Ce qui ouvre la voie à des représentations aussi irrationnelles qu'absurdes, relevant en définitive d'une attitude et d'une pensée magiques. Ainsi le capital, confondu avec les matières et moyens artificiels de travail, est-il censé engendrer par lui-même, indépendamment de toute exploitation et domination du travail, du profit (ou même de l'intérêt); tandis que la terre engendrerait tout aussi bien par elle-même de la rente; et que le travail, comme procès entre l'homme et la nature en général, fournirait un salaire (comme prix du travail) au travailleur: « *Rente, profit et salaire semblent ainsi être issus de la fonction que jouent, dans le procès de travail simple, la terre, les moyens de production créés et le travail, même si nous considérons que ce procès se déroule seulement entre l'homme et la nature en dehors de toute détermination historique.* »³⁶ Ainsi se justifie pleinement le fait que Marx parle à leur sujet de fétiches: d'objets naturels auxquels on attribue des qualités et des forces surnaturelles, puisqu'ils seraient en mesure d'engendrer par eux-mêmes, en vertu de leurs seules qualités ou propriétés matérielles ou de leurs seules fonctions dans le procès de travail, ce qui n'est que l'effet de rapports de production déterminés, à savoir les différentes fractions de la valeur formée: « *Ainsi les agents de la production capitaliste vivent-ils dans un monde magique et leurs propres relations leur apparaissent*

35. *Id.*, page 203.

36. *Id.*, page 204.

comme propriétés des choses, des éléments matériels de la production.»³⁷

2.2. Si le concept de fétichisme rend compte de la manière dont le mouvement réel du capital dans son procès de reproduction engendre son mouvement apparent, il permet, inversement, de comprendre en quoi le second participe, lui aussi, de la production du premier. Précisément par l'intermédiaire des représentations du capital que le fétichisme fait naître dans l'esprit des capitalistes, représentations qui motivent leurs actions et leur inspirent leurs décisions. Autrement dit, il s'agit encore de comprendre et d'expliquer en quoi les apparences fétichistes du procès de reproduction, qui en occultent le mouvement réel et les lois immanentes, sont en même temps fonctionnelles au regard de ces dernières, en ce qu'elles conduisent les capitalistes individuels à se conformer à leurs exigences. Ainsi, dialectiquement conçu, le phénomène sera lui-même un moment constitutif de la loi qu'il contredit pourtant.

Pour comprendre ce second mouvement, demandons-nous comment le capitaliste individuel se représente le procès économique, c'est-à-dire le procès de valorisation de son capital et, plus largement, le procès de reproduction du capital en général. Sa conscience est précisément, de part en part, *une conscience fétichiste*: pour lui, le capital est un « *fétiche automate* » comme dit Marx, une puissance capable de se mettre en mouvement par elle-même, de se conserver et de s'accroître par elle-même en tant que grandeur de valeur. Et c'est fort de cette conviction fétichiste que confortent, comme nous venons de le voir, toutes les apparences sous lesquelles se manifeste le procès de reproduction du capital dans ses différents moments et mouvements, que notre capitaliste agit.

a) Considérons le tout d'abord sous sa forme complète de capitaliste industriel, mettant en œuvre un capital simultanément en fonction dans le procès de production et le procès de circulation. Que ce capital lui appartienne en tout ou qu'il en ait emprunté une partie, il l'avance dans ce double procès de production et de circulation comme une certaine somme d'argent auquel il prête la vertu immanente de se conserver et de s'accroître d'une somme d'argent supplémentaire (ce qui fait d'elle précisément un capital potentiel), pour autant

37. *Théories sur la plus-value*, tome 3, page 604.

qu'il parvienne à effectuer une série de métamorphoses qui constituent son cycle propre: achat de forces de travail et de moyens de production, combinaison de ces différents éléments en un procès de travail de manière à faire produire des marchandises, mise en vente de ces marchandises pour reprendre tout le procès. Evidemment, à chaque phase du cycle, notre capitaliste veille à ce que sa valeur-capital soit utilisée au mieux de ses intérêts: il fait pression sur les salaires pour acheter les forces de travail au plus bas; ainsi procède-t-il aussi avec ses fournisseurs de moyens de production; il cherche à allonger et à intensifier au maximum l'usage des forces de travail dans le procès de production, tandis qu'il veille à faire l'usage le plus économe et le plus productif à la fois de ses moyens de production; enfin, *in fine*, il cherche à vendre au meilleur prix et au plus vite ses propres marchandises. Bref, aux différentes phases du procès cyclique de son capital, le capitaliste veille à s'assurer les meilleures conditions de valorisation de son capital, de manière à maximiser en définitive cette dernière: à ce que la valeur qu'il a avancée initialement rende finalement le plus de survalueur possible, que son capital rende proportionnellement le plus de profit.

Dans la valeur-capital qu'il a primitivement avancée, le capitaliste ne fait nulle distinction entre les différentes fractions en lesquelles elle se décompose, que seule l'analyse du mouvement ésotérique du capital conduit à distinguer: entre sa partie constante et sa partie variable, entre sa partie fixe et sa partie circulante, pas plus qu'entre sa partie productive et sa partie improductive. Tout ce qu'il sait, veut savoir et doit en définitive savoir pour remplir sa fonction de capitaliste, c'est combien de capital il a dû dépenser pour produire une certaine quantité de marchandises et combien lui a rapporté la mise en vente de ces mêmes marchandises; en un mot quel a été leur coût de production et à combien s'est élevé le profit qu'il a réalisé sur elles, différence entre leur prix de marché et leur coût de production. Ce sont ces deux grandeurs qu'il va sans cesse rapporter l'une à l'autre, et dont le rapport n'est autre que le taux de profit précisément.

Ainsi, pour irrationnel (fétichiste) qu'il soit en tant que forme du rapport capitaliste, le taux de profit n'en a pas moins sa signification et une importance fondamentale pour le capitaliste individuel. Il mesure en effet la proportion dans laquelle son capital s'est mis en valeur, le degré de valorisation de la valeur qu'il a initialement avancée comme capital, à fin de valorisation justement. Or c'est bien cela qui

importe en définitive aux yeux du capitaliste. Le taux de profit va ainsi servir d'indicateur et d'aiguillon du comportement des capitalistes individuels, que ce soit dans leur rapport à leur propre capital ou dans leurs rapports réciproques de concurrence, par exemple dans leurs décisions d'investissement, dans leurs stratégies de conquête des marchés, dans leurs opérations de centralisation, etc.

Ce faisant, dans et par la pratique des capitalistes individuels, dans et par leur calcul économique, la forme fétichiste du rapport capitaliste qu'est le taux de profit va acquérir une portée fonctionnelle relativement à la reproduction du capital social tout entier. En effet, fort de la conviction fétichiste que toute valeur-capital est capable d'engendrer par elle-même un survaleur et que cette survaleur est l'œuvre indivisible de toute la valeur-capital avancée, quelle que soit la forme concrète (matérielle et sociale) qu'elle revêt temporairement dans le procès de reproduction ; autrement dit, fort de la conviction fétichiste que rien que le capital et tout le capital engendre du profit, chaque capitaliste espère et exige en définitive que son capital soit valorisé au minimum au même titre que tout autre, et si possible mieux que les autres. Et il va agir en conséquence, recherchant les meilleures opportunités de valorisation pour son capital, l'investissant dans les branches et les entreprises les plus rentables, y adoptant les modes de produire et de circuler les plus profitables. Ce faisant, parce qu'ils exigent pour leurs capitaux une rémunération proportionnelle à leur seule masse, sur la base de la représentation fétichiste du profit comme produit de la totalité du capital avancé, les capitalistes individuels vont gérer leurs capitaux singuliers de telle sorte qu'ils vont en définitive provoquer l'égalisation des taux de profit qu'exige la reproduction du capital dans son ensemble. Ainsi quittent-ils les branches de production qui rapportent un profit inférieur pour celles qui rapportent un profit supérieur, en égalisant en définitive par ces incessants déplacements de capitaux d'une branche à l'autre les conditions de valorisation des capitaux entre les différentes branches.

La fonctionnalité de ces formes fétichistes du rapport capitaliste que sont le coût de production et le profit se confirme donc, non pas en dépit de leur caractère fétichiste mais précisément grâce à lui. En effet, en exigeant une rémunération de son capital strictement proportionnelle à sa grandeur, tous éléments du capital confondus, sur la base de l'apparence d'autovalorisation du capital, non seulement chaque capitaliste veille à l'intérêt de son propre capital dans la

concurrence qui l'oppose aux autres capitaux; mais encore il contribue, bien qu'à son insu, à la réalisation des conditions de reproduction de l'ensemble du capital en fonction dans la société, du capital social. Le caractère fétichiste de la forme taux de profit du rapport capitaliste apparaît ainsi comme le détour par lequel se réalisent, au sein de la conscience de chaque capitaliste et dans les rapports de concurrence entre capitalistes, les exigences de la reproduction du capital au niveau de la société tout entière. Le fétichisme du rapport capitaliste est ainsi une des conditions mêmes de la reproduction de ce rapport.

b) En fait, la fonctionnalité de l'illusion fétichiste d'auto-valorisation du capital apparaît dans toutes les formes réifiées du rapport capitaliste. Ainsi c'est parce que l'appropriation par le capital (sous forme de capital fixe) de toutes les puissances sociales du travail les fait apparaître comme des puissances du capital lui-même, en le posant du coup comme seule source de la valeur et de la plus-value, que les capitalistes industriels n'hésitent pas à accroître la composition technique et organique de leur capital, condition de l'extraction de la plus-value relative au niveau de l'ensemble du capital social, et cause immédiate de son accumulation.

De même, l'idée que toute quantité de valeur (sous forme de marchandise ou d'argent) est en soi (potentiellement) du capital, c'est-à-dire une grandeur capable de se valoriser par elle-même, de se conserver et de s'accroître en tant que valeur, est-elle au fondement de l'autonomisation d'une partie du capital social dans le procès de circulation, au fondement par conséquent de la constitution du capital marchand. Or nous avons vu la fonctionnalité de ce dernier dans le procès de reproduction du capital social: c'est notamment grâce à lui que le capital social parvient à surmonter certains des obstacles et certaines des limites qu'il rencontre dans son procès de circulation.

Et c'est cette même représentation fétichiste qui transforme toute quantité de valeur (d'argent), quelle qu'en soit l'origine, en un capital en soi, en une puissance capable d'engendrer par elle-même une sur-valeur, qui est l'origine de la constitution du capital de prêt, lui aussi indispensable à la reproduction du capital social. Cette représentation pousse ainsi non seulement les capitalistes mais l'ensemble des classes de la société à transformer en permanence, par l'intermédiaire

du système bancaire et du marché financier, toutes les réserves monétaires dont elles disposent en capital de prêt.

Et il n'est pas alors jusqu'à la forme la plus irrationnelle du fétichisme, celle qui s'attache à la forme la plus réifiée du capital, le capital fictif, qui n'ait sa fonctionnalité au regard de ce procès de reproduction. En effet, en entretenant la spéculation sur les titres de propriété et de crédit, la capitalisation draine et mobilise tout le capital-argent potentiel de la société : elle excite l'appât du gain, non seulement chez les capitalistes mais chez tous les membres de la société disposant d'un certain niveau de revenu. Ce faisant, non seulement elle permet au capital social de se reproduire à une échelle sans cesse plus large, en dépassant les limites que lui impose son propre contenu, le travail social ; mais encore, elle joue un rôle décisif dans l'exploration de nouvelles techniques de production, de nouveaux produits, de nouvelles branches d'accumulation, etc. : en faisant miroiter des profits spéculatifs fabuleux (dans tous les sens du terme), elle jette sans cesse le capital-argent potentiel dans des entreprises aventureuses qui, lorsqu'elles réussissent, ouvrent à l'ensemble du capital de nouvelles opportunités de valorisation. Enfin, elle étend et accélère le processus de centralisation de la richesse, en procédant à une expropriation dont la violence ne le cède en rien à celle qu'exerce l'oppression physique directe : « *Gains et pertes par suite de fluctuations de prix de ces titres [...] seront – ainsi le veut la nature des choses – de plus en plus le résultat de la spéculation, qui apparaît au lieu et place du travail comme le mode originel d'acquérir du capital, et qui remplace aussi la violence directe.* »³⁸

En un mot, pour mystificatrice qu'elle soit et précisément par sa mystification, la représentation d'autovalorisation du capital que génère la réification des formes du rapport capitaliste n'en joue pas moins un rôle positif : elle détermine chez les capitalistes individuels les comportements de gestion adéquats à leur rôle de « *fonctionnaires* » de la reproduction du capital social, y compris dans ce qu'ils peuvent avoir d'irrationnel. En ce sens, elle participe pleinement non seulement à la consolidation de l'apparence d'autonomie du capital au sein de son procès de reproduction, mais encore à la production des conditions réelles de ce procès.

c) Cependant, c'est à l'occasion de son analyse critique de la fameuse formule trinitaire, dans laquelle se condense tout le fétichisme

38. *Le Capital*, III, 2, page 140.

des rapports capitalistes de production, que Marx explicite le plus précisément l'idée que les formes fétichisées de ces rapports participent pleinement de la reproduction de ces derniers, en tant qu'elles dictent et inspirent aux différents agents les attitudes et comportements requis par leurs fonctions dans le procès de reproduction³⁹.

En effet, tant que perdure le mode capitaliste de production, son travail rapporte au travailleur un salaire, son capital un profit (ou un intérêt) au capitaliste, sa terre une rente au propriétaire foncier. Ces apparences fétichistes, qui naturalisent les revenus des différentes classes sociales et semblent leur garantir du même coup une parfaite pérennité, constituent un cadre socio-économique relativement stable, le cadre quotidien et familial à l'intérieur duquel les différents agents de la production peuvent se livrer à des *anticipations*: former des projets et prendre des décisions (d'entrée ou de retrait sur le marché du travail, d'investissement de capital, de location de terrains, de locaux ou d'immeubles, d'emprunts de capital, de conquêtes de marchés, etc.), procéder à un calcul économique, poser des revendications dans leurs rapports réciproques, etc., et agir en conséquence: « *Aussi longtemps qu'existera le mode capitaliste de production, une partie du travail nouvellement ajoutée se résoudra en salaire, une autre en profit (intérêt et profit d'entrepreneur) et la troisième en rente. Les contrats entre les propriétaires des divers facteurs de production reposent tous sur ces prémisses, et cette supposition est juste, quelles que soient les fluctuations dans le rapport relatif de ces grandeurs dans chaque cas particulier. La forme définie que revêtent les fractions de valeur qui s'affrontent réciproquement est donnée d'avance, parce qu'elle est continuellement reproduite; elle est continuellement reproduite, parce qu'elle est constamment supposée exister d'avance.* »⁴⁰

Cette dernière remarque est particulièrement importante du point de vue qui est ici le nôtre. Elle signifie que, si l'action des différents agents de la production présuppose la reproduction des différentes formes fétichisées que prennent les fragments autonomisés de la valeur nouvellement formée, partant la reproduction des rapports de production qui leur donnent naissance; inversement, la reproduc-

39. Le passage le plus intéressant à ce sujet se trouve dans *Théories sur la plus-value*, tome 3, pages 587-613. Cf. aussi *Le Capital*, III, 3, chapitre L, intitulé « *L'illusion de la concurrence.* »

40. *Le Capital*, III, 3, page 247.

tion de ces rapports présuppose elle-même la possibilité pour les agents du procès de production d'*anticiper* l'existence de ces formes, elle présuppose l'anticipation de son salaire par l'ouvrier, de son profit ou de son intérêt par le capitaliste, de sa rente par le propriétaire foncier, anticipations qui prennent précisément appui sur l'apparence fétichiste de la capacité des différents facteurs de production de générer périodiquement des quantités définies de valeur. Autrement dit, le fétichisme des rapports capitalistes de production, l'apparence que chaque facteur de production est, en tant que tel, source de valeur, est l'une des conditions de la reproduction de ces rapports. Car ce n'est qu'à travers ces anticipations, fondées sur cette apparence, que les différents agents peuvent agir conformément à leurs intérêts respectifs et, par conséquent, conformément à ce qu'exigent leurs fonctions respectives dans les rapports de production, leurs fonctions respectives en tant qu'agents de ces rapports : « *Et ce sont ces rapports et ces formes tout faits qui apparaissent dans la production réelle comme des conditions préalables, parce que le mode de production capitaliste se meut à l'intérieur des formes concrètes qu'il a créées, et que ces formes, qui en sont le résultat, l'affrontent dans le procès de reproduction, tout aussi bien comme des conditions préalables toutes faites. En tant que telles, elles déterminent pratiquement le comportement des capitalistes individuels, etc., leur fournissent des motifs d'agir, de même qu'elles se reflètent en tant que telles dans leur conscience.* »⁴¹

En particulier, c'est sur la base de ces apparences fétichistes et des anticipations qu'elles rendent possibles que les différents agents de la production vont régler leurs rapports réciproques par contrats. Le contrat de travail fixe ainsi le niveau de salaire ; le contrat d'emprunt le taux d'intérêt ; le contrat de bail le niveau de la rente. Ces différents contrats prédéterminent en fait la part de la valeur nouvellement formée qui reviendra respectivement au travailleur, au financier et au propriétaire foncier ; il ne reste plus alors au capitaliste actif (industriel ou commerçant) qu'à ajouter ces différents éléments de valeur, apparemment autonomes et prédéterminés, et qui sont pour lui autant de « coûts de production », au montant des marchandises qu'il a achetées (comme moyens de production ou produits finis) et d'appliquer au tout son taux de marge courant (celui que lui autorise sa position à l'intérieur de la concurrence) pour déterminer le prix de

41. *Théories sur la plus-value*, tome 3, page 573.

vente de ses propres marchandises. Ainsi, la stabilité apparente des formes fétichisées des rapports capitalistes, résultat général du procès de reproduction, autorise-t-elle la fixation par anticipation des revenus des différents agents de la production, qui est elle-même une condition de la reproduction de ces rapports. Et c'est ainsi que les différentes fractions de la valeur nouvellement formée, réifiées en autant de revenus apparemment indépendants des agents du procès de reproduction, et anticipées à ce titre par ces derniers, deviennent les différentes composantes du prix des marchandises, conformément à la formule trinitaire: «*De parts dans lesquelles la valeur peut être analysée, elles se muent en éléments indépendants qui la constituent, en ses éléments constitutifs. Elles le sont pour le prix de marché. Elles deviennent vraiment des éléments constitutifs de ce dernier. La manière dont cette indépendance apparente, en tant que condition du procès, est réglée à son tour par la loi interne, ce qui fait que ces éléments ne sont indépendants qu'en apparence, cela ne se manifeste à aucun moment du procès de production, et n'agit pas non plus comme mobile déterminant, conscient. C'est juste le contraire. La très haute consistance que peut acquérir ce phénomène, qui fait apparaître le résultat en tant que conditions indépendantes est donnée dès lors que des portions de la plus-value entrent dans le prix – en tant que prix de conditions de production.*»⁴²

Evidemment, de pareilles pratiques, prédéterminant les éléments de la valeur nouvellement formée revenant aux différents agents de la production, se trouvent consolidées par la force de la répétition et de la convention, et plus encore par les compromis résultant de la lutte entre classes pour le partage de la richesse sociale, qu'ils prennent ou non une forme juridique et institutionnelle; et elles renforcent à leur tour, inversement, «*la consistance*» des apparences fétichistes qui leur donnent naissance. Ces pratiques, à travers lesquelles se fixent le prix des marchandises et des différents «*facteurs de production*», se fondent sur la double hypothèse d'une pérennité du mode capitaliste de production et d'une reproduction du capital à l'identique. Hypothèse qui, dans son second membre au moins, finit tôt ou tard par entrer en contradiction avec la dynamique du procès de reproduction et, par conséquent, par générer des crises: «*Sous la forme de l'intérêt et de la rente où la plus-value est anticipée, on présuppose que le caractère général de la reproduction reste le même. Et c'est le cas aussi longtemps que dure le*

42. *Id.*, page 601.

mode de production capitaliste. Deuxièmement on présuppose même, ce qui est plus ou moins le cas, que pour un certain temps, les rapports déterminés de ce mode de production restent les mêmes. Ainsi le résultat de la production se fixe comme une condition stable et donc présupposée de celle-ci et plus précisément comme propriété stable des conditions de production objectives. Ce sont les crises qui mettent un terme à cette apparence d'autonomie des différents éléments en quoi se résout constamment le procès de production et qu'il réengendre constamment.»⁴³

En effet, tant que les conditions de production ne se trouvent pas bouleversées, tant donc que la productivité du travail reste constante, le calcul économique auxquels se livrent les capitalistes en fixant le prix des marchandises par sommation des éléments hétérogènes qui semblent les composer : prix des marchandises achetées, salaire, rente, intérêt, plus marge assurant le profit d'entreprise, est en gros exact, en ce sens que les prix (de marché) coïncident alors dans leur ensemble avec les valeurs, et assurent la validation sociale des marchandises produites : « [...] il est vrai que dans ce cas il ne serait pas exact, du point de vue théorique, de dire que les différentes parties de la valeur déterminent la valeur ou le prix du tout, mais il serait pratique et juste de dire qu'elles la constituent, pour autant que par constituer l'on entende la formation du tout par addition des parties. La valeur se répartirait uniformément, continuellement, en valeur [du capital avancé] et plus-value ; et la valeur [nouvellement créée] se décomposerait uniformément en salaire du travail et profit, le profit se décomposerait uniformément en intérêt, industrial profit et rent. On pourrait donc dire : P, le prix de la marchandise, se résout en salaire, profit (intérêt) et rente, et, d'autre part, salaire, profit (intérêt) et rente constitue la valeur ou plutôt le prix.»⁴⁴ Autrement dit, tant que le bouleversement des conditions de production ne révolutionne pas les rapports de valeur ou, du moins, ne provoque aucune distorsion dans les proportions régissant la répartition de la valeur formée en salaires, profits et rentes, le mouvement exotérique des différents éléments composant les prix des marchandises coïncide avec le mouvement ésotérique des différents éléments en lesquels se décompose la valeur. Et le calcul économique des capitalistes fondé sur le premier, pour être théoriquement erroné, n'en est pas moins pratiquement

43. *Id.*, page 608.

44. *Id.*, page 607.

juste (fonctionnel) en ce qu'il assure la reproduction de leurs capitaux singuliers et, par conséquent du capital social, *via* la validation sociale (par le marché) de leurs marchandises.

Cependant, de par sa nature même, comme nous le savons, le mode de production capitaliste est amené à bouleverser en permanence les modes de produire et, par conséquent, les rapports de valeur, faussant ainsi le calcul économique fondé sur les données exotériques, provoquant donc des écarts entre prix et valeurs. Écarts que tendent à réduire et même annuler les mouvements perpétuels des premiers, provoqués par la concurrence intercapitaliste et par les fluctuations du rapport entre offre et demande. Si toutefois ces écarts se maintiennent du fait de l'autonomie acquise par le mouvement exotérique et par les prix, du fait donc de la rigidité des anticipations des différents agents de la production et des conventions sociales et juridiques sur lesquelles elles se fondent, ils ne peuvent déboucher que sur une crise, qui soit rétablit les anciens rapports de valeur, soit impose les nouveaux : « *Mais les écarts se manifestent soit par des oscillations superficielles qui se compensent à bref délai, soit par une accumulation progressive d'écarts (divergences) qui, ou bien conduisent à une crise, [à un] retour violent, apparent aux anciens rapports, ou sont reconus, mais très lentement, comme changement des conditions et finissent par s'imposer.* »⁴⁵ C'est là une détermination de la crise dont nous aurons à nous souvenir lorsque nous reviendrons en détail sur elle.

Ainsi le rapport entre mouvement exotérique et mouvement ésotérique du capital se complique-t-il encore, tout en confirmant sa dialecticité essentielle. Non seulement chacun de ces deux mouvements engendre l'autre, mais leur unité est une unité contradictoire, puisque chacun tend à s'autonomiser et à nier l'autre dans et par son autonomie propre, le mouvement ésotérique finissant cependant toujours par s'imposer au mouvement exotérique⁴⁶.

45. *Id.*, page 608.

46. Les remarques précédentes n'épuisent pas la question complexe des rapports entre système de valeurs et système des prix. Elles n'en indiquent que le cadre général de résolution, celle-ci sortant cependant à proprement parler du champ de ma problématique. Pour un développement de cette question dans le fil des considérations précédentes, cf. Alain Lipietz, *Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, Maspero, 1983, qui se fonde cependant sur une interprétation du concept de valeur en procès différente de la mienne.

3. Portée et limites de l'analyse

Quelle appréciation d'ensemble peut-on porter sur l'analyse par Marx de la manière dont le capital social se reproduit dans, par et contre les mouvements de ses propres fragments, les capitaux singuliers qui le composent? Comme en ce qui concerne les autres aspects de son analyse du procès de reproduction, elle demande à être nuancée.

3.1. La richesse de l'analyse marxienne ne fait aucun doute. A la (re)lire aujourd'hui, on ne peut qu'être frappé par sa profonde modernité et actualité. En effet, elle a su non seulement poser mais encore résoudre de manière originale deux des problèmes parmi les plus ardues autour desquels n'ont cessé de tourner les sciences sociales (notamment la sociologie) depuis leur constitution au cours du XIX^e siècle, problèmes auxquels ces sciences sont structurellement confrontées mais qui les ont bien souvent tenues en échec.

Le premier est celui que l'on formule classiquement comme problème des rapports entre le tout et ses parties. En l'occurrence, comme nous l'avons vu, il s'agissait pour Marx d'expliquer comment le tout (le capital social) se reproduit à travers les interactions entre ses parties; ou encore de comprendre comment ces interactions, qui semblent *a priori* abandonnées à l'arbitraire des choix individuels et au hasard de leurs affrontements, répondent pourtant aux lois et exigences de la reproduction du capital dans son ensemble. C'est son analyse de la concurrence et de la centralisation des capitaux singuliers, de leurs répulsions et attractions réciproques, qui répond à cette question et qui, du même coup, fait ressortir la pauvreté des modèles épistémologiques qui continuent à se disputer l'hégémonie du champ des sciences sociales à ce sujet. Loin des unilatéralités et des impasses réciproques de l'individualisme méthodologique et du holisme, qui fixe et fétichise les deux pôles du rapport dont il s'agit de saisir la dialectique, la rendant du même coup incompréhensible, Marx montre que c'est précisément dans et par l'autonomie (relative) dont dispose la partie (en l'occurrence, chaque capitaliste dans la conduite de ses affaires), dans et par la poursuite par chaque individu de son seul intérêt singulier (maximiser la valorisation de son propre capital) que se réalisent les lois et exigences conditionnant la reproduction du capital social dans son ensemble: que le mouvement du tout s'effectue

dans, par, mais aussi contre l'autonomie dont disposent les parties, autrement dit dans, par et contre le mouvement qui semble le nier en tant que tel; que la reproduction du capital comme totalité ne s'effectue que dans et par sa négation apparente.

C'est une dialectique semblable qu'il met en évidence et en œuvre dans la manière dont il aborde et résout le second problème, non moins classique, puisque c'est celui que pose l'analyse des rapports entre sujet et objet, qui prolonge et complète le précédent. En l'occurrence, il s'agit pour Marx d'expliquer comment les déterminations objectives du capital (ses lois immanentes générales) se reflètent dans les déterminations subjectives des capitalistes (leurs représentations, motivations, anticipations, calculs, etc.); mais aussi comment, inversement, ces déterminations objectives sont les fruits des actions résultants des déterminations subjectives; en un mot, comment l'objet produit le sujet et réciproquement. Marx met ici en jeu un concept, celui de *fétichisme*, qui est sans doute un des plus complexes mais aussi des plus riches et des plus originaux de ceux qu'il a élaborés dans le cadre de sa critique de l'économie politique. Là encore, il aboutit à montrer que le mouvement réel de reproduction (ce qu'il nomme le « *mouvement ésotérique* » du capital) ne peut s'accomplir que par la médiation de sa négation apparente: de sa négation par sa propre apparence (le « *mouvement exotérique* »). Marx nous offre là un modèle d'analyse d'une grande fécondité et dont la transposition dans d'autres domaines des sciences sociales (en particulier dans l'analyse de ce qui a été si maladroitement dénommé « superstructures » par le marxisme classique) ouvrirait, à coup sûr, des perspectives originales. On ne peut que regretter, de ce point de vue, l'oubli dans lequel est tombé chez les marxistes, à quelques trop rares exceptions près, le concept de fétichisme et, plus largement, toute la dialectique sujet / objet à laquelle il se rattache.

3.2. Ces quelques remarques soulignant la valeur des précédentes analyses de Marx autorisent d'autant plus à formuler des critiques quant à leurs limites, du point de vue qui m'intéresse ici, celui de l'exposé des conditions du procès de reproduction du capital. Comme dans les deux premiers Livres du *Capital*, ces limites tiennent essentiellement dans la tentative poursuivie par Marx d'*autonomiser* la reproduction du capital, de la présenter comme un procès auto-reproductif, en « internalisant » ses conditions, autrement dit en

cherchant à montrer que le capital produit, dans et par son propre mouvement, l'ensemble des conditions de sa propre reproduction, que les présupposés de ce procès ne sont autre que ses propres résultats.

C'est évidemment le cas quand Marx médiatise les rapports entre tout et parties, entre capital social et capitaux singuliers par les interactions entre ces derniers. Qu'il s'agisse de la concurrence que ces capitaux se mènent ou de la centralisation qui s'opère entre eux à la faveur de cette même concurrence ou par l'intermédiaire du système de crédit (du développement du capital financier), Marx ne fait appel à nulle médiation extérieure au procès de reproduction immédiat du capital, à nulle instance qui ne soit un produit direct du mouvement de la valeur en procès. C'est de manière totalement immanente, par le simple jeu des attractions et des répulsions réciproques des différents capitaux singuliers dans leurs mouvements de valorisation, que se réalisent les lois et exigences générales de la reproduction du capital, conditionnant cette dernière.

Et c'est la même intention qui préside à la mise en œuvre du concept de fétichisme pour analyser les motivations des capitalistes singuliers dans le jeu de leurs interactions. En effet, les formes fétichisées des rapports de production, les catégories de salaire, de coût de production, de profit, d'intérêt, de rente, de prix de marché, etc., qui constituent le cadre naturel, familial, quotidien à l'intérieur duquel les capitalistes se meuvent et opèrent leurs anticipations (décisions, calculs, etc.) sont les propres produits du procès de reproduction du capital, les apparences sous lesquelles son mouvement ésotérique se manifeste à leurs yeux en même temps qu'il se masque et s'inverse en un mouvement exotérique, cette occultation et inversion étant la condition même à laquelle ces agents peuvent agir de manière fonctionnelle au regard des exigences du mouvement ésotérique qu'ils ignorent pourtant. Là encore, les médiations que constituent les formes fétichisées des rapports de production, les apparences qu'ils revêtent par conséquent aux yeux des agents (capitalistes) de la production, les anticipations, décisions, actions, etc., auxquelles elles donnent naissance de la part de ces agents, sont toutes présentées par Marx comme autant de résultats du procès de reproduction lui-même.

Bref, ce que Marx s'efforce d'établir ici comme par ailleurs, c'est que le procès de reproduction du capital est en mesure de générer par

lui-même, par le double biais des interactions entre capitaux et des apparences fétichistes des rapports de production, un système de contraintes et d'incitations conduisant les capitalistes singuliers à se conformer à ses propres lois et exigences générales. En un mot, qu'il s'agit bien d'un mouvement autoreproductif.

A l'inverse de cette tendance à clore sur lui-même le procès de reproduction immédiat du capital, il me faut ici, une nouvelle fois souligner l'insuffisance de ce procès et sa dépendance à l'égard de conditions qu'il ne peut déterminer ni produire à lui seul. Je ne m'arrêterai ici sommairement que sur trois d'entre elles, dont les analyses précédentes soulignent en creux à la fois la présence nécessaire et l'incapacité du procès de reproduction immédiat de les produire par lui-même.

Il s'agit, en premier lieu, de *l'appareil juridique* (y compris judiciaire). L'existence de cet appareil, appuyé en dernière instance sur la capacité coercitive de l'Etat, est nécessaire à la régulation tant de la concurrence intercapitaliste que de la centralisation des capitaux. Interviennent ici tout à la fois le droit du travail, le droit commercial, le droit bancaire, le droit financier, le droit fiscal, etc., dans le but de garantir d'égales conditions (juridiques donc formelles) de valorisation des capitaux singuliers, pour éviter que la concurrence entre eux ne soit faussée.

Mais cet appareil juridique n'est pas moins nécessaire à la consolidation des apparences fétichistes qui servent de cadre quotidien à la gestion de leurs capitaux singuliers par les capitalistes. Nous avons vu précédemment que Marx lui-même note que les pratiques contractuelles (la fixation par contrats du salaire, du taux d'intérêt, du montant et du terme de la rente, du prix de vente, etc.) confortent l'apparence de naturalité et de pérennité des formes fétichisées sous lesquelles les rapports capitalistes de production se présentent aux agents du procès de reproduction. Dans l'un et l'autre cas, ce procès présuppose donc une médiation (juridique) qu'il n'est pas en mesure de créer à lui seul, même s'il en constitue la base matérielle (économique).

De manière plus large encore, il faut ici, en deuxième lieu, évoquer une nouvelle fois, à titre de médiation du procès de reproduction du capital, *les luttes de classe*. En effet, ce sont les luttes que se mènent les classes sociales qui génèrent les rapports de force qui s'établissent entre elles, rapports qui se trouvent institutionnalisés (figés,

consolidés, officialisés, formalisés) sous la forme à la fois de la législation (donc du cadre juridique dont je viens de parler) mais aussi, plus largement, des pratiques, usages, coutumes mais aussi *habitus* et représentations qui règlent quotidiennement les rapports entre les différents agents de la production – autant d'éléments qui participent à la consolidation des apparences fétichistes à travers lesquelles se reproduisent les rapports capitalistes de production. Qu'il s'agisse de réguler les rapports entre grande distribution ou petits commerces ou de réglementer les rapports entre les banques et leurs clients, l'appareillage juridique des interactions entre capitaux est le résultat, toujours provisoire, du rapport de forces entre les différentes fractions de la classe dominante. Pensons de même à la manière dont des décennies de luttes ouvrières se sont trouvées à la fois capitalisées et soldées par l'institution de ce qu'on appelle le salaire indirect (l'ensemble des prestations sociales assurant un revenu de complément ou de remplacement au salaire direct), qui n'a pas peu fait pour conforter l'apparence fétichiste du salaire comme revenu du travail. Ces exemples, pris parmi d'innombrables autres possibles, montrent que les rapports et luttes de classe constituent bien un niveau spécifique du procès global de la reproduction du capital, distinct de son procès immédiat de reproduction comme valeur en procès.

Mais c'est surtout, en troisième lieu, l'analyse par Marx des facteurs nécessaires à la conformation du comportement des capitalistes individuels aux exigences et lois générales de la reproduction du capital qui me paraît insuffisante. Marx a bien conscience qu'il lui faut prolonger et compléter son analyse du *capitalisme*, de la structure capitaliste, par une analyse du *capitaliste*, de la subjectivité du capitaliste individuel. Mais il tend constamment à rabattre en fait la seconde sur la première, sur la structure capitaliste et ses effets, en montrant par exemple que les comportements des capitalistes sont induits (sous forme à la fois de contraintes et d'incitations) par les interactions entre les capitaux singuliers et le fétichisme des rapports capitalistes de production.

D'une manière générale, pour Marx, « [...] le capitaliste n'est que du capital personnifié; dans le procès de production il fait seulement office de porteur du capital [...] »⁴⁷. Pour lui, du fait de sa position dans les rapports capitalistes de production, le capitaliste ne peut avoir

47. *Le Capital*, III, 3, page 197.

d'autre fonction que celle d'incarner par ses actes, sa volonté et son désir, sa pensée et son imagination, les déterminations du capital comme rapport social de production. Il est le capital fait homme, en même temps qu'en lui l'humanité se trouve réduite à la (dé) mesure du capital. C'est là, pour Marx, sa seule légitimité possible, tant socialement qu'historiquement: « *Le capitaliste n'a aucune valeur historique, aucun droit historique à l'existence, aucune raison d'être sociale qu'autant qu'il fonctionne comme capital personnifié [...] Agent fanatique de l'accumulation, il force les hommes, sans merci ni trêve, à produire pour produire, et les pousse ainsi instinctivement à développer les puissances productrices et les conditions matérielles qui seules peuvent former la base d'une société supérieure. Le capitaliste n'est respectable qu'autant qu'il est le capital fait homme.* »⁴⁸ Car ce n'est qu'en tant que tel qu'il se fait l'agent inconscient du communisme: qu'il crée par son action les conditions matérielles d'une société supérieure.

Mais, pour être suggestive, la formule précédente, faisant du capitaliste la personnification du capital, n'en est pas moins problématique. En particulier, Marx ne se demande pas et explique encore moins comment cela est *subjectivement* possible. Autrement dit, qu'est-ce qui permet à un homme de se transformer, de se réduire et de se sublimer à la fois de manière à devenir une personnification du capital, de réduire sa volonté, son désir, sa pensée en les circonscrivant dans le champ de ce que nécessitent mais aussi rendent possible le capital et sa reproduction? Qu'est-ce qui rend *subjectivement* possible l'identification d'un individu à son rôle de « fonctionnaire du capital »? Sur quels éléments subjectifs: désir, passion, fantasme, etc. cette identification fait-elle fond? Le « fanatisme » de l'accumulation, que Marx évoque, ne serait-il qu'une manifestation de la *libido domnandi* augustiniennne, du désir de pouvoir, comme il le suggère lui-même lorsqu'il dit que « [...] *accumuler, c'est conquérir le monde de la richesse sociale, étendre sa domination personnelle, augmenter le nombre de ses sujets, c'est sacrifier à une ambition insatiable* »⁴⁹? En termes nietzschéens, serait-il une paradoxale manifestation de la volonté de puissance ou, au contraire, un avatar de son involution en ressentiment? Au regard des catastrophes auxquelles il mène (crise économique, famine, guerres, destructions écologiques) mais aussi de sa

48. *Id.*, page 32.

49. *Id.*, pages 32-33.

soumission implacable au schème de la répétition indéfinie qu'implique la reproduction du capital, ne faudrait-il pas le faire relever de ce que Freud et la psychanalyse après lui ont appelé la pulsion de mort, en faire la figure moderne par excellence de Thanatos?

Quoi qu'il en soit, en dépit de sa richesse et de sa fécondité théoriques par ailleurs, le concept de fétichisme apparaît bien insuffisant pour répondre aux questions précédentes et, plus généralement, à la question des conditions subjectives de possibilité de l'activité capitaliste et, à travers elle, de la reproduction du capital. Plus précisément encore, la personnification du capital, l'identification du capitaliste à ses fonctions capitalistes, ne découle pas de la seule réification des rapports capitalistes de production et de leur fétichisme, elle a besoin de s'alimenter à des motifs et des mobiles autres que ceux qui peuvent naître directement de ces derniers, comme c'est le cas pour l'appât du gain ou même le désir de domination. En somme, la théorie de la reproduction du capital a aussi besoin d'une analyse de la subjectivité (du) capitaliste et, plus largement, de la subjectivité dans le capitalisme, que les analyses marxistes ne fournissent pas comme telles, même si elles en indiquent la nécessité et en livrent quelques éléments, précisément parce que la production de cette subjectivité fait intervenir d'autres médiations que celles du procès de reproduction immédiat du capital⁵⁰.

50. C'est à cette question que se sont attaqués, d'une part, Max Weber dans *L'éthique protestante et l'esprit du capitalisme*, en ce qui concerne l'origine du capitalisme; d'autre part, quoique de manière moins originale, Joseph Schumpeter avec son analyse de l'entrepreneur capitaliste.

Chapitre XIV

L'UNITÉ DU PROCÈS DE REPRODUCTION IMMÉDIAT : LE CAPITAL SOCIAL

L'ensemble des analyses antérieures ont montré comment, dans et par son mouvement même de valeur en procès, le capital produit *certaines* des conditions de sa propre reproduction, mais non pas *toutes*. Ainsi ces mêmes analyses nous ont fait découvrir tout à la fois que :

– ces conditions ne pouvaient pas, pour l'essentiel, être assurées au niveau des multiples capitaux singuliers pris isolément, mais uniquement au niveau de leur ensemble, de l'ensemble du capital en fonction dans la société, au niveau de ce que Marx nomme *le capital social*;

– ce sont toujours les exigences et contraintes de la reproduction de cet ensemble, du capital social, qui conditionnent la possibilité (ou non) de la reproduction des capitaux singuliers ;

– l'autonomie même dont dispose les capitalistes individuels dans la gestion des capitaux singuliers est nécessaire à la réalisation des conditions de la reproduction du capital social, elle est fonctionnelle relativement à cette dernière, même si elle peut aussi être source de dysfonctionnements (de contradictions et de conflits) et même de crises au sein du procès de reproduction.

Au terme de ces analyses, le moment est venu d'élucider cet important concept de *capital social* qui en émerge, sans qu'elles aient encore permis d'en préciser parfaitement le sens et la portée. Cette tâche est doublement nécessaire. D'une part, ce concept n'a généralement fait l'objet d'aucun exposé propre, ni de la part de Marx lui-même, qui souligne pourtant sans cesse la spécificité des problèmes que pose son étude par rapport à ceux relatifs aux capitaux singuliers; ni de la part de la plupart des marxistes, à l'exception notable du courant opéraïste italien dans les années 1970¹. D'autre part, c'est dans et par lui que nous allons pouvoir saisir la profonde unité du procès de reproduction du capital comme valeur en procès, ce que j'ai déjà eu l'occasion de dénommer son procès *immédiat* de reproduction, en effectuant la synthèse des résultats des analyses précédentes; mais aussi les limites de l'autonomie de ce procès, sa radicale incapacité à se suffire à lui-même et à se clore sur lui-même, la nécessité donc de son dépassement et les linéaments de son articulation avec les autres niveaux du procès global de reproduction du capital. Il apparaîtra ainsi que ce n'est que dans le cadre d'une analyse de ce *procès global de reproduction du capital* que le concept de capital social pourra se déployer pleinement.

1. Les différents sens du concept de capital social

Ecartons tout d'abord une confusion possible et encore fréquente entre le *capital social* entendu comme l'ensemble des capitaux singuliers en fonction dans la société, et ce que Marx dénomme par ailleurs les *formes socialisées du capital* (capital par actions, trusts et cartels, capitaux d'Etat), c'est-à-dire les formes du capital qui résultent de la socialisation de la production capitaliste. Nous verrons cependant plus loin qu'il y a bien entre ces deux concepts une relation étroite, qui n'est pas cependant de l'ordre de l'identité. Cette précision apportée, on peut distinguer en gros chez Marx *trois acceptions* différentes du concept de capital social, qui se différencient selon la perspective et le contexte dans lesquels ce concept se trouve utilisé.

1. Cf. Mario Tronti, *Ouvriers et capital*, traduction Christian Bourgois, 1977; et Antonio Negri, *La classe ouvrière contre l'Etat*, traduction Editions Galilée, 1978.

Dans son acception la plus immédiate, le capital social désigne *la simple somme* des capitaux singuliers en fonction à un moment donné, chacun de ces derniers étant dès lors considéré comme une des fractions ou des parties aliquotes du capital social. C'est ainsi que Marx peut écrire que « *le capital social est la somme des capitaux individuels (y compris les capitaux par actions et le capital d'Etat, dans la mesure où les gouvernements emploient du travail salarié productif dans les mines, les chemins de fer, etc., et fonctionnent comme des capitalistes individuels)* » et que « *le mouvement total du capital social est égal à la somme algébrique des mouvements des capitaux individuels* »². Cette conception quasi arithmétique (ou algébrique) du capital social est suffisante chaque fois que Marx entend montrer que ce sont les caractéristiques moyennes de l'ensemble des capitaux individuels (productivité moyenne du travail, composition organique moyenne, vitesse de rotation moyenne, conditions moyennes de valorisation, etc.) qui règlent tendanciellement les mouvements de chacun des capitaux pris à part. C'est notamment le cas dans le calcul du taux de profit moyen. En ce sens, le capital social peut être considéré comme une sorte de propriété collective de l'ensemble des capitalistes, comme leur fonds commun, dont chaque capital individuel n'est qu'une partie aliquote. Ce qui conduit Marx à la métaphore suivante: « *Le capital global apparaît comme le capital par actions de tous les capitalistes individuels pris ensemble. Cette société par actions a ceci de commun avec beaucoup d'autres sociétés par actions, que chacun sait ce qu'il y met, mais non ce qu'il en retirera.* »³

Comprendre ainsi le capital social revient cependant à le figer en le réduisant à une grandeur de valeur, somme des grandeurs de valeur des capitaux individuels. Or, comme nous l'avons vu, le capital n'est pas une détermination fixe, il est fondamentalement un mouvement perpétuel d'autoconservation et d'autoaccroissement, celui de la valeur en procès. Cette conception essentiellement dynamique du capital donne ainsi naissance à une seconde acception du concept de capital social comme *ensemble de tous les mouvements des capitaux individuels*, résultante globale de ces mouvements. C'est l'idée que

2. *Le Capital*, II, 1, page 90. C'est le Livre II, notamment la section III, qui contient les passages les plus explicites sur ce concept de capital social. Ce qui en confirme, une fois de plus, l'intérêt.

3. *Le Capital*, II, 2, page 84.

l'on retrouve exprimée par exemple dans les passages suivants : « *Cependant, les cycles des capitaux individuels s'entrelacent, se supposent et se conditionnent réciproquement les uns les autres et c'est précisément cet enchevêtrement qui constitue le mouvement d'ensemble du capital social.* »⁴ « *C'est donc la forme de mouvement du capital collectif de la classe capitaliste, un mouvement tel que celui de chaque capital industriel individuel apparaît dans son sein comme mouvement partiel, entremêlé à l'autre et conditionné par lui.* »⁵ C'est l'acception que retient Marx lorsqu'il évoque et étudie les multiples interactions entre les cycles des capitaux singuliers au sein du procès de circulation, faits à la fois de complémentarité (rapports d'échange de leurs marchandises respectives), de concurrence (dont l'enjeu est le partage de la plus-value globale, aboutissant à la formation du taux moyen de profit) et même de contradiction (impliquant la lutte à mort entre les capitaux, débouchant sur l'élimination de certains d'eux et la centralisation du capital social).

Une troisième acception du terme apparaît enfin, qui ne se distingue pas toujours clairement des deux précédentes cependant, lorsque Marx se demande comment l'ensemble des mouvements browniens des capitaux singuliers peut donner naissance à *un mouvement d'ensemble*, autrement dit comment de cet entrelacement d'innombrables mouvements non coordonnés entre eux et apparemment incohérents résulte pourtant *une unité dynamique*, celle de l'ensemble de la production capitaliste reproduisant ses propres conditions, à échelle simple ou élargie. En un mot, cette dernière acception du capital social émerge lorsque Marx se pose, implicitement ou explicitement, la question de la *reproduction* du capital à l'échelle de la société entière. C'est dans cette perspective que nous l'avons nous-mêmes rencontré dans le fil des chapitres précédents. Le capital social se définit alors comme *capital total*: unité globale résultant des interactions entre les multiples capitaux singuliers, possédant ses qualités propres et capable de rétroagir sur les mouvements élémentaires qui lui donnent naissance pour les plier à ses exigences, chaque capital singulier n'étant plus alors conçu que comme partie du capital social disposant d'une autonomie relative. On trouve par exemple trace de cette acception du concept dans le passage suivant : « *Cependant, chaque ca-*

4. *Id.*, page 9.

5. *Le Capital*, II, 1, page 90.

*pital pris à part ne constitue qu'une fraction promue à l'existence autonome, pour ainsi dire douée d'une vie individuelle, de l'ensemble du capital social, de même que chaque capitaliste pris à part n'est qu'un élément individuel de la classe capitaliste. Le mouvement du capital social se compose de la totalité des mouvements de ses fractions promues à l'autonomie, de la totalité des rotations des capitaux individuels.»*⁶ C'est de toute évidence cette acception que Marx a en vue lorsqu'il analyse les conditions circulatoires de la reproduction de l'ensemble du capital dans la troisième section du Livre II du *Capital*; il apparaît alors que, comme dans toute totalité, l'unité émergente possède des qualités dont sont dépourvues les parties: « *Le mouvement total du capital social résout des problèmes dont la solution, lors de l'étude du cycle d'un capital individuel isolé, doit être présupposée, au lieu d'en résulter.»*⁷ Chaque capital singulier ne constitue plus alors, dans son mouvement propre, qu'une partie du mouvement d'ensemble du capital social total, qu'une partie de cette totalité en mouvement qu'est le capital social: il est une « *partie du mouvement total du capital social, donc en connexion avec les mouvements des autres parties»*⁸. Et c'est alors à l'analyse de la classique dialectique du tout et des parties que nous sommes conviés par Marx, ainsi que je l'ai déjà signalé au chapitre précédent.

En fait, ces trois acceptions différentes du concept de capital social revêtent chez Marx une importance manifestement inégale. La définition du capital social à partir de la catégorie de totalité est fondamentale; c'est elle qui commande les deux autres, qui en dérivent par un processus de réduction, de simplification. Définir le capital social comme la somme des capitaux individuels, c'est procéder à la réduction courante du tout à la somme de ses parties, opération qui n'est légitime que pour autant qu'on ne s'intéresse qu'aux rapports *quantitatifs* entre le tout et ses parties, en négligeant alors délibérément leurs différences *qualitatives*: les qualités et propriétés que seule possède l'unité globale et qui font précisément du tout plus et autre chose que la seule somme de ses parties. Quant à définir le capital social par les interactions entre capitaux individuels, c'est de même réduire la totalité que constitue le capital social à l'*un* de ses niveaux de

6. *Le Capital*, II, 2, pages 7-8.

7. *Le Capital*, II, 1, page 91.

8. *Ibid.*

réalité et d'analyse, comme nous allons le voir tout de suite, en négligeant notamment tous les processus organisationnels par lesquels l'unité globale émerge précisément des interactions entre les parties et se maintient par mais aussi contre elles. C'est donc cette acception fondamentale du capital social comme totalité, comme *capital total*, qu'il me faut retenir et développer à présent.

2. Le capital social comme capital total

Je commencerai par préciser le concept de totalité dans ses déterminations générales, afin d'ordonner selon elles l'exposé du concept de capital social.

2.1. Par totalité, on entend habituellement une unité globale se formant à partir de l'organisation des interrelations entre une multiplicité d'éléments ou de parties⁹. Cette définition préliminaire fait immédiatement ressortir la complexité de la catégorie de totalité, qui articule au moins *trois niveaux* d'analyse et de réalité: le niveau des interrelations entre les parties, celui de l'organisation de ces interrelations en une unité globale, celui enfin de cette unité globale elle-même. Reprenons-les séparément.

La première condition d'existence d'une totalité est la formation d'un *réseau d'interrelations* entre une multiplicité, qui est aussi le plus souvent une diversité, d'éléments qui vont constituer ce qu'on nomme habituellement les parties du tout. Qui dit totalité dit avant tout interrelations, interactions, interdépendance des parties entre elles au sein du tout: nulle partie ne peut se concevoir en dehors des rapports, généralement complexes (ils peuvent aller de la simple différence à l'antagonisme le plus violent) qui la lient à toutes les autres parties, ainsi qu'à l'unité globale.

Mais un simple réseau d'interrelations entre une multiplicité et une diversité d'éléments ne constitue pas encore une totalité. Pour

9. Cette définition, comme les développements qui vont en être proposés, sont inspirés d'Edgar Morin, *La Méthode*, tome I, Le Seuil, 1977, pages 94 à 151. Je reprends ici l'exposé du concept de totalité figurant dans cette œuvre, en dépit des réserves et des critiques que m'inspire la théorie des systèmes dont il procède, qui n'est en définitive qu'une machine de guerre contre la dialectique, une manière de mettre le « *travail du négatif* » (les contradictions et les mouvements dialectiques) au service de la positivité (de la reproduction du système).

qu'on puisse parler de totalité, il faut que ce réseau d'interrelations donne naissance à un « être » distinct des éléments ainsi médiatisés, à une entité stable qui les dépasse et les englobe, en somme qu'il fasse émerger *une unité globale* dont les qualités et les propriétés doivent être irréductibles à celles des parties. Ce n'est qu'à cette condition que le tout est, selon la formule consacrée, plus et autre chose que la simple somme de ses parties : alors émergent au niveau de l'unité globale des qualités et des propriétés inconnues au niveau des parties prises isolément. Toute totalité se caractérise donc par un gain qualitatif au niveau de son unité globale, dont peuvent cependant bénéficier les parties elles-mêmes : les qualités ou propriétés qui émergent au niveau de l'unité globale peuvent en effet se transmettre, par rétroaction, aux parties composantes. Ainsi non seulement le tout est autre chose que la somme de ses parties, mais chaque partie elle-même est, dans et par le tout, autre chose que ce qu'elle serait en dehors du tout (à supposer qu'elle puisse exister en dehors du tout) : elle acquiert dans et par le tout des qualités ou propriétés inexistantes ou simplement potentielles en dehors du tout.

Comment s'explique cependant l'émergence de cette unité globale aux qualités et propriétés originales sur la base du réseau d'interrelations médiatisant les parties ? Cette énigme trouve sa solution dans l'existence d'un niveau intermédiaire entre l'unité globale et ses parties composantes en interaction : le niveau de *l'organisation* des interrelations précisément. Parce que médiateur entre le « haut » et le « bas » de la totalité, entre l'unité globale et la multiplicité des parties, entre l'identité du tout et la diversité de ses composants, l'organisation est l'aspect essentiel de la totalité. Il n'y a de totalité que là où il y a organisation, c'est-à-dire agencement des relations entre les éléments faisant émerger une unité complexe, dotée de qualités inconnues au niveau des parties. L'organisation agence les relations entre les éléments et produit ainsi l'émergence d'une unité globale originale. La totalité est fondamentalement un produit d'organisation : c'est l'organisation qui la fait naître et qui la fait durer, c'est elle qui produit les qualités et propriétés émergeant au niveau de l'unité globale et lui conférant son individualité, c'est sa destruction ou dissolution qui la fait inversement disparaître.

Mais en quoi consiste l'action organisatrice, mieux même : autoorganisatrice, d'une totalité ? Elle *régularise* les interrelations, c'est-à-dire les soumet, selon le cas, à des règles, règlements, régularités, ré-

gulations, lois, déterminismes, etc. Par là même, elle les *stabilise*, c'est-à-dire maintient le réseau des relations qui constitue la «base» de la totalité, elle les préserve donc des inévitables perturbations d'origine externe ou interne. Il s'agit en définitive toujours d'établir des rapports de *compatibilité* et de *complémentarité* entre les parties ainsi qu'entre les parties et le tout (l'unité globale). L'organisation doit amener l'ensemble des parties à concourir et à coopérer à un même but : la production et la reproduction de l'unité globale. Cela implique évidemment que l'organisation développe *des contraintes* à l'égard des parties, pour les forcer à se soumettre à l'ordre et à l'unité du tout. Pas d'organisation, donc pas de totalité, sans contraintes du tout sur les parties. Or ces contraintes, inévitablement, répriment, inhibent, virtualisent, font disparaître certaines des qualités ou propriétés des parties. La rétroaction du tout sur les parties n'a donc pas que des effets positifs sur ces dernières : si une partie peut être plus qu'elle-même dans et par le tout, elle peut aussi être moins qu'elle-même dans et par le tout, du fait des contraintes organisationnelles qui pèsent sur elle. Et, par conséquent, si le tout est *plus* que la somme de ses parties, il est aussi toujours *moins* que la somme de ses parties : l'émergence de l'unité globale constitutive du tout s'accompagne aussi d'une perte qualitative au niveau des parties.

L'organisation des complémentarités entre parties ainsi qu'entre parties et tout ne va donc pas sans contraintes (répression, inhibition) portant sur certaines propriétés des parties qui disparaissent ou sont virtualisées (transformées en virtualités), propriétés dont l'actualisation présenterait un danger de désorganisation voire de destruction pour la totalité. Autrement dit, l'établissement des complémentarités organisationnelles développe des antagonismes potentiels à l'intérieur de la totalité. De ce fait, toute organisation recèle et suscite même des facteurs de désorganisation. Celle-ci n'est pas d'abord ou du moins pas seulement l'œuvre de facteurs externes à la totalité, elle est aussi la conséquence des antagonismes que développent les contraintes organisationnelles de la totalité elle-même, donc l'œuvre de sa propre organisation.

C'est dire que l'organisation n'est pas un état atteint une fois pour toutes par la totalité mais un processus incessant. Le tout ne se maintient que par une réorganisation permanente annihilant mais aussi intégrant les facteurs constants de désorganisation. L'organisation d'une totalité est le résultat, toujours fragile et provi-

soire, d'une dialectique de désorganisation et de réorganisation permanentes. Car, si les antagonismes développés par les contraintes organisationnelles peuvent être facteurs de désorganisation et donc de crise de la totalité, ils peuvent aussi être facteurs de réorganisation, donc de restabilisation, de rétablissement de la totalité. La réorganisation, rendue nécessaire par les processus de désorganisation, opère en effet, le plus souvent, en jouant sur les contradictions internes à la totalité : en opposant une action antagoniste à l'action désorganisatrice, en actualisant une potentialité contradictoire de celle dont la réalisation a été facteur de désorganisation. « *La régulation dans son ensemble peut être conçue comme un couplage d'antagonismes où l'activation d'un potentiel anti-organisationnel déclenche son antagoniste, lequel se résorbe lorsque l'action anti-organisationnelle se résorbe.* »¹⁰ Nous avons là, brièvement défini, le processus de *réaction négative* (« *feed back* » négatif) qui assure la réorganisation permanente, en définitive la stabilité, de totalités soumises à l'action négatrice de leurs contradictions internes.

Ainsi l'ensemble des virtualités déterminées par les contraintes que l'organisation de la complémentarité fait peser sur les parties constitue à la fois un potentiel de désorganisation et un potentiel de réorganisation de la totalité. Par conséquent, plus l'organisation d'une totalité est complexe, plus nombreuses et riches sont ses virtualités internes. Et si, en un sens, plus grand est alors le risque de désorganisation et de crise au sein de cette totalité, plus grande est aussi, dans ce cas, la possibilité pour cette totalité de surmonter ses crises, voire d'en tirer profit pour se réorganiser et se transformer.

2.2. L'exposé précédent des principales déterminations du concept de totalité peut servir de canevas à celui du concept de capital social. On retrouve en particulier au sein du second les trois niveaux caractéristiques du premier.

En premier lieu, le capital social peut se définir comme le résultat du procès d'ensemble de la production capitaliste, de son procès immédiat de reproduction, comme son *unité globale*. A ce titre, il présente des qualités et propriétés originales, au premier rang desquelles sa capacité à produire certaines des conditions immédiates de sa reproduction comme valeur en procès, ainsi que nous l'avons vu tout

10. *La Méthode, op. cit.*, page 120.

au long des chapitres précédents. A cette capacité se rattachent les principales caractéristiques du procès d'ensemble de la production capitaliste: *sa continuité*, qui n'est autre que celle du cycle du capital total; *sa croissance*, qui n'est autre que l'effet de l'accumulation du capital social; enfin *son développement*, la transformation incessante de ses conditions pour assurer l'augmentation de la productivité du travail social et l'accélération de la vitesse de rotation du capital, ce qui correspond aux modifications des rapports constitutifs du capital productif (rapport du capital constant au capital variable, rapport du capital fixe au capital circulant).

Certes ces qualités ou propriétés du capital social: continuité, croissance, développement, en un mot: capacité du capital social de se reproduire sur une échelle progressive en modifiant ses proportions constitutives, se retrouvent aussi au niveau des capitaux individuels. Mais, ainsi que nous l'avons vu dans les chapitres précédents, ces qualités et propriétés n'appartiennent pas à ces capitaux pris isolément, mais seulement en tant qu'ils sont des parties composantes du capital social. Seul le capital social peut, par exemple, assurer la continuité de la production capitaliste (cependant entrecoupée de récessions et de crises) et, par conséquent, sous certaines conditions, celle des cycles des différents capitaux individuels, tout en condamnant constamment certains d'entre eux à disparaître. De même, seul le capital social peut assurer le développement de la production capitaliste, par exemple l'augmentation de la productivité moyenne du travail social, condition d'une valorisation intensive des capitaux singuliers et base des révolutions permanentes des rapports de valeur dans le cours de leur cycle. Autrement dit, les précédentes qualités ou propriétés de la production capitaliste doivent être considérées comme des produits de synthèse, comme des émergences au niveau du tout (le capital social) rétroagissant sur les parties (les capitaux individuels) et dont celles-ci ne sont pourvues qu'à ce titre.

La formation et le maintien de cette unité globale, le capital social, avec ses qualités et propriétés émergentes, sont suspendus, en second lieu, à une stricte *organisation* des rapports entre ses parties composantes, les capitaux individuels. Seule cette organisation garantit la reproduction du capital social en soumettant la production capitaliste à un ensemble de *lois*: de déterminations générales de caractère tendanciel, assurant sa régulation. Ainsi l'unité du procès capitaliste de production suppose la réalisation de la loi de la valeur,

aussi bien en tant que loi régissant la répartition des forces productives de la société entre les différentes branches de la production sociale, en tant que loi gouvernant la division sociale du travail en relation avec le système social des besoins; qu'en tant que loi régissant la dépense de travail (mort et vivant) dans chaque branche de production et, en définitive, dans chaque unité de production. De même, la continuité de la production capitaliste mais aussi sa croissance impliquent, comme nous l'avons vu, une loi de proportionnalité entre les éléments de valeur composant le capital global des deux sections productives fondamentales, par conséquent entre la grandeur du capital engagé et dépensé dans chacune de ces deux sections à chaque période de production, ainsi qu'entre la composition organique moyenne et le taux d'accumulation dans chaque section, contraignant de ce fait dans des bornes étroites les mouvements de croissance ou de décroissance des capitaux individuels à l'intérieur de chaque section, de même que leurs déplacements d'une section à l'autre. Quant au développement de la production capitaliste, il implique une loi de formation d'un taux de profit général, permettant la péréquation de la plus-value globale entre l'ensemble des capitaux singuliers, marquant ainsi leur dépendance à l'égard des exigences de reproduction du capital social mais leur garantissant, inversement, une valorisation indépendante des conditions particulières de production et de circulation dans lesquelles ils opèrent.

C'est donc dans ce cadre organisationnel que s'agencent, en troisième lieu, les rapports entre les multiples capitaux individuels, *les interrelations* ou *interactions* entre les parties du capital social. La complexité de ces interactions est l'expression même des différentes exigences du capital social à l'égard des capitaux individuels dans leurs rapports réciproques, exigences qui s'imposent par l'intermédiaire des contraintes organisationnelles précédemment évoquées. Aux exigences de continuité et de croissance de la production capitaliste dans son ensemble répond la nécessaire *complémentarité* des capitaux individuels dans leurs rapports d'échange, où chacun se présente alternativement dans les fonctions d'achat et de vente. De ce point de vue, le mouvement de chaque capital singulier conditionne le mouvement de tous les autres et est conditionné réciproquement par eux.

Au contraire, le développement de la production capitaliste exige à la fois *la concurrence* entre les capitaux individuels et *leur centralisa-*

tion, donc en définitive une certaine autonomie des capitaux singuliers les uns à l'égard des autres et même relativement au capital social. Seule, en effet, comme nous l'avons vu, la concurrence entre les capitaux, leur répulsion réciproque, est en mesure d'assurer tout à la fois la réalisation de la loi de la valeur, l'augmentation de la productivité moyenne du travail et l'égalisation des taux de profit, la péréquation de la plus-value globale: c'est donc le capital social qui fixe les enjeux de la lutte concurrentielle entre les capitaux individuels. Quant à leur centralisation, à leur attraction réciproque, à la fusion que réalisent la concurrence et le crédit, elle est elle aussi commandée par les exigences du développement de la production capitaliste: elle seule permet aux capitaux singuliers d'acquérir un volume approprié à la socialisation du procès de travail, partant au développement quantitatif et qualitatif des forces productives de la société.

Ainsi les principaux aspects, éléments et moments du procès de reproduction du capital, dégagés au cours des chapitres précédents, peuvent méthodiquement s'ordonner selon les déterminations du concept de capital social compris comme totalité des capitaux individuels. Cela signifie clairement que le capital social est *l'unité* de ce procès de reproduction immédiat. Nous en aurons encore la confirmation au cours de la partie suivante de l'ouvrage, lorsque nous étudierons la dialectique de ce procès, c'est-à-dire les contradictions à travers lesquelles il se développe, qui tout à la fois compromettent cette unité et lui permettent de se rétablir. La compréhension du caractère de totalité du capital social, au regard des multiples capitaux individuels, y trouvera l'occasion de s'approfondir.

Ce qui en a été dit plus haut est cependant déjà suffisant pour relever les rapports étroits existant entre les concepts de *totalité* et de *reproduction*: entre le concept de capital social compris comme capital total et la thématique et la problématique de la reproduction du capital. Ce sont les développements des chapitres précédents, consacrés à cette thématique et problématique, qui nous ont conduits à nous demander comment le capital social se reproduit dans, par mais aussi contre les mouvements des capitaux singuliers, autrement dit comment le capital social parvient à se réaliser comme capital total, comme totalité des capitaux singuliers. Inversement, ainsi que nous venons de le voir, le concept de totalité conduit inévitablement à la question de la reproduction, à se demander comment le tout se maintient (maintient son unité et son ordre interne) en dépit de la

multiplicité des parties, des différences, des contradictions et conflits entre elles, qu'il suscite pour une part lui-même ; et, par conséquent, la compréhension du capital social comme capital total conduit nécessairement à la question de la reproduction du capital. En ce sens, la quasi absence d'élaboration du concept de capital social par Marx (plus largement la tradition marxiste) est un indice supplémentaire du défaut relatif d'élaboration du concept de reproduction du capital et de la problématique afférente.

3. Le capital social comme réalisation du concept de capital

En tant qu'unité du procès de reproduction du capital, détermination synthétique de ce procès, le capital social réalise, concrétise sur le plan social les déterminations générales et abstraites du concept de capital. En particulier, c'est à son niveau que prennent pleinement contenu et sens les trois définitions de ce concept qui m'ont fourni mon point de départ, qui ont été exposées dans la première partie de cet ouvrage. C'est donc le moment de revenir sur chacune d'elles à la lumière des développements antérieurs.

3.1. Et tout d'abord, c'est sous la forme du capital social que le capital se réalise véritablement comme *rapport social de production*.

Nous avons vu que ce rapport repose sur l'expropriation des producteurs directs des moyens de production. Il suppose donc l'appropriation privative, au niveau de la société prise dans son ensemble, de la plus grande part de ces moyens, et notamment des moyens sociaux de production, de ceux qui ne peuvent être mis en œuvre que par du travail social, du travail associé, par la coopération immédiate d'un grand nombre de producteurs directs. Or cette appropriation est précisément ce qui définit le capital social : celui-ci n'est en un sens que *la monopolisation*, à l'échelle de la société tout entière, par une classe sociale, des moyens sociaux de production. Œuvre séculaire en même temps que résultat sans cesse renouvelé, étendu et approfondi de la reproduction élargie du capital, comme nous l'avons vu, cette expropriation est le processus qui met à la disposition de chaque capital singulier, de chaque capitaliste individuel, sous la forme du salariat, la force de travail des travailleurs « libres », privés de toute autre possibilité de s'approprier moyens de production et moyens de consommation, donc de toute autre possibilité de se reproduire comme pro-

ducteurs et, plus largement, comme membres de la société, que de mettre en vente le seul bien, la seule marchandise qui reste à leur disposition, leur force de travail précisément.

C'est donc aussi sous la forme du capital social que se réalisent les différentes dimensions de ce rapport de production qu'est le capital. A commencer par sa dimension d'*exploitation*. Non seulement en ce sens que, comme je viens de le rappeler, les conditions de possibilité de l'exploitation capitaliste, de l'extorsion d'un travail non payé sous forme de plus-value, ne sont assurées qu'au niveau du capital social; mais encore en ce sens plus fondamental que le processus même de l'exploitation capitaliste ne se réalise pas tant au niveau de chaque capital singulier qu'au niveau du capital social dans sa totalité. En effet, comme nous l'avons vu en étudiant le processus de formation du taux de profit moyen, la reproduction du capital social exige en quelque sorte une socialisation de la plus-value, une socialisation de l'exploitation: un partage entre l'ensemble des capitalistes de leur butin commun; si bien que, en définitive, la valorisation de chaque capital singulier n'est pas tant fonction du degré d'exploitation du travail vivant qu'il met directement en œuvre par lui-même, de manière isolée, que fonction du degré d'exploitation de l'ensemble du travail social par l'ensemble du capital social. C'est en définitive bien plus au niveau du capital social qu'au niveau des capitaux singuliers que se réalise le processus de l'exploitation capitaliste.

C'est aussi au niveau du capital social que la dimension de *domination* inhérente au rapport capitaliste de production prend sa forme et son contenu véritables. A ce niveau, en effet, la domination capitaliste se dépouille de toutes les apparences de rapport personnel de dépendance qu'elle peut encore quelquefois revêtir au niveau des capitaux singuliers, surtout dans la phase primitive du mode capitaliste de production (au stade de la domination seulement formelle du capital sur le travail), mais qui peuvent persister ultérieurement au sein des petits capitaux. Elle apparaît dans sa forme impersonnelle et adéquate de domination de la valeur sur le principe producteur de valeur, de domination du travail mort (accumulé) sur le travail vivant (la force de travail), dont les agents du procès de production et les principales classes de la société ne sont, dès lors, plus que des personifications: le capitaliste personnifiant le travail mort et le salarié le travail vivant. Du même coup, elle y prend sa signification propre,

celle d'un rapport social de classes, celui qui oppose la classe qui s'est assuré la monopolisation du travail mort à la classe qui incarne le travail vivant, dominé et exploité par le travail mort.

Enfin, c'est au niveau du capital social que la dimension d'*aliénation* du rapport capitaliste de production se réalise et apparaît de même pleinement. A ce niveau, la perte de maîtrise des producteurs sur leurs propres produits se manifeste dans toute son ampleur et toute sa profondeur. La reproduction du capital social n'est en effet que le mouvement des produits du travail social qui, devenus marchandises, argent et capital (sous ses différentes formes), se sont rendus autonomes par rapport aux producteurs, se développent face à eux en un système de rapports réifiés sur lesquels ils n'ont plus prise, qui échappent à leur contrôle et même, dans une large mesure, à leur conscience, dans lequel ils ne reconnaissent plus leur propre œuvre collective, qui semblent vivre de leur vie propre et auxquels ils doivent eux-mêmes en définitive se soumettre, subordonner leurs propres conditions d'existence et leurs propres activités, qui vont jusqu'à commander la possibilité même de leur propre survie.

3.2. Cette autonomisation du travail mort à l'égard du travail vivant, cette inversion qui institue la prévalence du mort sur le vif, cette perversion mortifère qui caractérise le capital social n'est autre que le mouvement même de la valeur en procès. Par conséquent, c'est également sous la forme du capital social que le concept de capital réalise entièrement sa détermination de valeur en procès, de valeur s'autoconservant et s'autoaccroissant, de valeur tendant à l'autonomie.

En premier lieu, chaque capital singulier ne peut se poser et se réaliser comme valeur en procès que sous des conditions dont la production n'est assurée (pour autant qu'elle puisse l'être) qu'au niveau du capital social dans son ensemble. Ainsi ce n'est qu'à ce niveau que se réalise, comme nous venons de le voir, l'expropriation des travailleurs qui les placent sous la dépendance constante du capital (des multiples capitaux singuliers), condition nécessaire pour leur imposer les différentes modalités de la soumission réelle du travail au capital, dont l'enjeu est l'autonomisation du capital productif, du capital en fonction dans le procès de production. De même, ce n'est que par l'entrelacement des mouvements circulatoires des capitaux singuliers et leur subordination aux contraintes des proportionnalités intersec-

tionnelles du capital social que se trouve assurée la reproduction des éléments matériels et personnels (moyens de production et forces de travail) du procès de production de chaque capital singulier, lui permettant de répéter le cycle de ses métamorphoses comme valeur en procès. En un mot, ce n'est qu'en tant que capital social, unité organisée résultant des interrelations entre l'ensemble des capitaux singuliers et rétroagissant sur eux, que la valeur est en mesure d'engendrer certaines des conditions essentielles de son autonomisation, conditions que les capitaux singuliers pris isolément ne pourraient pas assurer par eux-mêmes et dont il ne peuvent bénéficier précisément qu'en tant que parties ou éléments du capital social, fractions de ce dernier promues à l'autonomie, comme le dit Marx.

En deuxième lieu, le capital social est la forme sous laquelle la valeur se rend autonome à l'égard des multiples capitaux singuliers eux-mêmes, donc des multiples conditions particulières de valorisation dans lesquelles elle peut être engagée. Cela apparaît par exemple dans la subordination des échanges entre capitaux singuliers aux conditions de circulation (donc de reproduction) de l'ensemble du capital social (les proportionnalités intersectionnelles) ; ou encore dans la subordination du taux de valorisation des capitaux singuliers (du taux de profit) aux impératifs de reproduction de l'ensemble du capital social. Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'assurer la perpétuation et l'accroissement de la valeur sous la forme du capital social, donc son autonomie en tant qu'abstraction concrète, quitte à compromettre voire à détruire la valeur sous forme de tel ou tel capital singulier ou groupe de capitaux singuliers. Ce que l'analyse du processus des crises capitalistes confirmera encore au cours de la partie suivante.

Le capital social se pose ainsi relativement aux capitaux singuliers dans le même rapport que la monnaie à l'égard des marchandises. D'une part, par la transformation des valeurs des marchandises en leur prix de production, transformation nécessaire à l'établissement d'un taux moyen de profit sans lequel la reproduction élargie (l'accumulation) du capital ne saurait se poursuivre, le capital social se pose en véritable *étalon* des prix des marchandises et, par conséquent, de la valorisation des capitaux singuliers : ce sont ses caractéristiques (composition organique moyenne, vitesse moyenne de rotation) qui fixent le prix des marchandises et non plus leur rapport d'échange (leur valeur d'échange) avec l'or.

D'autre part, le capital social se fait désormais *moyen de circulation* des marchandises, non seulement en ce qu'il détermine qualitativement et quantitativement les échanges entre elles (par l'intermédiaire des proportionnalités intersectionnelles), mais encore par la création de monnaies de crédit (monnaie commerciale et monnaie bancaire), émancipant ainsi la circulation des marchandises (des capitaux-marchandises) des contraintes et limites de la production et de la circulation de la monnaie métallique. Ce qui va exiger mais aussi permettre l'autonomisation des formes fonctionnelles prises par la valeur-capital dans le procès de circulation, donc l'autonomisation d'une partie du capital social sous la forme du capital commercial et du capital bancaire.

Enfin, sur cette base, comme nous l'avons vu, une partie du capital social va pouvoir se poser, à l'égard de l'ensemble des capitaux singuliers, dans une position analogue à celle de l'argent à l'égard de l'ensemble des marchandises, de représentant général de la valeur sous forme du capital. C'est ce qui se produit avec la constitution du *capital financier*, sous sa forme de capital de prêt, capable de s'incarner dans n'importe quelle forme du capital actif (du capital en fonction dans le procès de production ou dans le procès de circulation), capable par conséquent de les médiatiser toutes. Dans cette mesure même, notamment sous sa forme titrisée (sous la forme de titres portant intérêt: obligations, actions, etc.), il va pouvoir supplanter l'argent (l'or) comme véritable incarnation de la valeur, comme matérialisation et personnification de la valeur promue à l'autonomie, c'est-à-dire valeur qui non seulement se conserve mais encore s'accroît en se conservant¹¹.

En troisième et dernier lieu, comme j'ai déjà eu l'occasion de le souligner, sur la base de la constitution du capital social, la valeur va pouvoir tendre à s'autonomiser non plus seulement par rapport aux capitaux singuliers, mais même par rapport à l'ensemble de la production capitaliste. Autrement dit, sur cette base, sous les formes du capital marchand, du capital de prêt et, surtout, du capital fictif, la valeur va chercher à s'émanciper des contraintes et limites de sa for-

11. Et c'est ainsi que, lorsque le processus de dématérialisation de la monnaie est parvenu à bout, l'or s'est trouvé supplanté dans sa fonction de moyen de réserve, d'incarnation de la valeur, par les titres financiers et les devises dans lesquelles ils sont libellés.

me capitaliste elle-même, poussant ainsi jusqu'à ses plus extrêmes conséquences sa propre autonomisation et, avec elle, son abstraction, son détachement du travail social, jusqu'à ne se matérialiser plus que dans des «bouts de papier» (des titres) qui n'ont de valeur (fictive) que pour autant que l'on y prête foi.

3.3. Le capital social fournit enfin à la détermination du capital comme *pouvoir* sa première figure concrète au sein du procès de reproduction.

Pouvoir, le capital social l'est, en premier lieu, à l'égard des multiples *capitaux singuliers* dont il se compose, partant à l'égard des capitalistes qui en sont les propriétaires et/ou les gestionnaires, reproduction analogique du pouvoir de l'argent à l'égard des marchandises singulières et de l'univers marchand en général. Ainsi, c'est le capital social qui fixe le cadre dans lequel vont devoir évoluer les rapports des capitaux entre eux et les mouvements propres à chaque capital : les proportionnalités entre les éléments composants du capital des deux sections productives et les caractéristiques moyennes de l'ensemble du capital social (composition organique moyenne et vitesse moyenne de rotation) viennent régler les uns aussi bien que les autres. Dans ce cadre général, par l'intermédiaire de la concurrence entre eux, le capital social soumet les innombrables capitaux individuels à de puissantes contraintes. Ainsi les entraîne-t-il sur la voie de leur accumulation et d'une hausse continue de leur composition technique et organique. Bien plus, nous verrons dans la partie suivante que la reproduction du capital social peut nécessiter, en période de crise, la destruction de nombreux capitaux singuliers.

Dans ces conditions, l'autonomie dont dispose chaque capitaliste est très limitée et surtout largement illusoire. Elle lui permet essentiellement de faire face à la concurrence des autres capitalistes, concurrence à travers laquelle précisément les différents capitaux individuels réalisent les exigences générales du capital social. L'autonomie dont dispose chaque capital (iste) n'est en définitive que la condition même de sa subordination aux impératifs de la reproduction du capital social ; car, en poursuivant son intérêt particulier, chaque capital (iste) ne fait que travailler, à son insu, à réaliser l'intérêt général du capital social.

Pouvoir, le capital social l'est, en deuxième lieu, à l'égard de l'ensemble du *travail social*, considéré à la fois objectivement (en tant

que force productive globale de la société) et subjectivement (en tant que force sociale). Le capital social est en effet la forme que revêt l'unité de l'acte social de production dans les conditions de la production capitaliste, une forme extérieure, transcendante, aliénée, qui masque sa propre substance (le travail social) pour se poser en réalité autonome: en fétiche. En tant qu'unité de l'acte social de production, c'est le capital social qui dirige et organise la force productive totale de la société: c'est lui qui détermine la composition qualitative et quantitative du produit social global; qui répartit en conséquence les forces productives (forces de travail et moyens de production) entre les différentes branches de la production sociale; qui détermine la part respective du produit social qui sera consommée productivement (accumulée) ou improductivement, mise en réserve ou affectée au fonds de consommation de la population, active ou inactive; qui détermine donc aussi la structure du système social des besoins. Tout ce qui dans un système de production communautaire (en particulier communiste, fondé sur «*la libre association des travailleurs*», pour reprendre la formule de Marx) relèverait de la décision, de l'organisation et du contrôle des travailleurs associés, est présentement soumis aux seules exigences et lois aveugles de la reproduction du capital social.

Mais le travail social se présente aussi sous une forme subjective, en tant que force sociale: il s'agit alors de l'ensemble des producteurs directs dont le travail valorise le capital en lui étant soumis. Face à eux, le capital social représente l'unité de la classe capitaliste: rivaux dans la concurrence, c'est-à-dire pour la répartition du surtravail (de la plus-value) extorqué aux travailleurs salariés, les capitalistes sont bien évidemment solidaires dans la défense des conditions générales de cette exploitation, à commencer par leur monopole sur les moyens sociaux de production. La domination de classe du capital représente donc elle aussi un aspect du capital social comme pouvoir¹².

Le capital social est, en troisième et dernier lieu, pouvoir face à *la société dans son ensemble*. En effet, dans le cours de sa reproduction, le capital social ne s'approprie pas seulement la force productive totale de la société, l'ensemble des puissances du travail social

12. C'est essentiellement en ce sens que Mario Tronti emploie le concept de capital social dans *Ouvriers et capital, op. cit.*

dont il fait sa puissance propre. Ainsi que je l'ai indiqué à différentes reprises dans les chapitres précédents, c'est l'ensemble des aspects, éléments, moments de la *praxis* sociale que le capital social *tend* en définitive à s'approprier, en les subordonnant aux exigences de sa reproduction, pour pouvoir assurer cette dernière. Ainsi, le procès de circulation du capital social implique-t-il la réorganisation de l'espace social dans sa totalité; de même, l'accumulation du capital suppose-t-elle la production et la diffusion dans l'ensemble de la population d'un « mode de vie » (pratiques et représentations) spécifique, modelant l'ensemble des aspects de la vie quotidienne (objets, actes, situations); ou encore, la reproduction de la force sociale de travail, moment de la reproduction du capital social, suppose la production tant d'une structure familiale propre que de multiples appareils d'Etat (scolaires, sanitaires, d'assistance, de surveillance, etc.). C'est en définitive l'ensemble des formes et structures sociales, matérielles, institutionnelles autant que symboliques, que le capital social doit en définitive s'approprier: s'assujettir en les transformant pour les rendre adéquates à son propre mouvement reproductif¹³.

Ainsi se confirme le lien étroit existant entre les concepts de totalité et de reproduction. L'élaboration de la thématique et de la problématique de la reproduction suppose non seulement que le capital lui-même soit compris comme capital total, totalité des capitaux singuliers, mais encore que soit élaborée l'analyse de la subordination de la totalité sociale au capital et à son procès de reproduction: que soient saisis les rapports entre tout et parties tant à l'extérieur qu'à l'intérieur du capital.

Cependant ces deux derniers aspects du capital social compris comme pouvoir: l'appropriation par le capital des conditions sociales générales de sa reproduction et la domination de classe du capital, débordent de loin le seul procès de reproduction immédiat du capital, le seul mouvement de la valeur en procès. Cela confirme deux intuitions dégagées au fil de multiples développements antérieurs et qu'il faudra développer et approfondir ultérieurement:

¹³ C'est sur cet aspect du pouvoir du capital social qu'Antonio Negri a mis, pour sa part, l'accent dans son commentaire des *Grundrisse*. Pour lui, le capital social, c'est le capital s'appropriant la société. Cf. *Marx au delà de Marx*, traduction française, Christian Bourgois, 1979, notamment pages 202-206 et pages 216-222.

– le mouvement de la valeur en procès n'est pas le tout de la reproduction du capital, il n'en est qu'un moment (plus précisément un niveau), il ne constitue que le procès de reproduction *immédiat* du capital et non pas son procès *global* de reproduction ;

– la définition du capital comme *pouvoir* déborde précisément ce seul moment (niveau) et occupe une position médiatrice entre ce moment du procès global de reproduction et les autres moments, dont les développements précédents n'ont fait jusqu'à présent qu'esquisser les contours.

Notons pour conclure que le caractère de pouvoir du capital social devient de plus en plus manifeste au fur et à mesure où progressent la concentration et la centralisation du capital, où apparaissent par conséquent *les formes socialisées* du capital ; ce qui confirme au passage le lien entre le concept de capital comme pouvoir et celui de socialisation de la production capitaliste. Les capitaux par actions, les trusts et cartels, les capitaux d'Etat, aujourd'hui les holdings financiers et les capitaux transnationaux apparaissent directement comme des structures de pouvoir au sein non seulement de l'économie mais de la société plus généralement : « *Nous avons vu que l'accumulation croissante du capital implique l'accroissement de sa concentration. C'est ainsi que s'accroît la puissance du capital, celle des conditions de production rendues autonomes et incarnées par les capitalistes, vis-à-vis des producteurs réels. Le capital apparaît de plus en plus comme un pouvoir social dont le capitaliste est l'agent.* »¹⁴

14. *Le Capital*, III, 1, page 276.

Partie V

LES CONTRADICTIONS ET LES CRISES DU PROCÈS DE REPRODUCTION IMMÉDIAT DU CAPITAL

Dans les trois parties précédentes, l'analyse du procès de reproduction immédiat du capital a unilatéralement mis l'accent sur sa cohérence interne, en mettant volontairement entre parenthèses les contradictions qui l'affectent, en présupposant que ce procès est en mesure de surmonter ses contradictions sinon de les résoudre. Ce faisant, je me suis conformé à l'intention principale des développements que Marx a consacrés à la reproduction du capital: mettre en évidence la capacité du capital de produire par lui-même les conditions de sa production et de sa reproduction, tout en en marquant les limites; souligner par conséquent l'autonomie relative, donc la cohérence et la suffisance partielles, du mouvement du capital comme valeur en procès.

Le moment est venu, au contraire, d'analyser ces contradictions, dont certains des développements antérieurs ont déjà signalé l'existence; mais aussi de comprendre comment et dans quelle mesure ces contradictions trouvent (ou non) leur solution, notamment dans les crises périodiques de la production capitaliste; autrement dit, en quoi ces crises sont elles-mêmes des moments du procès de reproduction du capital, tout en le confrontant à ses limites et en ouvrant la perspective de son dépassement.

J'ordonnerai l'exposé de ces contradictions selon les trois dimensions du concept de capital que j'ai initialement distinguées: la socialisation de la production, l'autonomisation de la valeur et l'expropriation des producteurs, qui trouveront là l'occasion d'illustrer une nouvelle fois leur pertinence. L'ordre même adopté pour l'exposé de ces contradictions n'est pas fortuit. Je montrerai en effet que Marx hiérarchise strictement les trois jeux successifs de contradictions de la socialisation, de l'autonomisation et de l'expropriation, chacun englobant le précédent en le surdéterminant, son analyse permettant mais obligeant aussi du même coup à reprendre en partie, pour les développer et les approfondir, les contradictions précédemment analysées.

Chapitre XV

LES CONTRADICTIONS DE LA SOCIALISATION DE LA PRODUCTION

Commençons par la contradiction interne à la socialisation capitaliste de la production, dimension essentielle du procès de reproduction immédiat du capital, puisqu'elle renvoie à la définition de ce dernier comme pouvoir. Cette contradiction peut se formuler dans les termes généraux suivants: il y a contradiction entre le caractère *social* grandissant du procès de production et de reproduction du capital et le caractère *privé* persistant des formes d'appropriation des moyens de production et du produit social auxquelles ce système de production marchande donne lieu et reste lié. Cette contradiction se manifeste sous des formes diverses dont je retiendrai ici les trois suivantes¹.

1. Dans la troisième partie de *Socialisme utopique et socialisme scientifique*, Engels tente de réduire toute la dialectique de la production capitaliste à cette seule contradiction, en ramenant à elle aussi bien les contradictions de la valorisation du capital que l'antagonisme de classes qui se développe dans le cadre du capital comme rapport social de production. Contre cette perspective, j'espère montrer dans cette partie de mon étude que la contradiction de la socialisation capitaliste de la production n'est ni la seule ni la plus importante de celles auxquelles le procès de reproduction du capital est condamné.

1. Au niveau de chaque capital singulier

Nous avons vu que, révolutionnant en cela l'ensemble des forces productives accumulées au sein des modes de production antérieurs, la production capitaliste repose sur une socialisation sans cesse plus poussée du procès de travail. Celle-ci n'aboutit pas seulement à substituer un travailleur collectif au travailleur individuel en tant que sujet du procès de travail. Elle se traduit aussi et même surtout par la mise en œuvre de moyens sociaux de travail : le système automatique de machines, dans lequel tend à se matérialiser le capital productif, résulte directement du développement de forces sociales de production, notamment celles qui naissent de la coopération simple, de la division manufacturière du travail et de la science, considérée comme moment du développement intellectuel général de l'humanité. Dans le procès de production immédiat du capital, force de travail et moyens de travail revêtent donc immédiatement un caractère social. Tandis que, simultanément et contradictoirement, l'ensemble des éléments vivants et morts de ce procès social de travail ne deviennent capital que sous la forme de leur appropriation par des capitalistes individuels, qui se rapportent à eux ainsi qu'à leurs produits comme à leur propriété privée.

Ainsi le caractère social du contenu du capital, des forces productives qu'il met en œuvre, entre-t-il directement en contradiction avec le caractère privé de la forme d'appropriation de ces mêmes éléments du procès de production qu'impose le capital : *« Par rapport à la population, l'énorme force productive, qui se développe dans le cadre du mode de production capitaliste, et l'accroissement des valeurs-capital (pas seulement de leur substrat matériel), même s'il n'a pas lieu dans la même proportion, qui augmentent bien plus vite que la population, entrent en contradiction avec la base au profit de laquelle s'exerce cette énorme force productive et qui, relativement à l'accroissement de richesse, s'amenuise de plus en plus, et avec les conditions de mise en valeur de ce capital qui s'enfle sans cesse. D'où les crises. »*²

Cette contradiction est destinée à s'approfondir au rythme de la croissance et du développement de chaque capital, c'est-à-dire précisément au rythme de la socialisation du procès de travail sur la base duquel il se valorise. Passé un certain seuil, elle devient un obstacle à

2. *Le Capital*, III, 1, page 278.

la croissance et au développement ultérieurs du capital considéré. En effet, la masse du capital à avancer pour élargir l'échelle de la production ou pour en révolutionner le mode (par l'introduction de nouvelles techniques ou de nouvelles machines) excède la part de richesse sociale dont un capitaliste seul peut disposer, que ce soit sous forme de la reconversion du profit dégagé par son propre capital en capital additionnel ou sous celle de sa fortune personnelle.

Bien plus, cette contradiction entre *socialisation* et *privatisation*, entre la socialisation grandissante des forces productives et leur appropriation privative persistante, est destinée à s'approfondir au rythme de la croissance et du développement de la production capitaliste dans son ensemble. En effet, au fur et à mesure où s'accumule le capital et où s'accroît la composition organique moyenne du capital dans chaque branche de production, le minimum de capital à avancer pour créer une nouvelle entreprise (un nouveau capital industriel ou marchand), assurée de pouvoir faire face à la concurrence des capitaux déjà en fonction, tend à croître et, au-delà d'un certain seuil, il dépasse nécessairement ce dont un individu (ou même un groupe familial) peut disposer comme capital-argent latent. Ainsi cette contradiction constitue à terme un frein au développement du capital social, voire un obstacle à sa reproduction.

A l'intérieur même de la production capitaliste, elle trouve cependant une solution partielle par l'intermédiaire du *système du crédit*. En effet, comme nous l'avons déjà vu, que ce soit sous la forme directe du capital de prêt (crédit bancaire, émission d'obligations) ou sous celle du capital d'association (capital par actions), le système de crédit met à la disposition des capitalistes individuels l'ensemble du capital-argent latent de la société (et plus largement l'ensemble des réserves monétaires, de l'argent épargné et thésaurisé), il le socialise en quelque sorte, en même temps qu'il lui permet de ne pas rester en jachère, fixé sous sa forme stérile d'argent, de simple capital potentiel. Sans le système du crédit, bon nombre d'entreprises industrielles n'auraient jamais pu revêtir une forme capitaliste, du fait des gigantesques moyens de production qu'elles requièrent et de la masse colossale du capital (notamment fixe) qu'il faut par conséquent avancer pour les mettre en œuvre. Il en est ainsi notamment pour bon nombre d'entreprises opérant dans la section I (la production de moyens de production), par exemple dans les industries extractives (les mines), la sidérurgie, les industries chimiques, les travaux pu-

blics, la construction des voies de communication et le développement des moyens de transport, etc. Selon Marx, le système de crédit autorise ainsi une « *extension énorme de la production et [des] entreprises qui auraient été impossibles à des capitaux isolés. En même temps, des entreprises qui étaient jadis gouvernementales, se constituent en sociétés [par actions]* »³. Sous cette forme, la valeur-capital surmonte les obstacles posés à la poursuite de sa reproduction élargie par sa propre valeur d'usage (le capital productif, notamment dans sa composante fixe), autrement dit par le niveau de croissance et de développement atteint par les forces productives qu'il développe lui-même ; et, dans cette mesure même, il s'autonomise un peu plus à l'égard des conditions de production qu'il s'approprie.

Si le système de crédit, et notamment la société par actions qu'il rend possible, permet de résoudre partiellement la contradiction précédente, c'est que précisément il développe une forme d'appropriation privative des moyens de production compatible avec le caractère social de ces derniers. De cette manière, le capital acquiert la forme sociale (juridique) qui correspond à son contenu matériel (économique), c'est-à-dire au caractère socialisé des forces productives et du procès de production qu'il met en œuvre : « *Le capital, qui repose, par définition, sur le mode de production sociale et présuppose une concentration sociale de moyens de production et de forces de travail, revêt ici directement la forme de capital social (capital d'individus associés) par opposition au capital privé ; ses entreprises se présentent donc comme des entreprises sociales par opposition aux entreprises privées.* »⁴ Autrement dit, dans la société par actions, la propriété du capital tend à prendre la forme de propriété sociale ; la société par actions est la reconnaissance du caractère social des forces productives mises en œuvre par le capital, dans les limites cependant imposées par l'appropriation privative de celles-ci sous forme du capital : « *C'est la suppression du capital en tant que propriété privée à l'intérieur des limites du mode de production capitaliste lui-même.* »⁵

Autant dire que la contradiction qui nous intéresse ici ne se trouve pas abolie par le développement de cette forme de socialisation du capital. Bien au contraire, elle tend même à s'approfondir. En pre-

3. *Le Capital*, III, 2, page 102.

4. *Ibid.*

5. *Ibid.*

mier lieu, cette forme de socialisation du capital implique une séparation et une opposition grandissantes entre, d'une part, la propriété formelle de chaque capital, désormais éparpillée entre une myriade d'actionnaires; et, d'autre part, les fonctions capitalistes de direction et de gestion de la reproduction de ce même capital, confiées à une poignée de *managers* (directeurs, gestionnaires) qui tendent à se comporter en véritables « fonctionnaires » du capital et de son accumulation. Car, non seulement ces derniers peuvent ne pas être eux-mêmes propriétaires du capital qu'ils mettent en valeur (ils peuvent à la limite n'être que de simples salariés), tout en étant les possesseurs (ceux qui mettent en œuvre les moyens de production et de circulation du capital); mais encore des conflits peuvent les opposer aux propriétaires du capital, la logique technocratique des premiers cherchant à s'émanciper des limites et contraintes qu'imposent les intérêts strictement patrimoniaux des seconds, sans toujours y parvenir.

En second lieu, le développement de cette forme socialisée du capital va de pair avec un processus de concentration et de centralisation accrues du capital, dont elle est à la fois le moyen et le résultat. En effet, si le système du crédit permet d'élaborer cette forme socialisée du capital qu'est le capital par actions, il tend également à concentrer et à centraliser entre un nombre de mains de plus en plus restreint des masses de plus en plus considérables de forces productives sociales: moyens *sociaux* de production, force *sociale* de travail et produit *social* deviennent sinon la possession réelle du moins la propriété formelle d'un nombre de plus en plus restreint d'*individus*. Car, « *comme la propriété existe ici sous forme d'actions, son mouvement et sa transmission deviennent le simple résultat du jeu de la bourse, où les petits poissons sont avalés par les requins et les moutons par les loups de la bourse. Dans le système des actions existe déjà l'opposition à l'ancienne forme, dans laquelle le moyen social de production apparaît comme propriété privée; mais la transformation en actions reste elle-même encore prisonnière des lisières capitalistes; au lieu de surmonter la contradiction entre le caractère social des richesses et la richesse privée, elle ne fait que l'élaborer et la développer en lui donnant un nouvel aspect.* »⁶

C'est dire aussi que, sous la forme du capital d'association, la socialisation du capital s'accompagne d'un processus d'expropriation tendancielle des capitalistes eux-mêmes. Le processus d'expropriation

6. *Id.*, page 105.

inhérent au capital se trouve dès lors poussé à ses plus extrêmes conséquences : « *Le point de départ du mode de production capitaliste est justement cette expropriation. Son but est de la réaliser et, en dernière instance, d'exproprier tous les individus de tous les moyens de production, lesquels, la production sociale se développant, cessent d'être moyens et produits de la production privée et se bornent à être moyens de production entre les mains des producteurs associés, donc peuvent être leur propriété sociale, tout comme ils sont leur produit social. Mais, à l'intérieur du système capitaliste lui-même, cette expropriation se présente sous une forme contradictoire en tant qu'appropriation par quelques-uns de la propriété sociale.* »⁷ Sous cette forme, d'un côté ceux qui dirigent le procès de production peuvent se trouver séparés de toute propriété du capital (des moyens de production) ; tandis que, de l'autre côté, la propriété elle-même du capital tend à se concentrer et à se centraliser, par les opérations qu'autorisent les marchés financiers (fusions, OPA ou OPE, amicales ou hostiles) en un nombre sans cesse plus limité d'organismes financiers (holdings, fonds d'investissement, etc.) anonymes.

Ce double caractère du capital par actions, à la fois solution partielle de la contradiction entre la socialisation des forces productives et leur appropriation privative sous forme du capital, et exacerbation de cette même contradiction, se retrouve évidemment dans les formes socialisées supérieures du capital auxquelles le capital par actions donne lui-même naissance : trusts et cartels, oligopoles et monopoles, enfin capital d'Etat. Dans cette dernière forme, la plus haute que puisse atteindre le capital socialisé, la contradiction précédente prend un tour explosif. En devenant propriété de l'Etat, qui est le représentant officiel de toute la société, les forces productives appropriées par le capital se voient reconnaître formellement (juridiquement) leur caractère social, leur caractère de produit du travail social et de propriété de la société. Simultanément, cependant, elles restent réellement séparées de la société elle-même, placées en dehors et au-dessus du contrôle des producteurs associés : l'Etat se dresse désormais comme l'ultime obstacle entre eux et leur œuvre collective et, sous la forme du capital d'Etat, la séparation entre force de travail et moyens de production, constitutive du capital, coïncide avec celle entre l'Etat et la société civile. Si l'étatisation du capital est la forme

7. *Ibid.*

suprême de sa socialisation, c'est aussi la forme extrême sous laquelle se pose la contradiction entre la socialisation des forces productives et leur appropriation privative sous forme du capital. Elle implique de supprimer la médiation étatique pour instaurer l'appropriation directe par les producteurs associés de leurs moyens sociaux de production.

2. Au niveau de la concurrence entre capitaux singuliers

La contradiction entre socialisation et privatisation se manifeste, en deuxième lieu, dans les rapports qu'entretiennent les multiples capitaux individuels entre eux : dans *la concurrence* qui les dresse les uns contre les autres.

Un capital ne peut se valoriser que dans la mesure où ses produits (ses marchandises) ne recèlent que du *travail social*, sous la forme de la dépense d'une force de travail socialement utile, de qualité générale, et d'intensité et de productivité sociale moyennes. Mais, simultanément, l'appropriation privative des moyens de production et des produits du travail sur laquelle repose la production capitaliste, ne permet à chaque capital de ne s'approprier que du *travail privé*, une dépense d'une force de travail sous une forme particulière et d'une intensité et d'une productivité déterminées, qui ne coïncident qu'exceptionnellement avec la moyenne sociale. Autrement dit, il y a contradiction entre l'exigence d'*homogénéisation* (unification et d'uniformisation) du travail social qu'implique la valorisation du capital et la *fragmentation* que lui impose l'appropriation privative des moyens de production et du produit du travail qu'impose le capital.

Cette contradiction n'est pas propre à la production capitaliste, elle caractérise plus largement toute production marchande, c'est-à-dire toute production sociale fondée sur la propriété privée des moyens de production, comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler. Elle pointe donc déjà au sein de la production marchande simple, mais elle y prend un tour moins violent qu'au sein de la production capitaliste. L'appropriation privative des moyens de production rend en effet aléatoire le destin de tout capital individuel : aucun ne pourra jamais être assuré de vendre ses marchandises à un prix qui lui permettra de se valoriser ou même seulement de se reproduire en tant que capital, autrement dit de faire reconnaître la dépense de travail

privé contenue en elles comme une dépense de travail social. C'est précisément l'enjeu fondamental de la concurrence entre les capitaux singuliers d'une même branche: ils luttent les uns contre les autres pour garantir à leurs marchandises, par conséquent pour se garantir à eux-mêmes à travers elles, une sanction positive par le marché. La concurrence entre capitaux est la manifestation au niveau des rapports entre les capitaux singuliers de la contradiction générale entre socialisation et privatisation.

Simultanément, cependant, la concurrence représente aussi le mode de traitement sinon de résolution de cette contradiction au sein de ce mode de production. En effet, nous savons que la concurrence entre les capitaux d'une même branche, couplée avec les incessants déplacements de capitaux d'une branche à l'autre, tend à ramener les valeurs individuelles des marchandises à leur valeur sociale (ou valeur de marché) et celle-ci à leur prix de production, en assurant la prédominance des conditions sociales moyennes de production sur les conditions individuelles, inévitablement variables. Ainsi la concurrence entre les capitaux oblige sans cesse chaque capital individuel à réaliser au moins les conditions moyennes de production, à aligner ses propres conditions de production sur les conditions moyennes, sous peine de disparaître. La concurrence socialise donc, au sens capitaliste, c'est-à-dire qu'elle *homogénéise* les conditions de la production (moyens de production, procès de travail, forme d'organisation de ce procès, productivité) qu'hétérogénéise nécessairement l'appropriation privative de ces conditions à laquelle le capital donne lieu⁸.

Pour autant, la concurrence ne supprime pas la contradiction dont elle est la manifestation, comme le prouve la disparition des capitaux qui en sont victimes. Le dépassement de cette contradiction supposerait que le travail dépensé dans chaque unité sociale soit socialisé non plus *a posteriori* par le biais du marché et de la concurrence que s'y livrent les capitaux, mais *a priori* sur la base d'un plan réglant

8. Remarquons que la concentration et la centralisation du capital et les phénomènes de trusts et de cartels, d'oligopoles et de monopoles auxquels elles donnent lieu, ne suppriment pas pour autant la concurrence et ses effets d'atténuation de la contradiction entre socialisation et privatisation. Elles les déplacent à un autre niveau, la concurrence se déroulant alors entre branches, secteurs, territoires (régions, nations), c'est-à-dire précisément au niveau atteint par la socialisation du capital lui-même et, à travers lui, celle des forces productives.

la production sociale dans son ensemble, en établissant la nature (la qualité) et la grandeur (la quantité) du travail à dépenser dans chaque unité et chaque branche de production. Mais une telle socialisation *a priori* caractérise précisément la société communiste et présuppose la suppression de toute forme d'appropriation privative du travail social et des moyens sociaux de production. Comme le dit Marx, «*dans le premier cas, le caractère social de la production n'est obtenu – post festum – qu'en érigeant les produits en valeurs et en les échangeant. Dans le second, le caractère social de la production est directement assuré*»⁹ : il l'est par l'association des producteurs mettant en œuvre leurs moyens de production communs selon un plan concerté entre eux.

3. Au niveau des rapports entre capitaux singuliers et capital social

La contradiction entre socialisation et privatisation se manifeste enfin, en troisième lieu, dans les rapports entre le capital social et les innombrables capitaux singuliers, plus précisément entre *l'unité* nécessaire du premier et *l'autonomie* reconnue aux seconds.

Au cours de la troisième partie de cet ouvrage, nous avons vu que la reproduction de l'ensemble du capital social était soumise à de strictes conditions de proportionnalité entre les éléments composants du capital à l'œuvre dans chacune des deux sections productives fondamentales de la société. Ces proportionnalités règlent la distribution, entre les différentes branches et secteurs, des moyens sociaux de production (sous forme de capital constant) et des forces de travail (sous forme de capital variable), donc de la force productive totale de la société, en la rendant ainsi compatible avec les conditions générales de la circulation marchande du produit social (la loi de la valeur), par conséquent avec son caractère de capital. Sous cet angle, chaque capital singulier est une partie indissociable du capital social, qui ne peut absolument pas s'abstraire du mouvement global de celui-ci mais doit au contraire s'y soumettre strictement : la possibilité même de sa reproduction en dépend.

Mais, simultanément, la répartition de l'ensemble du capital social n'est jamais que la résultante aveugle et imprévisible des innom-

9. *Grundrisse*, tome 1, page 110.

brables mouvements autonomes des capitaux singuliers. Et, dans ces conditions, rien ne peut garantir la réalisation des précédentes conditions de proportionnalité. Celle-ci reste essentiellement aléatoire et incertaine, dans la mesure où elle dépend des décisions, sans coordination entre elles, des multiples capitalistes individuels quant à la gestion de leurs capitaux singuliers ; par exemple, quant au partage de la plus-value réalisée entre accumulation et consommation personnelle, ou quant à la destination de la plus-value accumulée, que l'on peut transformer en capital additionnel, en nouveau capital investi directement dans la même branche ou dans une autre branche, ou que l'on peut mettre à disposition du système de crédit sous forme de capital-argent ou encore affecter à la spéculation. L'autonomie de décision des capitalistes individuels rentre ici directement en contradiction avec le caractère de fragment du capital social de leurs propres capitaux. Chacun suit l'intérêt singulier de son propre capital, voire son intérêt singulier d'homme privé, sans tenir compte de l'intérêt général du capital social auquel il est pourtant lié, mais qu'il ignore et dont il n'a pas même de représentation claire.

Aux deux niveaux antérieurs de sa manifestation, la contradiction entre la socialisation de la production et l'appropriation privative du travail social trouve une solution (au moins partielle) dans des médiations développées par le procès de reproduction du capital lui-même, en l'occurrence la concentration et la centralisation du capital (sous forme de capitaux socialisés) au niveau de chacun des capitaux singuliers ; et leur concurrence au niveau des rapports de ces capitaux entre eux. Mais il n'en va pas de même au niveau des rapports entre capitaux singuliers et capital social. Car résoudre ou seulement atténuer cette contradiction telle qu'elle se manifeste ici supposerait une *organisation réfléchie et volontaire* des rapports entre les capitaux singuliers à l'intérieur du capital social, donc une organisation réfléchie et volontaire du procès d'ensemble de la production capitaliste, impliquant par conséquent la négation de l'autonomie dont jouissent et que revendiquent les capitalistes individuels sur la base de l'appropriation privative des forces productives de la société. La contradiction entre socialisation et privatisation est ici irréductible aux processus qui assurent la dynamique générale de la production capitaliste (la concurrence et la concentration / centralisation des capitaux singuliers). Si bien que, laissée à elle-même, la production capitaliste ne trouve de solution à cette contradiction que dans et par une pertur-

bation, plus ou moins longue, de cette dynamique, en un mot dans et par une *crise générale*, comme on le verra dans le dernier chapitre.

A la régulation interne de cette contradiction doit ici nécessairement se substituer une régulation externe, de nature politique, notamment étatique, opérant par le biais de contraintes juridico-administratives encadrant le rapport salarial, le système de crédit, la concurrence entre les capitaux, etc., tentant par conséquent d'introduire un minimum d'ordre dans « *l'anarchie du marché* », voire de planifier (de manière indicative) la production capitaliste. L'analyse critique de ces procédures de régulation institutionnelle, de leurs limites et de leurs contradictions propres, qui ont joué un rôle essentiel dans la reproduction du capital au cours de son histoire récente, ne rentre pas dans le cadre de la présente étude. Au point de l'analyse du procès de reproduction du capital où nous nous trouvons, il s'agissait simplement d'en signaler la nécessité et la possibilité; et de souligner du même coup, une fois de plus, les limites du procès de reproduction immédiat du capital, l'incapacité dans laquelle se trouve ce procès d'engendrer par lui-même l'ensemble de ses propres conditions.

Chapitre XVI

LES CONTRADICTIONS DE L'AUTONOMISATION DE LA VALEUR

Je rappellerai pour commencer que la définition du capital comme valeur en procès met l'accent sur un double aspect du mouvement du capital. D'une part, le capital est la valeur qui *se conserve* en tant que valeur au cours des incessantes métamorphoses qu'elle subit au sein du procès cyclique de reproduction, unissant procès de production et procès de circulation. D'autre part, le capital est la valeur qui *s'accroît* en tant que valeur au cours de ce même procès cyclique.

Comme j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner, le premier aspect, qualitatif, de ce mouvement d'autonomisation de la valeur, la conservation de son caractère de valeur, n'est pas moins important que son second aspect, quantitatif, son accroissement en tant que grandeur de valeur; et il ne distingue pas moins le capital de l'argent, forme imparfaite et inférieure de l'autonomisation de la valeur. Car, contrairement à l'argent qui, dans son mouvement, perd sa qualité de valeur en étant absorbé par la valeur d'usage de la marchandise contre laquelle il s'échange en définitive; et qui n'accroît pas sa valeur puisque, dans la circulation marchande simple, l'échange se fait entre équivalents; le capital est la valeur qui se conserve et s'accroît en tant que valeur, au cours d'un cycle continu de métamorphoses. Le pro-

cès de valorisation du capital, son procès de mise en valeur, désigne ce double procès, qualitatif et quantitatif, de conservation et d'accroissement de la valeur.

Nous allons voir à présent que, en un sens, le procès de *valorisation* du capital est simultanément et nécessairement son procès de *dévalorisation*: la mise en valeur du capital est simultanément perte de valeur par le capital, précisément au double sens de l'expression que je viens de rappeler. Autrement dit, nous allons voir que l'affirmation de la valeur sous sa forme autonomisée de capital est en même temps sa négation. Je vais d'abord mettre en évidence séparément les deux faces, qualitative et quantitative, de cette contradiction interne au procès de valorisation du capital, avant de déterminer leur signification commune.

1. La contradiction entre valorisation et dévalorisation : son aspect qualitatif

Considérons le capital à l'issue du procès de production immédiat. Il se présente sous la forme de marchandises (de capital-marchandise), c'est-à-dire simultanément sous forme de valeurs d'usage et sous forme de valeur : sous forme de valeurs d'usage support d'une valeur engrossée d'une plus-value. C'est dans cette mesure même que le procès de production est appelé, par Marx, *procès de valorisation* du capital. Simultanément cependant, en se présentant sous cette forme, le capital a perdu sa qualité de valeur autonomisée, qu'il avait antérieurement au procès de production sous sa forme d'argent, de capital-argent.

Dès lors, il n'existe plus que sous forme de marchandises, c'est-à-dire de valeurs d'usage qui doivent encore confirmer leur caractère de valeur par la médiation d'un acte ultérieur de vente, par leur échange contre de l'argent.

Ainsi, « *si on le considère de plus près, le procès de valorisation du capital – et l'argent ne devient capital qu'au travers de lui – est en même temps son procès de dévalorisation, sa démonétisation. [...] La dévalorisation, dont nous parlons ici, est la suivante: le capital est passé de la forme argent à celle de marchandise, d'un produit qui a un certain prix et doit être réalisé. En tant qu'argent, il existe comme valeur. Il existe à présent comme produit, et idéalement comme prix, mais non*

plus comme valeur en tant que telle. »¹ Autrement dit, le passage par le procès de production, dans lequel se réalise son union avec son contraire, le travail vivant, moment obligé de son affirmation comme valeur en procès, de sa conservation et de son accroissement en tant que valeur, implique simultanément la perte par le capital de la seule forme propre sous laquelle puisse se manifester immédiatement son caractère de valeur : la forme argent.

1.1. Cette contradiction, à laquelle n'échappe aucun capital individuel au cours de son procès de reproduction, trouve à se résoudre habituellement, c'est-à-dire dans les conditions normales de la production capitaliste, par la réalisation de la valeur (et de la plus-value) formée : par la vente des produits-marchandises du capital à leur valeur (plus exactement : à leur prix de production), qui permet au capital de recouvrer son caractère de valeur autonome sous forme d'argent, qui plus est sous forme d'une quantité d'argent supérieure à sa quantité initiale. La réalisation de la valeur du produit-marchandise, sa conversion de la forme marchandise en la forme argent, est ainsi une condition essentielle de la mise en valeur du capital, au sens étroit et immédiat de la conservation par le capital de son caractère de valeur.

Mais « *supposons que ce procès échoue – et cette possibilité existe pour chaque cas particulier du simple fait de la coupure existant entre les divers procès –, le capitaliste aura transformé son argent en produit dénué de valeur ; non seulement il n'aura gagné aucune valeur nouvelle, mais il aura perdu sa valeur primitive.* »² Son produit-marchandise ne parvenant pas à se vendre, ou ne parvenant à se vendre que partiellement, ou qu'à un prix inférieur à son coût de production, le capital subirait alors une dévalorisation *absolue* : il ne parviendrait plus à se reproduire comme tel, perdant son caractère de valeur en procès, voire son caractère de valeur tout court ; et, partant, il serait détruit en tant que capital.

Or une telle possibilité est inhérente à la forme marchandise elle-même que revêt alors le capital. Plus exactement, elle est incluse dans la séparation entre la marchandise et l'argent sur laquelle repose toute la métamorphose de la marchandise, le mouvement $M - A - M$. C'est que « *la possibilité d'échanger la marchandise devient dans l'argent une chose extérieure, distincte d'elle et ne s'identifie pas immé-*

1. *Grundrisse*, tome 1, pages 358-359.

2. *Id.*, page 359.

diatement avec elle. Sitôt que l'argent est devenu une chose extérieure à la marchandise, l'échange de la marchandise contre de l'argent dépend de conditions extrinsèques et incertaines. »³ La conversion de la valeur-capital de sa forme marchandise, sous laquelle elle n'est encore qu'argent potentiel, en sa forme réelle d'argent, est ainsi toujours un *salto mortale* (un saut périlleux) comme le dit Marx, dont rien ne garantit *a priori* la réussite. Pour différentes raisons.

D'une part, il se peut que le travail dépensé dans la production de la marchandise et matérialisé en elle ne soit pas socialement utile, autrement dit qu'il ne corresponde à aucun besoin. Dans ce cas, la marchandise ne trouvera pas à se vendre, sa valeur affichée sous forme de prix ne trouvera pas à se réaliser en une somme d'argent, et le travail dépensé à la produire l'aura été en vain. Or, comme toute production marchande, la production capitaliste repose sur une division du travail, à la fois constamment mouvante et placée hors de tout contrôle social, qui ne garantit jamais, par conséquent, l'utilité sociale d'un type de travail en particulier, le caractère de travail socialement nécessaire de chaque type de travail privé.

D'autre part, même si le travail dépensé pour la produire l'a été sous une forme utile, autrement dit même si ce travail correspond à un besoin social, la marchandise n'est pas encore pour autant assurée de se vendre. Car il ne lui suffit pas de correspondre *qualitativement* à un besoin social, il faut encore qu'il lui corresponde *quantitativement*: qu'il n'excède pas les limites de ce besoin. C'est dire que, même en ayant été dépensé sous une forme utile, un travail particulier peut produire des marchandises inutiles, qui ne se vendront pas parce qu'elles excèdent le besoin solvable de ce type de marchandises. Dans le cas où la société a dépensé plus de travail d'un certain type que ce que requiert le besoin solvable correspondant, c'est la concurrence entre les marchandises qui déterminera celles d'entre elles qui pourront seules se vendre, en condamnant certaines à rester entre les mains de leurs producteurs. Et, là encore, le caractère aveugle et incontrôlé de la division capitaliste du travail, dans lequel la distribution du travail social dans les différentes branches ne fait l'objet d'aucun calcul *a priori*, d'aucune planification, implique nécessairement un tel type de risque.

3. *Id.*, page 83.

Encore ne suffit-il pas que la marchandise corresponde à un besoin solvable pour réaliser sa valeur. Il faut aussi que le travail dépensé pour la produire ne soit que du travail socialement nécessaire : qu'il corresponde à ce qui est normalement dépensé pour produire une marchandise de ce type, à la qualité et à la quantité du travail mis en œuvre en moyenne dans la société pour produire ce type de marchandises. Si ce n'est pas le cas, la marchandise ne réalise encore une fois qu'une partie de sa valeur, voire ne la réalisera pas du tout.

Ainsi la production capitaliste, en tant qu'elle est une production marchande, et la division du travail social sur laquelle elle repose rendent fondamentalement incertaine et aléatoire la métamorphose de la marchandise en argent, autrement dit la réalisation de la valeur de la marchandise : « *L'organisme social de production, dont les membres disjoints – membra disjecta – naissent de la division du travail, porte l'empreinte de la spontanéité et du hasard, que l'on considère ou les fonctions mêmes de ses membres ou leurs rapports de proportionnalité. Ainsi nos échangistes découvrent-ils que la même division du travail, qui fait d'eux des producteurs privés indépendants, rend la marche de la production sociale, et les rapports qu'elle crée, complètement indépendants de leurs volontés, de sorte que l'indépendance des personnes les unes vis-à-vis des autres trouve son complément obligé en un système de dépendance réciproque, imposée par les choses.* »⁴ En d'autres termes, l'indépendance réciproque des producteurs, des personnes, a pour pendant et complètement leur mutuelle dépendance à l'égard du système objectif, réifié, des rapports entre les produits, sur lesquels les premiers n'ont plus aucune prise et dont ils subissent les fluctuations capricieuses et imprévisibles, bien qu'ils ne soient pourtant que les résultats directs de leurs propres activités productives. La possibilité de non-réalisation de la valeur du produit-marchandise gît donc toujours, en dernier recours, dans l'aliénation des rapports de production à l'égard des producteurs, dans leur réification, base de toute production marchande qui caractérise éminemment la production capitaliste⁵.

4. *Le Capital*, I, 1, page 116.

5. On aura compris que la possibilité de non-réalisation de la valeur, partant de dévalorisation absolue du capital, met en jeu, sous une forme nouvelle, la contradiction entre *socialisation* et *privatisation* analysée dans le chapitre précédent : la contradiction entre l'exigence pour le capital-marchandise de se faire valoir comme *travail socialement nécessaire*, au double sens qualitatif et quantitatif du terme, condition de sa reconversion en capital-argent, et le fait qu'il se présente immédia-

1.2. En fait, la production capitaliste ne se contente pas de renfermer, en tant que production marchande, la possibilité formelle de la non-réalisation de la valeur. Elle développe les conditions de l'actualisation de cette possibilité, bien plus : *elle transforme cette possibilité en nécessité*, sous l'effet d'une de ses contradictions internes fondamentales.

Il y a en effet contradiction entre la croissance et le développement *illimités* de la production que rend possible et qu'exige même la valorisation du capital, auxquels elle tend en tout cas, d'une part ; et le caractère nécessairement *limité* du marché, de la sphère de la circulation, d'autre part. C'est que « [...] *tout l'effort de la production capitaliste consiste à accaparer le plus possible de surtravail, donc à matérialiser le plus possible de temps de travail immédiat avec un capital donné, que ce soit par l'allongement du temps de travail ou par le raccourcissement du temps de travail nécessaire en développant la force productive du travail, en employant la coopération, la division du travail, le machinisme, etc., bref par la production sur une grande échelle, donc la production de masse. L'essence de la production capitaliste implique donc une production qui ne tienne pas compte des limites du marché.* »⁶ Le capital inclut une tendance à la valorisation maximale, à l'appropriation d'un maximum de survaleur, que ce soit sous forme de plus-value absolue ou de plus-value relative ; ce qui le conduit, dans les deux cas, à augmenter le volume de la production sans tenir aucun compte des limites qu'il dresse lui-même sur la voie de la réalisation de la valeur ainsi formée.

Cette tendance à la croissance de la production et au développement des forces productives, sans tenir compte des limites imposées au procès de circulation, est conforme à l'essence même de la production capitaliste. Sous le capitalisme, en effet, la finalité de la production n'est pas la valeur d'usage, donc la consommation, qu'il s'agisse de celle des producteurs ou de celle des non producteurs, comme c'était pour l'essentiel le cas dans les modes précapitalistes de produc-

tement sous la forme d'un *travail seulement privé*, matérialisé sous la forme d'une valeur d'usage particulière et concrète, avec le risque que ce travail privé ne parvienne pas à se faire valoir comme travail social. En fait, comme nous allons le voir immédiatement, les contradictions de la valorisation dépassent celles de la socialisation : elles les incluent tout en les développant et en les approfondissant en des déterminations nouvelles.

6. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 621.

tion. Elle n'est pas davantage la valeur, donc l'enrichissement personnel du producteur. Elle n'est pas même la plus-value, puisque celle-ci n'est elle-même destinée pour l'essentiel qu'à se reconvertir en capital additionnel. La finalité de la production capitaliste n'est autre en définitive que *le capital* lui-même, que sa reproduction simple et surtout élargie, son accumulation. Par conséquent, l'accumulation de nouveaux moyens de production, eux-mêmes envisagés essentiellement comme purs moyens d'exploitation du travail vivant, comme moyens d'extraire du surtravail, de former de la plus-value, de valoriser le capital avancé, et de créer ainsi la possibilité d'accumuler à nouveau du capital, indéfiniment. Autrement dit, la contradiction potentielle entre production et circulation n'est que le résultat de la tendance au développement autonome de la production, inhérente au capital comme rapport de production, la tendance à produire pour produire, en un mot ce qu'on nomme couramment *le productivisme*: «[...] *le capital et sa mise en valeur par lui-même apparaissent comme point de départ et point final, moteur et fin de la production. La production n'est qu'une production pour le capital et non l'inverse.*»⁷ Le but de la production capitaliste, c'est donc d'accroître sans cesse l'échelle de la production et le volume des moyens de production, comme moyen de valoriser et d'accumuler le capital, sans tenir nullement compte d'aucune barrière et limite extérieure, du côté du marché.

Certes, ce faisant, le capital tend aussi à élargir sans cesse la sphère de la circulation, en diversifiant et en complexifiant le système des travaux (la division sociale du travail) et le système des besoins: «[...] *un système sans cesse plus vaste embrasse tous les genres de travaux et de production auxquels correspond un système toujours plus riche et varié de besoins. Ainsi donc, la production fondée sur le capital crée d'une part l'industrie universelle, c'est-à-dire le surtravail en même temps que le travail créateur de valeurs; et, d'autre part, un système d'exploitation générale de la nature et de l'homme.*»⁸ Tels sont à la fois le dynamisme fondamental du capital et sa mission civilisatrice: dominer universellement la nature et socialiser la société, développer toutes les forces productives sociales et enrichir la diversité quantitative et qualitative des besoins sociaux, la création du marché mondial, l'unification planétaire sous la conduite du capital condensant l'un et l'autre de ces

7. *Le Capital*, III, 1, page 263.

8. *Grundrisse*, tome 1, page 366.

deux aspects. « *La production fondée sur le capital crée ainsi les conditions de développement de toutes les propriétés de l'homme social, d'un individu ayant le maximum de besoins, et donc riche des qualités les plus diverses, bref d'une création sociale aussi universelle et totale que possible, car plus le niveau de culture de l'homme augmente, plus il est à même de jouir.* »⁹

Mais dans cette tentative d'échapper à la précédente contradiction entre production et circulation surgissent de nouveaux obstacles. D'une part, la complexification du système des travaux, la diversification à l'infini de la division sociale du travail, multiplie aussi les possibilités de désajustements entre la production des différentes branches et la demande sociale, les possibilités de dépenser du travail qui ne soit pas socialement nécessairement, ni quantitativement ni qualitativement, en un mot les possibilités de déséquilibre entre production et circulation.

D'autre part, la production d'un système sans cesse plus riche et plus varié de besoins rencontre une triple limite. En premier lieu, dans *le contenu* même des besoins qui impose des limites qualitatives et quantitatives à la consommation; la capacité de consommation par une population donnée d'une valeur d'usage déterminée ne peut croître indéfiniment, de même qu'on ne peut multiplier à l'infini ses besoins, de quelque ordre qu'ils soient: « *En soi, la valeur d'usage n'est pas sans limites comme la valeur proprement dite. On ne peut consommer les produits que dans une limite donnée: ils sont objet d'un besoin [...] la mesure fournie par la valeur d'usage est fermement déterminée ici par l'ensemble des besoins qu'ont les consommateurs de ce produit, autrement dit par la quantité de la consommation globale.* »¹⁰ La valeur en procès qu'est le capital se heurte ici à la limite que représente son contraire, la valeur d'usage, dont il lui est une nouvelle fois impossible de faire totalement abstraction. En deuxième lieu, dans *la forme marchande* que la production capitaliste impose à la satisfaction des besoins. Car ne sont susceptibles d'intéresser le capital que les besoins solvables de biens ou de services qui peuvent être produits, sous une forme marchande, dans des conditions au moins moyennes de valorisation du capital. Or un certain nombre de besoins, en particulier les besoins spécifiquement sociaux, liés à l'existence de la société en tant

9. *Ibid.*

10. *Id.*, pages 361-362 et page 363.

que telle (par exemple ceux liés au logement, à la santé, à l'éducation, à la culture, etc.), se laissent difficilement réduire à ces conditions, et ne trouvent pas ou mal à se satisfaire sous une forme capitaliste.

Et même si le capital parvient constamment à repousser ces deux premières limites, c'est pour se heurter finalement à une troisième qui tient, cette fois-ci, au *capital lui-même*: aux limites qu'il impose à la capacité de consommation improductive (personnelle) de la société. En effet, le capital limite nécessairement, sinon de manière absolue du moins de manière relative, la demande solvable en moyens de consommation nécessaires, les seuls auxquels ait accès la majeure partie de la population que constituent les travailleurs salariés. D'une part, il réduit le salaire au minimum, c'est-à-dire à la stricte valeur des forces de travail; et il tend même, chaque fois que cela est possible, à le réduire en dessous de ce minimum: « *Contradiction dans le mode de production capitaliste: les ouvriers, en tant qu'acheteurs de marchandises, sont importants pour le marché. Mais, à les considérer comme vendeurs de leur marchandise – la force de travail, – la société capitaliste tend à les réduire au minimum du prix.* »¹¹ D'autre part et surtout, il dévalorise constamment la force de travail elle-même: il réduit la part du travail nécessaire par rapport à celle du surtravail qu'il s'approprie; c'est là le mécanisme même de formation de la plus-value relative. De surcroît, ce même processus, qui implique l'augmentation de la productivité du travail social, donc du rapport entre travail mort et travail vivant, fait croître la « *surpopulation relative* », en diminuant le nombre des travailleurs salariés employés relativement au capital en fonction, même s'il en augmente le nombre absolument. La part du capital variable, qui mesure directement la capacité de consommation improductive de l'ensemble des travailleurs salariés, diminue par conséquent relativement à la grandeur de la valeur formée (et donc à la richesse sociale produite), et qui doit être réalisée, même si cette part peut augmenter en termes absolus: même si la masse salariale et les salaires réels peuvent croître absolument. A quoi s'ajoute, enfin, le fait qu'en exigeant la conversion d'une part sans cesse grandissante de la plus-value en capital, donc la

11. *Le Capital*, II, 1, page 294, note. C'est notamment cette contradiction entre les deux aspects du salaire, qui est d'une part un coût pour le capital que celui-ci cherche à comprimer au maximum pour assurer sa valorisation, mais qui est aussi d'autre part un des principaux facteurs de la demande finale, donc condition de la réalisation du capital, que les politiques économiques d'inspiration keynésienne ont cherché à résoudre dans le cadre du compromis fordiste.

diminution de la part de la plus-value dépensée en revenu, la production capitaliste n'en réduit pas moins relativement la capacité de consommation improductive de la classe capitaliste (plus largement des classes possédantes, des ayants droit à la plus-value), donc leur demande de moyens de consommation, même si elle l'augmente absolument en lui permettant de prendre des allures somptuaires : « *Or celle-ci [la capacité de consommation improductive de la société] n'est déterminée ni par la force productive, ni par la capacité absolue de consommation, mais par la capacité de consommation sur la base des rapports de distribution antagoniques, qui réduit la consommation de la grande masse de la société à un minimum susceptible de varier seulement dans des limites plus ou moins étroites. Elle est en outre limitée par la tendance à l'accumulation, la tendance à agrandir le capital et à produire de la plus-value sur une échelle élargie.* »¹² Voilà pourquoi l'expansion du marché (de la sphère de la circulation) ne parvient pas à équilibrer celle de la production, pourquoi la seconde finit toujours par se développer plus vite que la première, rendant inévitable à terme la crise de réalisation.

La contradiction interne sur laquelle achoppe en définitive la réalisation de la valeur formée est donc bien celle entre la tendance au développement illimitée de la production et de la productivité, entre le développement quantitatif et qualitatif des forces productives qu'exige la valorisation du capital, d'une part ; et la tendance à la restriction, sinon absolue du moins relative, de la consommation improductive des travailleurs salariés (et, accessoirement, celle des classes possédantes) qu'elle impose, d'autre part : « *A la déterminer de plus près, cette formule ne signifie rien d'autre sinon qu'on produit trop aux fins d'enrichissement ou encore qu'une trop grande partie du produit est destinée non à être consommée comme revenu, mais à faire plus d'argent (à être accumulée), non à satisfaire les besoins privés de son possesseur, mais à lui procurer la richesse générale abstraite, de l'argent et plus de pouvoir sur le travail d'autrui – ou encore à accroître ce pouvoir.* »¹³ Le rapport qui commande directement la valorisation du capital : le taux de plus-value, le partage entre travail nécessaire et sur-travail, et la tendance à accroître le second relativement au premier, doublée de la tendance à en reconvertir la plus grande part en capital

12. *Le Capital*, III, 1, page 257.

13. *Théories sur la plus-value*, tome 1, page 635.

additionnel, donc à augmenter le taux de capitalisation de la plus-value, sont ainsi directement responsables des difficultés voire de l'impossibilité de réaliser, à terme, la valeur formée, donc responsables de la dévalorisation du capital : de la perte par le capital, sous forme de marchandises, de son caractère de valeur.

2. La contradiction entre valorisation et dévalorisation : son aspect quantitatif

Mais, si la tendance du capital à la production illimitée et disproportionnée affecte la valorisation du capital dans son aspect qualitatif, elle ne l'affecte pas moins dans son aspect quantitatif.

2.1. Au sens quantitatif du terme, la valorisation du capital, c'est son accroissement en tant que valeur au cours de son procès cyclique de reproduction. Cet accroissement, qui se mesure à la masse totale des profits réalisés, égale par principe au niveau du capital social à la masse globale de la plus-value formée, le capital le veut maximal. A cette fin, il lui faut sans cesse s'approprier davantage de surtravail, soit en allongeant la durée du travail et en en accroissant l'intensité (pour augmenter la plus-value absolue), soit en accroissant sa productivité (pour augmenter la plus-value relative). La résistance et la lutte des travailleurs salariés contre leur propre exploitation limitant la première possibilité, la valorisation du capital passe essentiellement par la seconde. L'augmentation de la productivité du travail, partant la substitution croissante de travail mort au travail vivant, est ainsi la réponse capitaliste à la résistance des travailleurs à leur exploitation.

Cependant la mise en valeur du capital, au sens quantitatif, ne se mesure pas d'abord à la masse du profit réalisé mais plutôt à son taux, c'est-à-dire au rapport entre le profit réalisé et la masse du capital qu'il a fallu avancer pour le réaliser. Car si, pour de gros capitaux parvenus à maturité, la masse du profit peut être plus importante que son taux, c'est l'inverse pour tous les nouveaux capitaux qui se forment : la préoccupation du taux de profit l'emporte pour eux sur celle de sa masse, dans la mesure où c'est son taux qui conditionne directement leur possibilité d'accumuler. Ainsi l'échelle et la vitesse de sa reproduction élargie, soit le dynamisme de la production capitaliste, dépendent-elles essentiellement du taux de profit général : « *Le taux de profit, c'est-à-dire l'accroissement relatif de ca-*

pital, est surtout important pour toutes les nouvelles agglomérations de capital qui se forment d'elles-mêmes. Et si la formation de capital devenait le monopole exclusif d'un petit nombre de gros capitaux arrivés à maturité, pour lesquels la masse du profit l'emporterait sur son taux, le feu vivifiant de la production s'éteindrait définitivement. Celle-ci tomberait en sommeil. Le taux de profit est la force motrice de la production capitaliste, et on y produit que ce qui peut être produit avec profit et pour autant que cela peut être produit avec profit.»¹⁴ C'est donc essentiellement au taux de profit que se mesure le degré de valorisation du capital.

Or le même processus de développement des forces productives du travail qui accroît la masse du profit va tendre à faire baisser son taux. En ce sens, à nouveau, le procès de valorisation du capital va se traduire par une dévalorisation tendancielle, non plus qualitative mais quantitative. Car «[...] si le taux de mise en valeur du capital total, le taux de profit, est bien l'aiguillon de la production capitaliste (de même que la mise en valeur du capital est son unique fin), sa baisse ralentira la constitution de nouveaux capitaux autonomes et elle semble dès lors menacer le développement de la production capitaliste, elle favorise la surproduction, la spéculation, les crises, la constitution de capital excédentaire à côté d'une population en excédent.»¹⁵

L'augmentation de la productivité du travail social entraîne en effet nécessairement la baisse du taux général de profit pour deux raisons. D'une part, cette augmentation signifie qu'une même quantité de travail vivant met en mouvement une plus grande quantité de travail mort (de matières premières, de matières auxiliaires, de moyens de travail), en se matérialisant dans une quantité supérieure de produits; et elle implique par conséquent une hausse de la composition technique moyenne du capital. Si, de plus, nous supposons que l'augmentation de la productivité du travail social ne modifie pas la valeur relative des éléments composant le capital constant (les moyens de production) et le capital variable (les forces de travail) – nous verrons dans un moment quelle est la portée de cette hypothèse –, la hausse de la composition technique moyenne du capital se traduit par une hausse de sa composition organique moyenne, même si la seconde n'est pas proportionnelle à la première. Et partant,

14. *Le Capital*, III, 1, page 271.

15. *Id.*, pages 254-255.

un taux de plus-value constant s'exprimera en un taux de profit décroissant: «[...] *il faut bien que cet accroissement progressif du capital constant par rapport au capital variable ait nécessairement pour résultat une baisse graduelle du taux de profit général, le taux de plus-value ou encore le degré d'exploitation du travail par le capital restant les mêmes.*»¹⁶

D'autre part, l'augmentation de la productivité du travail signifie une augmentation du capital fixe par rapport au capital circulant, plus exactement de la part fixe du capital constant (correspondant aux moyens de travail) par rapport à sa part circulante (correspondant aux matières de travail: matières premières et matières auxiliaires); ce qui implique une augmentation du capital avancé par rapport au capital dépensé. Or le taux de profit se calcule par rapport au premier; alors que seul le second produit de la plus-value. Ce qui contribue, à son tour, à la baisse du taux de profit¹⁷.

Ainsi l'augmentation de la productivité du travail social implique-t-elle, d'une part, celle du capital constant par rapport au capital variable et, d'autre part, celle du capital fixe par rapport au capital circulant. Elle entraîne donc, par l'un et l'autre biais, une baisse du taux général de profit. C'est en ce sens que Marx a pu dire: «[...] *la tendance progressive à la baisse du taux de profit général est tout simplement une façon, propre au mode de production capitaliste, d'exprimer le progrès de la productivité sociale du travail.*»¹⁸

2.2. En fait, cet exposé de la loi de baisse du taux général de profit – puisque c'est d'elle dont il s'agit –, au fur et à mesure qu'augmente la productivité moyenne du travail social, est unilatéral. Il existe en effet un ensemble de causes qui ralentissent, diffèrent, voire entravent la réalisation de la loi précédente, en la transformant ainsi en simple tendance. C'est pourquoi d'ailleurs Marx parle à son sujet de baisse *tendancielle* du taux de profit général. Autrement dit encore, la baisse du taux de profit général ne se réalise que contradictoire-

16. *Id.*, page 226.

17. Il est symptomatique de la méconnaissance persistante de l'importance du procès de circulation que la quasi totalité des exposés de la loi de baisse tendancielle du taux de profit omettent complètement de signaler l'incidence de la hausse du capital fixe relativement au capital circulant, qui est pourtant directement liée à la hausse de la composition organique du capital.

18. *Le Capital*, III, 1, page 227.

ment, dialectiquement, en se niant elle-même en quelque sorte en permanence.

Parmi les facteurs contrecarrant ainsi la loi de baisse du taux de profit, certains sont *internes* à la loi, c'est-à-dire procèdent de la même raison fondamentale qu'elle, à savoir l'augmentation de la productivité du travail social. Dans l'exposé précédent de la loi, il a été supposé, en effet, que l'augmentation de la productivité du travail ne modifie pas la valeur relative des éléments composant le capital constant ou variable. Or il n'en est rien, puisque cette augmentation signifie précisément qu'une même marchandise (moyen de production ou moyen de consommation) pourra être produite à un moindre coût dans la mesure où elle matérialisera une moindre quantité de travail social moyen. Par conséquent, l'augmentation de la productivité moyenne du travail social provoque nécessairement une dévalorisation des éléments entrant dans la composition du capital, qu'il soit constant ou variable. Or la dévalorisation de la force de travail entraîne une hausse du taux de plus-value; tandis qu'une dévalorisation des moyens de production engendre une baisse de la composition organique du capital, ou du moins l'empêche de croître dans les mêmes proportions que sa composition technique.

Ces mêmes progrès de la dévalorisation du capital, couplés aux incessantes innovations techniques et scientifiques, provoquent, par ailleurs, une obsolescence (une usure morale) des moyens de travail en activité, donc une dévalorisation au moins partielle du capital fixe en fonction. Ce qui contribue également à redresser le taux de profit, moyennant cependant la perte par les capitalistes d'une partie de leur capital, sa destruction sinon dans son contenu matériel du moins dans sa forme sociale (son caractère de valeur): « *La dépréciation du capital existant (c'est-à-dire de ses éléments matériels), qui résulte du développement industriel, se rattache à ce qui précède. Elle aussi est une des causes constantes qui arrêtent la baisse du taux de profit, bien que dans certains cas elle soit susceptible de réduire la masse du profit par réduction de la masse du capital productif de profit.* »¹⁹

19. *Id.*, pages 248-249. Cela correspond à une sorte de destruction *programmée* de capital, qui dilue dans le temps les effets de l'inévitable dévalorisation du capital sans laquelle la poursuite de sa valorisation est impossible, pour tenter d'éviter qu'ils ne prennent la forme condensée, brutale et catastrophique d'une crise générale de surproduction. C'est aussi là, comme je l'ai déjà signalé au cours du chapitre VIII, un moyen de libérer la valeur capital de son immobilisation sous forme de ca-

Enfin, les progrès de la productivité du travail s'accompagnent du gonflement de la *surpopulation relative* qui constitue une cause spécifique contrecarrant la baisse du taux de profit. D'une part, en effet, elle dispose les membres de cette « *armée industrielle de réserve* » à se vendre à un prix inférieur au niveau normal de salaire. D'autre part, elle rend possible la persistance voire l'ouverture de secteurs archaïques, caractérisés à la fois par un haut degré d'exploitation et une faible composition organique du capital, deux facteurs leur permettant d'engendrer de grandes masses de profit qui, par le biais de la péréquation des profits entre l'ensemble des capitaux en fonction, contribuent eux aussi au redressement du taux général de profit.

Autrement dit, la même cause qui tend à faire baisser le taux de profit, l'augmentation de la productivité moyenne du travail social, tend simultanément et contradictoirement à contrecarrer cette baisse. Cependant, ces facteurs contrecarrants internes à la loi de baisse du taux de profit n'ont qu'un effet limité. En premier lieu, quelle que soit la hausse du taux de plus-value engendrée par l'augmentation de la productivité du travail, celle-ci tend malgré tout à faire chuter le taux de profit. Car, lorsqu'augmente la productivité du travail : « *La masse du travail vivant employé diminuant sans cesse par rapport à la masse du travail matérialisé qu'elle met en œuvre, par rapport aux moyens de production consommés productivement, il faut bien que la fraction non payée de ce travail vivant qui se concrétise en plus-value voie son rapport au volume de valeur du capital total diminuer sans cesse. Or ce rapport de la masse de la plus-value à la valeur totale du capital employé constitue le taux de profit, celui-ci doit donc nécessairement baisser.* »²⁰ Ou encore : « [...] les procédés destinés à produire de la plus-value relative tendent en somme à ceci : d'une part, sur une quantité de travail donnée, en transformer le plus possible en plus-value ; d'autre part, utiliser somme toute le moins de travail possible par rapport au capital avancé, de sorte que les mêmes raisons qui permettent d'augmenter le degré d'exploitation du travail, interdisent d'exploiter autant de travail qu'auparavant avec le même capital. Voilà les tendances qui, dans le même temps qu'elles poussent à une augmentation du taux de plus-value, agissent dans le sens d'une baisse de la masse de

pital fixe, donc un moyen de surmonter la contradiction entre fixité et fluidité de la valeur en procès.

20. *Le Capital*, III, 1, page 227.

*la plus-value produite par un capital donné et donc d'une baisse du taux de profit.»*²¹

En deuxième lieu, la dévalorisation du capital constant (fixe), puissant moyen pour entraver la chute du taux de profit, rencontre elle aussi des limites. D'une part, comme je l'ai fait remarquer plus haut, elle ne peut produire ses effets qu'à la condition que les capitalistes acceptent de remplacer leurs anciens moyens de production par de nouveaux moyens de production, plus performants et/ou moins coûteux, sans attendre que les premiers soient complètement usés ni même qu'ils aient été amortis. Ce remplacement prématuré implique donc une perte de valeur-capital, une dévalorisation du capital productif, à laquelle les capitalistes ne peuvent consentir que si l'usage des nouveaux moyens de production permet une baisse des coûts de production et partant la réalisation de surprofits, permettant de compenser et au-delà la perte de valeur-capital engendrée par le remplacement prématuré des anciens moyens de production. Autrement dit, la valeur-capital en fonction est un frein à l'action contrecarrante de la baisse du taux de profit qu'exerce la dévalorisation de ses éléments fixes. D'autre part, la production de moyens de production moins coûteux et/ou plus performants implique elle-même une hausse souvent importante de la composition technique, mais aussi organique, du capital dans la section I (production de moyens de production), et partant de l'ensemble du capital social.

Sans compter que la dévalorisation du capital productif en fonction perturbe les délicats équilibres intersectionnels qui conditionnent la reproduction de l'ensemble du capital social: «*La dépréciation périodique du capital existant, qui est un moyen immanent au mode de production capitaliste d'arrêter la baisse du taux de profit et d'accélérer l'accumulation de valeur-capital par la formation de capital neuf, perturbe les conditions données, dans lesquelles s'accomplissent les procès de*

21. *Id.*, page 246. Formalisons le raisonnement de Marx. En désignant, ainsi qu'il le fait d'habitude, par c le capital constant, par v le capital variable et par pl la plus-value, posons $k = c/(v + pl)$ et $e = pl/(v + pl)$. k est l'indice en valeur des rapports entre les quantités physiques de travail mort et de travail vivant mises en œuvre par le capital; lorsque la productivité du travail croît, k croît en conséquence. Quant à e , il mesure la part de surtravail dans le travail vivant; lorsque la productivité du travail augmente, pl croît relativement à v et e tend donc vers 1. Avec ces conventions, le taux de profit s'écrit $p' = pl/(c + v) = e/(k + 1 - e)$. Et, lorsque la productivité du travail augmente, p' varie comme $1/k$, il tend donc bien à diminuer.

circulation et de reproduction du capital et, par suite, s'accompagne de brusques interruptions et de crises du procès de production. »²² Ce que le capital gagne dans sa lutte contre la baisse du taux de profit, il le perd dans le maintien des conditions circulatoires de sa reproduction.

En dernier lieu, la dévalorisation du capital, qu'il soit constant ou variable, produit elle-même globalement des effets contradictoires. Car, dans la mesure où elle tend à augmenter le taux de profit, elle constitue un facteur d'extension et d'accélération de l'accumulation, lesquelles relancent nécessairement, avec l'augmentation de la productivité du travail, les facteurs provoquant la baisse du taux de profit.

2.3. Ainsi les facteurs internes contrecarrant la baisse du taux de profit se développent en une série de contradictions qui, si elles peuvent freiner sa réalisation, ne parviennent pas à la rendre impossible. Il en est de même pour une seconde série de facteurs contrecarrants, externes cette fois-ci.

Ainsi en est-il, en premier lieu, de tous les moyens d'augmenter le taux d'exploitation de la force de travail, en dehors de ceux permettant d'accroître la plus-value relative précédemment examinés : l'allongement de la durée du travail ; la réduction du salaire en dessous de la valeur de la force de travail ; la constitution d'une surpopulation relative (par ailleurs directement liée à l'augmentation de la productivité du travail, comme nous l'avons vu). Trois facteurs, d'ailleurs souvent associés entre eux, qui sont étroitement liés aux péripéties de la lutte des classes entre capital et travail salarié.

En deuxième lieu, il faut compter avec les bénéfices que le capital des formations centrales peut retirer de *l'exploitation impérialiste* des formations sociales de la périphérie mondiale. Celle-ci permet, en effet, de dévaloriser ses composantes tant constantes que variables, par l'importation de moyens de production (notamment des matières premières) et des moyens de consommation (notamment des matières alimentaires) produits à vil prix dans les formations périphériques : « *Pour autant que le commerce extérieur fait baisser le prix soit des éléments du capital constant, soit des subsistances nécessaires en quoi se convertit le capital variable, il a pour effet de faire monter le taux de profit en élevant le taux de plus-value et en abaissant la valeur du capital constant.* »²³

22. *Le Capital*, III, 1, page 262.

23. *Id.*, pages 249-250.

Mais l'exploitation impérialiste permet tout aussi bien d'augmenter la masse totale de la plus-value entrant dans la péréquation constitutive du taux de profit général des formations centrales, grâce à *l'échange inégal* qui s'institue entre ces dernières et les formations périphériques, les différences de productivité entre elles entraînant un transfert de valeur des secondes vers les premières, comme il s'en produit entre capitaux ou branches à composition organique inégale: « *Le pays favorisé reçoit plus de travail qu'il n'en a donné en échange, bien que ce surplus, comme dans l'échange entre capital et travail, soit empoché par une classe particulière.* »²⁴ On comprend ainsi la nécessité constante pour le capital d'engendrer, de maintenir, voire d'aggraver des inégalités de développement entre formations nationales sur le plan mondial, comme entre branches, secteurs mais aussi régions au sein des différentes formations nationales, y compris au centre. C'est là une nécessité directement dictée par la lutte contre la baisse du taux de profit.

En troisième lieu, le processus de centralisation du capital exerce lui aussi une action contrecarrante sur la baisse du taux général de profit. En effet, les formes socialisées du capital auxquelles il donne naissance (capitaux par actions, capitaux d'État), qui se développent dans les branches et les secteurs nécessitant l'avance d'énormes quantités de capitaux, ne sont plus traitées et rémunérées que comme des capitaux de prêt, en fonction du taux d'intérêt en vigueur, par hypothèse inférieur au taux de profit. Elles n'entrent donc pas pleinement dans le système de péréquation constitutif du taux de profit général, en évitant à celui-ci de chuter davantage encore.

Toutes ces causes contrecarrantes externes dépendent en fait essentiellement des rapports de forces, donc de l'issue des luttes entre fractions à l'intérieur de la classe dominante, entre classes sociales au sein des formations centrales, comme entre formations centrales et formations périphériques sur le plan mondial. L'État joue donc un rôle essentiel dans leur mise en œuvre, en tant qu'État interne (résultat et enjeu de la lutte entre classes et fractions à l'intérieur d'une formation nationale donnée) aussi bien qu'en tant qu'État externe (représentant d'une fraction nationale du capital sur le marché mondial). La nécessité dans laquelle se trouve le capital, pour lutter contre la baisse de son taux de valorisation, de recourir à de pareilles médiations poli-

24. *Id.*, page 251.

tiques et étatiques, par définition externes à son procès de reproduction, signifie une fois de plus les limites de ce dernier, son incapacité à produire par lui-même l'ensemble de ses propres conditions.

L'efficacité des facteurs externes contre-carrant la baisse du taux de profit fluctue donc en fonction des rapports de force entre fractions, classes et formations nationales, et elle trouve par conséquent aussi leurs limites en eux. Par ailleurs, comme pour les facteurs contrecarrants internes à la loi, l'effet de ces facteurs externes est contradictoire : dans la mesure où ils assurent la hausse du taux de profit, ils tendent à relancer l'accumulation à une échelle et une vitesse supérieures, ce qui inmanquablement tend nouveau à provoquer la baisse du taux de profit.

En définitive, tous les facteurs contrecarrant la baisse du taux de profit, qu'ils soient internes ou externes, ne sont qu'en mesure de freiner cette baisse, non de la rendre impossible : *« Ils ne suppriment pas la loi mais en affaiblissent l'effet. Sinon ce n'est pas la baisse du taux de profit qui serait incompréhensible, mais inversement la lenteur relative de cette baisse. C'est ainsi que la loi n'agit que sous l'effet de tendance dont l'effet n'apparaît d'une façon frappante que dans des circonstances déterminées et sur de longues périodes de temps. »*²⁵ A long terme, inévitablement, se produit ainsi une diminution du degré de valorisation du capital, une crise de valorisation du capital, entraînant un ralentissement voire un arrêt de son accumulation.

3. L'unité des deux faces de la contradiction entre valorisation et dévalorisation du capital

Ainsi la valorisation du capital implique-t-elle nécessairement à terme sa dévalorisation, au double sens qualitatif (absolu) et quantitatif (relatif) du terme. Sa mise en valeur crée simultanément les conditions de la perte de sa qualité de valeur autonomisée ou, du moins, d'un moindre degré d'accroissement de sa quantité de valeur.

En fait, ce sont là les deux faces d'une même contradiction interne fondamentale du procès de reproduction immédiat du capital, dont il s'agit maintenant de dégager la formule et le sens. *« Pour lui donner une expression tout à fait générale, voici en quoi consiste cette contradiction : le*

25. *Ibid.*

système de production capitaliste implique une tendance à un développement absolu des forces productives, sans tenir compte de la valeur et de la plus-value que cette dernière recèle, ni non plus des rapports sociaux dans le cadre desquels a lieu la production capitaliste, tandis que par ailleurs le système a pour but la conservation de la valeur-capital existante et sa mise en valeur au degré maximum (c'est-à-dire un accroissement sans cesse accéléré de cette valeur). »²⁶ Autrement dit, il y a contradiction entre la *fin* de la production capitaliste : la conservation et l'accroissement (maximal) de la valeur-capital avancée; et *les moyens* auxquels le capital recourt pour réaliser cette fin : le développement illimité, quantitatif et qualitatif, des forces productives pour accaparer le maximum de travail et, par conséquent, de surtravail, qui à terme provoque inmanquablement la dévalorisation du capital, l'incapacité pour le capital d'augmenter suffisamment sa quantité de valeur, voire tout simplement de conserver sa qualité de valeur : « *Son caractère spécifique est fondé sur la valeur-capital existante considérée comme moyen de mettre en valeur au maximum cette valeur. Les méthodes par lesquelles la production capitaliste atteint ce but impliquent : diminution du taux de profit, dépréciation du capital existant et développement des forces productives du travail aux dépens de celles qui ont déjà été produites [...] Le moyen – développement inconditionné de la productivité sociale – entre perpétuellement en contradiction avec la fin limitée : mise en valeur du capital existant.* »²⁷

On peut encore dire qu'il y a contradiction entre *le contenu matériel* et *la forme sociale* de la production capitaliste. Son contenu matériel, c'est-à-dire *les forces productives* du travail social dont le capital assure le développement aussi bien quantitatif que qualitatif; sa forme sociale, c'est-à-dire la forme de *valeur en procès* que le capital fait prendre à ces mêmes forces productives. En d'autres termes, la forme (celle de valeur en procès, de valeur cherchant à se conserver et à s'accroître en tant que valeur), dans laquelle le capital enserre le développement quantitatif et qualitatif de ses propres forces productives, des forces productives de la société qu'il s'approprie, entre en contradiction avec ce développement lui-même : « *Le capital est ainsi une contradiction vivante : il impose aux forces productives une limite spécifique, tout en les poussant à dépasser toute limite.* »²⁸

26. *Id.*, page 262.

27. *Id.*, pages 262-263.

28. *Grundrisse*, tome 1, page 379.

En effet, en tant que valeur en procès, le capital impose une double limite au développement des forces productives qu'exige pourtant par ailleurs sa propre mise en valeur. D'une part, ce développement est limité par les contraintes de *la conservation* par le capital de sa qualité de valeur : le capital doit pouvoir conserver son caractère de valeur à travers toutes les phases de son cycle reproductif, ce qui suppose leur parfaite fluidité. La production se trouve donc interrompue et son progrès (extensif et intensif) est de même compromis chaque fois que la conversion de la valeur-capital (par exemple, de sa forme marchandise à sa forme argent) ne peut avoir lieu. D'autre part, le développement quantitatif et qualitatif des forces productives est limité par les contraintes de *l'accroissement* de la quantité de valeur avancée sous forme de capital : le capital doit pouvoir accroître sa valeur initiale de manière à pouvoir reproduire sans cesse son procès de valorisation à une échelle élargie. La production se trouve donc encore interrompue et son progrès une nouvelle fois compromis chaque fois que la valorisation (au sens quantitatif) de la valeur-capital avancée ne peut avoir lieu à un degré suffisant, c'est-à-dire autorisant la reproduction du procès de valorisation à une échelle élargie. Ces deux limites que le capital impose, de par sa nature de valeur en procès, à la croissance et au développement de la production sociale, sont celles-là mêmes qui se manifestent avec éclat dans la double contradiction de la mise en valeur du capital précédemment analysée.

On peut de même montrer que l'augmentation de la productivité du travail social, aspect essentiel du progrès de la production, aboutit, en régime capitaliste, à une double disproportion, fatale à ce système de production, et que l'on retrouve, une fois encore, au coeur de la double contradiction précédente. D'une part, l'augmentation de la productivité entraîne *une disproportion entre travail nécessaire et surtravail* : elle permet au capital de s'approprier sans cesse plus de surtravail en diminuant en conséquence le temps de travail nécessaire, principe de la formation d'une plus-value relative. A quoi s'ajoute d'ailleurs, conséquence inévitable de la propension du capital à l'accumulation, une disproportion entre la part de la plus-value consommée improductivement, dépensée comme revenu par les capitalistes (et tous les autres ayants droit à la plus-value), et sa part consommée productivement, reconvertie en capital additionnel. Il en résulte inmanquablement une disproportion entre la capacité de consomma-

tion productive de la société et sa capacité de consommation improductive, partant entre les deux sections productives fondamentales, une tendance de la section I à croître de manière disproportionnée par rapport à la section II, sans tenir compte des limites que la réduction constante du temps de travail nécessaire d'un côté, celle de la part de la plus-value consommée improductivement de l'autre, impose à cette dernière.

D'autre part, cette même augmentation de la productivité du travail entraîne *une disproportion entre travail mort et travail vivant*: l'accumulation de travail mort, de moyens de production (sous forme de capital constant) et notamment de moyens de travail (sous forme de capital fixe), est disproportionnée au regard des possibilités pour le travail vivant de le valoriser en tant que capital, et conduit donc nécessairement celui-ci à une crise de valorisation par la chute générale du taux de profit.

Dans l'un et l'autre cas, ces disproportions expriment bien la contradiction entre la forme et le contenu de la production capitaliste mise en évidence précédemment. Car ni la diminution du travail nécessaire par rapport au surtravail ni l'augmentation du travail mort par rapport au travail vivant, qui ne sont que deux façons différentes d'exprimer les progrès de la productivité du travail social, ne sont disproportionnées dans l'absolu. De telles disproportions n'ont d'ailleurs aucun sens dans l'absolu, puisque le premier rapport indique le degré dans lequel la richesse sociale dépasse le cercle étroit de la satisfaction des besoins considérés comme les plus élémentaires à une période historique donnée; tandis que le second rapport indique le degré dans lequel les hommes se sont libérés du travail lui-même, s'en sont déchargés sur ces esclaves mécaniques que sont les machines. On ne saurait donc jamais trop diminuer le temps de travail nécessaire par rapport au temps de surtravail, ni trop augmenter la masse du travail mort se substituant au travail vivant.

Ces rapports ne sont disproportionnés que pour autant que leurs termes, catégories économiques générales, prennent ici une forme particulière, celle du capital précisément, celle de valeur qui doit se conserver et s'accroître en tant que valeur. Si le rapport du travail nécessaire au surtravail est disproportionné, c'est dans la seule mesure où, en régime capitaliste, le premier prend la forme de capital variable, réglant pour l'essentiel la demande en moyens de consommation (section II), tandis que le second prend la forme de plus-value

réglant la demande en moyens de production (section I). Dans ces conditions, les proportionnalités intersectionnelles, qui seules permettent aux échanges marchands de réaliser la valeur formée, se trouvent nécessairement compromises – et on voit aussi du même coup combien l'idéal d'une croissance proportionnée est problématique, sinon irréalisable, en régime capitaliste. De même, si le rapport du travail mort au travail vivant est disproportionné, c'est dans la seule mesure où, en régime capitaliste, le premier prend la forme du capital constant (et notamment fixe) que le second seul, sous la forme de la valeur nouvelle qu'il forme, impliquant la reproduction du capital variable avancé et la production d'une plus-value, peut mais aussi doit valoriser; et que, dans ces conditions, la diminution du second par rapport au premier limite nécessairement cette valorisation, quelle que puisse être par ailleurs l'augmentation de la part de surtravail au sein du travail vivant (l'augmentation du taux de plus-value). Autrement dit, ce qui dans l'un et l'autre cas transforme les progrès de la productivité du travail en rapports disproportionnés, compromettant ainsi la poursuite de la reproduction du capital, c'est *la nature même du capital comme valeur en procès*, la forme de valeur en procès que le capital impose aux forces productives de la société et à la richesse qui en résulte: «[...] *dans le développement des forces productives, le mode de production capitaliste trouve une limite qui n'a rien à voir avec la production de la richesse en soi; et cette limitation bien particulière témoigne du caractère limité et purement historique, transitoire, du système de production capitaliste. Elle témoigne qu'il n'est pas un mode absolu de production de la richesse, qu'au contraire il entre en conflit avec le développement de celle-ci à une certaine étape de son évolution.*»²⁹

Ainsi les deux faces de la contradiction de la mise en valeur du capital précédemment analysées se rattachent-elles bien en définitive à cette contradiction interne au capital entre son contenu matériel (le développement quantitatif et qualitatif des forces productives de la société) et sa forme sociale, c'est-à-dire sa nature de valeur en procès. La valorisation du capital est une forme nécessairement contradictoire de la production sociale.

Et de cette analyse, il résulte clairement que, comme le dit Marx, «*la véritable barrière de la production capitaliste, c'est le capital lui-même*

29. *Le Capital*, III, 1, page 255.

me.»³⁰ Dans ces conditions, on comprend aussi le caractère *inévitabile* des crises du procès de reproduction immédiat du capital: c'est le moment où toutes les limites, disproportions, contradictions précédemment analysées se manifestent de manière aiguë, et ne trouvent plus à se résoudre dans le cours normal du procès de reproduction. J'y reviendrai en détail dans le dernier chapitre de cet ouvrage.

4. Les contradictions de l'autonomisation de la valeur comme prodrome de la fin de l'économie

En fait, à travers les analyses précédentes, il devient également manifeste que le capital porte au rang de véritable contradiction le rapport entre valeur d'usage et valeur, qui n'est que de l'ordre de la différence au niveau de la marchandise et au plus de l'ordre de la contrariété au niveau de l'argent.

Cette contradiction se manifeste tout d'abord au sein de la marchandise elle-même, en tant qu'elle est désormais produit du capital. En tant que valeur, la marchandise n'est en effet mesurée, c'est-à-dire déterminée qualitativement dans sa substance et quantitativement dans sa grandeur, que par le travail social abstrait matérialisé en elle. Au contraire, en tant que valeur d'usage, elle est mesurée (déterminée qualitativement et quantitativement) par le besoin social qu'elle peut et doit satisfaire: elle n'est valeur d'usage qu'en étant objet d'un besoin et dans les seules limites de ce besoin. Autrement dit, valeur d'usage et valeur sont déterminées par des substances et des grandeurs essentiellement différentes. Or aucun produit du travail humain ne peut être valeur sans être valeur d'usage: dès lors qu'il n'est plus objet d'un besoin quelconque, il ne peut pas non plus figurer comme valeur dans un rapport d'échange, et sa valeur est alors très exactement nulle.

Par conséquent, la double détermination de la marchandise comme valeur d'usage et comme valeur recèle une contradiction potentielle que la production capitaliste va tendre à actualiser. D'une part, en effet, elle pousse à la production illimitée de valeur en cherchant à matérialiser le maximum de surtravail sous forme de plus-value (de survaleur) dans son produit-marchandise. D'autre part, au contraire,

30. *Id.*, page 263.

elle limite nécessairement le besoin solvable en moyens de consommation de la majeure partie de la population, par la diminution relative du travail nécessaire; ce qui entraîne une limitation de la capacité de consommation (improductive mais aussi productive) de l'ensemble de la population. Par conséquent, la production capitaliste compromet nécessairement la valeur des marchandises produites en réduisant les besoins solvables dont elles doivent faire l'objet en tant que valeurs d'usage: leur existence potentielle en tant que valeurs entre en contradiction avec leur inexistence actuelle en tant que valeurs d'usage, dès lors que celles-ci ne font l'objet d'aucun besoin (solvable).

Mais la contradiction entre valeur d'usage et valeur prend un tour encore plus aigu lorsqu'on considère non plus le capital-marchandise mais le capital productif. En effet, en tant que capital, c'est-à-dire en tant que valeur en procès, le capital productif n'a pas, lui non plus, d'autre mesure (détermination et limite) que le travail abstrait; tandis qu'en tant que force productive, c'est-à-dire en tant que valeur d'usage, il tend à réduire au minimum le temps de travail abstrait, contenu en lui-même ou dans ses produits: « *Le capital est une contradiction en procès: d'une part, il pousse à la réduction du temps de travail à un minimum, et d'autre part il pose le temps de travail comme la seule source et la seule mesure de la richesse [...] D'une part, il éveille toutes les forces productives de la science et de la nature ainsi que celles de la coopération et de la circulation sociales, afin de rendre la création de richesse indépendante (relativement) du temps de travail utilisé par elle. D'autre part, il prétend mesurer les gigantesques forces sociales ainsi créées d'après l'étalon du temps de travail, et les enserrer dans les limites étroites, nécessaires au maintien, en tant que valeur, de la valeur déjà produite.* »³¹ Ainsi, le développement qualitatif et quantitatif des forces productives, auquel procède contradictoirement le capital, ne compromet pas seulement ce dernier en tant que valeur en procès, il compromet plus radicalement encore *la valeur* elle-même comme forme sociale de la valeur d'usage (de la richesse sociale) et *la loi de la valeur* comme loi régulant la production sociale: il tend à détruire non seulement les rapports capitalistes, mais encore et plus fondamentalement les rapports marchands eux-mêmes qui leur ont servi de base historique. Il fait ainsi apparaître que *la véritable richesse so-*

31. *Grundrisse*, tome 2, pages 222-223.

ciale n'est pas la valeur mais la valeur d'usage (l'abondance matérielle), et que *la véritable mesure de cette richesse n'est pas le temps de travail socialement nécessaire mais le temps de non-travail*: la réduction du temps de travail nécessaire, la libération de l'homme à l'égard du travail, le développement du temps libre, du temps libéré de la nécessité naturelle et de la contrainte sociale du travail.

On mesure maintenant toute la complexité des rapports du capital à la loi de la valeur. D'une part, le capital accomplit cette loi, il la réalise en transformant toute production en production marchande, en généralisant par conséquent son champ d'application, condition même de son fonctionnement en tant que loi de la production sociale. Mais, d'autre part, il la transforme et tend même à la nier. Non seulement *formellement*, en l'appropriant aux exigences de reproduction du capital, aux exigences d'égalisation de la valorisation des capitaux singuliers au-delà des inégalités de leurs conditions particulières de production et de circulation: c'est l'enjeu de la transformation des valeurs en prix de production, de manière à égaliser les taux de profit. Mais encore *réellement*: en faisant d'une simple loi réglant la circulation des marchandises une loi réglant aussi leur production, la loi technique du procès de production (notamment sous forme de la mécanisation et de l'automatisation), le capital transforme le contenu même de la loi de la valeur en loi d'économie du temps de travail, poussant au développement continu des forces productives. Du même coup, il crée toutes les conditions du dépérissement et du dépassement de cette loi en une forme supérieure de régulation de la production sociale. Autrement dit, en réalisant la loi de la valeur extensivement et intensivement, le capital tend à la compromettre.

On s'aperçoit du même coup du caractère pleinement révolutionnaire du mode de production capitaliste. En jetant, à travers le développement quantitatif et qualitatif des forces productives, les bases d'une part de l'abondance matérielle, d'autre part de la réduction continue du temps de travail nécessaire, il crée les conditions mêmes de *la fin de l'économie*, c'est-à-dire du double règne de la rareté des biens et de la nécessité du travail. Mais il le fait sous une forme contradictoire, non seulement parce qu'en même temps qu'il les pousse à croître et à se développer, le capital entrave les forces productives par sa forme même de valeur en procès; mais encore et surtout parce qu'à travers la généralisation de la forme marchande (de la valeur), c'est aussi l'économie (le calcul économique), dans toute son

inhumanité réificatrice, qu'il généralise, en réduisant les hommes eux-mêmes (leurs forces de travail) au statut de marchandises, en les sacrifiant aux exigences de la reproduction de leurs propres produits aliénés sous la forme du capital.

En définitive, les contradictions précédentes sont la manifestation, dans les cadres et les catégories de la production capitaliste elle-même, des *limites absolues de l'autonomisation de la valeur*. Elles montrent qu'en tant que valeur en procès, le capital ne peut indéfiniment faire abstraction ni de la valeur d'usage en général, celle de ses propres produits, celle de la richesse sociale; ni surtout de sa propre valeur d'usage en tant que force productive. Elles constituent un brutal rappel à l'ordre du capital, quand celui-ci s'est par trop écarté des véritables finalités de toute production sociale, l'abondance permettant la satisfaction des besoins sociaux et la réduction du temps de travail nécessaire, en leur substituant sa finalité propre: la reproduction (conservation et accroissement) de la valeur en procès en un mouvement indéfiniment recommencé.

Chapitre XVII

LES CONTRADICTIONS DE L'EXPROPRIATION DES PRODUCTEURS

De cette expropriation, j'ai déjà eu l'occasion de mettre en évidence les différents niveaux et dimensions. Nous avons vu ainsi que, si elle s'enracine dans la séparation (de fait et de droit) entre les producteurs et leurs moyens de production et de consommation, qui fait toute l'originalité historique du capital comme rapport de production, elle ne s'y limite pas. En effet, elle se prolonge, d'une part, par la perte de maîtrise du producteur sur sa propre activité productive, sur le procès de travail au fur et à mesure où il se trouve approprié par le capital pour être soumis aux exigences de sa valorisation, perte de maîtrise qui prend la forme d'une absorption et d'une subordination du travail vivant (la dépense des forces de travail) par le travail mort (le système des machines, le « corps » du capital fixe) dans le procès de travail lui-même ; d'autre part, *in fine*, par la dépossession du producteur à l'égard du produit même de son travail, qui se fixe face à lui sous forme de marchandises, d'argent et en définitive de capital (productif) qui est la propriété d'autrui et qui est toujours en mesure d'acheter à nouveau sa propre force de travail, qui demeure sa seule propriété.

L'expropriation se traduit ainsi tout à la fois par *l'exploitation* du travail et du travailleur: la production d'un surtravail qui se trouve approprié gratuitement par le capital; par sa *domination*: par sa subordination au commandement du capitaliste comme personnification du capital; enfin par son *aliénation*: par le fait que le produit de son travail lui échappe, se fixe face à lui comme une puissance extérieure et étrangère (le capital) qui se retourne contre lui et fait en définitive son propre malheur, le vouant tantôt au tourment du travail forcé, tantôt aux affres de l'inactivité forcée (du chômage), avec son cortège de pauvreté et de misère. C'est de l'ensemble de ce processus qu'il s'agit de saisir maintenant les contradictions, de manière à parachever ainsi l'analyse conduite par les deux chapitres précédents.

1. Une dimension nouvelle: la lutte des classes

De ce troisième jeu de contradictions du procès de reproduction immédiat du capital, les développements des deux chapitres antérieurs ont déjà traité en un sens, implicitement. En effet, les contradictions de la socialisation de la production autant que celles de l'autonomisation de la valeur peuvent s'interpréter comme autant de conséquences de l'expropriation des producteurs. Pour autant, les contradictions de l'expropriation ne se réduisent pas aux précédentes, dans la mesure où elles font intervenir une dimension nouvelle: la lutte des classes.

1.1. Dans ses différentes facettes, la contradiction entre la socialisation des procès de production et de reproduction et la privatisation de leurs médiations et résultats renvoie directement à l'expropriation des producteurs à l'égard de leurs moyens de production. En effet, cette dernière fonde tout à la fois l'appropriation privative de ces mêmes moyens sociaux de production, partant des forces sociales de travail et du produit social, sous la forme d'une myriade de capitaux singuliers; la séparation et l'opposition concurrentielle entre ces derniers; enfin leur autonomie de fonctionnement à l'intérieur du mouvement général du capital social, autonomie qui trouve dans ce mouvement ses conditions de possibilité en même temps qu'elle entre sans cesse en contradiction avec lui. Ainsi c'est l'expropriation des producteurs qui génère la polarité et le conflit entre la socialisation grandissante du procès de travail (dans tous ses éléments: forces de

travail, moyens de travail, produits du travail) et la privatisation persistante de ses modes de mise en œuvre et d'appropriation.

L'expropriation des producteurs n'est pas moins au cœur des contradictions de l'autonomisation de la valeur exposées dans le chapitre précédent. Si la reproduction du capital tend constamment à déboucher sur une disproportion entre l'accumulation des forces productives de la société et ses besoins (solvables), entre son procès de production et son procès de consommation, ou si l'on préfère entre sa capacité de consommation productive et sa capacité de consommation improductive, nous avons vu que la raison en gît en définitive dans la disproportion qui s'institue et qui tend à s'aggraver entre salaire et plus-value, autrement dit entre travail nécessaire et surtravail. Or ce rapport, qui n'est autre en définitive que le taux d'exploitation, mesure le degré d'expropriation des producteurs dans leur ensemble à l'égard du produit (plus exactement du surproduit) de leur propre travail combiné. Autant dire que, si le capital dresse une barrière à la poursuite de sa propre reproduction, c'est dans la mesure où il tend à aggraver constamment l'expropriation des producteurs sous cet angle.

On parvient à une conclusion identique en examinant l'autre contradiction majeure de l'autonomisation de la valeur, celle qui débouche sur une disproportion croissante entre le travail mort et le travail vivant. Si la reproduction du capital tend constamment à accumuler trop de travail mort (de moyens de production) par rapport à la masse de travail vivant qui le met en œuvre, trop de valeur (sous forme de capital constant et notamment de capital fixe) par rapport au principe producteur de valeur, par rapport aux forces de travail qu'il peut absorber et qui peuvent seules conserver et accroître la valeur accumulée, la raison en gît à nouveau dans l'expropriation des producteurs. Sous la double forme, cette fois-ci, d'une part de l'expropriation des producteurs *hors* du procès de travail : de la constitution d'une « *surpopulation relative* », d'une masse de travailleurs surnuméraires, dont le capital n'a pas ou plus besoin, si ce n'est de manière intermittente et temporaire, en tant que producteurs (même s'il peut encore en avoir besoin comme consommateurs) ; d'autre part, et surtout, de l'expropriation des producteurs *au sein même* du procès de travail : de l'absorption par le corps mort du capital (le capital fixe, le système des machines) des capacités productives des producteurs, ou de la réduction de ces capacités au rôle de facteur anexe et secondaire au sein du procès de travail lui-même.

Si, d'un côté, le capital se heurte à l'expropriation des producteurs à l'égard de leur propre produit (ou plutôt surproduit) sur laquelle il repose pourtant; de l'autre côté, il se heurte à l'expropriation de ces mêmes producteurs à l'égard de leur propre activité productive, qui n'en est pas moins une de ses dimensions constitutives. Dans les deux cas, de condition fondamentale d'existence du capital, l'expropriation apparaît aussi comme un obstacle à sa reproduction.

1.2. Ainsi, l'expropriation des producteurs est au cœur des contradictions aussi bien de la socialisation de la production que de l'autonomisation de la valeur. Pour autant, ses contradictions propres ne sauraient se réduire à ces dernières. C'est que l'expropriation comprend une dimension essentielle que les analyses antérieures des contradictions du procès de reproduction n'ont pas encore prise en compte: la lutte des classes.

En effet, si l'expropriation des producteurs donne naissance au capital comme rapport de production, il lui donne aussi naissance comme *rapport de classes*; plus exactement, elle est la dimension du capital comme rapport de production sous laquelle celui-ci se pose comme rapport de classes. Elle est le processus par lequel se constitue le rapport de classes le plus fondamental qui divise la société capitaliste, celui qui oppose les classes de propriétaires des moyens de production (capitalistes et propriétaires fonciers) aux classes de travailleurs salariés, dépourvus de toute propriété de tels moyens (et, par conséquent, aussi de toute capacité à produire par eux-mêmes leurs moyens de subsistance) et réduits, en conséquence, à aliéner en permanence aux capitalistes leurs forces de travail¹.

L'expropriation des producteurs est donc aussi le processus générateur de *la lutte* entre ces classes, lutte dont elle détermine à la fois le champ et les enjeux au moins immédiats. Car il n'y a *pas de classes sans lutte de classes*. Proposition qui doit d'ailleurs s'entendre en un double sens.

1. Je parle *des classes* de travailleurs salariés parce que, à mon sens, le salariat est lui-même traversé par une division et une opposition de classes fondamentale, celle entre le prolétariat et l'encadrement. Cf. à ce sujet mon ouvrage *Entre bourgeoisie et classe capitaliste: l'encadrement capitaliste*, L'Harmattan, 1989. Ici, cependant, j'ignorerais cette dimension des rapports et des luttes de classe, en traitant le salariat comme un bloc unifié dans son opposition au capital.

D'une part, au sens où le processus qui génère la division de la société en classes les dresse aussi inmanquablement les unes contre les autres, il les génère comme des forces sociales rivales, qui s'affrontent en adversaires, voire en ennemis. En effet, dans la mesure même où l'expropriation signifie l'exploitation, la domination, l'aliénation des producteurs, il est impossible qu'elle aille sans résistance de ces derniers, résistance qui vise au minimum à limiter et amoindrir ses effets, voire à chercher à y mettre fin ; résistance qui se heurte à son tour à la lutte que mènent les capitalistes pour étendre, conforter, approfondir cette même expropriation sur laquelle repose leur pouvoir, tant individuellement que collectivement. De cette lutte permanente et multiforme résulte à chaque moment le rapport de forces entre ces classes, rapport de forces qui, institutionnalisé (fixé et figé, formalisé juridiquement et légalement, officialisé et justifié), détermine le cadre social et politique général à l'intérieur duquel se déroule le procès de reproduction du capital.

Mais, d'autre part, si la division de la société génère la lutte, inversement la lutte génère la division : c'est de leur affrontement même que naissent les classes. En effet, les classes n'existent et ne s'affirment pleinement comme telles, comme sujets collectifs, qu'en se mobilisant dans les luttes qui les opposent. Ce n'est que dans et par ces luttes que les classes parviennent tout à la fois à surmonter leurs divisions internes (notamment la concurrence interindividuelle qui tend constamment à les décomposer) en se rassemblant et en s'organisant, en édifiant leurs organisations propres ; à déterminer et faire valoir leurs intérêts, non seulement immédiats mais historiques ; enfin à se poser en acteurs politiques au plein sens du terme : en producteurs d'historicité, capables d'infléchir voire d'orienter le devenir de la société globale. Si bien que la lutte des classes est, en un sens, la lutte *pour* les classes : pour leur existence en tant que forces sociales disposant d'une unité et d'une autonomie stratégique au moins relatives. Ce qui implique d'ailleurs, j'y reviendrai, que leurs luttes ne restent pas circonscrites au seul niveau économique (au seul champ du procès de reproduction immédiat) mais qu'elles débordent sur les niveaux politique et idéologique, pour englober en définitive la *praxis* sociale entière.

Générée par l'expropriation des producteurs, la lutte des classes constitue donc bien *une dimension nouvelle* des contradictions inhérentes au procès de reproduction du capital, qui englobe les contra-

dictions de ce procès précédemment exposées, sans pour autant se réduire à elles. C'est cette dimension que je me propose d'explorer dans ce chapitre, en commençant par restituer le traitement que Marx lui a réservé dans *Le Capital*.

2. La lutte des classes dans « *Le Capital* »

Parmi les surprises que réserve la lecture (ou relecture) du *Capital*, la moindre n'est pas, sans doute, de constater que la lutte des classes, notamment celle centrale entre capital et travail salarié, n'y est presque jamais *explicitement* présente, notamment dans les passages que Marx consacre au procès de reproduction du capital. Si bien que l'ensemble de l'œuvre apparaît, sous ce rapport, à l'image du chapitre qui le clôt : fondamentalement inachevé. En effet, ainsi que le note laconiquement Engels, le manuscrit de ce chapitre (le chapitre LII du Livre III), qui devait précisément être consacré à l'exposé de la structure de classes caractéristique du mode capitaliste de production, s'interrompt au bout de quelques paragraphes, laissant le lecteur sur sa faim.

Ce constat est d'autant plus étonnant que, s'il est un thème qui semble condenser et symboliser à lui seul toute la pensée de Marx et, plus largement, ce qu'on a appelé le marxisme, c'est bien celui de la lutte des classes. « *L'histoire de toute société jusqu'à nos jours n'a été que l'histoire de la lutte des classes* » : en dépit de la part d'extrapolation et de réduction également abusives qu'elle contient, ou plutôt grâce à elle, cette affirmation passe communément pour la clef de voûte du programme tant théorique que politique du marxisme. Comment expliquer par conséquent que ce « *fameux moteur de l'histoire* » soit apparemment aussi absent de l'œuvre maîtresse de Marx, destinée pourtant à livrer le secret du mouvement des sociétés modernes dominées par le capital et son procès de reproduction ?

Une fois de plus, une partie de la réponse se trouve dans la méthode mise en œuvre et suivie par Marx, dans sa progression de l'abstrait vers le concret. Dans les plans initiaux de sa critique de l'économie politique, élaborés en 1857-1858², Marx prévoyait de n'aborder les rapports de classes, la division de la société en classes et les luttes

2. Cf. annexe 2.

entre elles, qu'une fois exposées les catégories qui constituent la structure socio-économique de la société capitaliste: «[...] 2° Les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital, travail salarié, propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). 3° Concentration de la société bourgeoise sous forme de l'État. Considéré dans sa relation avec lui-même. Les classes «improductives» [...].»³ C'est apparemment ce plan que Marx a suivi en rédigeant la version primitive du *Capital*, dont Engels s'est servi pour composer le Livre III; ce qui explique qu'il ne soit question des classes sociales qu'en fin de parcours, après l'exposé de l'ensemble des formes prises par les rapports capitalistes de production, jusqu'à leur synthèse fétichiste dans la fameuse «*formule trinitaire*». Et c'est visiblement à ce plan qu'il continue de rester fidèle lorsqu'il envisage, après la publication du Livre I, de se (re)mettre à la rédaction de la suite; dans une lettre à Engels datant d'avril 1868, il lui expose en effet la démarche générale du Livre III qui devait déboucher sur la lutte des classes: «*Comme conclusion, la lutte des classes, dans laquelle le mouvement se décompose et qui est le dénouement de toute cette merde.*»⁴ Ainsi Marx qualifie-t-il la «*matière*» (l'économie politique et son objet, le procès de reproduction immédiat du capital) sur lequel il s'est pourtant penché des décennies durant pour en percer le secret...

Cependant si, selon la démarche suivie par Marx, il aurait fallu attendre la fin du *Capital* pour que la lutte des classes puisse passer au premier plan de l'analyse, en apparaissant comme *ultima ratio* de tout le procès de reproduction, elle n'en est pas moins *implicitement* présente à différents moments cruciaux antérieurs de l'analyse de ce dernier que Marx développe tout au long du *Capital*. Moments par lesquels nous sommes déjà passés mais que la prise en compte de cette nouvelle dimension du procès de reproduction va nous donner l'occasion de revisiter et d'éclairer en conséquence d'un jour nouveau.

2.1. La lutte des classes traverse les deux moments du rapport entre capital et travail salarié que Marx distingue dans son analyse. A

3. «Introduction...», page 172.

4. Lettre de Marx à Engels du 30 avril 1868, *Lettres sur «Le Capital»*, Editions Sociales, 1964, page 213.

commencer par l'appropriation par le capital du procès de travail, son appropriation de la mise en œuvre de la force de travail comme (unique) facteur de valorisation du capital, ce que Marx nomme la soumission (formelle puis réelle) du travail au capital. De cette appropriation, nous avons déjà vu quels sont les moments essentiels, sans avoir encore souligné qu'elle génère le champ de l'affrontement quotidien, de tous les instants même, entre capitalistes et travailleurs salariés. Affrontement dont l'enjeu n'est autre que la *durée* du travail, son *intensité* et en définitive sa *productivité*.

a) La durée du travail est l'enjeu immédiat de cet affrontement. Non seulement au stade initial de la domination formelle du capital sur le travail ; mais encore au stade ultérieur de sa domination réelle.

Le temps de travail nécessaire étant fixé et, avec lui, la valeur de la force de travail – et nous verrons dans un moment que leur fixation est elle-même l'enjeu et le résultat d'un affrontement séculaire entre capital et travail salarié -, la seule manière pour le capital de s'approprier du surtravail (donc une plus-value), autrement dit de s'affirmer comme capital, comme valeur en procès, est d'allonger la durée du travail au-delà du temps de travail nécessaire. De ce point de vue, il n'y a pas de différence essentielle entre plus-value absolue et plus-value relative : toute plus-value est, en ce sens, *absolue* puisqu'elle résulte toujours du prolongement du temps de travail au-delà du seul travail nécessaire à la reproduction de la force de travail.

La tendance à l'exploitation la plus étendue possible (en termes de durée) est donc inhérente à la nature du capital, par-delà les motivations propres de ceux qui le personnifient, les capitalistes (enrichissement personnel, stratégie patrimoniale, etc.). Et, à cette fin, ces derniers peuvent faire valoir le droit qu'ils ont acquis en se rendant propriétaires de l'usage de la force de travail par son achat, usage dont ils entendent bien tirer le maximum en termes de surtravail, de formation de plus-value.

Evidemment, les travailleurs eux-mêmes ne l'entendent pas de cette oreille. Ils défendent, pour leur part, leur droit sur leur propre force de travail, dont ils ont certes aliéné l'usage au capitaliste, mais dont ils restent propriétaire au terme de cet échange et dont ils entendent défendre l'intégrité. Car, en lui cédant temporairement l'usage de leur force de travail, c'est en fait l'usage de leur propre personne qu'ils aliènent au capitaliste – la force de travail étant de ce point de

vue une marchandise tout à fait singulière, en ce qu'elle n'est nullement séparable de son propriétaire. Ils entendent donc *se défendre* contre tout usage et usure excessifs de leur force de travail qui risquent de la ruiner, et eux avec elle. C'est en définitive non seulement leur seule propriété, mais leur santé et leur vie même qu'ils cherchent ainsi à préserver. Ils s'opposent, par conséquent, à tout usage excessif de leur force de travail comme à un vol, une manière pour le capitaliste de s'approprier plus que ce qu'il a payé: de faire produire, par exemple, en un jour la valeur de deux ou même trois journées de travail tout en ne payant que la valeur journalière de la force de travail: « *Le capitaliste soutient son droit comme acheteur, quand il cherche à prolonger cette journée aussi longtemps que possible et à faire deux jours d'un. D'autre part, la nature spéciale de la marchandise vendue exige que sa consommation par l'acheteur ne soit pas illimitée, et le travailleur soutient son droit comme vendeur quand il veut restreindre la journée de travail à une durée normalement déterminée. Il y a donc ici une antinomie, droit contre droit, tous deux portant le sceau de la loi qui règle l'échange des marchandises. Entre deux droits égaux, qui décide? La force. Voilà pourquoi la réglementation de la journée de travail se présente dans l'histoire de la production capitaliste comme une lutte séculaire pour les limites de la journée de travail, lutte entre le capitaliste, c'est-à-dire la classe capitaliste, et le travailleur, c'est-à-dire la classe ouvrière.* »⁵

De cette lutte, Marx a retracé les principales péripéties, depuis l'aube de la « révolution industrielle » jusqu'à l'instauration des premiers « lois de fabrique » (*factory acts*) réglementant la durée de la journée de travail; et elle s'est évidemment poursuivie par après jusqu'à nos jours. Son analyse insiste notamment sur la tendance du capital à prolonger la journée de travail au-delà de toute limite naturelle et sociale; par exemple en instituant le travail de nuit, la journée continue de travail (par équipes), en poussant l'effort productif des travailleurs jusqu'à leur épuisement complet. Tendance qui rencontre cependant une double limite: la faiblesse du corps des travailleurs et, inversement, la force de leur volonté. Le capital se heurte ainsi, d'une part, à l'épuisement physiologique des travailleurs, à l'usure prématurée de leur force de travail, à l'accroissement de leur morbidité et de

5. *Le Capital*, I, 1, page 231. L'analyse de Marx a pour cadre la journée de travail. Mais elle peut s'étendre évidemment à toute espèce de durée: la semaine, l'année, la vie entière d'un travailleur.

leur mortalité, à leur extermination par le travail, qui peut aller jusqu'à remettre en cause leur capacité à se reproduire biologiquement, au point de ne pouvoir perpétuer son exploitation qu'en intégrant sans cesse de nouvelles populations dans son orbite. Il se heurte, d'autre part et surtout, et c'est ce qui m'intéresse ici, à la résistance des travailleurs, à leurs luttes (sous forme de grèves, de manifestations, d'émeutes même) pour imposer une limite légale à la durée du travail, luttes qui requièrent leur organisation, notamment syndicale, qui trouve ici son premier objet: « *Pour se défendre contre « le serpent de leurs tourments », il faut que les ouvriers ne fassent plus qu'une tête et qu'un cœur; que par un grand effort collectif, par une pression de classe, ils dressent une barrière infranchissable, un obstacle social qui leur interdise de se vendre au capital par « contrat libre », eux et leur progéniture, jusqu'à l'esclavage et à la mort.* »⁶

Arracher, imposer et défendre une stricte limitation et réglementation de la durée journalière (mais aussi hebdomadaire, annuelle, etc.) du travail a ainsi été et restera toujours le premier pas que doit effectuer le prolétariat sur la voie de son émancipation. A cette fin, il peut compter sur l'intervention de l'Etat, alarmé à la fois par la dégradation générale de la condition physique d'une partie grandissante de la population et par les menaces de troubles politiques que ce régime d'exploitation fait planer, en provoquant l'agitation et l'organisation des travailleurs et en contribuant, par l'intermédiaire de leurs luttes, à leur affirmation en tant que classe. Ce faisant, en intervenant pour imposer une limitation et une réglementation légales de la journée de travail, l'Etat se comporte tout à la fois en représentant de l'intérêt général de la société contre l'intérêt particulier de la classe capitaliste dans ce qu'il peut avoir d'immédiatement excessif; et en gestionnaire avisé de l'intérêt à long terme de cette même classe, dont il rend ainsi la domination (le système d'exploitation qui la fonde) compatible avec les impératifs de la reproduction sociale dans son ensemble (en l'occurrence avec les impératifs de la reproduction démographique, de la reproduction de la population).

L'existence d'une réglementation juridique de la journée de travail (plus largement de la durée du travail) est ainsi une spécificité de la production capitaliste qui résulte et de la tendance inhérente au capital à prolonger démesurément cette journée, et de la nécessité, par

6. *Id.*, page 296.

réaction, de limiter et d'encadrer cette tendance, sans pour autant la supprimer. Pour autant, il y a en permanence tentation et tentative des capitalistes individuels ou de certaines fractions capitalistes de violer la loi limitant et réglementant la durée du travail. Autrement dit, les garanties légales offertes aux travailleurs en la matière sont insuffisantes; elles doivent se compléter et se soutenir par une pression collective constante pour faire respecter la loi et pour en améliorer les termes: « *La création d'une journée de travail normale est, par conséquent, le résultat d'une guerre civile longue, opiniâtre et plus ou moins dissimulée entre la classe capitaliste et la classe ouvrière.* »⁷

b) En fait, nous savons déjà que la véritable réplique capitaliste à la limitation légale de la durée de travail va consister dans le développement des différentes méthodes propres à augmenter à la fois l'intensité et la productivité du travail, méthodes qui relèvent des différentes modalités et formes de ce que Marx nomme la domination réelle du capital sur le travail. Du même coup, le champ de l'affrontement quotidien entre capitalistes et travailleurs salariés va se déplacer en partie pour se concentrer à l'intérieur même du procès de travail.

Ce que le capital perd en exploitation extensive de la force de travail, il va chercher et parvenir à le regagner en exploitation intensive de cette même force. Dès que la durée pendant laquelle il peut faire fonctionner la force de travail à son service, pour en extraire le maximum de surtravail, se trouve limitée, il va chercher à augmenter en quelque sorte la densité en travail de cette durée, « *la masse qui en est comprimée dans un espace de travail donné, une heure, par exemple* »⁸, en un mot son intensité. A cette fin, il lui faut imposer aux travailleurs la plus grande continuité, régularité et célérité possible dans leur activité productive. Et nous avons vu que les différentes modalités de la domination réelle du procès de travail par le capital y contribuent. A commencer par la division manufacturière du travail qui, en spécialisant chaque travailleur, accroît son habileté et sa rapidité d'exécution, tout en faisant de chaque opération individuelle un moment singulier d'un acte collectif de travail dont elle doit respecter strictement le plan et le rythme. Contrainte que la mécanisation et l'automation accroissent encore, en rendant encore plus continu,

7. *Id.*, page 293.

8. *Le Capital*, I, 2, page 92.

plus fluide et plus rapide un procès de travail désormais soumis à un principe totalement extérieur aux travailleurs, qui leur impose la vitesse d'exécution de leurs opérations productives et comprime sans cesse les temps morts entre elles.

Cependant le principal intérêt pour le capital de son appropriation du procès de travail selon ces méthodes (division, mécanisation et automatisa-tion du procès de travail) n'est pas dans l'augmentation de l'intensité du travail mais dans celle de sa productivité. C'est en effet par le biais de cette dernière que s'obtient la dévalorisation de la force de travail, l'abaissement du coût global de sa reproduction, partant la transformation d'une partie du travail nécessaire en surtravail et la formation d'une plus-value relative. C'est essentiellement l'obtention de celle-ci qui vient compenser, et au-delà, la perte de plus-value absolue que provoque la réduction de la journée de travail.

Mais, là encore, l'exploitation capitaliste n'est pas sans engendrer résistance et lutte de la part des travailleurs contre les formes d'organisation du procès de travail, de l'acte collectif de travail comme des opérations individuelles de production, qui leur sont ainsi imposées. C'est la révolte contre la « *discipline de caserne* » dans laquelle le capital enferme les travailleurs à travers son organisation hiérarchique du travailleur collectif; c'est la guérilla contre « *les petits chefs* » chargés d'imposer cette discipline, de veiller au respect de normes d'intensité et de productivité du travail; c'est surtout la résistance, tantôt sourde, tantôt explosive, opposée à l'expropriation de la maîtrise de leur activité productive, partant de leur savoir et de leur savoir-faire, incorporés dans le travail mort des machines et le travail vivant d'une partie de l'encadrement (l'encadrement « technique »: techniciens et ingénieurs). Résistance qui va jusqu'aux formes extrêmes de la malfaçon (coulage, gaspillage, sabotage), voire du luddisme (attaque des moyens de travail comme matérialisation du capital); et qui se transforme à l'occasion en révolte ouverte, sous forme de grèves massives, obligeant régulièrement le capital à renouveler ses méthodes de domination et d'exploitation du travail, en en perfectionnant les moyens mécaniques⁹.

Dans leur opposition aux différentes modalités de l'appropriation capitaliste du procès de travail, les travailleurs directs peuvent jouer

9. C'est ce qui s'est produit par exemple à la fin des années 1960 sur les chaînes hypertaylorisées et fordisées de l'industrie automobile.

d'une contradiction dans laquelle s'enferme nécessairement toute organisation capitaliste de la production. C'est que, d'une part, elle tend à leur expropriation de la maîtrise de leur activité productive, en restreignant au minimum leur part d'autonomie et d'initiative; alors que, d'autre part, elle ne peut complètement les en exproprier, requiert encore leur présence active et doit nécessairement faire appel à un minimum d'implication des travailleurs dans leur activité productive, donc leur reconnaître un minimum d'initiative et de d'autonomie. C'est en s'appuyant sur cette dernière que les travailleurs ont toujours pu tenir en partie en échec l'organisation capitaliste de la production, par conséquent limiter leur exploitation en réduisant, outre la durée, l'intensité et la productivité du travail que le capital cherche à leur imposer.

2.2. Si *l'usage productif* de la force de travail fournit un terrain d'affrontement permanent entre capitalistes et travailleurs, il en est de même en ce qui concerne *l'échange marchand* de cette même force. L'enjeu immédiat de cette autre face de l'affrontement entre capital et travail salarié est évidemment la fixation du salaire, autrement dit du prix d'achat et de vente de la force de travail. Et, du point de vue des travailleurs, cet enjeu est en fait double.

a) D'une part, il s'agit pour eux d'éviter que le prix de cette force ne tombe en dessous de sa valeur. Car « *le prix de la force de travail – comme celui de n'importe quelle autre marchandise – peut monter au-dessus ou descendre au-dessous de sa valeur, autrement dit s'écarter, dans l'un ou l'autre sens, du prix qui est l'expression monétaire de la valeur.* »¹⁰ Le salaire peut se situer en dessous de la valeur monétaire de la force de travail notamment en cas d'excès de l'offre de travail (de forces de travail) sur sa demande. Excès dont le risque est permanent puisque, comme nous le savons, le capital tend à engendrer, par la dynamique même de son accumulation, une « *armée industrielle de réserve* » dont l'une des fonctions essentielles est précisément de faire pression sur « *l'armée active* », sur ses conditions de rémunération aussi bien que sur ses conditions d'emploi.

Pour faire face à pareille situation, qui établit *a priori* un rapport de forces favorable au capital, à l'ensemble des capitalistes, il n'y a là pas d'autre moyen de résistance pour les travailleurs que leur coali-

10. *Un chapitre inédit du Capital*, pages 277-278.

tion en organisations syndicales, à l'intérieur de chaque entreprise et de chaque branche d'activité, comme au niveau de chaque localité et en définitive de chaque nation. Organisations syndicales que le développement de la production capitaliste favorise à son tour par la concentration des travailleurs qui accompagne celle des moyens de production, par l'homogénéisation de leurs conditions de travail et d'existence, par la mobilité géographique et professionnelle que le nomadisme du capital leur impose, etc.

L'organisation des travailleurs en syndicats et leur lutte collective sur cette base leur permet, en premier lieu, de limiter et de régler la concurrence que les travailleurs individuels se mènent sur le marché du travail. Elle vise à négocier collectivement, et non plus individuellement, le prix de la force de travail, donc à imposer, pour chaque catégorie de travailleurs, un salaire minimum en dessous duquel aucun d'entre eux n'acceptera de se faire embaucher; et à doter les travailleurs d'un organe destiné à veiller au respect de cette norme, par les travailleurs eux-mêmes aussi bien que par les capitalistes: *« En conséquence, les ouvriers se coalisent afin de se placer en quelque sorte sur un pied d'égalité avec les capitalistes pour le contrat de vente de leur travail. Telle est la raison (la base logique) des syndicats. Ce qu'ils recherchent, c'est d'éviter que, sous la pression directe d'une détresse qui lui est particulière, l'ouvrier ne soit contraint à se satisfaire d'un salaire inférieur à celui qui était fixé auparavant par l'offre et la demande dans la branche d'activité déterminée, de sorte que la valeur de la force de travail ne tombe au-dessous de son niveau traditionnel dans cette industrie [...] Les syndicats ne permettent donc jamais à leurs membres de travailler au-dessous de ce minimum de salaire. Ce sont des sociétés de sécurité créées par les ouvriers eux-mêmes. »*¹¹

Elle leur permet, en deuxième lieu, par l'agitation permanente, la multiplication des grèves, le relais que le mouvement syndical peut obtenir de la part d'organisations politiques (les partis « ouvriers »), de consolider les succès temporaires et locaux, remportés sur le terrain salarial, par l'imposition de minima conventionnels ou même légaux. Dès lors, la rigidité à la baisse du salaire, lors d'une éventuelle dégradation du rapport entre offre et demande sur le marché du travail en général, reçoit le secours et le renfort du droit et de la loi.

11. *Id.*, pages 279-280.

En dernier lieu enfin, par les mêmes moyens, le mouvement syndical visera à la création de revenus de substitution pour les « *surnuméraires* » de « *l'armée industrielle de réserve* », les travailleurs chroniquement condamnés au chômage ou aux emplois précaires, par exemple sous forme de l'organisation de caisses mutuelles de secours, ultérieurement sous celle de l'institution d'assurance-chômage ou d'assurance-invalidité procédant d'une socialisation d'une partie du salaire. De cette manière, il s'agit d'éviter aux principaux intéressés de plonger dans la misère et le dénuement ; et partant d'être contraints de rompre la solidarité de classe, en concurrençant sauvagement les travailleurs employés par le capital.

Ironie dans le même sens les luttes visant à exclure (légalement) du marché du travail certaines catégories de la population (par exemple les enfants, les femmes, les étrangers), de manière à dégonfler l'« *armée industrielle de réserve* » et diminuer d'autant la pression (à la baisse) qu'elle exerce sur les salaires et les salariés employés par le capital. Dans les deux cas, il s'agit de lutter contre cet instrument propre à discipliner le travail et les travailleurs que constitue la « *surpopulation relative* » créée par l'accumulation du capital, cette masse de « *surnuméraires* » dont le capital n'a pas ou plus, temporairement ou définitivement, besoin pour se valoriser, mais qui lui sert encore, par sa seule présence, à améliorer les conditions de sa valorisation. Et pour sinon mettre fin à ce despotisme du capital, du moins le limiter, il n'y a qu'une solution : que les travailleurs « *s'unissent pour organiser l'entente et l'action commune entre les occupés et les non-occupés* »¹², pour faire cesser la concurrence mortelle entre eux, la pression des « *surnuméraires* » sur les actifs employés. Telle devrait aussi être une des fonctions essentielles du syndicalisme, qu'il ne remplit cependant pas toujours.

b) D'autre part cependant, le véritable enjeu des affrontements autour du salaire est, plus encore que *le prix* de la force de travail, *sa valeur* qui lui fournit son pivot régulateur. Valeur qui, par définition, est déterminée par la quantité de travail socialement nécessaire pour en assurer la reproduction, donc pour produire les moyens de consommation nécessaires à sa reproduction.

Il s'agit ici essentiellement pour les travailleurs de s'opposer à la tendance à la dévalorisation de leur force de travail. Tendance dont

12. *Le Capital*, I, 3, page 83.

nous savons qu'elle est, elle aussi, inhérente à l'accumulation du capital, puisque c'est sur elle que repose l'extraction de la plus-value relative. Elle s'opère par l'intermédiaire de l'augmentation de la productivité moyenne du travail social, qui permet de dévaloriser les moyens de consommation jugés nécessaires à la reproduction de cette force, donc à l'entretien et à la perpétuation des travailleurs salariés.

S'opposer à cette dévalorisation tendancielle de leur force de travail revient, en premier lieu, pour les travailleurs à imposer, par le biais de leurs luttes syndicales et politiques, *une norme minimale de consommation*: la reconnaissance d'une certaine quantité et qualité de moyens de consommation, biens ou services, matériels ou immatériels, privés ou publics, comme composantes nécessaires de leur procès de consommation, en fixant le salaire de manière à ce qu'il leur permette l'appropriation de tels moyens. Cela revient, en second lieu, à faire évoluer cette norme à la fois quantitativement et qualitativement, à l'élargir et à l'enrichir au rythme de la hausse de la productivité du travail social et du développement économique et social général qu'elle rend possible. Autrement dit, à la tendance du capital à dévaloriser la force de travail par l'augmentation de la productivité moyenne du travail social, il s'agit pour les travailleurs d'opposer, par leurs luttes, une tendance à la valorisation de cette force par élargissement et enrichissement de la norme de consommation, des moyens de consommation dont l'appropriation est reconnue comme faisant partie des conditions normales de reproduction de la force sociale de travail. Ce qui revient à imposer tout simplement une augmentation des salaires réels, ou encore de ce qu'on nomme habituellement « *le niveau de vie* » des travailleurs. En définitive, lorsque s'accroît la productivité du travail social, « *le degré de la baisse [de la valeur de la force de travail] [...] dépend du poids relatif que la pression du capital, d'une part, la résistance de l'ouvrier, de l'autre, jettent dans la balance.* »¹³ En d'autres termes, tout dépendra en définitive du rapport de forces entre capital et travail, tel qu'il résulte de la lutte de classes entre eux.

Ce qui se trouve ainsi mis en jeu à travers la fixation et l'évolution de cette norme de consommation, c'est le partage des gains de productivité entre capital et travail salarié. En effet, à norme de consommation constante, toute augmentation de la productivité

13. *Le Capital*, I, 2, page 195.

moyenne du travail social se traduit par une dévalorisation de la force de travail et, partant, une augmentation de la plus-value relative; tel est le mécanisme même de production de cette dernière. En imposant au contraire un élargissement et un enrichissement de cette norme, les travailleurs luttent pour s'approprier une partie de ces gains sous forme d'une hausse de leurs salaires réels. Hausse au demeurant nécessaire du point de vue du capital lui-même: elle seule peut assurer l'augmentation de la demande de moyens de consommation et, par conséquent, garantir des débouchés à une offre de tels moyens, qui va nécessairement croissante avec une productivité accrue du travail social. Ainsi dévalorisation de la force de travail, avec aggravation du taux d'exploitation (par production de plus-value relative), et augmentation du niveau de vie des travailleurs non seulement ne sont pas incompatibles dans la dynamique capitaliste mais s'avèrent complémentaires. On tient là la base matérielle de tous les compromis auxquels le rapport salarial peut donner lieu.

Dans ce second aspect de l'affrontement entre capital et travail salarié, on retrouve en définitive l'originalité profonde de la force de travail comme marchandise: elle est inséparable du travailleur comme sujet individuel et social. De ce fait, d'une part, elle comprend, comme le notait déjà Marx, une incontournable composante sociale et civilisationnelle. Marx n'a cessé, en effet, de répéter que les moyens de consommation nécessaires ne se réduisent habituellement pas au « *minimum physiologique d'existence* » qui assure tout juste la survie du travailleur, mais qu'ils incluent tout ce qui, dans une société donnée à une époque donnée de son devenir historique, est jugé nécessaire pour permettre aux travailleurs de mener une existence sociale jugée normale: « *La force de travail renferme donc, au point de vue de la valeur, un élément moral et historique; ce qui la distingue des autres marchandises. Mais pour un pays et une époque donnés, la mesure nécessaire des moyens de subsistance est aussi donnée.* »¹⁴ De ce fait, la définition de la valeur de la force de travail est toujours aussi fonction de l'état de développement économique, politique, moral, religieux, etc., de la société et de l'époque considérées.

D'autre part et surtout, précisément dans la mesure où elle n'est jamais que la capacité productive d'êtres humains, l'ensemble des facultés physiques, morales et intellectuelles qu'ils peuvent investir

14. *Le Capital*, I, 1, page 174.

dans l'activité productive, que son aliénation soumet à un processus d'exploitation et de domination, la force de travail comprend aussi une irréductible dimension politique, la capacité conflictuelle des travailleurs, leur capacité à résister à leur propre exploitation et domination, à lutter contre ses modalités concrètes. Au sein du monde marchand, du monde de la richesse soumise à l'abstraction réificatrice de la valeur, de la matérialisation du travail mort, la force de travail est une marchandise décidément bien singulière: elle est la seule marchandise qui non seulement est en mesure de valoriser l'argent en le métamorphosant en capital, mais qui, encore et contradictoirement, limite cette valorisation en luttant incessamment pour sa propre valorisation. Elle est la marchandise qui cherche constamment à s'autovaloriser en s'opposant à l'autovalorisation du capital.

2.3. Les quelques éléments précédents d'analyse du contenu (enjeu) des luttes qui opposent capitalistes et travailleurs salariés, que ce soit à propos de l'usage productif de la force de travail ou à propos du salaire, permettent de souligner une différence essentielle dans la forme même des luttes des uns et des autres.

Les luttes des travailleurs contre le capital prennent, le plus souvent, un tour ouvert, déclaré, explicite. Certes, elles incluent aussi la résistance quotidienne, sourde, occulte, individuelle, à l'exploitation et à la domination dans le procès de travail lui-même, faite de freinage, d'indiscipline, de malfaçon, d'absentéisme, etc. Mais leur forme la plus caractéristique est incontestablement *l'action collective* sous forme d'arrêts de travail, de grèves, de manifestations de rue, d'agitation et de propagande politiques en faveur de leurs revendications, etc. Et l'arme de ces luttes est de ce fait, inévitablement, l'organisation des travailleurs en associations, syndicats, partis, etc., autrement dit leur affirmation en tant que force sociale, en tant que classe pour soi.

Au rebours, les luttes des capitalistes ne prennent que rarement une forme aussi ouverte et déclarée. Dans l'ordinaire des jours, elle s'effectue par l'intermédiaire de l'organisation du procès de production qui est la grande affaire du capital. Organisation dont la finalité économique et les modalités techniques masquent précisément l'enjeu éminemment politique, sa nature d'agression constante du capital contre les travailleurs. Si bien que, si la lutte des classes apparaît clairement chaque fois que les travailleurs sont à l'offensive, elle semble au contraire disparaître chaque fois que l'initiative revient aux capitalistes.

L'arme privilégiée de ces derniers est, en définitive, *l'appareillage technique* dont se dote le capital, dans lequel il se matérialise sous forme de capital fixe: « *Le moyen de travail accable le travailleur. Cet antagonisme direct éclate surtout lorsque les machines nouvellement introduites viennent faire la guerre aux procédés traditionnels du métier et de la manufacture. Mais dans la grande industrie elle-même, le perfectionnement du machinisme et le développement du système automatique ont des effets analogues.* »¹⁵ C'est par l'intermédiaire de cet appareillage, qui matérialise le rapport capitaliste d'exploitation et de domination au sein même du procès de travail, que le capital s'approprié ce procès, organise le travailleur collectif et plie les travailleurs individuels à ses impératifs de valorisation: de durée, d'intensité et de productivité du travail. C'est par son intermédiaire également qu'il parvient notamment à augmenter cette dernière et, par conséquent, à dévaloriser la force de travail. C'est par son intermédiaire enfin qu'il génère en permanence des « *surnuméraires* », qu'il entretient en conséquence « *la surpopulation relative* » qui fait pression sur les travailleurs employés.

Ainsi, loin d'être seulement la matérialisation d'une « *rationalité instrumentale* » aussi universelle que neutre, garante du « *progrès* » matériel de l'humanité, de la réussite de l'entreprise visant à rendre l'homme « *maître et possesseur de la nature* », l'appareillage technique de la production moderne est l'arme la plus efficace du capital dans sa lutte de classe contre les travailleurs, celle par laquelle il s'oppose directement à la conflictualité de ces derniers. Cette dimension ne doit jamais s'oublier dans les analyses qui sont menées des « *révolutions techniques et scientifiques* » successives qui caractérisent l'organisation capitaliste de la production et son histoire. Marx la soulignait déjà à son époque: « [...] *la mécanique n'agit pas seulement comme un concurrent dont la force supérieure est toujours sur le point de rendre le salarié superflu. C'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie, et il le proclame hautement. Elle devient l'arme de guerre la plus irrésistible pour réprimer les grèves, ces révoltes périodiques du travail contre l'autocratie du capital [...]. On pourrait écrire toute une histoire au sujet des inventions faites depuis 1830 pour défendre le capital contre les émeutes ouvrières [...]. lorsque le capital enrôle la science à son service, la main rebelle de l'industrie apprend toujours à être docile.* »¹⁶

15. *Le Capital*, I, 2, page 113.

16. *Id.*, pages 116-118.

Ainsi, jusque dans les modalités sous lesquelles ils mènent leur lutte de classe respective, le capital et le prolétariat incarnent bien l'antagonisme du mort et du vif: à la coalition et à l'organisation collective des travailleurs, embryon de la société future reposant sur la « *libre association des producteurs* », le capital oppose la force répressive, muette, froide et calculée, de son corps mort fait de systèmes mécaniques et automatiques.

2.4. La lutte de classes ne se réduit pas, cependant, à l'affrontement entre capitalistes et travailleurs salariés, même si celui-ci constitue le moment central de celle-là. Nous savons que cette lutte oppose aussi entre elles les différentes fractions de la classe capitaliste ainsi que celle-ci aux propriétaires fonciers, avec pour enjeu immédiat le partage de la plus-value¹⁷.

Comme le partage de la valeur formée par le travail vivant entre salaire et plus-value, celui de la plus-value entre l'ensemble de ses ayants droit répond sans doute à des lois et régulations économiques: péréquation formatrice du taux de profit moyen, poids relatifs du capital industriel et du capital marchand, hausse et baisse du taux d'intérêt aux différentes phases du cycle industriel, fluctuations de la demande des produits agricoles ou miniers réglant le niveau de la rente foncière, etc. Mais nous avons vu qu'il est aussi le fruit de l'affrontement entre ses différents ayants droit, affrontement qui met toujours, plus ou moins directement, en jeu le rapport de forces *politique* entre les différentes classes et fractions possédantes et, par conséquent, l'État, sous la forme de dispositions légales et réglementaires, de mesures fiscales et budgétaires, de politiques sectorielles ou générales, etc.

Pour déterminer comment la plus-value se répartit entre ces différentes classes et fractions, il est ainsi essentiel de connaître l'état exact du rapport de forces politique entre elles, autrement dit comment se compose le bloc au pouvoir et qui y occupe une position hégémonique. Par *bloc au pouvoir*, on entend le système d'alliances réglant les rapports de force entre ces différentes fractions et classes, ainsi qu'entre ces derniers et les autres classes et fractions dominées qu'elles sont parvenues à se rallier, système qui leur permet d'exercer le pou-

17. Cf. *supra* chapitre XII, la section « Fractionnement de la plus-value et reproduction du capital ».

voir politique, autrement dit leur domination sur l'ensemble de la société. Quant à la *position hégémonique* au sein de ce bloc, elle est occupée par celle des fractions des classes possédantes qui a été capable de réaliser ce système d'alliances, donc de les conduire (diriger) dans leur commune lutte contre les autres classes, et notamment le prolétariat, en faisant ainsi valoir en priorité ses propres intérêts comme leur intérêt général.

La constitution d'un tel bloc au pouvoir ainsi que la lutte pour l'accès à une position hégémonique ou la conservation d'une pareille position met nécessairement en jeu la médiation politique, au sens le plus large du terme. A commencer par l'Etat qui, tant par son autonomie relative à l'égard de l'ensemble des classes que par son unité propre (que lui assure son appareillage bureaucratique), joue un rôle primordial dans le processus d'unification de la classe dominante et de constitution du bloc au pouvoir, par lesquelles se réalise sa domination de classe. Mais se trouvent aussi mis en jeu, plus largement, la scène politique, sur laquelle se forment et opèrent les partis politiques, dont les rapports d'alliances et d'oppositions cimentent le bloc au pouvoir, et, en définitive, le vaste réseau des médiations politiques et civiles à travers lesquelles chacune de différentes classes et fractions, membres du bloc au pouvoir, s'assure des relais et des appuis auprès d'autres classes de la société¹⁸.

Rien de tout cela ne figure cependant dans les analyses développées au sein du *Capital* ou dans ses travaux préparatoires et annexes. C'est dans d'autres textes, de circonstances bien que consacrés aux événements politiques majeurs dont il fut contemporain, tels que *Les luttes de classes en France* (1850) ou *Le 18-Brumaire de Louis Bonaparte* (1852), ou encore dans les articles de journaux ou même les lettres dans lesquels il se penche sur la vie parlementaire britannique, la guerre civile américaine, le processus d'unification nationale en Italie et en Allemagne, etc., que Marx élabore, quelquefois au fil de la plume, la conceptualité qui lui permet d'analyser les rapports complexes entre les différentes classes et fractions qui se disputent la prééminence dans la direction politique de la société.

C'est qu'en matière d'analyse des rapports de classe, la conjoncture prime toujours en définitive sur la structure. C'est à l'occasion des

18. Sur l'ensemble de ces points, cf. Nicos Poulantzas, *Pouvoir politique et classes sociales*, Maspero, 1978, tome 2, partie III.

bouleversements des rapports de forces politiques, lors de crises politiques graves, (re)mettant en jeu les unités constituées (bloc au pouvoir, régime, forme d'Etat, unité et indépendance nationales, etc.) que se laissent le mieux analyser, dans toute leur complexité, les rapports entre classes et fractions de classe. De ce point de vue, l'analyse des rapports de production, même pris dans leur dynamique, à laquelle s'en tiennent *Le Capital* et ses travaux préparatoires et annexes, est condamnée à rester bien pauvre et limitée: elle ne livre au mieux que la structure de ces rapports, leur squelette qui ne peut prendre consistance, s'enrober de chair, et surtout prendre vie, se mettre en mouvement, que dans l'infinie variété des situations politiques au sein desquelles se déroulent les luttes de classes et auxquelles ces luttes donnent naissance. Mais qui ont aussi pour effet de brouiller la structure des rapports de classes, en donnant lieu à de singuliers processus de décomposition et de recomposition des classes sociales; si bien qu'en définitive, sur la scène sociale et politique sur laquelle se déroulent ces luttes, on n'a jamais affaire à des classes «pures», nettement définies et identifiables, mais tout à la fois à *moins* que des classes (des fractions, couches, catégories, groupes représentatifs) mais aussi et surtout *plus* que des classes: à des blocs sociaux et politiques, résultant de complexes processus d'alliances, d'appuis, de relais, de clientélisme et d'allégeance, etc.

On ne peut que regretter que ces deux pans de l'œuvre de Marx (et Engels), ses analyses des rapports de production, incluant celle de la reproduction du capital, conduisant à dégager la structure de classes du mode de production capitaliste d'une part, ses analyses des rapports (luttes) de classes dans des conjonctures socio-historiques et politiques déterminées d'autre part, soient restés inarticulés entre eux. En ne permettant pas, de ce fait, de corriger la sécheresse et le schématisme du premier par les nuances et la vie qu'apporte le second; mais aussi en ne permettant pas à ce dernier de bénéficier des solides assises du premier. Ce sont les grandes lignes de cette articulation que je voudrais indiquer pour conclure ce chapitre.

3. Les rapports de classes comme niveau spécifique du procès global de reproduction du capital

L'ensemble des analyses contenues dans cet ouvrage ont commencé à nous familiariser avec l'idée que, comprise dans toute son extension et toute sa compréhension, la reproduction de ce rapport social spécifique qu'est le capital ne saurait se réduire à son seul mouvement cyclique de valeur en procès : au seul procès d'ensemble de la production capitaliste, pour parler comme Marx.

Ainsi, à différentes reprises déjà, j'ai eu l'occasion de souligner que ce mouvement cyclique n'est pas en mesure de produire par lui-même l'ensemble de ses propres conditions, des conditions de sa répétition ; qu'il est notamment tributaire de *conditions sociales générales* qu'il ne saurait engendrer ou s'assurer à lui seul. Par exemple, l'unification matérielle, administrative, politique du territoire sans laquelle un marché capitaliste (un marché sur lequel peuvent se mouvoir et se faire concurrence des capitaux), quelle qu'en soit la dimension (locale, régionale, nationale, mondiale), ne saurait se réaliser. La production de ces conditions constitue, en ce sens, un second niveau du procès d'ensemble de reproduction du capital, certes articulé sur le procès de reproduction immédiat (le mouvement cyclique de la valeur en procès) mais en même temps distinct de lui et disposant relativement à lui d'une certaine autonomie.

C'est cette même double détermination (articulation et autonomie) qui caractérise les rapports entre le procès de reproduction immédiat du capital et les rapports (luttés) de classes. Et c'est elle qui me permet, par conséquent, de concevoir ces derniers comme formant, eux aussi, un niveau spécifique du procès global de reproduction du capital.

3.1. L'articulation entre procès de reproduction immédiat du capital et rapports (luttés) de classes peut et doit se comprendre sur le mode de la détermination réciproque. Détermination simultanément positive et négative : chacun de ces deux processus se trouve à la fois engendré et limité par l'autre.

a) La détermination des rapports de classes par le procès de reproduction immédiat du capital revêt plusieurs aspects.

En premier lieu, c'est le déploiement des rapports capitalistes de production, brisant ou dissolvant les rapports de production anté-

rieurs (les formes de production et de propriété héritées des modes de production antérieurs : du féodalisme en Occident, du « *mode de production asiatique* » en Orient, mais aussi celles dérivant de la communauté primitive) qui a donné naissance à la division de la société en classes sociales. Division *spécifique* au mode capitaliste de production.

En effet, bien que la pensée de Marx ait été fluctuante sur ce point, bien qu'il ait eu tendance dans certains textes (notamment le *Manifeste*) à universaliser la division de la société en classes et les luttes de classes, il semble bien qu'il faille réserver au seul mode capitaliste de production ce mode singulier de segmentation et de hiérarchisation de la société globale que constitue la formation de classes sociales. Dans *L'idéologie allemande*¹⁹ et dans les *Grundrisse*²⁰ notamment, Marx montre ainsi comment les classes sociales se forment sur les décombres des anciens ordres et états caractéristiques des sociétés précapitalistes (esclavagistes et féodales) ; comment, plus précisément, la division de la société en classes sociales a pour condition essentielle la substitution de rapports *impersonnels* de dépendance et de domination, caractéristiques des rapports capitalistes de production comme j'ai déjà eu l'occasion de le relever, aux rapports *personnels* de dépendance propres aux rapports précapitalistes de production : elle suppose que les conditions matérielles de la production (moyens de production et moyens de subsistance) et, par conséquent, aussi les différentes fonctions du procès de production se soient autonomisées face aux agents sociaux de la production, producteurs aussi bien que non-producteurs, qui n'en sont dès lors plus que les personnifications. Autrement dit, la division de la société en classes et les luttes de classes sont le mode propre de segmentation, de hiérarchisation et de conflictualité, en définitive de *subjectivation* d'un type de société globale (de mode de production) caractérisé par *l'objectivation réificatrice* des rapports de production qu'institue le déploiement du capital.

En second lieu, le procès de reproduction immédiat du capital génère la structure permanente de cette division de la société en classe. Autrement dit, c'est lui qui détermine le système des places dévo-

19. Cf. 1ère partie « Feuerbach », traduction française, Editions Sociales, pages 81-104 et pages 122-135.

20. Cf. le célèbre passage sur les formes précapitalistes de production, tome 1, pages 435-479.

lues à chacune des classes dans les rapports de production (notamment la relation de chacune d'elles aux moyens sociaux de production), la division sociale du travail (la fonction de chacune d'elle dans le procès de production matérielle et plus largement dans la reproduction sociale), les rapports régissant la distribution de la richesse sociale, la forme et le montant des revenus de chaque classe sociale, partant les conditions matérielles et institutionnelles d'existence de ses membres, le système de contraintes et de possibilités qui va les déterminer et qu'ils vont pouvoir convertir en un système de dispositions subjectives (*habitus*), etc. Mais c'est lui tout aussi bien qui est responsable des grandes inflexions historiques de cette structure, des déformations et transformations qu'elle connaît au cours de l'histoire du capitalisme, partant de l'ascension ou des déclin qu'y connaissent classes, fractions de classes, couches et catégories sociales.

b) Mais les rapports de classe, plus exactement la dimension conflictuelle de ces rapports, déterminent tout aussi bien, inversement, le procès de reproduction immédiat du capital, la dynamique de sa reproduction comme valeur en procès. C'est directement ce que suggèrent bon nombre de mes développements antérieurs.

En particulier, la lutte multiforme entre capital et travailleurs salariés apparaît bien comme le moteur (pour reprendre une métaphore classique) du procès immédiat de reproduction du capital. Elle détermine en effet les deux rapports essentiels entre travail nécessaire et surtravail, travail mort et travail vivant, dont dépend en définitive, comme on l'a vu, toute la dynamique d'accumulation du capital, mais aussi l'activation de ses contradictions internes.

Le partage du temps de travail entre travail nécessaire et surtravail, partant celui de la valeur formée entre salaire et plus-value, en un mot le taux de plus-value, le degré d'exploitation du travail, est fonction à la fois de la durée, de l'intensité et de la productivité du travail d'une part, du montant du salaire d'autre part. Il est donc tributaire du double affrontement entre capital et travail salarié précédemment distingué: celui qui a pour enjeu l'appropriation du procès de travail, déterminant à la fois la durée, l'intensité et la productivité du travail; comme celui qui a pour enjeu le prix et plus encore la valeur de la force de travail. En ce sens, le rapport entre travail nécessaire et surtravail est bien un résultat direct du principal affrontement de classe qui déchire la société capitaliste.

Il en va de même pour l'autre des deux ratios économiques fondamentaux déterminant la dynamique de l'accumulation du capital, le rapport entre travail mort et travail vivant. Certes ce rapport dépend d'abord du degré de développement de la productivité du travail, partant de facteurs aussi multiples et diversifiés que le mode d'organisation du travail, le degré de qualification des forces de travail, le développement de la connaissance scientifique des processus naturels, le degré et les formes de ses applications techniques, partant de la synergie entre recherche scientifique et production industrielle, etc. Mais nous savons que l'enjeu de l'introduction de nouvelles formes d'organisation du travail, de nouveaux moyens de travail, de nouvelles compétences techniques et productives, etc., en un mot l'enjeu de l'accumulation de travail mort sous forme de capital fixe est toujours en définitive de permettre au capital d'accroître son exploitation et sa domination du travail vivant : tout à la fois de parfaire son appropriation du procès de travail, de dévaloriser les forces de travail existantes, d'alimenter « l'armée de réserve » en produisant de nouveaux « *surnuméraires* » pour entretenir la pression disciplinaire sur « l'armée active ». Processus que ne peuvent que renforcer et précipiter les luttes des travailleurs salariés à la fois contre « l'ordre productif » capitaliste (leur contestation du mode d'organisation du procès de travail et de ce qu'il implique : discipline, brimades, cadences infernales, etc.) et pour élargir et enrichir leur norme de consommation.

Ainsi, à travers les rapports entre travail nécessaire et surtravail, travail mort et travail vivant, la lutte entre capital et travail salarié détermine-t-elle le principal indicateur et aiguillon du procès de reproduction immédiat du capital qu'est le taux de profit. Rappelons en effet que le taux de profit s'écrit $p' = pl / (c + v) = pl' / (1 + k)$, pl' figurant le taux de plus-value, tributaire du rapport entre travail nécessaire et surtravail, et k la composition organique du capital, tributaire du rapport du travail mort au travail vivant. Toute la dynamique de la reproduction immédiate du capital, du mouvement de la valeur en procès, tout comme ses contradictions internes se trouvent ainsi gouvernées, en dernière instance, par les luttes de classe entre capital et travail salarié.

c) Sous ce rapport, il convient d'ailleurs de signaler la fondamentale *ambivalence* des luttes que mènent les travailleurs salariés. Tant qu'elles ne remettent pas fondamentalement en cause les rapports de

production eux-mêmes, qu'elles ne s'en prennent en quelque sorte qu'à la forme historique déterminée sous laquelle les travailleurs affrontent ces rapports, ces luttes constituent autant un élément moteur de l'accumulation qu'une source de dysfonctionnement pour cette dernière.

En effet, la dynamique de l'accumulation du capital est directement alimentée par les luttes des travailleurs. Par leur résistance à l'augmentation de la durée et de l'intensité de leur travail, par leur insubordination à l'ordre productif capitaliste, les travailleurs poussent le capital en avant, ils le contraignent et l'incitent tout d'abord à passer de la production de plus-value absolue à la production de plus-value relative, puis à parfaire les formes de cette dernière, donc les modes de domination réelle sur le travail. Simultanément, en limitant la dévalorisation de leur force de travail, en obtenant par leurs luttes une hausse de leurs salaires réels (une élévation de leur norme de consommation), ils créent les débouchés nécessaires, la demande solvable en moyens de consommation sans laquelle l'augmentation de la productivité du travail, impliquant celle de la production, déboucherait immédiatement sur une crise de réalisation. Sous cet angle, dans certaines limites, les luttes économiques des travailleurs peuvent devenir fonctionnelles au regard de la reproduction immédiate du capital, de son mouvement cyclique de valeur en procès; et on comprend qu'elles aient pu être institutionnalisées à ce titre, par médiations syndicales interposées, par exemple pendant toute la phase fordiste de développement du capitalisme.

Mais, même sous ce rapport et dans ces limites étroites, les luttes des travailleurs constituent encore une menace relative pour le capital. C'est que, par leur effet moteur sur l'accumulation, elles poussent constamment le capital en avant vers ses propres limites en exacerbant ses contradictions. En particulier, comme nous l'avons vu, elle l'incite à substituer sans cesse davantage le travail mort au travail vivant, ce qui ne peut qu'aboutir à la baisse tendancielle du taux de profit, partant au blocage de l'accumulation. Autrement dit si, tant qu'elles sont limitées à la seule sphère économique, au seul cadre du procès de reproduction immédiat du capital, les luttes des travailleurs salariés sont en mesure de jouer un rôle d'aiguillon et même de régulateur de l'accumulation, elles n'en finissent pas moins toujours par le pousser dans ses retranchements et le mettre en crise.

3.2. Les luttes de classes, et tout d'abord celles opposant capital et travail salarié, se situent donc au cœur du procès de reproduction immédiat du capital. Simultanément cependant elles le débordent, signant ainsi l'autonomie du procès de production et de reproduction des rapports de classes par rapport au procès de reproduction immédiat du capital. Étroitement articulé à ce dernier, le premier n'en constitue par conséquent pas moins un niveau distinct d'analyse et de réalité.

Il se distingue, en premier lieu, par le fait que ce n'est qu'à ce niveau, dans et par leurs luttes, que les classes se constituent pleinement comme telles, comme je l'ai déjà rappelé en tête de ce chapitre. Au niveau de la reproduction immédiate du capital, on n'a encore affaire qu'à des classes objectivées, réduites à leur rôle de simples agents de ce procès, de simples personnifications des places et des fonctions qui sont les leurs au sein des rapports capitalistes de production et de la division sociale du travail qu'ils génèrent. Ce n'est qu'en se mobilisant dans et par les luttes qu'elles mènent avec et contre les autres, en surmontant par conséquent leurs divisions internes, en s'organisant en conséquence, en cherchant à faire valoir leurs revendications, leurs aspirations, leurs intérêts non seulement immédiats mais historiques, que les différentes classes sociales prennent conscience d'elles-mêmes et parviennent à s'affirmer comme sujets collectifs, comme actrices du devenir socio-historique, capables par conséquent d'infléchir la dynamique générale de la reproduction du capital, de transformer les rapports de production qui leur donnent naissance. En un mot, ce n'est que dans et par leurs luttes que les classes sociales passent de l'existence de *classes en soi* à celle de *classes pour soi*: de simples ensembles ou agrégats d'individus partageant en commun une même situation au sein des rapports de production à des forces sociales disposant chacune d'une certaine capacité à déterminer et à réaliser des intérêts (au sens de perspectives et d'horizons historico-politiques) spécifiques, à se concentrer et à se centraliser en s'appuyant sur leurs propres réseaux d'organisations, à développer une conscience de classe relativement autonome, tout en nouant entre elles des rapports complexes faits d'affrontement, de compromis, d'alliances, d'appuis, etc.

En d'autres termes, notamment par le biais de leur dimension conflictuelle, les rapports de classes introduisent *un irréductible moment subjectif* (la subjectivité des classes: leurs pouvoir, organisations,

conscience, projet politique, stratégies et tactiques) au sein du procès de reproduction du capital qui, de ce fait, moins que jamais, ne peut se comprendre comme un procès autoreproductif, automatique et réifié. D'autant moins en définitive que la lutte des classes ouvre la perspective de la non-reproduction du capital : de sa destruction et de son dépassement comme rapport de production, à travers l'activité révolutionnaire du prolétariat, sa lutte pour la réalisation du communisme.

En deuxième lieu, les rapports de classes se distinguent ici par *leur terrain* ou, si l'on veut, par leur contenu : le fait qu'ils débordent les seuls rapports de production pour englober, tendancielle, la *praxis* sociale entière. Non seulement parce que les classes sociales sont des groupements macro-sociologiques, qui couvrent le champ entier de la réalité sociale, dans la multiplicité de ces niveaux et dimensions. Mais encore et surtout parce qu'aucun champ partiel de l'activité sociale n'échappe en définitive à leurs affrontements : ceux-ci surdéterminent l'ensemble des rapports sociaux et l'ensemble des pratiques sociales, des plus banals en apparence (par exemple l'organisation de l'espace-temps quotidien, les relations interpersonnelles) jusqu'aux plus éminents et prestigieux (la scène politique, l'Etat, les formes et œuvres culturelles). Tout élément de la réalité sociale acquiert de ce fait une dimension directement politique, en tant que champ et enjeu à la fois des luttes entre les différentes classes sociales.

Ainsi entendus, les rapports de classes se distinguent, en troisième lieu, par *les médiations spécifiques* qu'ils mettent en jeu, qui n'apparaissent pas ou qu'à peine au niveau du procès de reproduction immédiat du capital. Il ne s'agit pas seulement des organisations (coalitions professionnelles, syndicats, partis politiques), des pratiques de lutte (grèves, manifestations, etc.), des élaborations idéologiques (catalogues revendicatifs, programmes politiques, œuvres culturelles, etc.) que font émerger ou que consolident les différentes classes en se mobilisant. Il s'agit tout autant des différents effets de décomposition et de recomposition des classes sociales auxquels leurs luttes donnent naissance, et que j'ai eu l'occasion d'évoquer plus haut ; notamment les blocs sociaux qui structurent la scène sociale et politique, jusqu'à et y compris les blocs nationaux structurés en Etats, alliés et rivaux sur la scène internationale.

En dernier lieu enfin, les rapports de classes se distinguent ici du seul procès de reproduction immédiat du capital par *leur enjeu*. Il ne

s'agit plus seulement de l'appropriation de la richesse sociale sous sa forme abstraite, de la répartition de la valeur formée par le travail et son exploitation. Il s'agit plus largement du *pouvoir politique*, entendu au sens de la capacité de diriger, d'organiser et de contrôler l'activité sociale dans son ensemble, la *praxis* comprise comme procès d'autoproduction de la société globale, de lui fixer ses finalités essentielles et d'en maîtriser les principales médiations. Car tel est bien en définitive l'enjeu ultime des luttes de classes et, par conséquent, l'objectif visé par chacune d'entre elles en tant qu'elle constitue une force sociale autonome, cherchant à réaliser ses intérêts de classe spécifiques.

En ce sens d'ailleurs, la prise en compte de ces luttes, dans la plénitude de leurs dimensions, implique le dépassement de la compréhension du capital comme simple valeur en procès au profit de sa détermination comme pouvoir. Les luttes des classes apportent ainsi, en définitive, *la vérité* sur le capital comme rapport de classe et son procès de reproduction comme structure de pouvoir, vérité occultée ou du moins seulement implicite au niveau du procès de reproduction immédiat du capital, au niveau du seul mouvement cyclique de la valeur en procès. Non seulement, dans et par les luttes de classes, les rapports de classes générés par les rapports capitalistes de production apparaissent directement comme tels, en permettant aux classes elles-mêmes de s'affirmer comme forces sociales distinctes et (relativement) autonomes; mais encore et surtout les luttes de classes déchirent le tissu d'apparences et d'illusions qui recouvre les rapports de production du fait du fétichisme marchand, monétaire et capitaliste, en laissant apparaître leur véritable nature de rapports de forces, de rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation.

Chapitre XVIII

LES CRISES DU PROCÈS DE REPRODUCTION IMMÉDIAT DU CAPITAL

Les chapitres précédents ont exposé les différentes contradictions du procès de reproduction immédiat du capital. Dans cet ultime chapitre, je me propose d'examiner comment (sous quelles formes) l'ensemble de ces contradictions s'actualise au sein des *crises* qui secouent périodiquement le procès de reproduction immédiat du capital, rendant du coup cette reproduction elle-même problématique, faisant planer le spectre de sa fin (de la non-reproduction du capital); ce qui me donnera l'occasion de revenir sur certaines d'entre elles pour en approfondir l'analyse. Mais aussi comment et pourquoi, actualisation et exacerbation de toutes ces contradictions, les crises du procès de reproduction immédiat du capital peuvent aussi et simultanément constituer un mode paradoxal de leur résolution et, par conséquent, assurer la pérennité de la reproduction du capital: « *Dans les crises du marché mondial, les contradictions et les oppositions [Widersprüche und Gegensätze] de la production bourgeoise sont poussées jusqu'à l'éclatement [...] [Ces crises] doivent être comprises comme une synthèse et une réduction violente à l'égalité [Zusammenfassung und Ausgleichung] de toutes les contradictions de*

l'économie bourgeoise.»¹ Formule quelque peu énigmatique qui ne s'explicitera que lorsque j'aurai passé en revue tous les aspects de ce processus complexe qu'est une crise du procès de reproduction du capital.

1. Le caractère spécifique des crises capitalistes

Auparavant, je commencerai par rappeler le caractère essentiel et d'ailleurs *spécifique* des crises de la production capitaliste, qui leur confère leur physionomie si particulière. Alors que, dans les modes de production antérieurs, les crises du procès de reproduction étaient toujours des crises de *sous-production* (liées à une pénurie de moyens de consommation et/ou de moyens de production), les crises du mode capitaliste de production sont au contraire des *crises de surproduction*. C'est la manifestation directe de l'excès de croissance et de développement des forces productives relativement aux possibilités et aux limites que leur impose et que requiert la valorisation du capital.

Encore convient-il de comprendre la notion de crise de surproduction dans son sens véritable. Deux erreurs courantes sont à éviter ici.

1.1. D'une part, la surproduction dont il est question n'est pas seulement ni essentiellement celle de marchandises, comme cela peut en principe déjà se produire dans le cadre de la production marchande simple. Car les marchandises ne sont plus maintenant que des formes fonctionnelles du capital, du capital-marchandise par conséquent. Les crises de *reproduction* du capital sont en fait essentiellement des crises de *surproduction* de capital, sous ses trois formes fonctionnelles.

Dans toute crise capitaliste, il y a bien certes, en premier lieu, *surproduction de capital-marchandise*. Autrement dit, tout à la fois production de marchandises invendables; ou de marchandises ne pouvant être vendues qu'à perte (en dessous de leur coût de production); ou, du moins, en dessous de leur prix de production. Donc production de marchandises ne permettant de réaliser qu'un profit en baisse, ou même aucun profit, voire ne permettant pas de reproduire (récupérer) le capital avancé.

1. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 597 et page 608. Traduction corrigée par mes soins.

La crise capitaliste se traduit donc bien toujours par l'encombrement des marchés, le gonflement des stocks, l'effondrement des prix (en dessous de leurs prix de production, voire de leurs coûts de production); d'où le ralentissement de l'accumulation, la multiplication des cas de faillite d'entreprises industrielles et commerciales, la montée du chômage, la contraction de la demande (en moyens de production comme en moyens de consommation) aggravant du coup le phénomène de surproduction, enclenchant ainsi une spirale déflationniste, etc. On reconnaît là la classique *crise de réalisation*, qui trouve en définitive son origine, comme nous le verrons en détail dans un moment, dans la contradiction entre le développement illimité de la production et les limites que, par ailleurs, le capital impose au marché, à la circulation, en restreignant nécessairement la demande solvable en moyens de consommation nécessaires (mais aussi en moyens de consommation de luxe) tandis qu'il accroît celle en moyens de production, autrement dit dans la disproportion entre travail nécessaire et surtravail.

Mais, dans et par cette surproduction de capital-marchandise, la crise exprime en fait, en second lieu, *une surproduction de capital productif*: une suraccumulation de moyens de production (et notamment de moyens de travail) devenus inutilisables comme capital productif, autrement dit comme moyens de valoriser la valeur qu'ils matérialisent en s'appropriant du travail vivant non payé, de la plus-value ou, du moins, de s'en approprier dans des proportions jugées suffisantes pour motiver la poursuite l'accumulation. Cette pléthore de capital productif en fonction survient dès que l'entrée en fonction de nouveaux capitaux additionnels tend à produire une baisse du taux général de profit, dès lors que l'augmentation de la masse du capital social ne s'accompagne pas d'une augmentation au moins proportionnelle de la masse de la plus-value formée. On reconnaît ici la *crise de valorisation* du capital, qui trouve son origine dans la disproportion entre travail mort et travail vivant.

Ainsi les crises de la production capitaliste sont-elles toujours simultanément des crises de suraccumulation du capital (productif) et de surproduction de marchandises. Elles se caractérisent à la fois par la baisse du taux de profit, l'insuffisante valorisation du capital, l'incapacité de produire (accumuler) du capital additionnel; *et* par l'encombrement des marchés, l'insuffisance des débouchés, la baisse générale des prix, etc. On ne peut pas séparer ou opposer ces deux

aspects de la crise capitaliste, comme l'ont tenté certains continuateurs ou commentateurs de Marx, en privilégiant l'un par rapport à l'autre. Ce sont là les manifestations, nécessairement conjointes, des deux aspects, qualitatif et quantitatif, de la même contradiction fondamentale de la mise en valeur du capital, qui peuvent cependant se trouver diversement accentuées au sein des crises structurelles successives ou des phases successives d'une même crise structurelle.

A quoi s'ajoute, en troisième lieu, la *surproduction de capital-argent*: une pléthore de capital-argent latent, stagnant dans l'anti-chambre du procès de reproduction. Incapable de se reconvertir en capital productif et plus largement en capital réel du fait des deux phénomènes précédents (surproduction de marchandises et suraccumulation de capital productif), ce capital-argent en jachère ne trouve dès lors plus d'autre emploi ou usage capitaliste que dans sa conversion en capital fictif, en se détournant vers le marché financier et la spéculation, entraînant la formation de « bulles spéculatives » éclatant en de retentissants krachs. C'est pourquoi toute crise capitaliste donne aussi toujours lieu à une orgie de spéculations de tous ordres.

1.2. D'autre part, quand on parle de surproduction, il faut bien comprendre que *cette surproduction n'est pas absolue mais relative*. Elle n'est pas absolue en ce sens qu'il ne s'agit pas de surproduction de capital relativement aux *besoins sociaux* en moyens de consommation ou en moyens de production. Comprendre ainsi la crise capitaliste de surproduction serait oublier qu'en régime capitaliste, la finalité de la production n'est pas fondamentalement la satisfaction des besoins sociaux, donc la production de valeurs d'usage, mais la mise en valeur du capital et, bien plus encore, sa reproduction comme valeur en procès, en définitive comme rapport de production: les valeurs d'usage produites, quelles qu'elles soient, n'ont que cette fonction et finalité de servir de supports matériels au procès de valorisation et de reproduction du capital. Dès lors, les moyens de production et de consommation accumulés sont éventuellement excédentaires non pas au regard des besoins sociaux à satisfaire mais seulement au regard des exigences de la valorisation et de la reproduction du capital auxquelles seules ils doivent servir: « *On ne produit pas trop de subsistance proportionnellement à la population existante. Au contraire. On en produit trop peu pour satisfaire décentement et humainement la masse de la population. On ne produit pas trop de moyens de production pour occu-*

per la fraction de la population apte au travail. Au contraire [...] on ne produit pas assez de moyens de production pour permettre à toute la population apte au travail de travailler dans les conditions les plus productives, donc pour permettre de réduire son temps de travail absolu grâce à la masse et à l'efficacité du capital constant employé pendant le temps de travail. Mais on produit périodiquement trop de moyens de travail et de subsistance pour pouvoir les faire fonctionner comme moyens d'exploitation des ouvriers à un certain taux de profit. On produit trop de marchandises pour pouvoir réaliser et reconvertir en capital neuf la valeur et la plus-value qu'elles recèlent dans les conditions de distribution et de consommation impliquées par la production capitaliste, c'est-à-dire pour accomplir ce procès sans explosion se produisant sans cesse. On ne produit pas trop de richesse. On produit périodiquement trop de richesse sous ses formes capitalistes, contradictoires.»²

Et rien ne manifeste mieux en définitive qu'il ne s'agit pas d'une surproduction absolue que l'augmentation de la « *surpopulation relative* » à laquelle donnent précisément lieu les crises capitalistes : l'augmentation du nombre de travailleurs qui ne trouvent pas ou plus à consommer, ni productivement (des moyens de production) ni improductivement (des moyens de consommation). Car la surproduction capitaliste s'accompagne nécessairement d'une sous-consommation (productive et improductive), qui signe son absurdité aussi bien que son inhumanité : tandis que s'accumulent d'un côté les moyens de production et les moyens de consommation dont on ne peut pas (plus) user comme moyens de reproduire le capital, grossit d'un autre côté le nombre de ceux qui ne peuvent ni travailler (user de leur force de travail) ni satisfaire leurs besoins individuels, y compris les plus élémentaires, le second phénomène trouvant dans le premier sa raison d'être. Tout cela parce que c'est la reproduction du capital, la conservation et l'accroissement de la valeur accumulée, et non pas la satisfaction des besoins sociaux, la reproduction du corps social, qui est devenue la finalité de la production : « *C'est l'appropriation de travail non payé et le rapport entre ce travail non payé et le travail matérialisé en général ou, pour parler en langage capitaliste, c'est le profit et le rapport entre ce profit et le capital utilisé, donc un certain niveau du taux de profit qui décide de l'extension ou de la limitation de la production, au lieu que ce soit le rapport de la production aux besoins sociaux,*

2. *Le Capital*, III, 1, page 270.

*aux besoins d'êtres humains socialement évolués. C'est pourquoi des limites surgissent déjà pour la production à un degré de son extension, qui, sinon, dans la seconde hypothèse, paraîtrait insuffisant et de loin. Elle stagne, non quand la satisfaction des besoins l'impose, mais là où la production et la réalisation de profit commandent cette stagnation.»*³ En définitive, dans la crise capitaliste, moyens de production et moyens de consommation se trouvent en excédent non pas en tant que tels, comme moyens de satisfaire les besoins productifs et improductifs de la société et de ses membres, mais en tant que supports de la valorisation et de la reproduction du capital : en tant qu'ils ont revêtu la forme de capital productif et de capital-marchandise et qu'ils ne peuvent plus être reproduits sous cette forme. Relativement à ces besoins, au contraire, ce n'est pas de surproduction qu'il faudrait parler, mais de sous-production : « *Le terme surproduction en soi induit en erreur. Tant que les besoins les plus pressants d'une grande partie de la société ne sont pas satisfaits ou tant que ne sont satisfaits que ses besoins les plus immédiats, on peut naturellement pas parler absolument d'une surproduction de produits – en entendant par là que la masse des produits serait excédentaire par rapport aux besoins de ces produits. À l'inverse il faut dire que, en ce sens, sur la base de la production capitaliste, il y a constamment sous-production. La limite de la production, c'est le profit du capitaliste, nullement le besoin du producteur.»*⁴

2. La crise commerciale

En tant que crise de surproduction, la crise de reproduction du capital se manifeste en premier lieu au sein de la sphère de la circulation, sous la forme de la *crise commerciale*⁵. Les symptômes les plus

3. *Id.*, page 271.

4. *Théories sur la plus-value*, tome 2, pages 628-629.

5. Toute crise du procès de reproduction du capital donne lieu à une phénoménologie complexe, ses différents aspects se manifestant tantôt de manière simultanée en s'enchevêtrant, tantôt de manière successive, en se distinguant relativement l'un de l'autre, voire en s'opposant quelquefois violemment entre eux. Ce sont ainsi leurs liens intimes qui, à chaque fois, tendent à être occultés. Pour mettre en évidence ces liens, j'ai choisi de distinguer les différents aspects ou moments de la crise, en les ordonnant des plus superficiels au plus essentiels. Les dénominations utilisées : crise commerciale, crise monétaire, crise financière, crise industrielle, ne doivent donc pas induire en erreur : il ne s'agit pas de différents *types* de crise, sim-

apparents en sont la saturation progressive des marchés, la difficulté grandissante de vendre les marchandises produites, la nécessité de les vendre en dessous de leur prix de production, voire de leur coût de production, donc leur dépréciation générale, en définitive l'impossibilité d'en écouler une partie, etc. L'analyse de la crise commerciale me donne ainsi l'occasion de revenir sur les contradictions responsables de la possibilité de non-réalisation de la valeur et, bien plus encore, de son actualisation.

2.1. Contre les économistes, apologues du capitalisme, qui nient toute possibilité de crise de ce mode de production, Marx montre que cette possibilité est en fait déjà incluse dans *la forme marchandise* du produit du travail social, dans les contrariétés que recèle la dualité interne de cette forme : « *Les contradictions que recèlent la marchandise, de valeur usuelle et valeur échangeable, de travail privé qui doit à la fois se présenter comme travail social, de travail concret qui ne vaut que comme travail abstrait ; ces contradictions immanentes à la marchandise acquièrent dans la circulation leur forme de mouvement. Ces formes impliquent la possibilité, mais aussi seulement la possibilité des crises.* »⁶ La métamorphose de la marchandise, le mouvement $M - A - M$, a normalement pour fonction de médiatiser ses deux aspects opposés, de manière à assurer leur unité, en permettant à la marchandise (la valeur d'usage) de se convertir en argent (en valeur) et réciproquement. Mais ce même mouvement, et c'est ce que montre Marx, inclut aussi la possibilité de leur non-médiatisation, de leur séparation, de leur fixation en deux moments qui ne s'échangent plus réciproquement, qui tombent l'un hors de l'autre, en transformant du coup leur contrariété en contradiction. Et cette possibilité se présente dans la circulation marchande simple sous deux formes différentes.

a) Le divorce, la disjonction entre les deux faces de la marchandise, valeur d'usage et valeur, peut survenir, en premier lieu, du fait de la séparation que la circulation marchande tend à introduire entre ses deux moments pourtant complémentaires que sont la vente et l'achat, la conversion de la marchandise en argent et inversement de

plement des *moments* distincts d'un même processus de crise qu'il s'agit de saisir dans sa dynamique d'ensemble, chacun disposant cependant de sa spécificité et de son autonomie propres au sein de ce mouvement.

6. *Le Capital*, I, 1, page 122.

l'argent en marchandise, dès lors que s'introduit en elle la médiation monétaire.

Dans le troc, dans l'échange direct entre deux marchandises, l'aliénation d'une marchandise (sa vente) et l'acquisition d'une autre marchandise (son achat) forment une unité immédiate : ce sont les deux faces d'un même acte, deux opérations inséparables qui se produisent dans le même moment et le même lieu en mettant aux prises les mêmes personnes, chacune d'entre elles étant alors simultanément vendeur et acheteur. Dans la circulation marchande au contraire, dès lors que l'argent s'institue comme médiation obligée de l'échange des marchandises, dans le mouvement $M - A - M$, ces deux opérations se trouvent séparées. La vente $M - A$ et l'achat $A - M$ ne coïncident ni *spatialement* : ce n'est pas à la même personne qu'un même échangeur donné vend et achète, sauf rarissimes exceptions ; ni *temporellement* : celui qui a vendu n'est pas immédiatement tenu d'acheter, il peut d'autant plus différer son achat que l'argent remplit la fonction de moyen de réserve, en lui permettant de conserver la valeur acquise sous sa forme adéquate de représentant général de la richesse marchande. Autrement dit, la circulation marchande repose sur la séparation, la disjonction de la vente et de l'achat, des deux moments ou phases de la métamorphose complète de la marchandise : « *La circulation [des marchandises] fait sauter les barrières par lesquelles le temps, l'espace et les relations d'individu à individu rétrécissent le troc des produits. Mais comment ? Dans le commerce en troc, personne ne peut aliéner son produit sans que simultanément une autre personne aliène le sien. L'identité immédiate de ces deux actes, la circulation la scinde en y introduisant l'antithèse de la vente et de l'achat. Après avoir vendu, je ne suis forcé ni d'acheter au même lieu ni au même temps, ni de la même personne à laquelle j'ai vendu.* »⁷

Ainsi, la circulation marchande inclut-elle la possibilité d'une séparation, d'une non-coïncidence, entre deux moments qu'elle pose pourtant comme mutuellement complémentaires et qui ne peuvent se produire l'un sans l'autre. C'est bien en ce sens qu'elle renferme la possibilité de la crise : « *La possibilité de la crise, pour autant qu'elle apparaît dans la forme simple de la métamorphose, résulte donc uniquement de ceci : les formes différentes – les phases – que la marchandise parcourt dans son mouvement, d'une part sont des formes et des phases*

7. *Le Capital*, I, 1, pages 121-122.

qui se complètent, mais par ailleurs, malgré cette cohérence interne nécessaire, ce sont des parties et des formes du procès indépendantes, qui peuvent être et qui sont séparées, qui ne coïncident pas dans le temps et dans l'espace. La possibilité de la crise réside donc uniquement dans la séparation de la vente et de l'achat.»⁸

Achat et vente ne coïncidant plus immédiatement ni nécessairement, le vendeur peut ne pas trouver d'acheteur; et, ne pouvant effectuer la première phase de sa métamorphose, $M - A$, sa marchandise ne pourra pas non plus effectuer alors la seconde, $A - M$, elle ne pourra donc pas non plus se reproduire. Autrement dit, en séparant achat et vente par l'institution de la médiation obligée de l'argent dans l'échange des produits du travail, la circulation marchande ouvre la possibilité d'un blocage ou du moins d'un ralentissement de la circulation des marchandises, partant de leur reproduction, de la production sociale: «*Si la séparation des deux phases complémentaires l'une de l'autre de la métamorphose des marchandises [l'achat et la vente] s'accroît, leur liaison intime s'affirme – par une crise.»⁹*

b) La tendance de la circulation marchande simple à séparer ses deux moments constitutifs, vente et achat, s'accroît encore, en second lieu, avec le développement de la fonction de la monnaie comme moyen de paiement, autrement dit lorsque la vente ne s'effectue plus au comptant mais à crédit. Le vendeur se fait alors créancier et l'acheteur devient débiteur. Dans ces conditions, non seulement la vente n'est plus nécessairement suivie d'un achat (de la part du vendeur), mais de plus *elle ne coïncide plus immédiatement elle-même avec un achat réel*: la vente de la marchandise n'a plus lieu contre son paiement immédiat mais contre un simple engagement formel à payer ultérieurement, elle s'échange non plus contre de l'argent mais contre une simple promesse d'argent, une créance, un titre de crédit. La vente a bien lieu, puisque la marchandise change de mains (de propriétaire); mais l'achat reste, quant à lui, encore purement idéal (potentiel) dans ses effets de réalisation de la valeur de la marchandise échangée. Il ne deviendra effectif qu'à l'échéance du terme convenu, lorsque sa dette sera payée par l'acheteur.

Mais elle ne pourra l'être qu'à la triple condition que non seulement l'acheteur aura pu lui-même revendre la marchandise acquise à

8. *Théories sur la plus value*, tome 2, page 606.

9. *Le Capital*, I, 1, page 122.

crédit (ou vendre toute autre marchandise échangée contre la précédente ou produite avec elle); et la revendre au minimum à la valeur à laquelle il l'a acquise à crédit; mais encore qu'il aura pu la revendre à temps, avant l'échéance convenue. Si l'une de ces trois conditions ne peut pas être respectée, la transaction ne peut pas se boucler. Celui qui a cédé la marchandise à crédit aura perdu la valeur matérialisée en elle, tout comme s'il n'avait pas pu la vendre. Et il sera peut-être lui-même dans l'incapacité de faire face à ses propres obligations, d'honorer ses propres dettes si, comme c'est généralement le cas lorsque se développe la fonction de l'argent comme moyen de paiement, il a lui-même de son côté acheté à crédit.

La situation de crise qui s'ensuit diffère de la précédente triplement. Tout d'abord, par le fait qu'elle ne naît pas, apparemment, de l'impossibilité de vendre la marchandise, mais de l'impossibilité de payer ses dettes, d'honorer ses engagements. Certes, la seconde est généralement due à la première: si le débiteur ne peut pas payer sa dette, c'est qu'il ne peut pas vendre sa propre marchandise (ou qu'il ne peut pas la vendre au prix escompté). En quoi on est renvoyé à la possibilité, toujours présente dans la circulation marchande, de la non-coïncidence, de la séparation entre vente et achat.

Mais ce n'est pas toujours le cas. Car, et c'est la seconde différence par rapport à la situation précédente, pour que le débiteur soit insolvable, il n'est pas même nécessaire que sa marchandise ne se vende pas; il suffit qu'elle ne se vende pas *à temps*, avant le terme d'échéance des obligations engagées: «[...] *dans ce dernier cas, la crise ne se produit pas seulement parce que la marchandise est invendable mais parce qu'on ne peut la vendre dans un laps de temps déterminé [...]*»¹⁰. Autrement dit, avec l'introduction de la vente à crédit et de la fonction de l'argent comme moyen de paiement, le temps que dure le procès de circulation, la métamorphose des marchandises, se met à jouer un rôle essentiel.

Enfin, la crise met alors nécessairement en cause la médiation monétaire elle-même. Dans la vente à crédit, la monnaie remplit en effet deux fonctions différentes à deux moments différents. En premier lieu, au moment où a lieu la vente à crédit, elle fonctionne comme simple mesure de la valeur de la marchandise cédée et, par conséquent, de l'obligation contractée par l'acheteur qui devient dé-

10. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 613.

biteur. En second lieu, au moment du règlement de la dette, comme réalisation de la valeur de la marchandise. Dans sa première fonction, elle n'est requise que sous une forme purement idéale, comme monnaie de compte, qu'un simple bout de papier (une reconnaissance de dette) peut matérialiser; dans sa seconde fonction, au contraire, lorsqu'il s'agit de payer, la monnaie est requise dans sa matérialité, comme incarnation (fétichiste) de la valeur, sous formes d'espèces sonnantes et trébuchantes. C'est en ce sens que Marx peut dire: « *La fonction de la monnaie comme moyen de paiement implique une contradiction sans moyen terme. Tant que les paiements se balancent, elle fonctionne seulement de manière idéale, comme monnaie de compte et mesure des valeurs. Dès que les paiements doivent s'effectuer réellement, elle ne se présente plus comme simple moyen de circulation, comme forme transitive servant d'intermédiaire au déplacement des produits, mais elle intervient comme incarnation individuelle du travail social, seule réalisation de la valeur d'échange, marchandise absolue.* »¹¹ Dès lors, la non-coïncidence éventuelle des deux faces de la marchandise, valeur d'usage et valeur, l'incapacité de la vendre, ou même seulement de la vendre à temps, s'exprime non plus seulement sous la forme de la non-coïncidence entre marchandise et monnaie mais encore sous celle de la non-coïncidence entre les différentes fonctions et formes de la monnaie elle-même – et la crise de commerciale se fait dès lors aussi crise monétaire, comme on le verra plus loin.

2.2. Ainsi la possibilité de non-réalisation de la valeur, de non-coïncidence entre les deux faces de la marchandise, en définitive entre travail concret et travail abstrait, travail privé et travail social, principe de la crise commerciale, se trouve déjà incluse dans la métamorphose de la marchandise, dans le mouvement $M - A - M$, dans la simple circulation marchande et monétaire.

a) Dans la mesure où le procès de circulation du capital reproduit formellement le mouvement précédent, où le capital doit nécessairement revêtir lui aussi la double forme de la marchandise et de l'argent et passer par la médiation de leur conversion réciproque, se faire alternativement capital-marchandise et capital-argent, la circulation du capital renferme par conséquent les mêmes possibilités de désorganisation: « *La possibilité générale des crises est donnée dans le procès*

11. *Le Capital*, I, 1, page 143.

même de métamorphose du capital et cela doublement : dans la mesure où l'argent fonctionne comme moyen de circulation – par la non-coïncidence de l'achat et de la vente. Dans la mesure où l'argent fonctionne comme moyen de paiement : il agit dans deux moments différents – comme mesure des valeurs et comme réalisation de la valeur. »¹² En tant que crise commerciale, seule forme sous laquelle elle nous apparaît pour l'instant, la crise capitaliste ne fait donc que reproduire les contradictions inhérentes à la circulation et à la production marchandes simples.

En tant que telle, elle reproduit par conséquent aussi les deux formes sous lesquelles une crise peut se produire y compris au sein de la circulation marchande simple : impossibilité de vendre les marchandises, impossibilité d'honorer les engagements contracter lors de leur achat à crédit. Mais elle leur donne un même temps un contenu nouveau et, du coup, une ampleur sans précédent.

D'une part, en effet, le mouvement $M - A - M$ ne met plus en jeu simplement marchandise et argent, mais capital-marchandise et capital-argent : comme nous le savons, M aussi bien que A représentent alors les formes fonctionnelles de capitaux dans leur procès de circulation respectif. Cela signifie que le mouvement $M - A - M$ résulte dès lors de l'entrelacement des procès de circulation des différents capitaux singuliers qui, du coup, se conditionnent mutuellement. Autrement dit, pour qu'un capital déterminé puisse accomplir le mouvement $M - A$, la première phase de sa circulation, il faut alors nécessairement qu'un autre capital accomplisse, par ce même échange, la seconde phase de sa propre circulation, $A - M$. Du coup, la disjonction éventuelle entre achat et vente prend la forme de la non coïncidence, spatiale et temporelle, des procès de circulation des multiples capitaux distincts, toujours possible du fait de l'autonomie dont disposent ces capitaux et leurs procès de reproduction sur la base de la propriété privée des moyens de production : « *La disjonction de l'achat et de la vente apparaît donc ici de la façon que voici : à la transformation d'un capital de la forme marchandise dans la forme argent doit correspondre la reconversion d'un autre capital de la forme argent en la forme marchandise, la première métamorphose de l'un doit correspondre à la seconde de l'autre, la sortie d'un capital hors du procès de production doit correspondre au retour d'un autre dans ce procès. Cet*

12. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 612.

*enchevêtrement et entrelacement des procès de reproduction et de circulation de différents capitaux est d'une part nécessité par la division du travail, mais d'un autre côté, il est purement contingent : ainsi s'élargit déjà la détermination du contenu de la crise.»*¹³

D'autre part, dans la circulation du capital, la pratique de la vente à crédit se généralise, l'argent faisant systématiquement fonction de moyen de paiement dans les rapports entre capitalistes – sans même évoquer tous les raffinements et tous les artifices sophistiqués auxquels le développement de cette fonction dans le système de crédit donne lieu, et sur l'incidence desquels je reviendrai plus loin en évoquant la dimension monétaire de la crise. De cette manière, de vendeur et d'acheteur qu'il est, chaque capitaliste devient simultanément créancier et débiteur. Bien plus : chacun cherche et obtient du crédit d'autrui dans la mesure du crédit qu'il accorde lui-même à autrui. Il se crée ainsi une chaîne subjective de créances et d'obligations qui lie entre eux tous les capitalistes, et qui n'est que l'expression de la solidarité objective, de l'enchevêtrement et du conditionnement réciproque des procès de reproduction de l'ensemble de leurs capitaux. Mais que cette chaîne vienne à être rompue en un point, et c'est toute la série des actes d'échange qui est suspendue à elle qui se trouve compromise, et avec eux la reproduction des capitaux qui en dépendent, en définitive le procès d'ensemble de reproduction du capital. Autrement dit, tout défaut ponctuel de paiement risque de se transformer en un défaut général de paiement, du fait de la dépendance mutuelle dans lesquelles se sont placés les capitalistes en se faisant simultanément créditeurs et débiteurs. « *Ainsi naît une crise générale. Ce n'est rien d'autre que la possibilité de la crise développée dans le cas de l'argent comme moyen de paiement ; mais dans la production capitaliste, nous voyons ici déjà une connexité entre créances et obligations réciproques, achats et ventes, dans laquelle la possibilité peut se développer en réalité.* »¹⁴

b) Pour autant, comme le procès de circulation simple dont il reprend les formes et les moments, le procès de circulation du capital ne renferme encore que la simple possibilité formelle de la crise commerciale ; il n'en renferme pas les conditions réelles d'éclatement : « *La possibilité générale des crises, c'est la métamorphose formelle du*

13. *Id.*, page 609.

14. *Id.*, page 610.

*capital elle-même, la non coïncidence spatiale et temporelle de l'achat et de la vente. Mais ce procès n'est jamais la cause de la crise. Car il n'est jamais que la forme la plus générale de la crise, donc la crise même dans son expression la plus générale.»*¹⁵

Ce qui va permettre à cette possibilité de crise de s'actualiser, ce qui va même rendre cette actualisation nécessaire, se trouve dans le procès de production du capital. Ou, plus exactement, comme je l'ai déjà signalé, dans la contradiction entre les deux procès de production et de circulation : dans la contradiction entre la tendance à la croissance illimitée de la production, inhérente au procès de valorisation et d'accumulation du capital, et les limites que le capital lui-même impose à la capacité de consommation (improductive) de la société, notamment des travailleurs salariés, et partant au marché (à la circulation). C'est précisément cette contradiction qui se manifeste dans la crise commerciale sous la forme de la surproduction : « *La surproduction a spécialement pour condition la loi générale de la production du capital : produire à la mesure des forces productives (c'est-à-dire selon la possibilité que l'on a d'exploiter la plus grande masse possible de travail avec une masse donnée de capital) sans tenir compte des limites existantes du marché ou des besoins solvables, et en y procédant par un élargissement constant de la reproduction ou de l'accumulation donc par une reconversion constante de revenu en capital, tandis que d'autre part la masse des producteurs demeure et doit nécessairement demeurer limitée à un niveau average [moyen] de besoins par la nature de la production capitaliste.»*¹⁶ On retrouve ici la contradiction inhérente au taux de plus-value, au rapport entre travail nécessaire et surtravail, ainsi qu'à la tendance à reconvertir la plus grande part de ce dernier en capital additionnel, à accroître le taux de capitalisation de la plus-value, aboutissant à une accumulation de capital disproportionnée par rapport à ce que le marché peut en absorber.

La crise commerciale ne prend cependant pas, du moins immédiatement, la forme d'une surproduction générale, d'un engorgement simultané de l'ensemble des marchés. La précédente contradiction entre la croissance illimitée de la production et le caractère nécessairement limité de la circulation se manifeste essentiellement sous la forme d'une *production disproportionnée* : de l'impossibilité d'une

15. *Id.*, page 614.

16. *Id.*, page 637.

croissance proportionnée du capital dans les différentes branches de production, aboutissant à une *surproduction* (relative) dans certaines branches accompagnée simultanément d'une *sous-production* (elle aussi relative) dans d'autres branches. Entendons qu'il y a périodiquement trop de capital en fonction dans certaines branches de production, donc trop de marchandises de certains types par rapport à ce qu'en peut absorber le capital (constant ou variable) des autres branches. Ou, ce qui n'est qu'une autre manière d'exprimer le même rapport déséquilibré, il n'y a périodiquement pas assez de capital dans certaines branches pour pouvoir absorber la totalité des moyens de production ou de consommation que d'autres branches mettent à leur disposition.

Nous avons vu en effet que, au niveau du capital social, la réalisation de la valeur formée exige une croissance et un développement *proportionnés* du capital dans les différentes sphères productives¹⁷. Telle est notamment la signification des schémas de reproduction exposés par Marx dans le Livre II du *Capital*: ils établissent que les échanges intersectionnels ne peuvent s'effectuer et que, par conséquent, la valeur globale, celle du produit social total, ne peut se réaliser qu'à la condition que le capital consommé dans chaque section, par conséquent dans les différentes branches à l'intérieur de chaque section, réponde à des proportions déterminées quant à ses éléments constitutifs fondamentaux (masse, composition organique, taux de plus-value, taux d'accumulation, etc.). Exigence qui implique par elle-même déjà la possibilité de non-réalisation d'une partie du produit-marchandise social, du fait de l'absence de tout contrôle social sur le procès de production; possibilité qu'actualise précisément la tendance à un développement illimité, démesuré, *hors de toute proportion* du capital et de la production dans chacune de ses sphères. Le déséquilibre

17. Cette exigence n'est pas propre à la production capitaliste, comme Marx le remarque lui-même à plusieurs reprises. Quel que soit son mode de production, la société ne peut se reproduire économiquement qu'à condition de répartir l'ensemble de ses forces productives (forces de travail et moyens de production) entre les différentes branches de production de manière à ce que soient remplies les conditions de dépendance et de solidarité entre elles que crée la division sociale du travail. Ce qui exige que cette répartition respecte certaines proportions, qui ne cessent d'ailleurs de varier au fur et à mesure où les conditions de production (et notamment la productivité du travail) changent dans les différentes branches de production. En mode de production communiste, c'est le plan qui doit se charger de résoudre pareil problème.

entre les sections productives fondamentales, mais aussi entre branches à l'intérieur de chaque section, est non seulement possible du fait et de la fragmentation du capital social et de l'absence de tout plan d'ensemble de la production sociale qu'instituent l'expropriation des producteurs et la propriété privée des moyens de production ; mais il est encore nécessaire, inévitable, du fait de la tendance inhérente au capital à la croissance et au développement sans frein ni limite des forces productives : « *La production n'est proportionnée (la formule se trouve déjà chez Ricardo) que si toutes les tendances du capital sont réparties en de justes proportions ; mais en fait, sa tendance le pousse nécessairement à outrepasser toute proportion, puisqu'il recherche un surtravail démesuré, une productivité illimitée, une consommation immodérée, etc. [...] Le capital produit et abolit constamment la production proportionnée. La proportion obtenue est sans cesse abolie de nouveau par la création de plus-value et l'augmentation des forces productives. Ceux qui réclament que la production augmente simultanément et partout dans les mêmes proportions, imposent au capital une revendication qui lui est étrangère et ne découle pas de sa nature.* »¹⁸ En régime capitaliste, la production proportionnée, qu'exige le cours normal du procès de reproduction sociale, ne peut résulter que de la constante abolition d'une non moins constante disproportion ; l'équilibre général ne peut être qu'un déséquilibre sans cesse corrigé, au prix non seulement d'une destruction chronique d'une partie des capitaux singuliers en fonction mais encore de graves perturbations périodiques de la production capitaliste dans son ensemble. C'est exactement ce qui se produit lors des crises commerciales.

La crise commerciale se manifeste d'abord dans la sous-section productrice des moyens de consommation nécessaires, ceux rentrant dans la consommation des travailleurs salariés, qui est directement confrontée à la restriction relative des débouchés qu'imposent les limitations apposées par les rapports capitalistes de production à cette consommation. Mais, même dans cette section, il n'est pas nécessaire que la crise commerciale prenne immédiatement la forme d'une crise générale de surproduction ; il suffit qu'elle affecte les produits-pilotes entrant dans la consommation des travailleurs salariés, ceux définissant et structurant leur norme de consommation, que Marx nomme « *les articles commerciaux pilotes* ». Et c'est

18. *Grundrisse*, tome 1, pages 370-371.

d'ailleurs ce qui se produit habituellement : ce sont tout d'abord eux dont la production apparaît disproportionnée au regard du besoin (solvable) qui en existe dans la société, puisque c'est à leur niveau que joue à plein la contradiction entre le développement d'une production de masse d'une part et les limites imposées à la capacité de consommation de la grande masse par les rapports capitalistes de distribution (par le partage de la valeur nouvellement formée entre salaire et plus-value).

A partir de là, l'interdépendance générale des capitaux singuliers et des différentes branches de production, précédemment signalée, produit ses effets dévastateurs, en généralisant la crise de surproduction : « *Dans les moments de surproduction générale, dans certaines sphères, la surproduction n'est toujours que le résultat, la conséquence de la surproduction dans les articles commerciaux pilotes : [elle n'est] toujours que relative : surproduction parce qu'il existe une surproduction dans d'autres sphères.* »¹⁹ Confrontés à la mévente de leurs produits, les capitalistes producteurs de ces produits-pilotes sont amenés au minimum à réduire l'échelle de leur production, par conséquent le volume de leurs achats de moyens de production, tout en contraignant leurs salariés au chômage technique ou même au chômage tout court. C'est alors l'ensemble de la consommation salariée qui tend à se contracter selon une dynamique déflationniste, généralisant la crise commerciale au sein de l'ensemble de la sous-section productrice de moyens de consommation nécessaires. De plus, la contraction générale de la demande de moyens de production émanant de cette sous-section, encore aggravée par des défauts de paiement et des faillites d'entreprise, diffuse la crise de surproduction à la section productrice des moyens de production, dont la production apparaît à son tour disproportionnée ; c'est à son tour de procéder à la contraction de sa production, de restreindre sa capacité de consommation tant productive (sa propre demande de moyens de production) qu'improductive (la demande émanant de ses salariés), aggravant ainsi la crise de surproduction dans la section II en même temps qu'elle la diffuse dans la section I. Dès lors, les équilibres intersectionnels, conditionnant la circulation et la reproduction de l'ensemble du capital social, ne peuvent plus être respectés ; et la crise commerciale devient alors générale.

19. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 631.

C'est donc la surproduction dans la sous-section productrice des moyens de consommation nécessaires, expression directe de la contradiction entre le développement des capacités productives et les limites imposées à la capacité de consommation de la grande masse des travailleurs salariés, qui suscite de proche en proche une surproduction générale dans la section II puis dans la section I. Ainsi, comme le dit Marx, « *la raison ultime de toute véritable crise demeure toujours la pauvreté et la limitation de la consommation des masses, en face de la tendance de la production capitaliste à développer les forces productives comme si elles n'avaient pour limite que la capacité de consommation absolue de la société.* »²⁰

2.3. C'est donc essentiellement sous l'effet de la tendance immanente au capital à une production illimitée et disproportionnée, au regard des limites et des proportions qu'il pose lui-même comme conditions de sa circulation et de sa reproduction à l'échelle de la société entière, que le mode capitaliste de production actualise nécessairement à grande échelle, sous forme de crise commerciale générale, les potentialités de non-réalisation de la valeur recelées par la circulation marchande et monétaire simple, sous la forme de la dissociation des actes d'achat et de vente. L'ensemble du processus précédent se trouve cependant encore aggravé par différents autres facteurs, relevant pour leur part *des spécificités* de la circulation du capital, sur lesquels il me faut rapidement revenir.

a) Parmi eux, il faut compter en premier lieu un renchérissement éventuel des éléments entrant dans la composition matérielle du capital constant, notamment les matières premières. Ce renchérissement peut se produire parce que, dans la production de ces matières, la productivité du travail est fonction d'aléas naturels, par exemple de mauvaises conditions météorologiques dans l'agriculture ou un épuisement des filons dans l'industrie minière. Cela peut aussi résulter de ce que l'accumulation des autres éléments du capital constant (notamment fixe : les moyens de travail) s'est développée plus vite que la production de matières premières, la demande de ces dernières excédant alors leur offre. Dans les deux cas, ce renchérissement aura pour effet de perturber la reconversion du capital-argent dans les différents éléments du capital productif : une plus grande

20. *Le Capital*, III, 2, page 145.

part devra en être consacrée à l'achat des matières premières, par conséquent une moindre part à celle des matières auxiliaires, des moyens de travail et des forces de travail elle-même. A chaque fois, la vente du capital-marchandise ne sera pas suivie d'un achat correspond de ses éléments reproductifs. Vente et achat auront été dissociés sinon totalement, du moins partiellement: «*La reconversion de l'argent en marchandise peut donc se heurter à des difficultés et faire naître des possibilités de crise, tout comme la transformation de la marchandise en argent.*»²¹

b) En deuxième lieu, le mode particulier de reproduction du capital fixe recèle lui aussi des potentialités de perturbation du procès de reproduction. En effet, on sait que, contrairement au capital circulant, le capital fixe se reproduit en valeur, sous forme d'un fonds d'amortissement, bien avant de se reproduire en nature, sous forme d'un remplacement des moyens de travail dans lequel il se matérialise. Cela est inévitable et tient à la nature même de ces éléments matériels qui, contrairement aux autres moyens de production, ne se trouvent pas entièrement consommés en une seule période de production, ne transmettent donc au terme de chaque période de production à la marchandise leur valeur qu'en proportion de leur usure, et ne sont renouvelés en nature qu'au bout d'un nombre plus ou moins élevé de telles périodes.

Ainsi, au terme de chaque période de production, la fraction de la valeur du capital-marchandise, qui correspond au capital fixe consommé dans le procès de production, se réalise sans que pour autant, contrairement aux autres fractions de cette même valeur, elle soit immédiatement à nouveau avancée pour s'échanger contre les conditions de sa propre reproduction. Autrement dit, la reproduction de cet élément particulier du capital implique qu'il y ait nécessairement vente non suivie immédiatement d'un achat, une partie de la valeur réalisée étant ainsi thésaurisée pendant un certain temps. Mais elle implique tout aussi bien l'opération inverse. Car, au moment du remplacement des éléments matériels du capital fixe, il y a achat non immédiatement suivi d'une vente, puisque seule une petite partie de la valeur du capital fixe nouvellement acquis et avancé dans le procès de reproduction va se trouver immédiatement incorporée dans les marchandises mises en vente.

21. *Théories sur la plus-value*, tome 2, page 635.

Par conséquent, ce qui n'est encore qu'une simple possibilité dans la circulation marchande simple, la dissociation entre vente et achat, devient une nécessité au sein de la circulation du capital (fixe). La circulation du capital impose qu'il y ait des achats unilatéraux (c'est-à-dire non immédiatement suivis et compensés par des ventes) d'un côté et des ventes unilatérales (c'est-à-dire non immédiatement suivies et compensées par des achats) de l'autre, qui impliquent constamment le risque de non-réalisation globale de la valeur, du fait de la non-coïncidence dans le temps et dans l'espace des actes d'achat et de vente. Risque qui ne peut être conjuré qu'à la condition que ces actes unilatéraux d'échange se compensent (s'équilibrent) réciproquement, comme on l'a déjà vu lors de l'analyse des conditions circulatoires de la reproduction du capital social. Ainsi, en brisant l'unité immédiate de l'acte de circulation, de l'acte d'échange, en faisant tomber l'un en dehors de l'autre ses deux moments d'achat et de vente, la reproduction du capital fixe renforce considérablement les conditions de possibilité de la crise, y compris en régime de reproduction simple: « *Ils [les économistes] ne comprennent pas qu'un tel déséquilibre peut et doit se produire par le simple maintien du capital fixe; qu'il peut et doit se produire dans l'hypothèse d'une production normale idéale, lorsqu'il y a reproduction simple du capital social en fonction.* »²²

c) Un risque analogue de déséquilibre peut naître d'un allongement de la période de rotation du capital circulant (et notamment du capital variable), par exemple sous l'effet de l'allongement de la période de production. C'est nécessairement le cas dans des branches d'industrie comme les chantiers navals, le bâtiment et les travaux publics, la réalisation de toutes les grandes infrastructures du procès de production comme du procès de circulation du capital.

Dans ces branches, en effet, l'achèvement du produit-marchandise peut prendre des mois voire des années, pendant lesquels il faut périodiquement avancer du capital (constant et variable) pour acheter de nouveaux moyens de production (matières premières, matières auxiliaires, etc.) et de nouveaux moyens de consommation (par l'in-

22. *Le Capital*, II, 2, page 117. Le même phénomène résulte de la nécessité de thésauriser temporairement une partie de la plus-value réalisée, sous forme de fonds d'accumulation, avant de pouvoir la reconvertir en un capital additionnel, comme nous l'avons déjà vu.

termédiaire de la dépense des salaires), sans pour autant être en mesure de vendre. Pendant toute la durée de la période de production, il y aura donc achat sans vente, retrait de marchandises du marché sans apport de marchandises équivalentes, injonction d'argent dans la circulation en un point sans retrait d'argent en d'autres points : « *On retire donc du marché de la force de travail, des moyens de subsistance pour cette force de travail, du capital fixe sous forme de moyens de travail [...], des matières de production, et pour les remplacer on jette sur le marché un équivalent en argent; mais, dans l'année, le marché ne reçoit aucun produit en remplacement des éléments matériels du capital productif qu'on lui a retirés.* »²³

Evidemment, un semblable processus peut aussi résulter d'un allongement non de la période de production mais de la période de circulation, qui a le même effet sur la période de rotation. Bien que dans ce cas le recours au crédit (commercial) puisse pallier temporairement le problème²⁴.

d) Le même risque de dissociation entre achat et vente se trouve encore impliqué, en quatrième lieu, par l'autonomie relative qu'acquiert la rotation du capital commercial relativement à celle du capital industriel, comme j'ai déjà eu l'occasion de le signaler.

En principe, la seconde commande la première : c'est la rotation du capital industriel qui détermine et limite la rotation du capital commercial. En effet, la rotation du capital industriel n'est autre chose que le procès de reproduction périodique du capital, considéré dans l'ensemble de ses moments, de la production à la consommation

23. *Le Capital*, II, 1, page 292.

24. Ces deux derniers facteurs additionnels de déséquilibre potentiel du marché soulèvent un problème plus général auquel est confronté le capital dans son procès de rotation : celui de la discordance entre les différentes périodes dont se compose ce procès comme de la discordance entre les périodes de rotation des différentes fractions du capital. Discordance entre la période de travail et la période de production, discordance entre la période de production et la période de circulation, discordance entre les périodes d'avance du capital circulant constant et les périodes d'avance du capital circulant variable, discordance entre la période de rotation de l'ensemble du capital circulant et la période de rotation du capital fixe, discordance entre les périodes de thésaurisation de la plus-value, etc. : autant de sources potentielles de déséquilibre dans le procès de circulation du capital. Sur ce thème, cf. Stravros Tombazos, *Le temps dans l'analyse économique. Les catégories du temps dans Le Capital*, Editions Société des Saisons, 1994 ; Daniel Bensaïd, *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Editions de la Passion, 1995.

(productive et improductive). Dans ce procès d'ensemble, la rotation du capital commercial ne constitue qu'un moment intermédiaire, promu à l'autonomie, mais qui reste dépendant des termes qu'il médiatise. Ainsi, la vitesse de rotation du capital commercial dépend-elle fondamentalement de la rapidité avec laquelle s'effectuent les procès qui se trouvent aux deux bouts du cycle global de reproduction du capital, le procès de production et le procès de consommation.

Cependant, du fait qu'il procède de l'autonomisation du mouvement d'une partie du capital-marchandise, le capital commercial tend sans cesse à dépasser les limites que lui imposent les connexions internes du procès global de reproduction, dont il n'est qu'un moment, en poussant ainsi le procès de production (et de reproduction) lui-même à dépasser ses propres limites immanentes. D'une part, en effet, il accélère la circulation du capital industriel et, par voie de conséquence, sa rotation; il favorise donc la croissance du volume global de la production sociale. D'autre part et surtout, dans la mesure où il s'interpose entre le producteur (l'industriel capitaliste) et le consommateur final, et qu'il tend à démultiplier sa médiation en accroissant le nombre des intermédiaires, le capital commercial permet au producteur de produire sans tenir compte des limites du marché, en définitive de la capacité de consommation de la société, du moins pendant un certain temps. En effet, par la médiation du capital commercial, le capital-marchandise du producteur peut être réalisé pour lui, il peut lui avoir été acheté sans qu'il ait encore été effectivement vendu (au consommateur, productif ou improductif). Ce qui incite le producteur à continuer à produire, à échelle sans cesse élargie, alors même que les marchandises peuvent avoir de plus en plus de peine à s'écouler sur le marché: « *La production de masse ne trouve comme acheteurs immédiats, en dehors d'autres capitalistes industriels, que le négociant en gros. Dans certaines limites, le procès de production peut se dérouler à la même échelle ou sur une échelle élargie, bien que les marchandises déversées par lui ne soient pas entrées réellement dans la consommation individuelle ou productive. La consommation des marchandises n'est pas incluse dans le cycle du capital dont elles sont issues.* »²⁵ Bref, l'autonomie acquise par le capital commercial stimule la tendance à la surproduction du capital industriel, tout en favorisant la dissociation des actes d'achat et de vente.

25. *Le Capital*, II, 1, page 71.

« *Le mouvement du capital marchand, bien qu'il se soit rendu autonome, n'est jamais autre chose que le mouvement du capital industriel dans la sphère de la circulation. Mais grâce à son autonomie, ses mouvements sont, entre certaines limites, indépendants des barrières élevées par le procès de reproduction qu'il impulse lui-même au-delà de ses propres limites. La dépendance à l'intérieur et l'autonomie à l'extérieur finissent par conduire les choses jusqu'au point où la connexion interne doit être rétablie par la violence, c'est-à-dire par la crise.* »²⁶ Ainsi, l'autonomisation du capital commercial et de sa rotation à l'intérieur du procès global de reproduction du capital, dont il constitue pourtant un moment, est un facteur direct de crise de ce procès. Cela explique aussi pourquoi c'est toujours au sein du capital marchand (et notamment du capital commercial) que la crise se manifeste en premier lieu.

e) Tous les facteurs précédents de désorganisation des connexions internes du procès de reproduction se trouvent encore amplifiés par le développement du système de crédit, dont nous avons déjà vu que le mode de production capitaliste ne saurait se passer. A commencer par la dissociation entre vente et achat qui va s'aggraver avec les médiations propres à ce système (l'instauration de la pratique de la compensation entre créances et dettes, la transformation de la créance en monnaie commerciale, la centralisation de celle-ci par le système bancaire et la création de la monnaie bancaire, etc.), auxquelles le mode capitaliste de production va donner leur plein développement.

En fait, au regard de la tendance immanente du capital à la surproduction, tendance qui le mène inéluctablement vers la crise commerciale, le crédit joue un rôle double et contradictoire par le relâchement de la contrainte monétaire qu'il rend possible. D'une part, il permet de repousser artificiellement ses limites : il évite le blocage de la circulation qui résulterait de ce que l'un peut être prêt à vendre, alors même que l'autre n'est pas encore en mesure d'acheter en payant comptant, voire ne sera peut-être jamais en mesure de payer. Il est donc aussi un moyen de conjurer la possibilité de la non-réalisation de la valeur, du moins pendant un certain temps. D'autre part, ce faisant, il ne fait en définitive qu'aggraver la tendance à la production illimitée et disproportionnée du mode capitaliste de production, en le précipitant vers sa crise.

26. *Le Capital*, III, 1, page 314.

Pour comprendre ce double effet, reprenons une dernière fois l'exemple dont je me suis déjà servi. X vend M à crédit à Y; avec la créance qu'il possède sur Y, il peut poursuivre ses propres affaires, soit qu'il s'en serve comme monnaie commerciale, soit qu'il la fasse escompter par le système bancaire, sans se soucier de savoir si M sera ou non validée comme valeur par le marché. De son côté, Y acquiert M à crédit et peut lui aussi poursuivre ses affaires de cette façon, sans avoir nécessairement à se soucier davantage de savoir si M sera ou non validée.

Tant que la validation a bien lieu, que les reflux d'argent se produisent normalement, tout ce trafic peut se poursuivre sans problème. La facilité même avec laquelle se produisent ces reflux incite capitalistes actifs et banquiers à l'optimisme, à la confiance dans la pérennité du procès de reproduction, et les pousse par conséquent à étendre le système du crédit, à accorder et demander sans cesse plus de crédit, à produire et à commercer sans cesse davantage à crédit. Ils en viennent ainsi à se lancer dans des affaires de plus en plus incertaines et douteuses, autrement dit à renforcer le caractère spéculatif de toute économie capitaliste. Moyennant un allongement de la durée pendant laquelle courent les traites, mais aussi grâce à leur escompte, à un recours plus ample au crédit bancaire, etc., les affaires peuvent même se poursuivre plus ou moins longtemps alors que le marché commence déjà à s'engorger, que trop de capital se trouve déjà en fonction, que tous les éléments de la crise commerciale s'accumulent par conséquent. Le crédit en emballe même la marche, tout en accumulant ce faisant les éléments (marchandises et capital productif en surnombre) qui vont précipiter la crise, et ruiner du même coup le crédit lui-même: «[...] *les affaires peuvent continuer à donner l'illusion d'une grande stabilité et d'une grande facilité de retour d'argent, alors que ceux-ci depuis longtemps déjà ne se font plus qu'aux frais des prêteurs floués ou des producteurs escroqués. C'est ce qui donne toujours l'impression que juste immédiatement avant le krach le marché est sain, presque trop sain.*»²⁷

Autrement dit, en relâchant la contrainte monétaire, le crédit fait sauter un garde-fou et un signal d'alarme qui, certes, ne pourrait pas éviter la crise commerciale (qui tient toujours à la tendance à la surproduction), mais la rendrait sans doute moins ample et moins vio-

27. *Le Capital*, III, 2, page 146.

lente – tout en la précipitant cependant. En définitive, quand une pareille crise éclate, il apparaît toujours que l'on a à la fois trop produit et trop commercé à crédit relativement aux possibilités limitées de valorisation qu'offre le marché en vertu des rapports de distribution imposés par le capital lui-même. Mais, du coup, la crise n'est plus seulement commerciale, elle se fait aussi monétaire.

3. La crise monétaire

Lorsque les difficultés de réalisation apparaissent, lorsqu'il s'avère de plus en plus problématique d'écouler les marchandises produites, lorsque par conséquent les reflux de capital-argent se font plus lents et plus aléatoires, que les paiements servant à éteindre les dettes tardent, ce ralentissement général du rythme des affaires (du cycle reproduction du capital) semble essentiellement dû à un défaut de moyens de circulation des marchandises, à un manque de liquidités. Et les capitalistes actifs (industriels et commerçants) se mettent alors tous en quête de moyens supplémentaires d'achat et de paiement, d'argent et de crédit, notamment auprès du système bancaire.

Et ce précisément dans une situation où l'argent tend à se faire rare et le crédit (commercial mais aussi bancaire) à se restreindre. Car, au vu des difficultés grandissantes de réalisation, les capitalistes actifs eux-mêmes s'accordent mutuellement moins de crédit dans leurs échanges commerciaux; tandis que les banquiers s'avèrent plus prudents aussi bien dans l'escompte des traites que dans les prêts d'argent proprement dit. Et cette restriction du crédit s'accroît au fur et à mesure où la crise de réalisation s'aggrave, jusqu'à provoquer l'effondrement du système du crédit et la destruction massive de ses instruments, les monnaies de crédit, aggravant ainsi par contrecoup la crise commerciale et industrielle elle-même, et provoquant une ruée sur les moyens monétaires de circulation. Tels sont les différents aspects de la crise monétaire qu'il me faut à présent examiner de plus près.

3.1. S'il y a crise, c'est apparemment parce que les capitalistes ne parviennent plus à obtenir du système bancaire l'argent en espèces (par escompte de leurs traites) ou les avances en capital qu'il leur faudrait pour poursuivre leurs affaires, c'est-à-dire pour assurer la reproduction de leur capital ou, du moins, pour en limiter la perte (la dé-

valorisation). Et il semble, par conséquent, que l'on puisse surmonter la crise par des moyens purement monétaires, en créant de nouveaux moyens de circulation, de nouvelles liquidités, en ouvrant le robinet du crédit. Et la tentation (sinon la tentative) de recourir à un pareil expédient est alors toujours grande.

En fait, si les traites commerciales ne parviennent plus à faire fonction de monnaie dans les échanges entre capitalistes, si de plus elles ne sont plus escomptables, c'est ou bien parce que les marchandises (le capital-marchandise) sur lesquelles elles ont été tirées ne sont plus vendables, ou ne le sont plus que partiellement et avec perte, autrement dit que les reflux d'argent sur lesquels repose toujours en définitive tout l'édifice du système de crédit ne se produisent plus, ou du moins plus assez vite ni assez amplement; ou bien, pire encore, parce qu'elles ne représentent en fait aucune richesse réelle, qu'elles ont été émises en contrepartie d'aucune production effective, qu'elles ne représentent en fait que des affaires faillies, voire qu'elles ne sont que des traites de cavalerie émises par des capitalistes pratiquant la fuite en avant: *« A première vue donc, toute crise se présente comme une simple crise de crédit et d'argent. Et, en fait, il ne s'agit que de la convertibilité des effets de commerce en argent. Mais, dans leur majorité, ces traites représentent des achats et des ventes réels dont le volume dépasse de loin les besoins de la société, ce qui est en définitive à la base de toute crise. Mais, parallèlement, une quantité énorme de ces effets ne représentent que des affaires spéculatives qui, venant à la lumière du jour, y crèvent comme des bulles; ou encore ce sont des spéculations menées avec le capital d'autrui, mais qui ont mal tourné; enfin des capitaux marchandises qui sont dépréciés ou même totalement invendables, ou des rentrées d'argent qui ne peuvent plus avoir lieu. »*²⁸

La cause de la crise n'est donc pas à chercher dans la pénurie de moyens de paiement (de liquidités), dans l'absence ou l'insuffisance de l'argent ou du crédit fournis par le système bancaire. Elle gît bien plus profondément, au-delà de la sphère monétaire et bancaire, dans les tréfonds de l'économie réelle, dans la contradiction immanente au procès capitaliste de reproduction, qui pousse toujours au développement illimité du procès de production, des forces productives, et partant de la richesse sociale, sans se soucier des limites que le capital lui-même dresse devant ce développement. Tendance encore favorisée par l'ex-

28. *Id.*, pages 151-152.

pansion antérieure du système de crédit et les facilités de paiement et d'emprunt qu'il offrait aux capitalistes pendant toute la période où les affaires allaient bien ou, du moins, semblaient encore bien aller.

La crise, c'est le moment où, précisément parce qu'ils ont trop produit et trop commercé à crédit, les capitalistes apprennent à leurs dépens que les signes de crédit qu'ils ont entre leurs mains, créances commerciales et créances bancaires, qui la veille encore étaient réputées être des signes de valeur réelle, « *as good as gold* », par conséquent négociables, convertibles en argent réel (en or ou en papier-monnaie d'Etat), ne sont en fait que des signes de valeur fictive, parce que les marchandises et le capital productif, en contrepartie desquelles ils ont été émis, ne trouvent plus respectivement à se vendre et à se valoriser, et s'avèrent donc n'être eux-mêmes que des valeurs fictives, ne correspondre à la dépense d'aucun travail socialement nécessaire. Voire parce qu'il apparaît qu'ils ont été émis en contrepartie d'aucune marchandise ou d'aucun capital réels, dans des affaires purement spéculatives.

C'est donc aussi le moment où, se transformant de signes de valeur potentielle en signes de valeur fictive, ces créances, ces signes de crédit se trouvent démonétisés, perdent toute valeur en tant que moyens de circulation ou de paiement, et se trouvent donc en définitive détruits comme instruments monétaires. C'est pourquoi d'ailleurs leurs détenteurs se ruent désespérément sur l'argent réel, sur l'incarnation fétichiste de la valeur, en cherchant mais en vain à se débarrasser de leurs créances totalement démonétisées. Et Marx de donner une peinture pittoresque de la panique qui les saisit précisément lors de pareilles crises monétaires : « *La veille encore, le bourgeois, avec la suffisance présomptueuse que lui donne la prospérité, déclarait que l'argent est une vaine illusion. La marchandise seule est argent, s'écriait-il! L'argent seul est marchandise! Tel est maintenant le cri qui retentit sur le marché du monde. Comme le cerf altéré brame après la source d'eau vive, ainsi son âme appelle à grands cris l'argent, la seule et unique richesse.* »²⁹

Ainsi, ce qu'on nomme d'habitude crise monétaire, crise de liquidités ou de moyens de paiement, qui est une dimension inévitable de toute situation de crise capitaliste, est simplement le moment où une bonne partie de la monnaie de crédit antérieurement émise, monnaie commerciale et monnaie bancaire, révèle son caractère fictif, en ne

29. *Le Capital*, I, 1, page 143.

parvenant plus à se convertir en monnaie réelle, et se trouve totalement démonétisée, donc détruite en tant qu'instrument monétaire, tout simplement parce que les marchandises en contrepartie desquelles elle a été émise et qu'elle a servi à antévalider s'avèrent invendables et, à travers elles, le capital qu'elles supportent invalorisable. La pénurie d'argent, de monnaie réelle ou de papier-monnaie d'Etat, qui est la cause immédiate *apparente* de la crise, est en fait à la mesure de la pléthore de la monnaie de crédit, qui n'est elle-même qu'un signe de la suraccumulation de capital réel, véritable cause de la crise, suraccumulation rendue en partie possible grâce précisément à l'expansion antérieure du système de crédit.

Et cette pénurie d'argent a pour principal effet et résultat une hausse générale des taux d'intérêt, autre dimension et symptôme de la crise monétaire. Car la ruée générale sur l'argent, la demande de moyens monétaires de circulation et de paiement consécutive à la restriction du crédit commercial surviennent précisément au moment où, les symptômes de la crise s'accumulant, l'argent et le crédit (le capital-argent de prêt) tendent à se raréfier. Si bien que la crise se traduit toujours, en définitive, par la conjonction paradoxale de deux mouvements contraires : une baisse du taux de profit combinée à une hausse du taux d'intérêt. La pénurie de capital-argent de prêt, destiné non pas à alimenter l'accumulation mais tout simplement à maintenir à flot des capitaux en activité ou à leur éviter la faillite, à leur permettre de conserver leur valeur, si caractéristique des situations de crise, provoquant la hausse des taux d'intérêt, coïncide ainsi avec la pléthore de capital-marchandise et de capital productif en activité, provoquant la baisse du taux de profit – la première étant en définitive à la mesure de la seconde. C'est ce que Marx note déjà à propos de la crise de 1847-1848, mais la remarque peut se généraliser à toutes les crises capitalistes : « *La valeur du capital sous l'une de ses formes [sous forme de capital-argent de prêt] montait, parce que la valeur du capital sous l'autre forme [sous forme de capital réel, de capital-marchandise ou de capital productif] baissait [...]. Dans cet exemple, l'intérêt augmentait parce que les profits diminuaient et les valeurs argent des marchandises baissaient énormément.* »³⁰ C'est ainsi que les taux d'intérêt atteignent toujours des sommets historiques à l'acmé des crises. Intervenant dans un contexte de baisse du taux de profit, cette

30. *Le Capital*, III, 2, pages 86-87.

hausse des taux d'intérêt réduit d'autant le profit d'entreprise, aggravant encore la crise réelle en étranglant les capitalistes (industriels et commerçants) qui restent ou tentent de se maintenir en activité dans le procès de reproduction.

3.2. La crise monétaire correspond en fait à la brusque (re) conversion du système de crédit en système monétaire, à une brutale réaffirmation et réimposition de la contrainte monétaire que le système de crédit avait excessivement distendue. C'est là une thèse sur laquelle Marx revient à plusieurs reprises et qui constitue un point crucial dans son analyse des crises.

Nous avons vu précédemment en quoi consiste la contrainte monétaire et en quel sens le système de crédit permet et organise son relâchement. Tant que les affaires vont bien, que le procès de reproduction suit un cours normal, c'est-à-dire que les reflux d'argent attendus pour éteindre les dettes et garantir les créances se produisent dans les délais convenus et selon les montants attendus, la contrainte monétaire ne se fait pas sentir. L'extension et l'expansion du crédit peuvent même faire croire alors qu'elle a disparu : la circulation de la monnaie de crédit (traites commerciales, billets de banques, chèques, virements automatiques entre comptes bancaires, etc.) se substitue à celle de la monnaie réelle. Elle ne se manifeste plus que sous la forme de la nécessité de compenser périodiquement les unes par les autres les créances et les dettes réciproques et de solder les comptes, opérations dont l'automatisme (assurée par le système bancaire) contribue encore à diluer la contrainte monétaire : « *Tant que va la production, on l'oublie* [l'or, la monnaie, la contrainte monétaire]. *Le crédit, qui est lui aussi une forme sociale de la richesse, évince l'argent et usurpe sa place. C'est la confiance dans le caractère social de la production qui fait apparaître la forme argent des produits comme quelque chose de simplement évanescant et idéal, comme une simple représentation.* »³¹ Et nous savons que c'est dans cette confiance que gît le fondement subjectif du système de crédit.

Mais que s'accumulent les signes annonciateurs de la crise : reflux d'argent plus lents et plus incertains, encombrements des marchés, baisse des prix, ralentissement puis chute de la production, etc., et c'est précisément la confiance dans le caractère *social* de la production, dans le fait que tout travail privé est *ipso facto* un travail social,

31. *Id.*, page 233.

qui est ébranlée et, avec elle, toute la base du système de crédit. Dès lors, c'est la contrainte monétaire qui se réaffirme à nouveau dans toute sa rigueur. Ce qui est alors impérativement exigé et exclusivement admis, c'est le paiement en argent réel, en monnaie métallique ou papier-monnaie d'Etat, et celui-ci s'affirme à nouveau comme la forme éminente, bien plus : la seule forme acceptable de la valeur.

En effet, dès qu'il apparaît que l'on a trop vendu à crédit et trop accordé d'avances de capital-argent de prêt au procès de reproduction, autrement dit qu'il apparaît que l'on a trop produit au regard des capacités de consommation productive et improductive de la société, telles qu'elles sont déterminées (limitées) par les rapports de production existants, chaque capitaliste n'a plus qu'un seul souci : faire valider socialement le capital qu'il a entre les mains, que ce soit sous forme de marchandises, de créances ou de billets de banque, en l'échangeant contre de l'argent réel, de la monnaie métallique ou du papier-monnaie d'Etat, or ou espèces sonnantes et trébuchantes : « *Dans la crise on voit se manifester cette revendication : la totalité des lettres de changes, des titres, des marchandises, doit pouvoir être tout d'un coup et simultanément convertible en argent bancaire et tout cet argent à son tour en or.* »³²

Mais les réserves de métal précieux de la Banque centrale, pivot de tout le système de crédit, sont alors bien insuffisantes pour valider la totalité des signes de crédit, des créances commerciales et bancaires, et, à travers elles, les immenses richesses réelles, accumulées sous forme de capital-marchandise et de capital productif, mais produites à crédit. Il en résulte nécessairement trois phénomènes intimement liés, qui constituent autant d'aspects de la crise monétaire : d'une part, la dévalorisation massive des marchandises, la chute de leur prix, encore accentuée par le fait que chacun cherche à s'en débarrasser à tout prix, même au plus bas, dans l'espoir de les convertir en argent réel ; d'autre part, la dévalorisation (la démonétisation) de tous les éléments de la monnaie de crédit (des titres de crédit), émise en contrepartie (par antévalidation) de ces marchandises, dont la convertibilité contre leur équivalent monétaire n'est plus dès lors garantie ni même tout simplement possible ; enfin la ruée sur les moyens monétaires, renforçant du même coup le fétichisme de la monnaie : « *En période de crise, où se produit un resserrement ou une to-*

32. *Id.*, page 234.

taie disparition du crédit, l'argent apparaît soudain absolument en face de la marchandise en tant que moyen de paiement unique et véritable forme de la valeur. D'où la dépréciation générale des marchandises, la difficulté et même l'impossibilité de les convertir en argent, c'est-à-dire en leur forme purement imaginaire. Mais deuxièmement la monnaie de crédit elle-même n'est de l'argent que dans la mesure où elle remplace absolument l'argent réel pour le montant de sa valeur nominale. L'hémorragie d'or rend problématique sa convertibilité en argent, c'est-à-dire son identité avec l'or réel. D'où mesures de contrainte, relèvement du taux d'intérêt, etc., en vue d'assurer les conditions de cette convertibilité.»³³

Cette opération absurde de dévalorisation, qui conduit à sacrifier en masse les richesses réelles (produits et moyens de production) antérieurement produites (à crédit) mais aussi les producteurs (travailleurs au chômage et capitalistes faillis), est en définitive rendue nécessaire pour sauver le principe même de tout le système marchand, le fétiche monétaire, que le relâchement excessif de la contrainte monétaire par le crédit risquait de compromettre – et que ne compromettrait pas moins la validation ne serait-ce que d'une partie de cette richesse en excédent représentée par l'accumulation des signes de crédit. Dans cette opération de dévalorisation des marchandises produites, par laquelle la richesse concrète est sacrifiée au bénéfice de la conservation de la richesse abstraite, la valeur autonomisée dans l'argent, s'affirme pleinement toute l'irrationalité du fétichisme de la valeur sous sa forme monétaire: «*Aussi la valeur des marchandises est-elle sacrifiée pour garantir l'existence mythique et autonome de cette valeur qu'incarne l'argent. Valeur monétaire, elle n'est du reste garantie que tant que l'argent est garanti. Aussi faut-il, pour sauver quelques millions d'argent, sacrifier bien des millions en marchandises. Ce phénomène est inévitable en système de production capitaliste et en constitue l'une des beautés*»³⁴, dit ironiquement Marx.

C'est que ce fétiche est, comme nous le savons, la forme réifiée, donc aliénée et aliénante, sous laquelle se réalise et s'exprime le caractère *social* des travaux privés, par conséquent *l'unité* du procès social de reproduction dans les conditions de la production marchande, la seule forme d'ailleurs sous laquelle cette unité puisse se réaliser dans

33. *Id.*, page 177.

34. *Ibid.*

ces conditions, c'est-à-dire dans des conditions où la société n'est pas maîtresse de son propre procès de reproduction matérielle. Dans ces conditions, cette unité s'incarne dans un objet extérieur à elle (la matière monétaire, l'or), qu'elle ne contrôle pas, auquel elle doit se soumettre et, en définitive, lui aliéner son propre développement, ses propres richesses, ses propres forces productives. Le contrôle par la société de son propre acte de production prend dès lors nécessairement un tour aveugle, celle de la réaffirmation périodique brutale de la contrainte monétaire, partant celle d'un fétichisme aussi barbare qu'irrationnel, puisqu'il conduit la société à lui sacrifier en masse sa propre richesse accumulée et ses propres forces productives sous la forme de la crise monétaire: « *Aussi longtemps que le caractère social du travail apparaît en tant qu'existence monétaire de la marchandise et donc en tant qu'objet extérieur à la production réelle, les crises monétaires sont inévitables, qu'elles soient indépendantes des crises véritables ou qu'elles les aggravent.* »³⁵

3.3. En définitive, l'analyse par Marx de la crise monétaire nous renvoie à son analyse de la monnaie, donc au point de départ de sa critique de l'économie politique. Et elle nous permet aussi du même coup d'en vérifier la pertinence.

Contrairement aux économistes (Smith, Ricardo, Malthus, etc.), Marx ne considère pas la monnaie comme une forme sociale allant de soi, comme une donnée évidente; au contraire, il cherche à expliquer l'existence et la genèse de ce curieux et énigmatique rapport social. Et il en trouve la racine dans la dualité inhérente au travail productif en système marchand, *travail privé* qui ne peut se faire reconnaître comme *travail social* que sous la forme d'un travail abstrait (uniforme, homogène, donc quantifiable et mesurable) par l'intermédiaire de l'équivalence, et donc de l'échange, de ses produits contre les produits d'autres travaux privés, donc comme travail producteur de valeur.

Inhérente au travail productif marchand, cette dualité se retrouve tout d'abord au sein du produit de ce travail, sous la forme de l'opposition entre les deux faces de valeur d'usage et de valeur de la marchandise. Elle se développe et s'approfondit ensuite en contrariété (opposition et complémentarité) entre la marchandise et la monnaie,

35. *Ibid.*

dès que la valeur s'est autonomisée dans le corps d'une marchandise particulière faisant office d'équivalent général face à toutes les autres marchandises, d'incarnation fétichiste du travail social face aux produits des multiples travaux privés. Avec le développement de la monnaie dans ses différentes fonctions, cette dualité devient une opposition inhérente à cette dernière, entre ses deux fonctions de moyen de circulation et d'argent, de simple médiation dans l'échange des marchandises et de matérialisation de la valeur, servant de moyen de conservation de cette dernière (moyen de la thésauriser, monnaie de réserve). Enfin, avec l'apparition et le développement du crédit, elle se métamorphose en séparation et opposition entre les deux formes différentes de la monnaie auxquelles donne naissance le crédit :

– d'une part, la monnaie de crédit (commerciale et bancaire), monnaie privée créée par les capitalistes à seule fin de faire circuler les marchandises qu'ils s'échangent entre eux, monnaie qui n'est qu'un *signe de valeur potentielle*, antévalidant les marchandises échangées, mais qui peut servir comme telle de moyen de circulation de ces marchandises ;

– d'autre part, la monnaie réelle, la monnaie sociale, qui seule possède par elle-même une *valeur* (en tant que marchandise-monnaie, monnaie métallique, or) ou, du moins, est *signe de valeur réelle* (sous forme du papier-monnaie d'Etat).

La racine ultime de la crise monétaire gît donc, comme pour la crise commerciale, tout simplement dans cette dualité interne au travail productif marchand qui s'est développée jusqu'à donner naissance à la séparation et l'opposition entre deux formes différentes de monnaie. Elle naît précisément du constat de la non-coïncidence, du divorce, de la contradiction même entre ces deux moments, travail privé et travail social, réfractée sous la forme de la non-coïncidence, du divorce de la contradiction entre monnaie privée et monnaie publique ; et de la nécessité de rétablir leur unité de manière brutale et violente. Et l'administration de la contrainte monétaire n'est en définitive que le moyen de rétablir de cette unité. La crise monétaire manifeste donc tout à la fois la nécessité dans laquelle se trouve la monnaie de crédit de se convertir *in fine* en monnaie réelle, la nécessité pour la monnaie privée de se convertir en monnaie publique ; en même temps que l'impossibilité dans laquelle elle se trouve, pour une partie plus ou moins importante d'entre elle, d'effectuer cette conversion parce que les marchandises qu'elle représente et qu'elle a antéva-

lidées ne trouvent pas à se vendre, ne parviennent pas à s'échanger contre de l'argent, parce que le travail privé qu'elles représentent s'avère n'être pas du travail social (socialement nécessaire). Autrement dit, si une partie de la monnaie de crédit s'avère inconvertible en monnaie réelle, si elle se révèle n'être composée que de signes de valeur fictive, si elle doit en définitive être détruite comme instrument monétaire, c'est tout simplement parce que les marchandises en contrepartie desquelles elle a été créée s'avèrent n'être elles-mêmes que des valeurs fictives, que les travaux privés qui les ont produites ne parviennent pas à se valider socialement.

La possibilité de la crise monétaire gît donc bien dans la dualité interne au travail productif marchand. Quant à l'inévitable actualisation de cette possibilité, elle tient tout simplement, nous le savons désormais, aux tendances et contradictions immanentes à la production capitaliste, qui poussent au développement illimité des forces productives, à la surproduction de marchandises et de capital relativement aux barrières que ce dernier impose lui-même à la consommation (productive et improductive) de la société; qui poussent donc à une dépense excessive de travail privé au regard des limites qu'il impose au développement du travail socialement nécessaire. Ainsi se retrouvent périodiquement sur le marché des marchandises (du capital-marchandise) qui ne trouvent pas à se vendre et de la monnaie de crédit (des créances), émises en contrepartie de la production et de la circulation de ces mêmes marchandises, qui ne trouve pas à se convertir en monnaie véritable. D'où précisément la crise monétaire.

3.4. Chemin faisant, Marx se livre à quelques remarques intéressantes sur les limites de l'action de la Banque centrale en situation de crise monétaire, plus largement en situation de crise réelle, dont la crise monétaire n'est qu'un moment. Mais aussi sur la portée possible de cette action.

Dans la mesure où la crise semble due à un défaut de liquidités, de moyens de paiement, d'argent et de crédit, il peut sembler – on l'a vu – qu'il suffirait que le système bancaire, et en dernière instance la Banque centrale, mette à la disposition des capitalistes des moyens de paiement supplémentaires pour résoudre la crise monétaire et sauver (au moins momentanément) l'économie capitaliste de sa faillite. C'est du moins la thèse soutenue du vivant même de Marx par certains économistes, thèse reprise aujourd'hui encore par certains de

leurs descendants. Cette thèse méconnaît évidemment totalement la nature profonde de la crise monétaire (et, au delà, de la monnaie elle-même) : elle méconnaît que le défaut apparent d'argent et de crédit n'est que la manifestation de la pléthore (suraccumulation) réelle de capital, expression des tendances et contradiction internes du procès de reproduction, que les facilités antérieures de recours au crédit n'ont fait qu'exacerber : « *Tout ce système artificiel d'expansion forcée du procès de reproduction ne saurait naturellement être remis sur pied parce qu'une banque, par exemple la Banque d'Angleterre, s'avise alors de donner à tous les spéculateurs, en papier-monnaie émis par elle, le capital qui leur manque, d'acheter à leur ancienne valeur nominale la totalité des marchandises dépréciées.* »³⁶

Il n'appartient pas à la Banque centrale et il n'est pas en son pouvoir d'émettre du papier-monnaie, de l'argent réel, à la hauteur de la masse des signes de valeur fictive qui se sont accumulés sous forme de créances commerciales et bancaires, en contrepartie d'une masse de marchandises qui ne trouvent pas à se vendre, du moins pas même à leur coût de production ; ou de capital en fonction qui ne parvient pas, du même coup, à se valoriser ni même à se reproduire ; en contrepartie donc de richesses marchandes et capitalistes qui ne sont pas socialement validables en tant que telles. Autrement dit, il n'est pas du pouvoir de la Banque centrale, en les échangeant contre de la monnaie ou contre des signes monétaires (des signes de valeur réelle), de valider des marchandises qui ne sont pas socialement validables parce qu'elles ne correspondent pas à une dépense de travail socialement nécessairement ; encore moins de valider des marchandises inexistantes, correspondant à des affaires purement spéculatives : « *Ceux qui affirment qu'il existe simplement un manque de moyens de paiement, ou bien ont simplement en vue les possesseurs de garantie bona fide [de bonne foi] (possesseurs d'effets tirés sur des marchandises reçues), ou bien ce sont des fous qui s'imaginent que c'est le devoir d'une banque (et qu'elle a le pouvoir) de muer tous les banqueroutiers en capitalistes sérieux et solvables, grâce à de petits bouts de papier.* »³⁷

Le tenterait-elle qu'elle n'aboutirait qu'à dévaloriser les « *petits bouts de papier* » en question, ses propres signes monétaires, ses

36. *Id.*, page 152.

37. *Id.*, page 176.

propres billets, le papier-monnaie d'Etat, sans pour autant parvenir à valider la masse des signes de valeur fictive et des valeurs fictives qui se sont accumulés sur le marché, du fait que l'on a précisément déjà trop produit et commercé à crédit. C'est précisément ce qui se passe quand, usant de son pouvoir d'émission, la Banque centrale fait fonctionner la « planche à billets », met en circulation des moyens monétaires sans contrepartie d'une création de richesse (marchande) socialement validable, et alors même que le marché est encombré par une masse de marchandises non validables socialement. La crise monétaire se complique alors d'une inflation plus ou moins importante, qui trouble tous les rapports de valeur, rend plus problématique (risquée) encore la pratique du crédit, conduit *in fine* à un relèvement des taux d'intérêt, ce qui loin de sortir le procès de reproduction de sa crise ne fait que l'aggraver.

Pour autant, cela ne signifie pas que, pour Marx, la Banque centrale et, à travers elle, le système bancaire ne puissent pas, sinon résoudre la crise, du moins l'atténuer. Au contraire: « *Par ailleurs, il est clair qu'en l'occurrence [en cas de crise monétaire, de ruée sur les moyens de paiement] une banque peut atténuer la panique, tant que son crédit n'est pas ébranlé, en multipliant la monnaie de crédit, et l'augmenter en la retirant de la circulation.* »³⁸ C'est au contraire dans ces cas que la Banque centrale (et, derrière elle, l'Etat) doit jouer, avec discernement et mesure, le rôle de prêteur en dernier ressort, de manière à éviter l'effondrement de tout le système bancaire, en continuant à lui fournir les liquidités (les moyens monétaires de circulation) dont il a besoin et, à travers lui, dont a besoin le capital en activité dans le procès de reproduction, du moins celui qui reste sain et continue à offrir de bonnes garanties de valorisation.

Quelle est alors exactement la marge de manœuvre de la Banque centrale? Elle est très étroite et l'oblige à naviguer entre deux écueils. D'une part, elle doit résister à la tentation de répondre à la demande générale de moyens de paiement émanant des capitalistes actifs, en continuant à financer à crédit une économie capitaliste qui croule déjà sous le poids de la surproduction de marchandises et de la suraccumulation de capital due, en partie, aux facilités antérieures du crédit. Ouvrir par trop le robinet du crédit n'aurait dans ce cas pas d'autre

38. *Id.*, page 177.

effet que de provoquer une inflation monétaire, une dévalorisation générale de ses propres signes monétaires. Mais, d'autre part et inversement, elle doit tout aussi bien résister à la tentation de restreindre drastiquement le crédit, d'en fermer le robinet, ce qui aurait sans doute l'avantage de ne pas compromettre la monnaie par l'émission d'une masse excessive de signes monétaires, mais au prix de l'étranglement des capitalistes actifs, y compris de ceux dont les entreprises restent saines, en provoquant ainsi l'aggravation de la crise réelle.

Autrement dit, la Banque centrale reste en définitive prisonnière de la contradiction entre les deux fonctions de la monnaie et les deux formes monétaires différentes par lesquelles ces fonctions se matérialisent : d'une part, sa fonction de moyen de circulation, qu'incarne la monnaie de crédit ; d'autre part, sa fonction de matérialisation et de conservation de la valeur (fonction de réserve) qu'incarne l'argent véritable (l'or). Contradiction dont nous venons de voir qu'elle ne fait en définitive que refléter sur le plan monétaire, au sein même de la monnaie, celle entre les deux faces du travail productif, travail particulier (privé) et travail général (social), dont naît la crise.

Naviguant entre Charybde et Scylla, sur la mer déchaînée de la crise monétaire et réelle, la Banque centrale ne peut pas en définitive se soustraire à sa fonction fondamentale dans la gestion du système de crédit : *administrer la contrainte monétaire*, en contractant la masse monétaire en circulation, donc en détruisant la partie excédentaire de la monnaie de crédit, en augmentant les taux d'intérêt (ou plutôt en gérant la hausse de ces taux qui se produit de toute manière en situation de crise), et en vouant du même coup à la faillite (à la destruction) la partie du capital qui comptait sur les expédients du crédit pour assurer sa valorisation ou, tout simplement, éviter sa faillite. Seul est de son ressort le choix du mode et du rythme avec lesquels elle administrera cette contrainte à laquelle, pas plus que l'ensemble du système capitaliste, elle ne peut échapper³⁹.

39. On voit que Marx a ainsi anticipé et tranché par avance le débat qui déchire aujourd'hui encore monétaristes et anti-monétaristes, en montrant que leurs positions respectives sont aussi unilatérales les unes que les autres ; que chacun de ces deux camps se place du point de vue de l'une des fonctions (formes) de la monnaie, sans saisir leur unité contradictoire que manifeste précisément la crise monétaire ; et que les uns comme les autres partagent un même fétichisme monétaire en pensant que l'on peut résoudre la crise réelle (de surproduction) par des moyens purement monétaires.

4. Les crises financières

Nous avons vu précédemment que le système de crédit était création non seulement de monnaie fictive mais encore de capital fictif. Il est normal, par conséquent, que la crise de ce système débouche non seulement sur une destruction de monnaie fictive mais encore de capital fictif. Tel est précisément le propre de toute crise financière, moment de toute crise réelle, mais qui peut aussi se produire en partie indépendamment de cette dernière.

4.1. Le principe général de la crise financière est fondamentalement analogue à celui de la crise monétaire. La première est au mouvement du capital (de la valeur en procès) ce que la seconde est au mouvement de la monnaie (de la valeur autonomisée) – sachant que les deux s'entrelacent inévitablement au sein du procès de reproduction, ce qui explique que les deux crises (monétaire et financière) aillent généralement de pair, comme nous allons le voir.

Dans le cas de la crise monétaire, il apparaît que l'on a créé trop de monnaie de crédit, trop de signes de valeur potentielle, relativement aux marchandises qui peuvent en définitive se valoriser réellement, se réaliser comme valeurs effectives, comme matérialisations de travail social. En conséquence, une certaine quantité de ces signes ne représentent que des valeurs fictives : ils n'ont aucune valeur et ne donnent droit à aucune valeur ; et ils sont donc détruits en tant que tels et avec eux, éventuellement, le capital dont ils soutenaient le procès de reproduction.

Dans le cas de la crise financière, il apparaît que l'on a créé et mis en circulation trop de titres de crédit et de propriété, trop d'assignats sur la richesse sociale future, relativement aux possibilités (limitées) de valorisation du capital réel ; que l'on a créé trop de capital fictif, sur la base de la capitalisation des revenus de ces titres ; ou encore que l'on a, tout simplement, trop spéculé sur eux, en provoquant une hausse de leurs cours (de leur prix de marché) sans rapport avec leur valeur de marché (valeur de capitalisation), ce qui correspond à ce qu'on appelle d'habitude une « bulle spéculative ». C'est en ce sens que Marx peut dire : « *Le phénomène qui apparaît donc comme crise du marché financier exprime en réalité des anomalies dans le procès de production et de reproduction lui-même*⁴⁰. » En bref, la crise financière

40. *Le Capital*, II, 1, page 296.

manifeste que le capital réel (capital-marchandise ou capital productif) que représente une partie de ces titres ne parvient pas à se valoriser, du moins à se valoriser au taux escompté; autrement dit, que ces titres, dont la circulation sert de support au capital financier, représentent au mieux des valeurs-capital en cours de dévalorisation, au pire des valeurs-capital fictives, que leur propre valeur de marché (valeur de capitalisation) est nulle ou, du moins, nettement inférieure aux prix de marché auxquels elles se négociaient jusqu'alors, correspondant à des anticipations erronées sur leurs valeurs futures.

Et comme le tout: formation de capital fictif, achat de titres, spéculation sur leurs cours, gonflement de la bulle financière, etc., s'est effectué pour une large part à crédit, la crise financière se double toujours inévitablement d'une crise monétaire. Le système du crédit se trouve alors ébranlé non plus parce que la monnaie de crédit a servi à trop produire ou à trop commercer à crédit dans le procès de reproduction du capital réel, à produire ou à acheter des marchandises qui ne trouvent pas (ou plus) à se vendre, à engager des capitaux qui ne trouvent pas (ou plus) à se valoriser; mais parce qu'elle a servi à former du capital fictif, dont le caractère fictif éclate alors en plein jour. Le résultat étant le même dans les deux cas cependant: les débiteurs sont insolvables et les créanciers se retrouvent avec des traites inconvertisibles en argent véritable.

Et, de même que la crise monétaire se caractérise par une fuite devant les marchandises et les traites (commerciales et bancaires) tirées sur elles ainsi que par une tentative désespérée de les convertir autant que possible en argent véritable, donc par une ruée sur l'or; de même la crise financière se caractérise par une fuite devant les titres (de crédit et de propriété), ces bouts de papier qui sont au capital financier ce que les marchandises sont au capital réel, et par la tentative non moins désespérée de s'en débarrasser, de les vendre y compris en les bradant, pour les échanger contre de l'argent réel. Avec pour conséquence la destruction d'une bonne partie du capital financier dont le caractère fictif, le fait qu'il n'a par lui-même aucune valeur ni ne représente plus (ne donne plus droit à) aucune valeur, devient alors patent.

4.2. En fait, sur la base de ce scénario général, on peut distinguer deux types différents de crise financière, selon que celle-ci est un moment de la crise réelle (la crise du procès de reproduction du capital actif); ou qu'elle se produit, en partie au moins, indépendamment

d'une telle crise. Il existe en effet la possibilité que se produisent des crises purement financières. De telles crises correspondent à l'éclatement de bulles spéculatives.

Rappelons que de pareilles bulles se constituent sous l'effet de la spéculation et de l'écart que cette dernière introduit entre le prix de marché des titres et leur valeur de marché, valeur fictive déterminée d'après le principe de la capitalisation. Anticipant une hausse des revenus auxquels ces titres sont censés donner lieu ou une baisse des taux d'intérêt, ou les deux à la fois, donc pariant sur une augmentation de leur valeur de marché (valeur de capitalisation), les spéculateurs achètent de tels titres à tour de bras, en recourant à cette fin largement au crédit, leurs achats massifs ayant d'ailleurs pour effet de faire grimper les cours (le prix de marché des titres) et donc d'inciter davantage encore à la spéculation, celle-ci s'entretenant ainsi par son propre mouvement. Jusqu'à ce qu'il apparaisse que leurs anticipations sont infondées : que les revenus obtenus sont inférieurs aux revenus escomptés, voire nuls ; que les taux d'intérêt n'ont pas baissé voire se sont élevés, entre autre sous l'effet du déchaînement de la spéculation, qui accroît nécessairement la demande de crédits ; en un mot, que les cours des titres (leurs prix de marché) sont très nettement surévalués par rapport à leurs valeurs de marché effectives, leurs valeurs de capitalisation, telles qu'elles se trouvent déterminées en définitive par les revenus réels auxquels ils donnent droit.

C'est alors le krach, l'éclatement de la bulle spéculative : une chute brutale des cours, une brusque correction de l'écart existant entre les prix et les valeurs de marché des titres. Celle-ci s'accompagne nécessairement de la destruction d'une partie du capital fictif fondé sur la création et la circulation de ces titres et dont la valeur est déterminée par leur cours, capital dont le caractère fictif éclate alors en même temps que la bulle qui avait favorisé son accumulation. Le krach entraîne ainsi la ruine d'une masse de spéculateurs et de financiers, mais il peut aussi rejaillir sur l'économie réelle : *« Les crises réduisent énormément ce capital-argent fictif et, partant, le pouvoir de ceux qui le possèdent de prélever de l'argent sur le marché sur la base de ce capital. La réduction que subissent les cours de ces valeurs au bulletin de la cote n'a cependant pas de rapport avec le capital réel qu'elles représentent, mais, par contre, elle a une influence considérable sur la capacité de paiement de ces détenteurs. »*⁴¹

41. *Le Capital*, III, 2, page 155.

Car la destruction de ce capital fictif réduit nécessairement la solvabilité des capitalistes actifs, pour autant qu'ils soient détenteurs d'un tel capital en plus et à côté de leur capital réel, autrement dit qu'il y a union ou même fusion entre capital réel et capital fictif. Ces agents peuvent alors être contraints de contracter l'échelle du procès de reproduction du fait des pertes financières qu'ils ont encourues.

Cette réaction négative d'une économie fictive en crise sur l'économie réelle s'accroît encore du fait qu'une crise financière met toujours à mal le capital bancaire. D'une part, parce que, comme nous l'avons vu, ce dernier est lui-même pour une bonne part du capital fictif : il se compose d'une accumulation de titres de crédit et de propriété qui s'avère alors n'être qu'une accumulation de bouts de papiers sans valeur, ou d'une valeur nettement moindre que celle qui leur était jusqu'alors attribuée, pire : qu'une accumulation de dettes, les débiteurs s'avérant insolubles. Et ce d'autant plus que, d'autre part, le gonflement de la bulle financière, la création de capital fictif s'est faite largement par le recours aux facilités du crédit bancaire ; et que les banques elles-mêmes n'ont pas été les dernières à se lancer dans la spéculation. La crise financière se traduit alors nécessairement par la destruction d'une partie du capital bancaire : faillite de certaines banques, réduction drastique du capital de toutes les autres, qui doivent provisionner une partie de leurs avoirs (de leurs fonds propres) pour éponger leurs dettes (leurs créances devenues irrécouvrables), la résultante étant évidemment une contraction du crédit bancaire. Ce qui réagit directement sur la capacité du capital actif d'étendre ou tout simplement de maintenir son échelle de reproduction : le robinet du crédit bancaire se tarissant, les capitalistes actifs ne trouvent plus l'argent (le capital-argent de prêt) dont ils ont besoin pour accroître leurs affaires, ou tout simplement les liquidités nécessaires à leur poursuite. Et il se produit alors au minimum un ralentissement du processus d'accumulation, voire une contraction de l'ensemble du procès de reproduction.

Ainsi, une crise même purement financière ne reste pas sans effet sur le procès de reproduction du capital actif. Cet effet est d'autant plus négatif que économie réelle et économie financière sont plus entremêlées ; autrement dit, que la première fonctionne davantage grâce au recours au crédit (crédit bancaire et appel direct au marché financier), ce qui est en soi déjà le signe que les contradictions du procès de reproduction s'approfondissent. Ainsi s'explique qu'une crise gé-

nérale du procès de reproduction puisse trouver sa cause immédiate (mais non pas dernière) dans un krach financier, dans l'éclatement d'une simple bulle spéculative. La crise des années 1930 en a fourni un illustre exemple.

4.3. Si une crise purement financière peut être le point de départ d'une crise réelle, d'une crise du procès de reproduction ; inversement, toute crise de ce genre s'accompagne toujours d'une crise financière. C'est là le deuxième type de crise financière, celle qui n'est qu'un moment, qu'un développement de la crise réelle. Elle résulte en fait d'un double processus inhérent à cette dernière, mais ne va pas sans réagir sur elle.

En premier lieu, toute crise réelle se solde par la dévalorisation d'une partie du capital (industriel ou commercial) en fonction dans le procès de reproduction, par son incapacité à se reproduire comme valeur en procès, en définitive par sa destruction en tant que capital. Par conséquent, elle se traduit nécessairement aussi par la dévalorisation des titres (de propriété ou de crédit) représentant ce capital actif dévalorisé, partant par la destruction du capital fictif fondé sur de pareils titres. Lorsqu'il apparaît que certains capitaux-marchandises deviennent invendables ; et que certains capitaux productifs ne sont plus valorisables (du moins à un degré suffisant pour en assurer la simple reproduction et encore moins l'accumulation) ; alors les valeurs de papier, les titres de crédit sur les premiers et les titres de propriété sur les seconds, sont très exactement réduites à la valeur du papier.

Dans le cas de l'éclatement d'une bulle spéculative, la crise financière n'est due qu'au constat de l'écart entre les prix de marché des titres, leurs cours, et leurs valeurs de marché, leur valeur de capitalisation effective. Et elle se solde par une correction brutale des cours. Ici, au contraire, la crise financière est due au constat que la valeur de marché d'un grand nombre de titres est très exactement nulle, tout simplement que ces titres ne représentent (ne donnent droit à) aucune valeur réelle, constituent au sens le plus strict du terme une valeur *fictive*.

Mais, en cas de crise générale du procès de reproduction, la destruction de capital fictif ne s'en tient pas là. Car le processus de la crise réelle affecte, en second lieu, au-delà de la valeur des seuls titres représentant un capital réel détruit (failli), la valeur de l'ensemble des

titres. Trois processus se conjuguent ici pour contribuer à cette dévalorisation générale des titres financiers :

– D'une part, la baisse des revenus dont ces titres sont les garants ou qui sont escomptés sur eux (notamment dans le cas des actions). Car toute crise du procès de reproduction coïncide avec une chute du taux de profit (c'en est même l'une des principales causes et manifestations à la fois), donc une baisse de la valorisation du capital, partant des rémunérations que l'on peut attendre des titres de propriété sur le capital resté en fonction.

– D'autre part, la hausse des taux d'intérêt, du fait de la pénurie de capital-argent qui accompagne toute crise du procès de reproduction, comme nous l'avons vu. Or nous savons que la valeur-capital des titres varie en raison inverse du taux d'intérêt, que toute hausse de ce dernier provoque donc leur baisse.

– Enfin, la vente massive des titres par leurs détenteurs qui cherchent ainsi, souvent en vain, à assurer leur propre solvabilité en se procurant les moyens de paiement nécessaires ; ou tout simplement à convertir en argent, quand il en est encore temps, des titres dont la valeur devient problématique ou même douteuse. Car, de même que la hausse du cours des titres s'entretient d'elle-même lorsque la spéculation se déchaîne, dans les situations de panique financière, la baisse s'entretient d'elle-même : tout le monde cherche à se débarrasser en même temps des titres dont la valeur-capital est devenue douteuse, provoquant la chute de leurs cours, qui accroît encore la panique, enclenchant ainsi un véritable cercle vicieux qui fait plonger l'ensemble du marché financier.

Ainsi, dans le cas où la crise financière double une crise réelle, en est un moment inséparable, la destruction de capital fictif est-elle bien plus massive, se produit-elle à une bien plus grande échelle que dans le cas d'une crise purement financière, du simple éclatement d'une bulle spéculative. Par conséquent, ses conséquences négatives sur l'économie réelle sont aussi plus graves. Les pertes financières (moins-values) enregistrées par les capitalistes actifs compromettent davantage encore leur solvabilité. Le système bancaire se trouve plombé par une masse bien plus importante de titres sans valeur qui ne représentent plus qu'autant de dettes ; il est contraint de restreindre drastiquement ses possibilités d'accorder des prêts ou de simples facilités de paiement (par l'intermédiaire de l'escompte), à un moment précisément où un grand nombre de capitalistes restés en

fonction dans le procès de reproduction, auraient besoin de crédit. Ce qui ne fait encore que pousser davantage les taux d'intérêt à la hausse et, par conséquent, le cours des titres à la baisse, aggravant ainsi encore la crise financière. Bref, la déconfiture de l'économie financière, conséquence de la crise de l'économie réelle, rétroagit violemment sur cette dernière en l'aggravant.

Notons encore, pour compléter ce bref tableau de la crise financière, qu'elle est l'occasion et le moyen d'une brusque accélération de la centralisation du capital. Le cours des titres baissant, cela donne l'occasion aux capitalistes (actifs ou financiers) non affectés par la crise de les racheter à vil prix et de s'approprier à travers eux le capital des entreprises qu'ils représentent: « *La dépréciation qu'ils ont subie pendant la crise est un puissant moyen de centralisation de la richesse financière.* »⁴²

5. La dynamique de la crise industrielle

La crise éclate toujours dans le procès de circulation du capital; et c'est dans ce procès qu'elle manifeste quelques-uns de ses effets les plus spectaculaires. Elle affecte donc d'abord le capital marchand (commercial et bancaire) ainsi que le capital fictif. Cependant toute l'analyse antérieure montre qu'elle plonge ses racines dans le procès de production et dans ses contradictions. C'est donc aussi dans ce procès qu'elle doit se résoudre, d'une manière ou d'une autre. Il est donc nécessaire de passer de l'analyse des aspects circulatoires (commerciaux, monétaires et financiers) de la crise à ses aspects industriels (au sens que donne Marx au concept de capital industriel).

Sous cet angle, la crise capitaliste révèle sa dualité profonde et essentielle. Exacerbation de toutes les contradictions de la production capitaliste, elle peut aussi en être un mode catastrophique de résolution, au double sens vulgaire et savant du mot catastrophe⁴³. Ce que Marx a exprimé dans les termes suivants: « *Les crises ne sont jamais que des solutions violentes et momentanées des contradictions existantes, de violentes irruptions qui rétablissent pour un instant l'équilibre*

42. *Id.*, page 130.

43. Je rappelle qu'en topologie mathématique on nomme catastrophe la brusque mutation d'une structure, le brusque passage d'une structure à une autre résultant de la déformation continue de la première.

rompu. »⁴⁴ Rétablissement qui ne doit cependant pas se comprendre comme une simple répétition (reconduction) des conditions antérieures, mais précisément comme production de nouvelles conditions (matérielles et formelles) du procès de reproduction.

5.1. La première et la principale modalité de cette résolution catastrophique des crises capitalistes est *la destruction de capital réel*, de capital en fonction dans le procès de reproduction. En effet, puisque la crise résulte, en dernière instance, de ce qu'il y a trop de capital en fonction, de l'existence d'une pléthore de capital en activité, elle ne peut se résoudre que moyennant la destruction d'une partie de ce capital pour permettre au restant de continuer à se reproduire : à se conserver, à se valoriser et à s'accumuler. Et une telle destruction de capital se produit bien dans et par la crise.

a) Comme je l'ai déjà signalé, toute crise de surproduction provoque en effet une *dépréciation* générale des marchandises (du capital-marchandise) et, à travers elle, une *dévalorisation* générale du capital productif en fonction. Les marchandises en excès voient leur prix de marché chuter en dessous de leur prix de production, ce qui entraîne une baisse du taux de profit, une dévalorisation relative du capital en fonction; voire en dessous de leur coût de production, ce qui provoque une dévalorisation absolue (une perte de valeur) des capitaux qui les ont produites, qui ne parviennent plus à se reproduire, partiellement ou même totalement, en tant que tels : « *Une partie des marchandises se trouvant sur le marché ne peuvent accomplir leur procès de circulation et de reproduction que grâce à une énorme contraction de leurs prix, donc à une dépréciation du capital qu'elles représentent. De même les éléments du capital fixe sont plus ou moins dépréciés.* »⁴⁵

A travers la dépréciation des produits-marchandises, la crise tend à se généraliser et à prendre une allure cumulative, comme nous l'avons déjà vu. Etant donné l'intrication des cycles des capitaux singuliers les uns dans les autres, l'interdépendance mutuelle qui s'est instituée entre eux, les difficultés de réalisation et de valorisation qui frappent les uns se communiquent aux autres : « *Il faut ajouter que le procès de reproduction est conditionné par des rapports de prix déterminés, fixés à l'avance et que la chute générale des prix le bloque et le per-*

44. *Le Capital*, III, 1, page 262.

45. *Id.*, pages 266-267.

turbe. Cette perturbation et ce blocage paralysent la fonction de moyen de paiement de l'argent qui repose sur ces rapports de prix fixés à l'avance et qui est donnée en même temps que le développement du capital; ils interrompent à cent endroits la chaîne des obligations de paiement à échéances déterminées; ils sont encore aggravés par l'effondrement correspondant du système de crédit, qui s'est développé avec le capital, et aboutissent ainsi à des crises aiguës et violentes, à de soudaines et brutales dévaluations et un blocage et une perturbation réels du procès de reproduction entraînant une diminution effective de la reproduction.»⁴⁶

La dévalorisation du capital qui s'ensuit peut n'être que temporaire et partielle. Elle se traduit alors par une « mise en sommeil » d'une partie des capitaux qu'elle affecte: une réduction de l'échelle du procès de production et de reproduction, sous forme d'une diminution de la production (en durée et en masse), d'une mise au chômage technique ou du licenciement massif de travailleurs, de la mise en jachère d'une partie du capital fixe, de l'arrêt de l'accumulation et même de la contraction du capital avancé, etc.; tandis qu'elle se traduit par ailleurs par un gonflement du capital-argent latent, ne trouvant plus à s'employer de manière productive. Mais la dévalorisation peut aussi être définitive et absolue. Elle signifie alors la destruction des capitaux qu'elle affecte, c'est-à-dire la décapitalisation des moyens de production jusqu'alors mis en œuvre, la perte de leur caractère de capital, de valeur de procès. Du même coup, ils cessent généralement de fonctionner comme moyens de production tout court: leur valeur d'usage en tant que moyens de production est le plus souvent détruite parce que leur caractère de valeur en procès est compromis, comme cela se produit souvent dans le cas de faillite d'une entreprise.

A cette destruction de capital réel (productif ou improductif) s'ajoute encore, comme on l'a déjà vu, la destruction d'une immense masse de capital fictif. Une bonne partie des titres de propriété auxquels donne naissance le système de crédit, les formes socialisées du capital (les capitaux par actions), le marché financier, la dette publique, etc., se trouvent dévalorisés voire réduits à néant parce que baissent les profits, les intérêts, les rentes, etc., sur lesquels est fondée leur capitalisation, leur valeur de marché.

On ne saurait trouver en définitive meilleure illustration de la formule de Marx déjà citée: « *La véritable barrière de la production ca-*

46. *Id.*, page 267.

pitaliste, c'est le capital lui-même. »⁴⁷ La véritable barrière qui se dresse périodiquement dans le cours de l'accumulation du capital, c'est en définitive la masse du capital antérieurement accumulé, qu'il faut en partie détruire pour permettre au cycle infernal de la valorisation du capital de reprendre et de se poursuivre. Nous avons déjà vu que le procès de valorisation du capital est simultanément et nécessairement son procès de dévalorisation ; nous voyons à présent qu'il faut radicaliser cette proposition : la production et reproduction du capital est simultanément sa destruction, la seconde est une dimension nécessaire de la première.

b) Evidemment, cette destruction générale ne va pas affecter uniformément tous les capitaux singuliers. C'est la concurrence qui se charge de répartir entre eux les pertes inévitables de valeur que doit subir le capital social dans son ensemble pour assurer les conditions de la relance de son procès de reproduction.

La concurrence change, de ce fait, radicalement de contenu et de sens, se muant de mode normal de répartition des gains en lutte à mort pour ne pas encaisser les pertes : *« Tant que tout va bien, la concurrence, on l'a vu dans la péréquation du taux de profit général, joue pratiquement le rôle d'une amicale de la classe capitaliste : celle-ci se répartit collectivement le butin commun proportionnellement à la mise de chacun. Mais dès qu'il ne s'agit plus de partager les bénéfices, mais les pertes, chacun cherche autant que possible à réduire sa quote-part et à la mettre sur le dos du voisin. Pour la classe capitaliste, la perte est inévitable. Mais savoir quelle part chaque individu en supportera, si même il doit en prendre sa part, c'est alors affaire de force et de ruse, et la concurrence se mue en combat de frères ennemis [...] Et dans cette lutte, la perte se répartit fort inégalement et sous les formes les plus diverses, selon les avantages particuliers de chacun et les positions qu'il s'est assurées : ainsi un capital sera en sommeil, un autre complètement détruit, un troisième ne subira qu'une perte relative ou ne connaîtra qu'une dépréciation passagère, etc. »*⁴⁸

La crise se traduit donc toujours par une exacerbation de la concurrence et est, de ce fait, l'occasion d'un gigantesque règlement de comptes entre capitalistes. Et tout d'abord sous la forme d'un apurement des comptes entre eux. C'est le moment où le rembourse-

47. *Id.*, page 263.

48. *Id.*, pages 265-266.

ment des dettes est exigé, où par conséquent les capitaux qui ne fonctionnaient plus qu'en recourant aux facilités du crédit (commercial ou bancaire) se trouvent impitoyablement éliminés ou contraints de se réformer fondamentalement, s'ils en ont encore la capacité. Et il en ira de même pour les capitaux les moins rentables, ceux qui parvenaient jusqu'alors à être rémunérés au taux de profit moyen, alors même qu'ils opéraient dans des conditions de valorisation nettement inférieures à la moyenne : le durcissement des conditions de la concurrence, la contraction du marché, la chute du taux de profit, etc., conduiront là encore à les éliminer pour la plupart, seule une minorité parvenant à effectuer une mue salvatrice. Globalement, il s'agira de rendre impossible les engagements inefficients de capitaux, ce que le durcissement des conditions de l'accès au crédit permet d'assurer.

Dans cette lutte fratricide, les capitaux technologiquement les plus avancés, commercialement les mieux situés, financièrement les plus solidement assis s'en tirent mieux que les autres, éliminant par conséquent leurs concurrents ou les absorbant. C'est pourquoi la crise opère aussi comme un puissant facteur de centralisation du capital, bouleversant en définitive la hiérarchie entre les capitaux singuliers, redistribuant les cartes dans le jeu de la concurrence capitaliste, faisant apparaître de nouveaux conglomérats de capitaux (industriels, commerciaux, bancaires et financiers) dans le même mouvement qu'elle précipite la perte d'anciens.

c) Signalons enfin que cette exacerbation de la concurrence intercapitaliste, à laquelle donne lieu la crise, peut quelquefois déboucher sur un mode plus radical, paroxystique, de destruction du capital : *la guerre*. Ce peut être le cas au niveau suprême où se déploie cette concurrence : le marché mondial.

En effet, à ce niveau, la concurrence intercapitaliste se trouve médiatisée par la rivalité entre les Etats-nations, du moins les principaux d'entre eux, les Etats centraux, et leurs prolongements impérialistes dans la périphérie mondiale. Car, même si elle ne saurait se réduire à cette seule dimension, la division de l'espace géopolitique en Etats-nations, à laquelle donne naissance le mode capitaliste de production, correspond à la fragmentation du capital mondial en différents conglomérats de capitaux, chacun étant lié au territoire, à la population et au marché relevant de la compétence d'un Etat ou groupe d'Etats déterminés. Dans ces conditions, la concurrence que

ces différents conglomérats de capitaux peuvent se mener pour accéder au marché mondial, à ses ressources en matières premières, en main-d'œuvre, en capitaux, tout comme pour y défendre ou y étendre les positions acquises, peut dégénérer, lorsqu'elle s'exacerbe en situation de crise mondiale du mode capitaliste de production, en conflits politiques, alimentés par la mobilisation nationaliste ou impérialiste des populations, jusqu'à déboucher sur l'affrontement militaire.

Dans ces occurrences, dont le siècle écoulé a donné deux exemples majeurs, la destruction de capital change évidemment de sens. Ce n'est plus seulement la destruction de la *forme* économique (marchande, monétaire et capitaliste) d'une partie de la richesse sociale et des moyens de sa production qui est obtenue, leur dévalorisation, démonétarisation ou décapitalisation. Ce sont ces moyens eux-mêmes, matériels et personnels, qui se trouvent détruits et, avec eux, la base de la reproduction physique et sociale de la société. La reproduction du capital se fait alors à ce prix : la destruction massive, en d'immenses tueries, des hommes et du produit cumulé de décennies voire de siècles de travaux humains.

5.2. La seconde modalité de cette résolution catastrophique des contradictions que constitue une crise consiste à « *faire payer la crise aux travailleurs* » : à augmenter leur taux d'exploitation en aggravant leurs conditions de travail et d'existence. Autrement dit, si la crise est l'occasion d'un règlement de comptes entre capitalistes, elle est plus fondamentalement encore l'occasion d'une agression redoublée du capital contre le travail salarié et, par conséquent, d'une exacerbation de la lutte des classes.

a) Nous avons vu que la crise se traduit toujours par une dégradation des conditions de valorisation du capital, d'une baisse du taux de profit, rendant impossible la poursuite de l'accumulation ou dissuadant les capitalistes de la poursuivre. Pour rétablir les conditions de cette dernière, il faut agir sur les deux termes du rapport que constitue le taux de profit : en diminuer le dénominateur (la quantité de capital en fonction, participant à la péréquation de la plus-value) et en augmenter le numérateur (la quantité de plus-value formée et réalisée). Si la destruction de capital satisfait à la première exigence, la seconde requiert précisément d'aggraver extensivement et intensivement l'exploitation du travail salarié que le capital met en œuvre.

Pour sortir de sa crise, il faut donc que le capital parvienne à imposer aux travailleurs, d'une part, une augmentation de la durée et de l'intensité du travail, d'autre part, une diminution des salaires réels, en dévalorisant la force de travail (par augmentation de la productivité du travail social) ou en faisant pression pour que les salaires tombent en dessous de la valeur de cette force. Faire travailler plus tout en rémunérant le travail moins, telle sera toujours la formule à laquelle le capital recourra pour tenter de sortir de sa crise.

Cela suppose évidemment que le capital parvienne à imposer aux travailleurs une dégradation générale de leurs conditions de travail et d'existence, autrement dit qu'il crée les conditions d'un rapport de forces qui lui soit favorable dans le cadre de la lutte des classes. En fait, sa propre crise tend par elle-même à engendrer au moins en partie de pareilles conditions. En effet, la mise en sommeil ou la destruction d'une partie des capitaux en fonction conduit à un gonflement de la « *surpopulation relative* » sous le double effet des licenciements et du blocage de l'embauche, consécutive au ralentissement ou même à l'arrêt de l'accumulation. Dans ces conditions, le capital peut jouer tout à la fois de la peur et de la menace du chômage, de l'exacerbation de la concurrence entre les travailleurs pour l'accès à l'emploi ou la conservation de leur emploi, des difficultés accrues qui en résultent pour les organiser et mobiliser syndicalement et politiquement pour la défense de leurs intérêts collectifs (de classe). Structurellement déséquilibré par la division du salariat entre employés et inemployés, « *armée active* » et « *armée de réserve* », le rapport de forces entre capital et salariat risque de se trouver encore aggravé en période de crise par l'individualisme du sauve-qui-peut : « *L'arrêt de la production aurait mis en chômage une partie de la classe ouvrière et ainsi placé la partie occupée dans des conditions telles qu'elle aurait dû consentir à un abaissement du salaire même en dessous de la moyenne : pour le capital, l'effet est le même que si, avec un salaire moyen, on élevait la plus-value relative ou absolue.* »⁴⁹

b) Généralement, cependant, la seule dynamique économique de la crise : ralentissement ou arrêt de l'accumulation, licenciements massifs, augmentation du chômage, etc., ne suffit pas à vaincre la résistance collective des travailleurs ni, par conséquent, à leur imposer une exploitation accrue. Le capital doit encore recourir à des moyens

49. *Id.*, page 267.

de pression idéologique et de répression politique : discours sur la fatalité de la crise orchestrés par ses idéologues attirés et relayés par les médias, intimidation à l'égard des militants et des organisations les plus combattifs, durcissement de la législation en matière de droit du travail et de droit syndical, criminalisation des formes les plus résolues de résistance et de lutte anticapitaliste, etc. Et, dans les cas où la grande masse des travailleurs et de leurs organisations s'oppose à l'agression capitaliste destinée à leur faire subir le poids de la crise et de sa sortie, il est même quelquefois nécessaire à la classe dominante de recourir à l'Etat d'exception : d'interdire toute organisation et activité syndicales, de faire régner la terreur sur les lieux de travail (par l'intermédiaire de milices privées) comme à l'extérieur de ces lieux, de recourir à la dictature militaire, pure ou déguisée (sous une forme bonapartiste ou fasciste). C'est alors directement l'Etat qui doit prendre en charge et conduire l'agression du capital contre le travail ; et d'économique, la crise devient alors politique.

De ce fait, son issue devient aussi aléatoire. D'une part, il n'est pas certain que la classe dominante parvienne à mettre en œuvre de tels moyens politiques. En effet, la crise l'affaiblit aussi, que ce soit en exacerbant la concurrence dans ses propres rangs, en mettant ainsi à mal sa propre cohésion ; ou que ce soit en l'obligeant à aggraver économiquement et politiquement des classes qui lui étaient jusqu'alors alliées ou qui lui servaient d'appuis (la petite-bourgeoisie, la paysannerie), sapant du même coup la base de son hégémonie sur la société entière. D'autre part, si la résistance des travailleurs parvient à s'organiser, à tenir en échec sa propre offensive contre eux, la prolongation ou même l'aggravation de la crise qui en résultera peuvent conduire à une radicalisation des luttes populaires qui peut déboucher sur une mise en question de son propre pouvoir : sur une situation révolutionnaire. Le recours aux formes extrêmes d'Etat d'exception a ainsi fréquemment pour fonction de prévenir l'instauration ou le développement d'une pareille situation.

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que la crise capitaliste plonge en définitive ses racines dans la lutte des classes. Nous voyons maintenant que, sous une forme ou une autre, elle y trouve aussi sa solution. La lutte des classes est bien l'alpha et l'oméga de toute crise.

5.3. Sauf à ce que l'offensive capitaliste soit tenue en échec et qu'il se dessine une issue révolutionnaire de la crise, les processus pré-

cédents créent donc les conditions du rétablissement d'un taux de profit satisfaisant, condition nécessaire sinon suffisante de la relance du procès d'accumulation. Notamment parce que la crise de surproduction réalise, de manière brutale et sauvage, l'indispensable dévalorisation du capital (constant et variable) que la production capitaliste développe de manière continue et plus ou moins mesurée (contrôlée) en l'étalant dans le temps, en la diluant, pendant ses phases d'expansion, à titre de tendance contrecarrant la baisse du taux de profit. Cette même dévalorisation du capital qui, dans le cours normal de son accumulation, résulte du dynamisme même de cette dernière (de l'augmentation de la productivité du travail, de l'accélération de la rotation du capital), s'obtient pendant les phases de crise par l'interruption plus ou moins durable de l'accumulation, ou du moins par son ralentissement brutal et la destruction massive de capital qui s'ensuit⁵⁰.

Mais la crise n'opère pas seulement de manière destructrice, elle est également créatrice⁵¹. Elle contraint, en effet, le capital à renouveler les bases technologiques et les modes organisationnels de d'exploitation et de domination du travail, condition indispensable à l'accroissement de son intensité et de sa productivité, partant à l'élévation du taux de plus-value; mais aussi à ouvrir de nouveaux marchés, en développant de nouvelles branches de la production ou tout simplement en lançant de nouveaux produits dans les anciennes branches: « *La baisse des prix et la concurrence auraient par ailleurs stimulé chaque capitaliste, l'incitant à élever la valeur individuelle de son produit au-dessus de la valeur générale de celui-ci, grâce à l'emploi de nouvelles machines, de nouvelles méthodes de travail perfectionnées, à de*

50. En un sens, la dévalorisation du capital (constant et variable) que produit la crise résulte elle aussi de l'accumulation des forces productives rendue incompatible avec les rapports de valeur existants. D'où la nécessité d'une révolution brutale de ces rapports dans la crise: « [...] *la destruction de la valeur et du capital lors des crises correspond à un accroissement général des forces productives [...] une soudaine augmentation générale des forces productives dévalorise relativement toutes les valeurs existantes, qui ont été produites à un stade inférieur des forces productives du travail, et détruit du capital ainsi que la force de travail existante.* » *Grundrisse*, tome 1, page 409.

51. Marx a développé le thème et la thèse de la crise comme « création destructrice » bien avant Schumpeter auquel on en attribue communément la paternité et le mérite.

nouvelles combinaisons ; elles l'auraient incité, autrement dit, à accroître la productivité d'une quantité de travail donnée [...].»⁵² C'est là, en effet, le seul moyen pour le capital en crise d'échapper à l'engorgement des marchés traditionnels tout comme à l'étranglement du taux de profit.

Ces innovations technologiques, organisationnelles, commerciales, financières, sont d'abord le fait de quelques capitaux, de quelques capitalistes particulièrement aventuriers ou innovateurs, qui explorent et défrichent de nouvelles opportunités de valorisation du capital, souvent au péril de leur propre capital, les pionniers étant en ce domaine comme en tout autre souvent sacrifiés pour la plupart. Cependant, dès lors que les voies qu'ils ouvrent ainsi s'avèrent praticables ou prometteuses, elles sont susceptibles d'attirer à elles les masses de capital-argent mises en jachère par la crise, qui ne trouvent plus à se valoriser dans les anciennes branches de production et qui sont de ce fait précisément à la recherche de nouvelles opportunités de valorisation, tout en s'offrant à un bas taux d'intérêt, du fait de leur masse même : « [...] *le crédit fait affluer à la production des masses extraordinaires de la richesse sociale croissante, de nouveaux capitaux dont les possesseurs, impatientes de les faire valoir, guettent sans cesse le moment opportun [...].* »⁵³ Là encore, en produisant de telles masses de capital-argent potentiel inemployé, la crise crée aussi les conditions de possibilité de l'exploration aventureuse puis de l'exploitation méthodique de nouvelles voies et de nouvelles formes de reproduction du capital, autre condition nécessaire à une sortie de crise.

Ainsi la crise ne se solde-t-elle pas seulement à travers l'élagage des branches mortes du capital, celles dans lesquelles il ne parvient plus à se valoriser, ou du moins plus à se valoriser à un taux jugé suffisant. Elle incite aussi le capital à faire pousser de nouvelles branches et rameaux de la division sociale du travail, à développer de nouvelles possibilités de valorisation, en un mot à innover tant dans le procès de production que dans le procès de circulation : à inventer de nouveaux modes de produire et de nouveaux modes de consommer, de nouveaux moyens de production et de nouveaux moyens de consommation, etc.

52. *Le Capital*, III, 1, page 267.

53. *Le Capital*, I, 3, page 76.

5.4. En définitive, les phénomènes de destruction d'une partie du capital en fonction, d'aggravation du taux d'exploitation en même temps que d'invention de nouveaux modes d'exploitation et de domination du travail, couplés à l'accumulation d'une masse de capital-argent latent disponible pour entrer en fonction dans de nouvelles branches de la production sociale, tous effets directs de la crise de surproduction, créent les conditions de possibilité d'une relance de la production capitaliste, d'un redémarrage de l'accumulation du capital, sur des bases en partie renouvelées.

a) C'est dire que les crises de surproduction sont, en régime capitaliste, *nécessaires*, non seulement au sens où elles sont inévitables, ainsi que je l'ai déjà signalé, mais encore en ce qu'elles sont *fondamentalement utiles* à la survie de ce mode de production, en ce qu'elles en assurent la reproduction en exerçant en définitive une *double fonction de régulation et de dynamisation* à son égard. D'une part, en le purgeant de ses excès, en dévalorisant voire en détruisant marchandises, capitaux, titres de crédit et de propriété surnuméraires, mais aussi des anciens modes d'exploitation et de domination du travail, elles le lestent du poids mort du passé, du capital accumulé qui ne parvient plus à se valoriser, du moins à un degré suffisant et sous les formes existantes. D'autre part, en lui permettant de faire peau neuve (mais aussi en l'y contraignant), de renouveler ses modes de valorisation, notamment de domination et d'exploitation du travail, elles rétablissent les conditions indispensables à la reproduction du capital comme valeur en procès. Elles sont la manifestation éclatante du fait que la reproduction du capital ne peut se produire en définitive qu'en violation de ses propres lois et règles (lois de la valeur, contrainte monétaire, proportionnalités intersectionnelles, etc.), qui ne peuvent dès lors être rétablies que violemment, sous forme de crises, moyennant la destruction d'une partie du capital existant.

C'est dire aussi que rien n'est plus étranger à Marx que le catastrophisme économique professé par un certain marxisme, prédisant l'inévitable « *effondrement du capitalisme* » au déclenchement de chaque nouvelle crise de ce dernier, que ce soit pour en tirer des conclusions réformistes (la révolution est inutile, il suffit d'attendre que le capitalisme creuse lui-même sa tombe et s'y précipite sous le poids de ses insolubles contradictions internes) ou des conclusions révolutionnaires (la révolution est au contraire certaine, aussi certaine que la crise elle-même qui en prépare les conditions). Au contraire,

l'analyse marxienne des contradictions du procès de reproduction immédiat du capital, des contradictions *économiques* du capitalisme, montre clairement que ces contradictions ne sont nullement insolubles au sein du capitalisme lui-même et que la crise en est même le mode à la fois paradoxal et extrême de résolution, même si le prix (économique, social, politique, psychologique) de cette solution peut en être très élevé. Pour Marx, il n'y a pas et il ne saurait y avoir de *crise finale* du procès de reproduction du capital, encore moins de crise finale inéluctable; tout au plus y a-t-il pour lui possibilité d'une *lutte finale*, dont la crise crée au mieux certaines conditions, notamment un affaiblissement du pouvoir (de l'hégémonie) de la classe dominante et une radicalisation de la lutte de classe du prolétariat. Autrement dit, l'actualisation du possible révolutionnaire ne relève pas, pour lui, de la dynamique économique du capitalisme, mais uniquement de la dynamique politique de la lutte des classes.

b) Mais si les contradictions de la valeur en procès qu'est le capital peuvent ainsi trouver une solution dans les explosions auxquelles elles donnent lieu sous forme des crises, elles ne se trouvent pas abolies ou dépassées pour autant. Autrement dit, solution catastrophique de ces contradictions, la crise du procès de reproduction du capital n'en est aussi qu'une *solution partielle et temporaire*. La relance de l'accumulation du capital sur des bases élargies et renouvelées conduira à terme à une manifestation encore plus aiguë de ces mêmes contradictions, par conséquent à une nouvelle crise: « *Dans la production capitaliste, les contradictions ne cessent de jaillir et d'être abolies; elles ressurgissent toujours pour être de nouveau abolies brutalement.* »⁵⁴ En d'autres termes, si le procès de reproduction du capital parvient à repousser sans cesse ses limites, il ne peut pas pour autant s'en affranchir; il les retrouve périodiquement posées en face de lui dans la mesure où il les contient inévitablement en lui-même, dans la mesure où le capital est à lui-même sa propre barrière: « *La production capitaliste tend sans cesse à dépasser ces limites qui lui sont immanentes, mais elle n'y parvient qu'en employant des moyens, qui, de nouveau, et à une échelle plus imposante, dressent devant elles les mêmes barrières.* »⁵⁵ D'où la répétition périodique des crises, inévitable tant que durera le mode capitaliste de production.

54. *Grundrisse*, tome 1, page 362.

55. *Le Capital*, III, 1, page 263.

Ainsi se dessine et s'explique à la fois *le caractère spécifique* du devenir du procès de reproduction immédiat du capital, du devenir économique du capitalisme, que l'histoire des deux siècles écoulés s'est chargée de confirmer et d'illustrer. Devenir dont la ligne générale est celle d'une courbe sinusoïdale, dont chaque période se laisse décomposer en quatre phases caractéristiques :

– Phase A (le creux de la courbe) : phase de stagnation du procès de reproduction à la sortie d'une crise, pendant laquelle continuent à se solder les comptes de la période précédente d'expansion et de crise et à se mettre en place les conditions d'une nouvelle période de croissance.

– Phase B (la remontée de la courbe) : phase de relance de l'accumulation et de croissance modérée, sur les nouvelles bases mises en place à la faveur de la crise précédente, phase au sein de laquelle toutes les contradictions du procès de reproduction semblent avoir disparu comme par enchantement.

– Phase C (montée de la courbe jusqu'à son apogée) : phase d'emballlement progressif de l'accumulation, au sein de laquelle le procès de reproduction exploite toutes les possibilités de valorisation sur les bases précédentes, donne libre cours à sa tendance à la croissance illimitée et disproportionnée et, de ce fait, conduit à l'exacerbation de toutes ses contradictions internes.

– Phase D (la replongée de la courbe, son retournement vers le bas) : phase de crise, de résolution explosive des contradictions internes, avec contraction de l'accumulation, destruction d'une partie du capital en fonction, purgation de tous les excès ; mais aussi création et exploration, d'abord timide puis de plus en plus méthodique, de nouvelles modalités de valorisation du capital, créant ainsi les conditions de sortie de crise.

De cette alternance périodique de phases d'expansion et de croissance, suivies de phases de crise et de contraction, si typique du capitalisme, Marx a donné à diverses reprises des descriptions : « *La vie de l'industrie se transforme en une série de périodes d'activité moyenne, de prospérité, de surproduction, de crise et de stagnation.* »⁵⁶ Il a montré que cette alternance rythme la vie tant économique que sociale sous le capitalisme : par exemple, le gonflement et dégonflement périodique de la « *surpopulation relative* », tantôt rejetée par le procès capi-

56. *Le Capital*, I, 2, page 133.

taliste de production (pendant les phases de crise), tantôt au contraire enrôlée en masse à son service (pendant les phases d'expansion)⁵⁷ ; ou les fluctuations du taux d'intérêt⁵⁸ ; ou encore les variations de l'encaisse-or de la Banque centrale⁵⁹.

Il a même cherché à lui trouver une base matérielle dans le cycle (d'une durée moyenne de dix à douze ans, pendant la seconde moitié du XIX^e siècle) de renouvellement du capital fixe : « *Un point est acquis : avec sa durée de plusieurs années, ce cycle de rotations reliées entre elles, au cours desquelles le capital est captif de son élément fixe, fournit une base matérielle aux crises périodiques, qui font passer les affaires par des phases successives de stagnation, d'animation moyenne, de précipitation, de crise. Sans doute les périodes d'investissement du capital sont fort différentes et sans concordance ; mais la crise sert toujours de point de départ à un puissant investissement ; elle fournit donc plus ou moins, – au point de vue de la société prise dans son ensemble – une nouvelle base matérielle pour le prochain cycle de rotation.* »⁶⁰ Car nous avons vu comment la désynchronisation des rotations du capital fixe et du capital circulant est en mesure de perturber toutes les conditions de circulation et de reproduction de l'ensemble du capital social, et de précipiter la crise préparée par l'accumulation antérieure de capital.

5.5. Pour conclure ce long exposé des analyses marxiennes des crises du procès de reproduction du capital, arrêtons-nous sur une curieuse formule qui les synthétise : « *La crise, c'est l'établissement par la force de l'unité entre les moments promus à l'autonomie et l'autonomisation par la force de moments qui sont essentiellement uns.* »⁶¹ Autrement dit, la crise rétablit violemment l'unité entre les différents

57. « *La présence de cette réserve industrielle, sa rentrée tantôt partielle, tantôt générale, dans le service actif, puis sa reconstitution sur un cadre plus vaste, tout cela se trouve au fond de la vie accidentée que traverse l'industrie moderne, avec son cycle décennal, à peu près régulier – à part des autres secousses irrégulières – de périodes d'activité ordinaire, de production à haute pression, de crise et de stagnation. Cette marche singulière de l'industrie, que nous ne rencontrons à aucune période antérieure de l'humanité, était également impossible dans la période d'enfance de la production capitaliste.* » *Le Capital*, I, 3, page 76.

58. Cf. *Le Capital*, III, 2, pages 149-151.

59. *Id.*, pages 230-232.

60. *Le Capital*, II, 1, page 171. Cf. aussi la lettre de Marx à Engels du 5 mars 1858 dans *Lettres sur Le Capital*, page 90.

61. *Théorie sur la plus-value*, tome 2, page 612.

moments du procès de reproduction du capital qui ont tendu à se séparer en faisant violence à leur solidarité essentielle, en contrevenant à ses exigences. Elle est le moment où l'unité du procès se réaffirme contre la tendance à l'autonomisation de ses éléments constitutifs, qui provoque précisément la crise. Ou encore, c'est le moment où l'unité interne du procès de reproduction ne peut plus se réaliser que sur un mode violent, celui de la destruction d'une partie de la richesse produite, des moyens de production, voire des producteurs, du fait que les éléments constitutifs de ce procès sont entrés en contradiction en s'autonomisant, en tendant à se séparer les uns des autres. La crise conjugue *cette double violence*: celle faite à l'unité du procès de reproduction par l'autonomisation de ses éléments constitutifs dans le cours même de ce procès, qui déclenche la crise; celle faite à ces éléments eux-mêmes par le rétablissement de l'unité, qui permet de liquider la crise: «[...] *comme [ils] constituent une cohérence, l'autonomisation des moments cohérents ne peut apparaître que violente, comme un procès destructeur. C'est justement dans la crise que leur unité se manifeste, l'unité des différents éléments. L'autonomie qu'acquière l'un vis-à-vis de l'autre les deux éléments qui vont ensemble et qui se complètent, les uns par rapport aux autres, est violemment anéantie.*»⁶²

Ainsi, comme nous l'avons vu, la crise résulte toujours d'une dissociation entre ces deux moments pourtant complémentaires du procès de circulation que sont la vente et l'achat; et elle est rétablissement des conditions de leur médiation réciproque: «*La difficulté de transformer la marchandise en argent, de vendre, provient simplement de ce que la marchandise doit nécessairement être transformée en argent, alors que l'argent ne doit pas nécessairement être immédiatement transformé en marchandise, que vente et achat peuvent donc être disjoints. Nous avons dit que c'est cette forme qui inclut la possibilité de la crise, la possibilité que des moments qui vont l'un avec l'autre, qui sont inséparables, se séparent et soient, partant, violemment réunis, la possibilité que leur cohérence soit réalisée par la violence faite à leur autonomie respective. Et la crise n'est rien d'autre que la mise en œuvre violente de l'unité de phases du procès de production, qui se sont autonomisées l'une vis-à-vis de l'autre.*»⁶³

De même, nous avons vu que la crise résulte de l'autonomisation du procès de production et du procès de circulation, ou du procès de

62. *Id.*, page 597.

63. *Id.*, pages 607-608.

production et du procès de consommation, sous l'effet de la tendance du premier à dépasser les bornes du second; alors même que la reproduction du capital ne peut avoir lieu que dans l'unité de ces différents moments. Et la crise n'est autre chose dans ce cas que le rétablissement violent de cette unité compromise.

On pourrait en dire autant en ce qui concerne les rapports entre les deux sections productives fondamentales. La crise procède de l'autonomisation du développement de chacune de ces deux sections relativement aux rapports (aux proportions) qu'elles sont tenues de respecter pour assurer la reproduction du capital social dans son ensemble, partant leur propre reproduction. Et la crise opère encore une fois le rétablissement des conditions d'un développement équilibré (proportionné) de ces deux sections, comme plus largement de l'ensemble des branches de la production sociale.

Nous avons vu encore que la crise manifeste l'autonomie excessive prise par le capital marchand (commercial et bancaire) relativement au capital industriel, poussant celui-ci au-delà de ses propres limites; comme celle prise par le capital fictif par rapport au capital réel. Et qu'elle ne peut se solder, dans les deux cas, que moyennant le rétablissement violent de la subordination du capital marchand au capital industriel; du capital fictif au capital réel; autrement dit, de l'unité hiérarchique entre les différentes fractions autonomisées du capital social.

Nous avons vu enfin que la crise résulte de l'autonomisation des capitaux singuliers les uns vis-à-vis des autres, alors que leurs cycles de reproduction doivent se compléter en s'entrelaçant. Et que la crise est tout aussi bien le moment où l'autonomisation des capitaux singuliers peut leur être fatale, où elle peut les conduire à leur destruction, pour que soient rétablies les conditions de la reproduction de leur unité, le capital social.

En définitive, ce sont là autant de variations sur un même thème. Dans le mode capitaliste de production, le travail privé n'est jamais immédiatement comme tel assuré d'être travail socialement nécessaire, c'est-à-dire d'être un moment indispensable à la reproduction sociale dans son ensemble; seule le confirmera dans ce statut la capacité de ses produits à s'échanger contre d'autres produits, contre des produits d'autres travaux privés, par l'intermédiaire de la monnaie en tant qu'incarnation fétichiste du travail social sous sa forme de travail abstrait, en tant qu'unité aliénée du procès social de production. Dès

lors que leur unité même prend la forme d'une chose extérieure à eux, qui tend à s'autonomiser par rapport à eux, il est inévitable que les différents moments singuliers de ce procès tendent eux-mêmes à s'autonomiser les uns par rapport aux autres; et non moins inévitable qu'il faille rétablir l'unité du procès d'ensemble contre l'autonomie des moments séparés, rétablissement qui ne peut se réaliser qu'en faisant violence aux moments autonomisés. La crise capitaliste n'est que la forme violente sous laquelle se réalise l'indispensable unité du procès social de production matérielle contre ses moments séparés, ses membres disjoints, forme inévitable tant que ce procès restera prisonnier des rapports capitalistes de production.

Marx nous avertit ainsi clairement du potentiel de *violence* propre à la crise capitaliste. Contre les représentations apologétiques de « *l'économie de marché* » comme procès pacifié d'échanges marchands, comme monde idyllique dans lequel la « *main invisible* » du marché assurerait l'harmonie des intérêts particuliers et de l'intérêt général, il souligne combien ce procès renferme de contradictions explosives, et combien leur explosion est destructrice. Cette violence que déploie la crise prend ordinairement une forme *économique*: celle de la destruction d'une partie du capital social en fonction, avec ce que cela implique de cortèges de capitalistes faillis et de travailleurs jetés sur le pavé, plongés dans l'incertitude du lendemain, la pauvreté, en définitive l'exclusion socio-économique; tandis que ceux qui continuent à être employés subissent une aggravation de leurs conditions de travail et une dégradation de leur revenu. Mais nous avons aussi vu que cette violence peut prendre des formes directement *politiques* (étatiques), quand la crise ne peut se solder qu'à travers un durcissement des conditions générales (socio-politiques) de la domination du capital; voire lorsque la concurrence intercapitaliste débouche sur la guerre, détruisant en masse hommes et richesse sociale pour rétablir les conditions d'un redémarrage de l'accumulation du capital.

6. *Limites de l'analyse*

Apogée en un sens de toute sa critique de l'économie politique, l'analyse marxienne des crises capitalistes continue à fournir le cadre général le plus pertinent d'appréhension de ces dernières dans la di-

versité et la complexité de ses modes de manifestation, pertinence qui a d'ailleurs été amplement confirmée par les crises que le capitalisme a périodiquement connues. Pour autant, cette analyse ne va pas sans présenter quelques lacunes et limites, dans lesquelles on retrouvera et reconnaîtra certaines de celles déjà mentionnées dans le cours des chapitres précédents.

6.1. L'un des intérêts de l'analyse marxienne est de rendre compte de la forme sinusoïdale du devenir économique du capitalisme, de cette alternance de phases de croissance, de crise et de dépression si caractéristique du mode capitaliste de production, déjà relevée par bon nombre d'économistes dans la première moitié du XIX^e siècle et qui n'a fait que se confirmer depuis. Cependant, confrontée à l'histoire économique des deux siècles écoulés, cette analyse montre aussi ses limites de ce point de vue : elle ne rend compte que d'un certain type de cycles, alors que cette histoire en combine manifestement plusieurs.

Ce que Marx appelait « *le cycle industriel* », d'une durée moyenne de dix à douze ans, correspond à ce que les économistes contemporains nomment les cycles moyens ou cycles Juglar, du nom de l'économiste français Clément Juglar qui les a mis en évidence presque en même temps que Marx⁶⁴. Si l'étude de Juglar est beaucoup plus détaillée que celle de Marx, qui se contente de relever le caractère cyclique de la « *marche des affaires* », celui-ci possède cependant sur lui l'avantage d'avoir clairement indiqué la base matérielle de ce type de cycle, à savoir le renouvellement du capital fixe, comme nous l'avons vu.

Depuis lors, deux autres types de cycle, s'entrecroisant avec les précédents ont été mis en évidence par les économistes, ignorés de Marx. D'une part, des cycles plus courts (d'une durée de trois à quatre ans) mis en évidence par l'économiste américain Kitchin sur le seul exemple cependant de l'économie américaine, dont la périodicité semble essentiellement liée à la variation des stocks (donc à un élément du capital circulant)⁶⁵.

64. Le principal ouvrage de Clément Juglar, *Les crises commerciales et leur retour périodique en France, en Angleterre et aux Etats-Unis*, est paru en 1862. Il ne semble pas que Marx en ait eu connaissance, ni réciproquement Juglar des travaux de Marx.

65. Il existe encore d'autres cycles plus courts, spécifiques à certains secteurs ou branches, le plus connu étant le cycle du porc, d'une durée moyenne de 32 mois.

D'autre part et surtout, des cycles plus longs (d'une durée d'un demi-siècle environ), mis en évidence par l'économiste soviétique Nicolaï Kondratieff au cours des années 1920, et qui rythment le devenir économique du capitalisme dans la longue durée⁶⁶. Chaque cycle de Kondratieff se compose d'une phase expansive, d'une durée de vingt à trente ans, pendant laquelle la production aussi bien que les prix tendent à croître et d'une phase dépressive, d'une durée à peu près équivalente, qui enregistre, au contraire, une contraction relative de la production et une tendance à la baisse des prix. Kondratieff lui-même avait mis en évidence la succession de trois cycles de ce genre depuis l'origine du capitalisme industriel : un premier allant de la fin du XVIII^e siècle au milieu du XIX^e siècle, comprenant une phase expansive (1789-1815) et une phase dépressive (1815-1848) ; un second couvrant la seconde moitié du XIX^e siècle, dont le point de retournement coïncide avec la crise de 1873 ; enfin un troisième cycle entamé à la fin du XIX^e siècle, dont la phase expansive, déjà en partie interrompue par la Première Guerre mondiale, était en train de prendre fin selon Kondratieff dans le cours des années 1920. Il est évidemment tentant, et nombreux ont été ceux qui ont cédé à la tentation, de prolonger l'analyse de Kondratieff, en pronostiquant dans la « grande dépression » du début des années 1930 le creux de ce troisième cycle de Kondratieff dont on serait sorti aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale ; la phase fordiste d'expansion entre la fin des années 1940 et le milieu des années 1970, suivie de la crise que l'on a connu depuis constituant un quatrième cycle de Kondratieff⁶⁷.

Il n'est pas questions d'entrer ici dans une discussion approfondie et de la réalité de ces cycles, et de l'explication de leur déroulement et de leur articulation. Je noterai simplement que celle-ci pose manifestement problème d'un point de vue marxiste, notamment en ce qui concerne les cycles de Kondratieff. S'inspirant directement de l'analyse par Marx des cycles moyens, Kondratieff lui-même a cherché une explication strictement endogène de ces cycles, ne faisant appel qu'à des facteurs immanents aux procès de reproduction du capital. Il a ainsi

66. La principale étude de Kondratieff, *Les grands cycles de la conjoncture*, est parue en 1925. Un choix de texte de Kondratieff a été publié en France par Louis Fontvielle sous ce même titre aux Editions Economica en 1992.

67. Cf. notamment Bernard Rosier et Pierre Dockès, *Rythmes économiques*, La Découverte, 1983.

été amené à souligner l'importance du renouvellement de la base technique du capital productif (de la création et de la diffusion de nouveaux moyens de production et des formes d'organisation du travail correspondantes), de la création monétaire (essentiellement tributaire de la production d'or en régime de monnaie métallique), de l'ouverture de nouveaux marchés (par exemple sous la forme de conquêtes coloniales), enfin des mouvements sociaux, les révolutions et les guerres. Or, si les deux premiers facteurs peuvent à la rigueur être considérés comme strictement immanents au procès de reproduction immédiat du capital, c'est déjà beaucoup moins le cas du troisième (qui fait aussi nécessairement intervenir la médiation étatique) et certainement pas le cas du quatrième. Certes, mouvements sociaux, révolutions et guerres ne se produisent pas par hasard, les contradictions de l'accumulation du capital comptent toujours parmi leurs causes et conditions; mais ils n'en répondent pas moins à une temporalité propre, en faisant intervenir ce facteur partiellement exogène que constituent la lutte des classes et, plus largement, les affrontements politiques. L'analyse de Kondratieff soulignait ainsi, à son corps défendant, l'insuffisance des explications strictement et exclusivement économiques des cycles qu'il avait mis en évidence; et, du même coup, les limites de l'autonomie du procès de reproduction immédiat du capital.

Depuis lors, les auteurs (marxistes ou non) qui se sont affrontés à la question n'ont cessé d'osciller entre ces deux types d'explication (endogène ou exogène) et leur combinaison dans des proportions variables, sans encore parvenir à fournir une synthèse satisfaisante sur la question. Ce qui signale la nécessité, en tant que partie intégrante d'une théorie de la reproduction du capital, d'une analyse et explication des rythmes et des cycles économiques et sociaux, qui reste à élaborer, Marx ayant ici comme bien souvent davantage contribué à poser le problème qu'à en apporter la solution⁶⁸.

6.2. En second lieu, Marx montre que les crises du procès de reproduction sont inévitables, en tant qu'elles résultent nécessairement

68. De tous les auteurs marxistes contemporains, celui qui a repris la question avec le plus de profondeur est incontestablement Ernest Mandel, notamment dans *Le troisième âge du capitalisme* (1972), nouvelle traduction revue et augmentée, Editions de la Passion, 1998; et *Les ondes longues du développement capitaliste. Une interprétation marxiste* (1978), traduction à paraître aux Editions Page deux, Lausanne.

des contradictions internes de ce procès et qu'elles en constituent le mode ultime de résolution, le seul possible *in extremis*. Dès lors la question se pose de savoir pourquoi et comment il se fait que ce procès ne soit pas en *crise permanente*, que la crise ne soit que l'une des modalités et phases du procès de reproduction du capital, et non pas son état normal. Autre question que Marx laisse en suspens, qu'il ne formule même pas directement comme telle, qu'il ne semble donc pas avoir aperçue, bien qu'elle se situe dans le droit fil de ses analyses.

Non pas que ces dernières ne comprennent pas des éléments potentiels de réponse à cette question. Au contraire, chemin faisant nous avons bien vu qu'elles soulignent les capacités immanentes au procès de reproduction du capital à différer les effets de ses contradictions internes, à défaut de les supprimer. Ainsi Marx met-il en évidence que la tendance à la baisse du taux de profit se trouve contrecarrée par toute une série de facteurs, dont en premier lieu le principal facteur qui provoque cette baisse, à savoir l'augmentation de la productivité du travail. Car, si d'une part elle tend à faire croître la composition organique du capital, elle tend simultanément d'autre part à augmenter la plus-value relative et à dévaloriser le capital (variable et constant) en fonction, partant à accroître le numérateur et à diminuer le dénominateur du rapport que constitue le taux de profit. De même, si l'augmentation de la productivité du travail, et avec elle de la masse des produits-marchandises dans laquelle se matérialise une quantité donnée de travail et qu'il faut vendre pour valoriser un capital donné, confronte en permanence le capital au spectre de la crise de réalisation, elle crée aussi la possibilité d'une croissance des salaires réels, autrement dit d'un élargissement et d'un enrichissement de la norme de consommation des travailleurs salariés, qui permet d'éloigner le spectre précédent, sans pour autant nuire immédiatement à la valorisation du capital. Enfin, nous avons vu que l'une des principales fonctions du développement du crédit est précisément de relâcher la contrainte monétaire et d'antévalider les marchandises produites, en permettant par conséquent, là encore, de différer les effets de la surproduction qui résulte nécessairement de la dynamique d'accumulation.

Cependant, toute l'analyse de Marx – et c'est sa force et son originalité, mais aussi en l'occurrence sa limite – consiste à montrer que, si ces facteurs sont en mesure de contrecarrer et de différer les effets des contradictions internes du procès de reproduction, non seule-

ment ils ne peuvent pas éviter que ces contradictions finissent par éclater malgré tout ; mais encore ils préparent eux-mêmes en un sens cet éclatement, en exacerbant les contradictions en même temps qu'ils les atténuent, en accumulant leur potentiel explosif tout en le diluant dans un premier temps. Son analyse des effets du crédit sur la dynamique de la production est significative de ce point de vue : manière de différer la surproduction tendancielle, il accumule en même temps toutes les conditions de la manifestation explosive de cette tendance dans le krach et la dépression.

Ce qui fait ainsi manifestement défaut chez Marx, c'est une analyse des différents *modes possibles de régulation* du procès de reproduction, la crise ne devant être considérée que comme l'un d'eux, son mode catastrophique de régulation, le seul que Marx ait connu et reconnu. J'entends ici par régulation une disposition des différents éléments du procès de reproduction qui intègre, dans un sens organisationnel, les contradictions de ce procès, en les transformant de facteurs potentiels de crise de ce dernier en autant de facteurs alimentant au contraire sa dynamique de croissance et de développement. Ou encore, pour reprendre la terminologie utilisée par Marx pour caractériser la crise d'une manière générale, une disposition de ces facteurs qui fasse prévaloir *l'unité* du procès de reproduction, la complémentarité de ses différents moments, sur leur tendance à la séparation et à l'autonomisation, facteurs de la crise.

L'élaboration d'une analyse des différents modes possibles de régulation du procès de reproduction immédiat du capital est nécessaire non seulement pour répondre à la question précédente des raisons pour lesquels la crise n'est pas permanente au sein du capitalisme. Elle est encore indispensable pour établir une périodisation correcte de l'histoire économique du capitalisme, donc pour comprendre là encore son alternance de phases de croissance régulée et de phases de dérèglement synonyme de crise, correspondant en gros aux cycles de Kondratieff ; comme pour expliquer pourquoi, tout en répétant les mêmes caractéristiques générales déjà déterminées par Marx, les phases successives de croissance de même que les crises structurelles successives qu'a connues le capitalisme depuis deux siècles ont pourtant toutes présenté en même temps des traits originaux.

C'est précisément dans cette voie que s'est avancée « l'école de la régulation ». A partir d'une stimulante analyse du mode de régulation propre à la phase fordiste de développement du capitalisme occiden-

tal et de sa crise, elle est parvenue à définir une problématique et une conceptualité originales et prometteuses⁶⁹. De ses travaux, qu'il ne saurait non plus être question de discuter ici, je retiendrai essentiellement qu'une régulation du procès de reproduction immédiat du capital fait nécessairement intervenir *des médiations extérieures* à ce procès, qu'il s'agisse de la production d'un certain nombre de conditions générales de la production sociale (par exemple celles dont relève la reproduction de la force sociale de travail) ou de formes institutionnelles venant enserrer le rapport salarial et, plus largement encore, le rapport (les luttes) de classe entre capital et travail. Autrement dit, qu'on ne peut comprendre la dynamique du procès *immédiat* de reproduction du capital qu'en l'articulant sur les deux autres niveaux du procès *global* de reproduction.

6.3. Précisément, il faut en troisième lieu regretter une nouvelle fois le défaut (relatif) d'une telle articulation dans l'analyse marxienne des crises. De ce point de vue, ces deux niveaux ne sont cependant pas logés à la même enseigne.

a) Le procès de production (d'appropriation) des conditions sociales générales de la production capitaliste est le grand absent, le champ aveugle, de l'analyse marxienne des crises de la production capitaliste. Pourtant, il est incontestable que ce procès joue un rôle tant dans le déclenchement de la crise, dans l'exacerbation des contradictions du procès de reproduction immédiat, que dans leur résolution dans le cours même de la crise. Pour illustrer cette proposition générale, je m'en tiendrai à un seul exemple.

Nous savons que, parmi les conditions sociales générales du procès capitaliste de production, figure la reproduction de la force sociale de travail ; et que cette dernière suppose toujours l'existence d'une norme sociale de consommation, d'ailleurs produit et enjeu des luttes et compromis entre capital et travail salarié. Cette norme de consommation, qui structure les pratiques de consommation et, plus largement, ce qu'on nomme le « mode de vie » des travailleurs, est un élément déterminant de la valeur de la force de travail. A ce titre, son élargissement et son enrichissement sont aussi des facteurs d'augmentation de cette valeur et, par conséquent, d'exacerbation éventuelle

69. Pour une présentation et une discussion des principes et des résultats de cette école (par un de ses principaux représentants), cf. Robert Boyer, *La théorie de la régulation: une analyse critique*, La Découverte, 1987.

des contradictions de la production capitaliste, susceptibles de contribuer au freinage, voire au blocage de l'accumulation du capital. Inversement, toute solution capitaliste de la crise passera, dans ce cas, par une redéfinition (quantitative et qualitative) de la norme de consommation, par conséquent par un bouleversement des pratiques de consommation et du « mode de vie » de la grande masse des travailleurs, autrement dit de leurs conditions de vie hors du procès de travail lui-même.

Ainsi l'intégration à la norme de consommation de la grande masse de la population d'un accès socialement financé au système médical a-t-elle renchéri considérablement la valeur de la force sociale de travail au cours de la période fordiste. D'autant plus que l'institution de ce financement socialisé aura permis un développement du système médical lui-même, conduisant à élargir (quantitativement et qualitativement) l'offre de soins. Ce fut là un des facteurs du blocage, dans les années 1970, de la croissance fordiste, obligeant du même coup le capital (en fait les gouvernants qui en représentent et en défendent les intérêts) à chercher non seulement à remettre cette norme en question (en limitant les remboursements de soins médicaux, etc.) mais aussi et surtout à promouvoir de nouvelles formes d'accès aux soins médicaux (par exemple le développement des soins à domicile à la place de l'hospitalisation), voire de nouvelles formes de production et de consommation de ses soins (*cf.* le développement des « réseaux de soins intégrés »).

Des remarques similaires pourraient être faites à propos de chacune des conditions sociales générales de la production capitaliste, dont l'appropriation aux exigences de cette dernière définit un niveau spécifique du procès global de reproduction du capital, comme j'ai eu l'occasion de le montrer à plusieurs reprises déjà. De ce fait, la crise capitaliste ne met pas seulement en jeu l'organisation capitaliste de la production (du procès social de travail), elle met plus largement en jeu (à titre de cause aussi bien que de solution) l'organisation capitaliste de la société entière. Or c'est là une dimension du procès de la crise dont on ne trouve pas trace dans l'analyse marxienne. Comme on peut, plus généralement, regretter la relative méconnaissance par Marx de ce niveau du procès global de reproduction du capital.

b) L'autre niveau de ce procès global, le procès de reproduction des rapports (lutttes) de classes, se trouve mieux traité par Marx dans le cadre de son analyse des crises. Apparemment même, il le place au

centre de cette analyse, puisque nous avons vu que la lutte des classes constitue, pour lui, l'alpha et l'oméga de la crise, à la fois son *ultima ratio* et son ultime enjeu, celui déterminant son issue.

L'analyse marxienne hiérarchise en effet très strictement les différents types de contradictions du procès de reproduction immédiat du capital que j'ai distingués dans le fil des chapitres précédents. La socialisation marchande du travail productif est dominée par la contradiction potentielle entre travail privé et travail social, travail concret et travail abstrait; en ce sens, comme Marx ne cesse de le répéter, le procès de circulation marchande, que reproduit le procès de circulation du capital, contient toutes les conditions de possibilité de la crise, sous la forme d'un divorce toujours possible entre valeur d'usage et valeur, marchandise et argent, vente et achat, etc. Cependant, comme nous l'avons vu, ces conditions de possibilité ne s'actualisent que dans et par le mode spécifiquement capitaliste de production, plus exactement dans et par les contradictions du procès de valorisation du capital, dans la mesure où les conditions de la conservation et de l'accroissement du capital en tant que valeur sont aussi celles de sa dévalorisation quantitative (moindre accroissement) et qualitative (perte de son caractère de valeur en procès ou même de valeur tout court). Mais l'intensité de l'actualisation de ces contradictions de la valorisation du capital comme leur possible issue dépendent elles-mêmes de la lutte des classes entre capital et travail salarié. C'est en effet cette dernière qui détermine, comme on l'a vu aussi, les deux rapports essentiels, le taux de plus-value et la composition organique du capital, qui commandent le taux de valorisation du capital. De même que c'est l'issue de cette lutte qui détermine la possibilité ou non pour le capital de rétablir des conditions de valorisation suffisantes pour relancer la dynamique de la reproduction (de l'accumulation) du capital.

Ainsi les contradictions de la socialisation capitaliste de la production sont-elles surdéterminées par les contradictions de la valorisation du capital, elles-mêmes surdéterminées par celles de l'expropriation (les luttes de classes). Les trois jeux de contradictions que j'ai été conduit à distinguer précédemment, tout en conservant à chacun une autonomie relative, constituent une structure hiérarchisée de déterminations que domine, en définitive, la lutte des classes. Dans cette mesure même, il faut bien avouer que les analyses que Marx a consacrées à cette dernière sont insuffisantes. On aurait aimé notam-

ment qu'il montre dans le détail comment les luttes entre capital et travail salarié font fluctuer le taux de plus-value et, plus encore, la composition organique du capital, partant le taux de profit, cet indicateur et aiguillon du procès d'accumulation du capital. Faute qu'il l'ait fait, la thèse, qui pourtant se dégage clairement de l'ensemble de ses analyses, selon laquelle la lutte des classes est l'alpha et l'oméga de la crise, fait essentiellement figure de pétition de principe.

Du fait de ce défaut, les analyses marxiennes n'expliquent pas de manière satisfaisante les deux points critiques du devenir cyclique du procès de reproduction du capital, qui sont en l'occurrence moins les deux points de retournement de la courbe sinusoïdale qui représente ce devenir que ses deux points d'inflexion: le moment où, tout en restant croissante, la courbe de la production capitaliste s'infléchit vers le bas, en annonçant ainsi le retournement à terme de la courbe correspondant à la crise; et surtout, inversement, le moment, dans la dynamique de la crise, tout en restant décroissante, la courbe de la production capitaliste s'infléchit à nouveau vers le haut, annonçant ainsi son retournement à terme, autrement dit la sortie de crise et une nouvelle phase de croissance. Car, dans les deux cas, mais surtout dans le second, l'évolution du rapport de forces entre les classes (et notamment entre capital et travail salarié) semble bien jouer un rôle essentiel. Si, à la rigueur, on peut expliquer l'ouverture de la crise par l'inéluctable baisse tendancielle du taux de profit (mais on sait qu'elle ne joue que sur fond de l'affrontement multidimensionnel entre capital et travail), il n'existe pas de loi similaire qui pourrait expliquer et permettre de prédire de la même manière le retournement nécessaire permettant de sortir de la crise: pour expliquer le redressement du taux de profit, il faut nécessairement scruter les règlements de compte entre classes et fractions de classe dont la crise est le siège et le moyen et qui en constitue l'enjeu final. Autrement dit, pour expliquer le déclenchement de la crise et plus encore la possibilité de sortir de la crise, il est indispensable de faire intervenir dans l'analyse les luttes de classes, avec leur part d'aléas imprévisibles. Derrière la temporalité réifiée des indicateurs économiques se trame en fait toujours la temporalité vivante des hommes et de leurs luttes⁷⁰.

70. Mathématiquement, un point de retournement d'une courbe correspond au changement de signe de la dérivée première de son équation; tandis qu'un point d'inflexion (un changement de concavité) correspond au changement de signe de

6.4. En dernier lieu, il faut regretter que Marx n'ait pas davantage développé l'exposé du rôle spécifique que joue l'Etat dans la crise. Rôle dont on devine cependant l'importance, à suivre les quelques remarques à ce sujet dont il a parsemé ses analyses.

C'est, par exemple, grâce à l'Etat que la Banque centrale parvient à gérer la crise monétaire (la dimension monétaire de la crise) de manière à assurer la liquidité du système bancaire sans pour autant compromettre la valeur de ses propres signes monétaires. La Banque centrale ne peut, en effet, jouer son rôle de prêteur en dernier ressort que grâce à la dette publique (à l'endettement de l'Etat), donc en définitive au crédit dont jouit l'Etat sur le marché financier, à la capacité que lui prêtent ses créanciers d'honorer ses engagements en toutes circonstances en vertu de son pouvoir de lever l'impôt.

L'Etat joue de même un rôle de premier plan dans la gestion de la destruction de capital (réel ou fictif) qu'implique toute crise et que suppose toute sortie de crise. Son intervention permet notamment d'éviter que cette destruction ne prenne une forme par trop catastrophique, aussi bien pour le capital lui-même que pour les travailleurs, de faire en sorte qu'elle soit « socialement acceptable ». Ainsi veille-t-il à éviter que la destruction de tel ou tel capital singulier, la faillite d'un groupe industriel, commercial, bancaire ou financier, ne provoque, par contagion, celle d'autres capitaux singuliers créanciers du premier, en renflouant celui-ci ou épongeant une partie de ses dettes ; c'est notamment le cas lorsque le groupe failli est « *too big to fail* » comme disent les Anglo-saxons (« trop gros pour faire faillite »). De même l'Etat veille-t-il à accompagner la « restructuration » des branches mortes du capital, qui peut déstabiliser la vie économique et sociale de régions entières, en gérant la reconversion des tra-

sa dérivée seconde. En termes marxistes, de manière métaphorique, on pourrait dire que si la courbe de la production capitaliste représente *le mouvement exotérique du capital*, tel qu'il est perçu et enregistré par ses acteurs à travers les mouvements des prix, des profits, des taux d'intérêts, des revenus, etc. ; sa dérivée première est *le mouvement ésotérique du capital*, tel qu'il se joue au niveau des rapports de valeur (essentiellement de ces deux rapports que constituent le taux de plus-value et la composition organique du capital) ; tandis que la dérivée seconde est constituée par *le mouvement de la lutte des classes*, par l'évolution du rapport de forces entre capital et travail. Il ne s'agit là, bien évidemment, que d'une représentation très schématique destinée à formaliser les rapports entre les différents niveaux d'analyse du procès de reproduction immédiat du capital mis en œuvre par Marx.

vailleurs licenciés. Dans tous ces cas, c'est encore son endettement et sa capacité à y faire face qui joue un rôle fondamental dans l'amortissement de la crise.

Il en est de même, en troisièmement, pour ce qui est, à l'inverse, du développement de nouvelles opportunités et formes de valorisation du capital, de nouveaux modes de produire et de faire circuler le capital, que suppose aussi toute sortie capitaliste de la crise. C'est en effet souvent l'Etat qui soutient (financièrement et organisationnellement) l'ouverture et l'exploration de nouvelles branches de production, soit directement en y avançant le capital, en y assurant les investissements qui rendent le secteur rentable en termes capitalistes; soit indirectement sous la forme de subventions ou de prêts bonifiés aux entreprises privées; sous celle de la prise en charge de l'ensemble des infrastructures productives que suppose le développement de ces nouvelles branches; ou encore sous celle de la formation et qualification professionnelles des salariés et futurs salariés de ces branches. Autrement dit, de multiples façons, l'Etat crée les conditions qui rendent possible l'indispensable mue (matérielle, organisationnelle, commerciale, financière) du capital sans laquelle il n'est pas de sortie de crise pour lui.

Plus essentiellement encore, l'Etat est requis comme une médiation de premier ordre dans la réorganisation des conditions générales de la production capitaliste qu'impose toute crise et que suppose de même toute sortie de crise. Précisément parce qu'il assure, d'une manière générale, la synthèse de l'ensemble de ces conditions générales, à travers ses différents appareils, l'Etat est aussi nécessairement le maître d'œuvre de toute réorganisation de ces conditions. Ce qui explique aussi, d'ailleurs, qu'il soit lui-même obligé de se réorganiser, souvent profondément, pour faire face à ses fonctions générales relativement à la reproduction du capital.

Enfin, dans la mesure où, comme nous l'avons vu, c'est le processus de la lutte des classes qui décide et de la crise et de son issue, on ne s'étonnera pas de retrouver une nouvelle fois l'Etat au cœur de celles-ci. D'une part, en tant que produit et enjeu des luttes de classes, l'Etat va nécessairement se trouver mis en question, dans sa forme, ses structures et ses fonctions, par la redéfinition des modalités d'exercice de la domination de la classe capitaliste que constitue toute crise, notamment dans la dimension d'hégémonie (de constitution d'un bloc hégémonique) qu'implique cette domination. D'autre

part et surtout, en tant que solution / dissolution des luttes de classes, l'Etat va se trouver nécessairement impliqué dans l'invention des nouvelles modalités de domination de classe que suppose toute sortie de crise, là encore notamment dans la formation d'un nouveau bloc hégémonique.

En ce sens, *la crise du procès de reproduction du capital est toujours aussi une crise de l'Etat*, dans sa double dimension de déstructuration et de restructuration. *A fortiori* si la première ne débouche pas sur la seconde, si le capital ne trouve pas d'issue à la crise, si celle-ci s'ouvre au contraire sur une alternative révolutionnaire. Dans ce cas extrême, l'Etat sera requis ou comme dernier rempart du capital ; ou au contraire comme son fossoyeur.

Ces quelques remarques, nécessairement lapidaires et elliptiques par moments, dessinent cependant le programme d'un vaste champ d'investigation sur le rôle multiforme et complexe de l'Etat dans le processus des crises capitalistes comme forme paradoxale de la reproduction du capital, comme plus largement sur son rôle dans la régulation de ce procès de reproduction. Là encore, on ne peut que constater que, alors même que ce programme est pourtant directement impliqué par ses analyses de la crise comme, plus généralement, par ses analyses du mode capitaliste de production dans son ensemble, Marx ne l'a pas entamé et encore moins mené à bien.

CONCLUSION

Cet ouvrage se proposait essentiellement de procéder à *une relecture de la critique marxienne de l'économie politique* sous l'angle de la thématique et de la problématique de la reproduction du capital, dans le but d'élaborer le concept de reproduction du capital, d'en déterminer et d'en articuler les principaux moments. Détour considéré lui-même comme un préalable indispensable à *l'exploration du procès global de reproduction du capital dans ses formes contemporaines*. Voyons ce qu'il nous aura appris sur la première; et en quoi il aura ouvert la voie à la seconde.

1. Un concept à l'horizon de la critique marxienne

En définitive, quel bilan peut-on dresser des contributions de Marx à la thématique, à la problématique et à l'élaboration du concept de reproduction du capital?

1.1. Dans l'ensemble de sa critique de l'économie politique, les analyses que Marx a consacrées à la reproduction du capital occupent une position *ambiguë*, à la fois centrale et périphérique.

Centrale puisque, en un sens, ce concept permet de ressaisir l'unité de cette critique, d'établir la synthèse de ses éléments, de la

remettre tout entière en perspective d'une manière originale, en réévaluant en conséquence ses différents moments. C'est ce que je me suis efforcé de montrer tout au long des chapitres de cet ouvrage, en reprenant point par point l'analyse marxienne. Et pourtant, en même temps, le concept de reproduction ne fait à aucun moment de sa démarche l'objet d'une interrogation et d'analyses *spécifiques* de la part de Marx, à telle enseigne que les développements à la fois les plus longs et les plus originaux qu'il ait consacrés à l'analyse de la reproduction, ceux figurant dans le Livre III du *Capital*, font quasiment silence sur ce concept qui y figure de manière seulement *implicite*, comme si Marx n'avait pas eu totalement conscience de l'objet propre de ses élaborations. Rien n'est plus significatif à ce sujet que la manière dont s'introduit, dans sa critique de l'économie politique, l'expression même de « *procès de reproduction* », sans que Marx s'arrête sur elle, sans qu'il en fasse l'objet d'une analyse conceptuelle (d'une définition explicite, d'une interrogation sur ses présupposés, d'une justification de sa nécessité, etc.), au rebours de toutes ses habitudes ; si bien que le « *procès d'ensemble* » dont traite le Livre III (à en juger par son titre) n'est en définitive pas même clairement et nettement identifié par Marx comme *procès de reproduction* du capital.

Cette ambiguïté, la thématique et la problématique de la reproduction la doivent à leur position tant chronologique que méthodologique au sein de la critique marxienne de l'économie politique.

Leur position chronologique, tout d'abord. Certes, le concept de reproduction est présent dès l'acte inaugural de cette critique, dans le texte intitulé « Introduction à la critique de l'économie politique » qui ouvre les *Grundrisse*, dans lequel Marx montre comment, d'une manière générale et abstraite, les différents moments de la production, de la circulation, de la distribution et de la consommation se déterminent réciproquement et forment un tout auto-reproductif. Mais cette analyse, valable pour tous les modes de production, ne nous dit encore rien de ce qu'il en est spécifiquement de la reproduction du capital. Le thème et *a fortiori* le concept de reproduction du capital ne figurent ni dans les *Grundrisse* (mis à part, de manière encore implicite, dans l'esquisse d'analyse du « *double moulinet* ») ni même dans les *Manuscrits de 1861-1863* (si ce n'est par l'intermédiaire de la discussion des fameux tableaux de Quesnay), prolongeant la *Contribution à la critique de l'économie politique*: nulle trace d'eux,

par exemple, dans les esquisses de plan de ce qui deviendra ultérieurement les premiers et troisièmes Livres du *Capital* figurant dans ces manuscrits¹. Ils semblent n'avoir fait leur apparition que lors de la rédaction de la version primitive du *Capital* (entre 1863 et 1865), si du moins on en juge par le fragment du Livre I qui nous est resté et qui a été publié sous le titre de *Un chapitre inédit du Capital*. Mais je viens de rappeler ce que le Livre III du *Capital*, qu'Engels a composé à partir du manuscrit de cette même version primitive, nous révèle l'ambiguïté persistante de la position théorique du concept de reproduction au sein de ce manuscrit.

Ce n'est donc que, tardivement, lors de la rédaction de la version définitive du premier Livre du *Capital*, plus exactement de son avant-dernière section, et plus encore lorsqu'il s'est mis à la rédaction définitive du second Livre, que la thématique et la problématique de la reproduction semblent avoir commencé à prendre une certaine ampleur et, surtout, une certaine autonomie et consistance théoriques dans la pensée de Marx. Surtout, c'est dans ce contexte, en liaison avec l'élaboration des schémas de reproduction conditionnant la circulation du capital social, que Marx semble avoir commencé à prendre conscience des problèmes spécifiques que pose la reproduction du capital dans son ensemble. Aboutissement et débouché de décennies de lecture et d'élaboration conceptuelle que lui a coûté sa critique de l'économie politique, cette thématique et cette problématique étaient aussi de ce fait condamnées à rester aussi inachevées que cette critique elle-même. Symptomatique à cet égard est le destin du Livre III du *Capital*, qui devait comprendre les élaborations les plus complètes sur la reproduction, et qui est demeuré en définitive sous la forme de sa version primitive.

Cette hypothèse d'une découverte seulement progressive et tardive de la thématique et de la problématique de la reproduction peut encore s'appuyer sur la position que Marx lui assigne dans sa démarche allant méthodiquement de l'abstrait au concret. Nous savons que celle-ci implique que se trouvent levées, à chaque étape de l'analyse, les hypothèses conditionnelles sous lesquelles cette dernière a été menée aux étapes antérieures, en montrant comment se trouvent *produites* par le capital les conditions de son mouvement que l'on avait supposées, au préalable, lui être *données*. Or, dans *Le*

1. Cf. *Théories sur la plus-value*, tome 1, pages 483-484.

Capital, la thématique et la problématique de la reproduction apparaissent toujours en fin de parcours : dans les deux premiers Livres, où procès de production et procès de circulation sont successivement analysés de manière séparée, c'est dans les sections finales que Marx leur consacre des développements ; et c'est dans le Livre III, qui analyse le « *procès d'ensemble* » résultant de l'unité des deux procès de production et de circulation que, comme nous l'avons vu, ces thématique et problématique sont le plus amplement élaborées et développées, bien que de manière simplement implicite et encore lacunaire pour l'essentiel. Cette position ne saurait être fortuite : elle indique clairement que, selon la logique même de la méthode suivie par Marx dans sa critique de l'économie politique, le procès de reproduction du capital est bien le procès *le plus concret* mais aussi *le plus complexe* qui soit, celui dont l'exposé suppose la récapitulation de l'ensemble des résultats antérieurs de l'analyse, qui livre aussi du même coup le secret des moments antérieurs. Or ce n'est jamais comme tel que Marx le présente (sauf peut-être dans le Livre II) : la plupart du temps, il ne figure que comme un développement supplémentaire, abordant des phénomènes nouveaux, et non pas comme un approfondissement et un parachèvement des analyses antérieures.

1.2. Cette position foncièrement ambiguë des analyses que Marx a consacrées à la reproduction du capital me semble s'expliquer par sa sous-estimation et en définitive sa méconnaissance de la *spécificité* des problèmes que pose précisément cette reproduction. Car, tout compte fait, *pour Marx, la reproduction du capital ne pose pas véritablement problème* : il est intimement convaincu que, à l'intérieur des limites que lui assignent ses contradictions internes, limites qu'il peut sans doute repousser mais dont il ne peut s'affranchir, le mouvement du capital comme valeur en procès est un mouvement autoreproductif, un mouvement qui (re) produit ses propres conditions, dont les résultats ne sont autres que ses propres présupposés.

a) A différentes reprises, j'ai eu l'occasion de signaler que tel est bien le fin fond de la pensée de Marx en la matière. Toutes ses analyses consacrées à la reproduction du capital répètent à l'envi cette dernière formule : *les résultats du procès d'ensemble de la production capitaliste sont en même temps ses présupposés*, parmi lesquels figurent en premier lieu les rapports capitalistes de production eux-mêmes ; si

bien que le procès engendre en permanence les conditions de sa propre répétition. Entre bien d'autres passages possibles, en voici une pléiade extraite de divers moments de sa critique de l'économie politique: « *Chaque présupposé du procès de production social est en même temps son résultat, et chacun de ses résultats apparaît en même temps comme présupposé. Tous les rapports de production, au sein desquels le procès se déroule, sont donc aussi bien ses produits que ses conditions.* »² « *C'est donc la reproduction constante des mêmes rapports – rapports conditionnant la production capitaliste – qui les fait apparaître non seulement comme formes sociales et résultats de ce procès, mais en même temps comme ses présuppositions permanentes. Or elles ne le sont qu'en tant que présuppositions sans cesse posées, créées, produites par lui-même.* »³ « *Ce qui en résulte [du procès de production immédiat], ce ne sont pas seulement les conditions objectives du procès de production [moyens de production et forces de travail], mais encore son caractère spécifiquement social: les rapports sociaux, et donc la position sociale des agents de la production les uns par rapport aux autres. De fait, les rapports de production sont eux-mêmes produits et sont le résultat sans cesse renouvelé du procès.* »⁴ « *Considéré, non sous son aspect isolé, mais dans le cours de sa rénovation incessante, le procès de production social est en même temps procès de reproduction. Les conditions de la production sont aussi celles de la reproduction.* »⁵ « *Le procès de production capitaliste considéré dans sa continuité, ou comme reproduction, ne produit donc pas seulement marchandise, ni même plus-value; il produit et éternise le rapport social entre capitaliste et salarié* »⁶, soit le rapport social qui lui sert de condition et de présupposé. « *Si nous réunissons les trois formes [du procès cyclique du capital industriel], toutes les conditions préalables du procès apparaissent comme son résultat, comme une condition produite par lui-même.* »⁷ « *Comme tous les précédents, le procès capitaliste de production se déroule dans certaines conditions matérielles qui sont en même temps les supports de rapports sociaux déterminés où se trouvent engagés les individus dans le procès de leur*

2. *Théories sur la plus-value*, tome 3, page 597.

3. *Id.*, page 603.

4. *Un chapitre inédit du Capital*, page 266.

5. *Le Capital*, I, 3, page 9.

6. *Id.*, page 20.

7. *Le Capital*, II, 1, page 93.

*reproduction. Ces conditions matérielles et ces rapports sociaux sont d'une part des conditions préalables, d'autre part des résultats et des créations du procès capitaliste de production: c'est lui qui les produit et les reproduit.»*⁸ «*Par ailleurs, le mode capitaliste de production, s'il suppose l'existence préalable de cette structure sociale définie des conditions de production, la reproduit sans cesse. Il ne produit pas seulement les produits matériels, mais reproduit constamment les rapports de production dans lesquels celle-ci s'opère; il reproduit donc aussi les rapports de distribution correspondants.»*⁹

Et tout l'effort théorique de Marx va consister, comme nous l'avons vu, à démontrer que le procès de production capitaliste est bien *sui generis* procès de reproduction: qu'il produit par lui-même ses propres conditions, non seulement matérielles (moyens de production et forces de travail) mais encore sociales (les rapports de production qui agencent ces conditions matérielles qui leur servent de supports). Autrement dit, tout son effort consiste à «*internaliser*» les conditions de la reproduction du capital, à les transformer en autant de résultats du procès capitaliste de production lui-même.

C'est en travaillant dans cette perspective que Marx établit ses principaux résultats et élabore sa contribution originale à l'analyse du procès de reproduction du capital. Dans le même mouvement, il parvient ainsi à souligner la cohérence et la consistance de ce procès, qu'il présente comme un processus autoreproductif, mais aussi sa fragilité et sa caducité, puisque les conditions de sa reproduction sont aussi contradictoirement celles de ses dysfonctionnements et crises, celles de son autodestruction en définitive. Notamment:

– Il montre que le procès capitaliste de production reproduit en permanence, par l'intermédiaire du «*double moulinet*» du procès de circulation, la séparation entre producteurs directs et moyens de production, séparation qui transforme les seconds en capital et place les premiers sous la dépendance directe de ce dernier, en les contraignant à remettre sans cesse en vente leur force de travail. De même qu'il engendre par lui-même «*l'armée industrielle de réserve*» dont le capital a besoin pour faire face aux fluctuations cycliques de son procès d'accumulation.

8. *Le Capital*, III, 3, page 197.

9. *Id.*, pages 253-254.

– Il établit les proportionnalités intersectionnelles qui conditionne la circulation et la reproduction du capital social non seulement en valeur mais en nature : les proportions entre les éléments constants et variables du capital des deux sections productives, partant aussi les rapports que doivent respecter et leur composition organique et leur taux d'accumulation. Tout en indiquant que ces conditions circulatoires de la reproduction sont autant de facteurs potentiels de dysfonctionnement, de dérèglement et en définitive de crise du procès de reproduction.

– Il démontre la nécessité fonctionnelle de l'autonomisation d'une partie du capital social dans et par le procès de circulation (capital marchand) ; tout comme de l'autonomie du capital financier, sous sa double forme de capital de prêt et de capital fictif ; en soulignant là encore les risques de dysfonctionnement et de crise potentielle que renferme cependant cette double autonomie.

– Contre les illusions de l'économie vulgaire sur la concurrence, il replace à leur véritable niveau les rapports entre capitaux singuliers, fait d'attractions et de répulsions réciproques, en montrant comment celles-ci ne font que réaliser les exigences et conditions de la reproduction du capital en général.

– A travers son analyse des formes fétichisées que revêtent les rapports capitalistes de production dans le cours du procès de reproduction, il jette les bases d'une analyse du comportement des agents de ce procès (notamment de ses agents capitalistes) qui permet de comprendre comment leur autonomie individuelle, présupposée par ce procès et engendrée par lui, se subordonne pourtant à son mouvement d'ensemble – tout en pouvant cependant s'en écarter et générer, là encore, dysfonctionnements et crises.

– Enfin, il n'est pas jusqu'aux contradictions de ce procès, et aux crises qu'elles génèrent, qui ne puissent en définitive servir sa reproduction, en en rétablissant les conditions d'équilibre que sa dynamique même tend pourtant sans cesse à perturber et à détruire.

A chaque étape de l'analyse, le résultat visé sinon toujours parfaitement obtenu par Marx est bien le suivant : montrer que le procès de production capitaliste engendre les différents éléments (matériels, sociaux, institutionnels, idéologiques) qui conditionnent la possibilité de sa propre reproduction, tout en générant des contradictions qui excluent que cette reproduction puisse être une simple répétition à l'identique et encore moins un processus indéfini.

b) Mais si l'idée que le procès capitaliste de production est *sui generis* procès de reproduction, qu'il engendre par lui-même les conditions de sa reproduction, fonde l'intérêt et l'originalité des analyses de Marx sur la reproduction, elle en signe aussi les limites et les insuffisances.

Toutes les critiques que j'ai eu l'occasion d'avancer à l'égard des différentes analyses du procès de reproduction développées par Marx convergent, en effet, pour montrer que, par lui-même, en tant que valeur en procès, le capital ne parvient pas à se donner, à produire, *l'ensemble* de ses propres conditions d'existence et de permanence, l'ensemble de ses propres présupposés. Au contraire, certaines de ces conditions, et non des moindres, ne peuvent être assurées que par des procès qui se situent au-delà du mouvement du capital comme valeur en procès, au-delà du procès de conservation et d'accroissement de la valeur-capital, en dehors du procès d'ensemble de la production capitaliste. En un mot, ce dernier n'est qu'*un moment* d'un procès plus vaste à travers lequel se trouvent engendrées *l'ensemble* des conditions de l'existence et de la permanence du capital comme rapport social de production, procès qu'à plusieurs reprises déjà j'ai dénommé *le procès global de reproduction du capital*.

En effectuant la synthèse de mes remarques critiques, il apparaît que ce dernier peut s'analyser en trois procès distincts, chacun possédant son autonomie relative mais n'en étant pas moins articulé sur les deux autres. Plus précisément même, ces trois procès peuvent et doivent se comprendre comme *trois niveaux distincts* qu'il ne convient ni de confondre ni de séparer¹⁰:

– En premier lieu figure le mouvement du capital comme valeur en procès, valeur capable de se conserver et de s'accroître en un procès cyclique. Ce procès constitue bien *un niveau* du procès global de reproduction du capital, le seul que Marx ait explicitement reconnu comme tel et dont il nous ait livré une analyse méthodique, sinon exhaustive, dans sa critique de l'économie politique. J'ai proposé de le nommer procès *immédiat* de reproduction du capital pour le distinguer du procès global de reproduction, de la même manière que

10. J'ai eu l'occasion d'exposer pour la première fois cette analyse du procès global de reproduction du capital dans *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, L'Harmattan, 1989, chapitre III. J'en reprendrai ici certaines formulations.

Marx distingue et oppose le procès de production immédiat au procès d'ensemble de la production capitaliste. Le qualificatif *immédiat* ne se justifie cependant pas par cette seule analogie, mais par la capacité que le capital y manifeste, et que les analyses précédentes ont amplement établie et détaillée, de produire dans et par son mouvement de valeur en procès, sans autre médiation que celles élaborées par ce procès, donc immédiatement, *certaines* des conditions de sa propre reproduction.

– Mais ces mêmes analyses ont également établi qu'à ces conditions immédiates de la reproduction du capital s'en adjoignent d'autres que le mouvement du capital comme valeur en procès ne peut précisément pas engendrer par lui-même. Pour les distinguer des précédentes, je les nommerai les conditions générales extérieures de la production capitaliste.

Générales, ces conditions le sont en un double sens. D'une part, en ce qu'elles concernent essentiellement la reproduction du capital social dans sa totalité, tel qu'il se forme par l'entrelacement des mouvements des multiples capitaux singuliers, et non pas la reproduction immédiate de ces derniers : ce sont les présupposés généraux de la valorisation des capitaux singuliers qui doivent être garantis au niveau de l'ensemble du capital social. D'autre part et surtout, ces conditions mettent en jeu l'ensemble des aspects et des éléments de la réalité sociale et non plus seulement ceux que le capital s'approprie immédiatement dans et par son mouvement de valeur en procès.

Quant à leur *extériorité* à l'égard de ce mouvement de la valeur en procès, elle signifie non pas que ce mouvement ne peut pas prendre une part directe à leur production, mais qu'aucune de ces conditions générales n'en est une donnée immédiate ou le résultat global. Autrement dit, leur production fait nécessairement appel à d'autres médiations que celles impliquées dans et par le procès de reproduction immédiat du capital. Et ce sont ces médiations qui assurent l'appropriation et l'intégration des éléments de la réalité sociale à titre de conditions de la reproduction de l'ensemble du capital social.

C'est ainsi, comme nous l'avons vu, que le capital ne parvient pas, par son seul mouvement de valeur en procès, à assurer la (re)production de certaines conditions de son procès de production immédiat, qu'il s'agisse des moyens socialisés de production (infrastructures collectives, production et diffusion des résultats de la recherche scientifique, etc.) ou des aspects de la reproduction de la for-

ce de travail non directement assurés par la circulation marchande de celle-ci (les rapports familiaux, la production et la gestion de l'espace-temps domestique, les pratiques éducatives, le système d'enseignement, etc.). De même, le mouvement du capital comme valeur en procès n'est-il pas en mesure de produire et de reproduire par lui-même l'espace social que requiert la circulation du capital : les réseaux de transports et de communications, les concentrations urbaines, l'aménagement du territoire, etc. Pas plus qu'il n'est en mesure de créer l'ensemble des conditions qui assurent une parfaite mobilité et du capital social et du travail social, leur permettant de se déplacer le plus rapidement possible d'une branche de production à l'autre, pour réaliser la péréquation de la plus-value sociale génératrice du profit moyen : pensons seulement à ce que cela suppose là encore d'unification (politico-administrative) du territoire et d'homogénéisation des modes de vie (des normes sociales et culturelles) à l'intérieur d'une société donnée. Et nous avons vu de même que l'appropriation par le capital des procès de consommation, qu'il s'agisse de celui du salaire comme de celui de la plus-value, suppose tout aussi bien des médiations qui dépassent de loin celles que le seul mouvement de la valeur en procès peut produire.

Le procès de production des conditions générales extérieures de la production capitaliste constitue donc bien un procès irréductible au mouvement du capital comme valeur en procès. Je le considérerai comme un second niveau spécifique du procès global de reproduction du capital, distinct de son procès de reproduction immédiat¹¹. Le problème qui se pose ici au capital est analogue, bien qu'infiniment plus vaste et plus complexe, à celui qu'il rencontre au niveau précédent. De même que, dans son procès de reproduction immédiat, le capital doit s'appropriier l'ensemble des éléments et des pré-supposés historiques du procès social de production pour les transformer en ses propres résultats, en autant de moments spécifiques de la production capitaliste ; de même le capital doit-il ici s'approprier

11. C'est ce que Marx semble reconnaître implicitement lui-même dans un des rares passages où, sur l'exemple de la production des moyens de communication nécessaires à sa circulation, il évoque la production de ces conditions générales extérieures : « *Bien que nous n'ayons pas examiné à fond la question, nous apercevons d'ores et déjà qu'il existe un rapport spécifique entre le capital et les conditions générales de la production sociale, et que ce rapport diffère des conditions propres au capital particulier et à son procès de production particulier.* » *Grundrisse*, tome 2, page 26.

l'ensemble des conditions sociales d'existence qui l'ont précédé et en partie préparé, mais qui peuvent aussi constituer des obstacles à son développement, en les transformant de manière à les rendre compatibles avec les exigences générales de sa reproduction en tant que rapport de production, de sa reproduction de valeur en procès.

– Pour autant, les deux procès antérieurs n'épuisent pas encore le procès global de reproduction du capital. Celui-ci comprend aussi, comme je me suis efforcé de le rappeler aux différentes étapes de ma relecture de la critique marxienne de l'économie politique, *le procès de production et de reproduction des rapports de classes*. Autrement dit, il s'agit encore de comprendre comment la reproduction du capital comme rapport social s'effectue dans, par mais aussi contre tout à la fois *la division* de la société en classes, *les luttes* entre elles dans leurs formes multiples et leurs péripéties constantes, enfin les classes elles-mêmes comme *sujets collectifs*.

Considérer ce procès complexe comme un niveau spécifique du procès global de reproduction du capital se justifie doublement. D'une part, par le fait que, là encore, interviennent des médiations du procès de reproduction inconnues aux deux niveaux précédents. Ainsi, pour nous en tenir à un exemple, seule l'analyse des luttes de classes peut permettre de saisir les rapports de force, les compromis, les phénomènes de composition et de décomposition des classes sociales sur la scène sociale et politique, aboutissant notamment à la formation des blocs sociaux (des systèmes complexes d'alliances entre classes, fractions, couches et catégories) qui s'incarnent et se représentent dans les organisations associatives, syndicales, partisans mais aussi dans les appareils d'Etat. Impossible par conséquent de limiter l'analyse de l'Etat dans son rapport à la reproduction du capital aux formes et structures que lui valent les fonctions qu'il remplit aux deux niveaux précédents du procès de reproduction, sans tenir compte des effets propres aux luttes entre les classes qui se matérialisent en lui.

D'autre part et surtout, en (ré)introduisant les rapports et luttes de classes, il s'agit de restituer les déterminations *subjectives* (les classes en lutte, leurs intérêts, projets et représentations, au double sens idéologique et politique du terme) du procès global de reproduction du capital, alors que les analyses des deux niveaux antérieurs n'en retiennent que les déterminations *objectives* (les rapports sociaux autonomisés et réifiés en face des sujets individuels et collectifs), en

tendant de ce fait à le présenter comme un procès automatique. Ici, au contraire, à ce niveau de l'analyse, la perspective s'inverse en partie; car il ne s'agit pas seulement de montrer comment le capital et sa reproduction génèrent rapports et luttes de classes; il s'agit inversement de mettre en évidence que les classes façonnent dans et par leurs luttes ce rapport et les niveaux antérieurs de son procès de reproduction, que les médiations antérieures de ce procès ne sont en un sens que les résultats et la matérialisation de ces luttes, que ces dernières constituent donc le premier moteur et le fin mot du procès de reproduction du capital, jusqu'à dessiner la perspective de son dépassement.

Considéré globalement, le procès de reproduction du capital n'est donc autre en définitive que celui par lequel ce rapport social s'approprie contradictoirement la *praxis* sociale entière, en tentant de la subordonner aux exigences de sa permanence et de sa croissance, et cela bien au-delà de son seul mouvement de valeur en procès, qui n'en constitue que le premier moment, son moment immédiat. Ainsi que j'en ai avancé l'hypothèse dans l'introduction de cet ouvrage, il est le procès par lequel le capital parvient à se développer en un mode de production spécifique, le capitalisme: à totaliser la *praxis* sociale en la subordonnant à ses exigences propres, celles de sa reproduction précisément, et en la transformant en conséquence dans son ensemble comme en chacun de ses éléments. C'est aussi en ce sens que l'on peut parler de lui comme procès *global* de reproduction, puisqu'il est en définitive le procès générateur et organisateur de la société globale contemporaine.

C'est enfin le procès par l'intermédiaire duquel le capital se réalise pleinement comme *pouvoir*, puisqu'il implique la subordination au capital de la réalité sociale dans toute son extension et toute sa profondeur, non sans rencontrer limites et résistances, non sans générer contradictions, conflits et crises. Et c'est pourquoi d'ailleurs, ainsi que je l'ai signalé en l'introduisant, la définition du capital comme pouvoir ne saurait se déployer complètement dans le cadre de la critique de l'économie politique, qui se limite pour sa part au seul procès immédiat de reproduction du capital.

c) En somme, dans la perspective qui est la mienne, celle d'un exposé du procès global de reproduction du capital, le principal reproche que l'on peut adresser à Marx est de s'en être tenu, pour l'essentiel, à l'analyse du premier de ses trois niveaux seulement. Ce n'est

en effet que dans le cadre de sa critique de l'économie politique, qui constitue un exposé méthodique du procès de reproduction *immédiat* du capital, que la thématique et la problématique de la reproduction émergent et se trouvent élaborées conceptuellement, avec les limites que l'on sait.

De ce fait, Marx n'est pas parvenu à articuler sur cet exposé les quelques éléments d'analyse des deux autres niveaux du procès global de reproduction, qui se trouvent disséminés au fil de son œuvre, au-delà même de sa critique de l'économie politique. Par exemple ceux qu'il a consacrés aux rapports entre ville et campagne, aux transformations de la structure familiale, à la formation de l'Etat moderne, à la constitution des nations et aux rapports internationaux et, bien évidemment, aux rapports et luttes de classes, ou encore aux mécanismes idéologiques de légitimation des rapports sociaux. De ce point de vue, il oscille constamment entre deux positions également unilatérales et préjudiciables. Tantôt il tend à *confondre* les trois niveaux du procès global de reproduction, en réduisant ce dernier à son seul procès de reproduction immédiat; c'est ce qui a lieu, comme nous l'avons vu, dans le cadre de sa critique de l'économie politique. Tantôt, au contraire, il tend à *dissocier* ces trois niveaux, en développant des analyses, par exemple sur les rapports et luttes de classes ou l'évolution des rapports internationaux, non directement articulées sur les catégories de sa critique de l'économie politique. Dans les deux cas, c'est la *complexité* essentielle du procès global de reproduction du capital qu'il laisse échapper.

Certes, ce qu'on a traditionnellement dénommé *le matérialisme historique*, ou conception matérialiste de l'histoire des sociétés humaines, avec ses catégories si caractéristiques d'infrastructure, de structure et de superstructure, postule bien que les différents modes de production constituent chacun des totalités autoreproductives, articulant tous les niveaux et toutes les dimensions de la *praxis* sociale. Mais, d'une part, cette proposition, par principe générale, ne s'applique pas *spécifiquement* au mode capitaliste de production: elle est valable pour le féodalisme, les sociétés esclavagistes de l'antiquité méditerranéenne ou encore le fameux mode de production asiatique aussi bien que pour le capitalisme. Et surtout, d'autre part, elle *postule* la capacité d'autoreproduction du mode de production à travers la dialectique infrastructure/superstructure, là où il s'agit précisément d'exposer par quelles médiations multiples et par quels procès com-

plexes articulés entre eux cette reproduction peut effectivement avoir lieu. C'est pourquoi d'ailleurs, comme j'aurai l'occasion de le montrer dans les ouvrages ultérieurs destinés à explorer méthodiquement les différents niveaux du procès global de reproduction du capital, prisonnier pour l'essentiel des catégories du matérialisme historique, le marxisme (compris extensivement comme l'ensemble de la postérité de l'œuvre de Marx) a échoué à poser correctement le problème de la reproduction du capital et encore plus à le résoudre.

1.3. Pour quelles raisons Marx n'est-il pas parvenu à jeter les bases d'un exposé du procès *global* de reproduction du capital? Pourquoi s'en est-il tenu à la seule analyse du premier des niveaux de ce procès, au procès de reproduction immédiat du capital?

a) Faut-il ici incriminer sa méthode? C'est ce que suggèrent différents développements précédents. Cette méthode exige en effet qu'à chaque étape de son analyse, Marx pose certaines hypothèses sous condition desquelles l'analyse peut se développer, avant de lever ces hypothèses aux étapes ultérieures. Il suppose donc résolus certains problèmes dont seules les étapes suivantes de l'analyse livrent la solution. Ou encore: chaque étape suppose données certaines conditions du mouvement général du capital dont seules les étapes suivantes établissent comment le capital parvient à se les donner ou à les produire. Cette méthode permet ainsi de progresser de l'abstrait vers le concret, donc aussi du général vers le particulier et du simple vers le complexe.

Par conséquent, s'agissant d'analyser la reproduction de ce rapport social qu'est le capital, donc d'exposer l'ensemble des *conditions* auxquelles cette reproduction peut avoir lieu et des *médiations* par lesquelles elle a lieu, il était logique que Marx progressât des plus immédiates, celles que le capital peut se donner par lui-même, celles qu'il engendre par son propre mouvement de valeur en procès, aux plus médiates, celles qu'il faut supposer données pour que ce mouvement, le procès de reproduction immédiat, se produise mais que ce dernier ne saurait produire par lui-même. Et c'est exactement ce qu'a fait Marx, comme nous l'avons vu.

Mais c'est aussi en empruntant derrière lui le parcours qu'il a lui-même ouvert et suivi, et en nous interrogeant à chaque étape sur les conditions de la reproduction du capital, que nous sommes parvenus à apercevoir et à identifier les lignes de fuite qu'il dessine par sa mé-

thode : les conditions et médiations du procès de reproduction du capital qui se situent au-delà de son procès de reproduction immédiat. Autrement dit, si sa méthode implique bien de privilégier, dans un premier temps, l'analyse du procès de reproduction immédiat du capital, précisément parce qu'il est immédiat, parce qu'il est le mouvement par lequel le capital produit par lui-même ses propres médiations, les conditions de sa reproduction ; elle n'interdit pas pour autant de poursuivre l'analyse du procès global de reproduction au-delà de ses conditions immédiates. Bien au contraire, elle rend cette poursuite à la fois possible et nécessaire, y compris en franchissant les limites dans lesquelles Marx l'a maintenue.

En d'autres termes encore, c'est en restant fidèle à la méthode suivie par Marx que je suis parvenu à marquer les limites des résultats auxquels cette même méthode l'a conduit. Sa méthode n'est donc pas essentiellement en cause quand il s'agit d'expliquer les limites de l'analyse marxienne du procès de reproduction du capital.

b) La raison de ces limites est plutôt à chercher du côté des conditions historiques dans lesquelles s'est opérée l'analyse de Marx, du stade de développement du capitalisme de son époque.

Considéré dans son ensemble, le procès de reproduction du capital n'est autre, je l'ai indiqué plus haut, que le procès par lequel le capital se subordonne et s'approprie la *praxis* sociale entière à travers de multiples et complexes médiations. Comme tel, cependant, ce procès ne se réalise que lentement, progressivement, en se confondant en définitive avec l'histoire pluriséculaire du développement du mode capitaliste de production. Et ce devenir n'est pas uniforme : il se développe inégalement aux différents niveaux du procès global de reproduction du capital.

Historiquement, comme rapport social de production, il est normal que le capital s'approprie d'abord, par son mouvement de valeur en procès, les conditions du procès de production matérielle, en transformant les différents moments de celui-ci, ses formes et ses contenus hérités des modes de production antérieurs. Autrement dit, la première forme sous laquelle se réalise le procès de reproduction du capital n'est autre que son procès de reproduction immédiat : premier dans l'ordre logique de l'analyse et de l'exposé de ce procès, il l'est aussi dans l'ordre historique de sa réalisation. Ce qui ne fait que

renforcer la légitimité de sa dénomination comme procès *immédiat* de reproduction.

Mais, à ce premier stade de son développement, les autres niveaux du procès global de reproduction du capital en restent encore à des développements embryonnaires ou transitoires. En effet, à ce stade :

– Soit le procès de reproduction immédiat du capital peut encore s'accommoder de conditions précapitalistes ou protocapitalistes de reproduction ; autrement dit, il n'est pas encore tenu de donner une forme et un contenu *spécifiquement capitalistes* à ces conditions, en se les appropriant et en les transformant en conséquence. Par exemple, la reproduction de la force de travail exploitée par le capital peut encore être assurée de manière exogène, par l'exode rural, en puisant dans la réserve de forces de travail recelée par la campagne, donc en s'appuyant sur les formes familiales et communales de socialisation, d'entraide, d'assistance, de contrôle des individus héritées de la longue transition du féodalisme aux temps modernes ; sans que le capital ait encore à se soucier de reproduire la force de travail de manière endogène, de produire les conditions assurant la reproduction de la force de travail qu'il s'est déjà appropriée, en édifiant des logements sociaux et en assainissant l'espace urbain, en construisant crèches et écoles, en développant dispensaires et hôpitaux, en instituant des mécanismes de financement public de la protection sociale, etc.

– Soit le procès de reproduction n'a pas encore totalement développé ses effets, son appropriation de la *praxis* sociale n'est encore que partielle, les conditions du procès de reproduction ne revêtent encore que des *formes imparfaitement capitalistes* qui ne permettent pas de les identifier comme telles. Par exemple, la division capitaliste du travail et, par conséquent, la division de la société en classes sociales qui repose sur elle, n'a pas encore fait apparaître que la séparation entre travail manuel et travail intellectuel que développe la socialisation capitaliste des procès de travail, séparation que Marx pointe déjà pourtant, recouvre en fait une division de classe à l'intérieur du salariat même ; ce que tant la croissance numérique ultérieure des « couches moyennes salariées » que leur rôle autonome dans la lutte des classes rendront manifeste par la suite.

Telle est en gros la situation que connaît le développement du capitalisme en Europe occidentale dans la seconde moitié du XIX^e siècle, fournissant à Marx le laboratoire social au milieu duquel il élabore ses analyses de la reproduction du capital au sein de la sa cri-

tique de l'économie politique. Mon hypothèse est donc que le stade de développement du capitalisme dont Marx était contemporain ne lui *permettait* pas mais ne *obligeait* pas davantage à élargir et approfondir son analyse du capitalisme en concevant un exposé du procès global de reproduction, tout simplement parce que ce procès n'était encore qu'à ses balbutiements.

Cette hypothèse peut s'étayer sur une analogie. Nous avons vu que Marx lui-même distingue deux stades de développement du capitalisme, au regard des degrés et des formes de son appropriation du procès de travail. La simple *domination formelle* du capital sur le travail est celle qui suppose que la force de travail soit seulement appropriée par le capital pour se valoriser, alors même qu'elle continue à être mise en œuvre dans des conditions et sous des formes qui restent celles des procès de travail précapitalistes. A cette domination formelle succède une *domination réelle* lorsque, notamment pour passer de l'extraction de la plus-value absolue à celle de la plus-value relative, le capital s'approprie réellement le procès de travail, en transformant l'ensemble des éléments : l'échelle et le rythme, l'appareillage technologique, les formes d'organisation, partant en amont les modes de formation et de reconstitution des forces de travail, etc.

On peut ici imaginer que l'appropriation capitaliste de la *praxis* sociale dans son ensemble, consistant à transformer ses différents éléments en autant de conditions de la reproduction du capital, a suivi un cours analogue. D'une domination simplement « formelle » de ces conditions, qui consiste à subordonner des médiations précapitalistes ou protocapitalistes aux exigences de la reproduction du capital sans les transformer pour l'essentiel, on est passé à une domination « réelle » de ces conditions, impliquant la production par le capital de médiations originales et spécifiquement capitalistes. Et ce n'est qu'une fois cette domination réelle engagée, lorsqu'elle commence à déployer ses effets sur toute la surface et dans toute la profondeur de la vie sociale, que le procès de reproduction du capital s'impose à la fois comme une évidence empirique et comme un problème théorique incontournable. Mouvement qui ne s'est esquissé, dans les formations capitalistes centrales, qu'à partir de la fin du XIX^e siècle et qui ne s'y est pleinement développé qu'au cours du XX^e siècle, et dont Marx n'a donc pas eu l'occasion de faire l'expérience, même s'il a pu en pressentir l'ampleur et la radicalité par moments.

1.4. Quoi qu'il en soit des raisons qui peuvent l'expliquer, il est certain que l'insuffisante élaboration par Marx du concept de reproduction du capital a directement fait obstacle à l'achèvement de sa critique de l'économie politique, telle du moins qu'il l'entendait initialement. En effet, si l'on se reporte aux premiers plans conçus en 1857-1858, le projet de cette critique est celui d'une analyse *globale* du mode de production capitaliste, d'une critique de la civilisation capitaliste dans toute son extension et toute sa compréhension : « *Le plan à adopter doit manifestement être le suivant : 1° Les déterminations abstraites générales, convenant donc plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens exposé plus haut. 2° Les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital, travail salarié, propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). 3° Concentration de la société bourgeoise sous forme de l'Etat. Considéré dans sa relation avec lui-même. Les classes « improductives ». Impôts. Dette publique. Crédit public. La population. Les colonies. Emigration. 4° Rapports internationaux de production. Division internationale du travail. Echange international. Exportation et importation. Cours des changes. 5° Le marché mondial et les crises.* »¹² Ou encore : « *J'examine le système de l'économie bourgeoise dans l'ordre suivant : capital, propriété foncière, travail salarié ; Etat, commerce extérieur, marché mondial.* »¹³

Des deux triades précédentes, on sait que Marx s'en est finalement tenu à la seule première, et encore de manière incomplète. Or, maintenant que nous est connu le sens exhaustif que nous pouvons et devons lui donner, nous apercevons clairement que le concept de reproduction du capital est le véritable *chaînon manquant* de la critique marxienne, la médiation qui lui a fait défaut pour lui permettre de mener à bien l'œuvre de sa maturité.

D'une part, l'ensemble de mes analyses ont bien montré que l'achèvement relatif de l'élaboration par Marx de la première triade, capital – propriété foncière – travail salarié, fournissant « *la structure interne de la société bourgeoise* », tient à sa réduction de la reproduction du capital à son seul procès immédiat. En effet, qu'il s'agisse de fournir une véritable analyse du travail salarié, de la condition salaria-

12. « Introduction à la critique de l'économie politique », page 172.

13. *Contribution à la critique de l'économie politique*, page 3.

le, du procès de production et reproduction de la force de travail appropriée aux conditions d'une reproduction élargie du capital; ou des développements de la division sociale du travail, des rapports entre villes et campagnes, de la division capitaliste de la société en classes et de leurs rapports réciproques; *a fortiori*, enfin, de la synthèse de l'ensemble de ses éléments dans et par l'Etat, ce qui fait défaut à chaque fois et plus encore pour saisir l'articulation entre ces différents moments, c'est précisément le concept de reproduction du capital tel que je propose de le comprendre, comme procès par lequel le capital totalise l'ensemble des déterminations de la *praxis* sociale pour en faire autant de médiations de son procès de reproduction, en les subordonnant aux exigences de ce dernier.

Et c'est ce même défaut qui va entraver, d'autre part, l'effort de Marx pour déployer la seconde triade, autrement dit pour développer son analyse de la mondialisation des rapports capitalistes de production, son analyse des rapports internationaux et du marché mondial. Car, ainsi que tout le devenir ultérieur du capitalisme l'a rendu manifeste, la mondialisation ne peut se comprendre que comme l'extension progressive de ces rapports commandée par les impératifs de leur reproduction, et notamment comme une tentative pour échapper aux limites et contradictions de cette même reproduction. Mais c'est aussi là que mes remarques précédentes sur l'immaturation des conditions objectives d'une théorie de la reproduction du temps de Marx prennent leur sens: ce qui est manifeste aujourd'hui, près d'un siècle et demi après que Marx a conçu le programme de sa critique de l'économie politique, ne se laissait qu'à peine deviner à son époque.

Enfin et peut-être surtout, c'est pour concevoir l'articulation entre les deux triades précédentes que le concept de reproduction du capital aura fait défaut à Marx. Car ce n'est que lui qui permet de saisir le rapport entre les deux procès que je viens laconiquement d'évoquer: le *devenir-capital du monde*, soit l'appropriation par le capital de l'ensemble des conditions de la *praxis* sociale, sa pénétration jusqu'aux tréfonds de la vie individuelle aussi bien que collective, pour les soumettre aux exigences et effets de la reproduction du capital, d'une part; et, d'autre part, le *devenir-monde du capital*, l'extension des rapports capitalistes de production sur toute la surface de la planète, unifiant l'humanité sous la domination des exigences capitalistes, ne peuvent se comprendre dans leur unité que comme deux moments du procès global de reproduction du capital.

1.5. En définitive, pour résumer mon propos sur la place qu'occupe le concept de reproduction du capital au sein de la critique marxienne de l'économie politique, je dirai qu'il y figure comme une sorte de *concept-horizon* au triple sens où :

– D'une part, il se situe au point de convergence de ses principales lignes directrices, au point où s'entrecroisent ses lignes de force mais aussi ses lignes de fuite, aussi bien celles que Marx a suivies et explorées méthodiquement que celles qu'il s'est contenté d'ouvrir et d'indiquer, ou même celles qu'il a négligées, qu'il n'a pas aperçues et qui pourtant se trouvaient impliquées dans et par sa propre démarche.

– D'autre part, il est tout à la fois le point à partir duquel *l'unité* de la critique marxienne de l'économie politique peut s'apercevoir et se concevoir, de manière originale par rapport à la compréhension que Marx lui-même en avait et en a proposée; le point à partir duquel *les insuffisances* de cette critique se révèlent et les raisons de son inachèvement s'expliquent; donc aussi le point à partir duquel *l'achèvement* de cette critique peut s'envisager.

– Enfin, il fournit l'ouverture qui permet de dépasser le projet même de cette critique, de s'avancer vers une critique de l'ensemble de la civilisation du capital. Et c'est à déployer cet horizon que je vais m'employer pour finir.

2. *Un programme de recherches*

Ma relecture de la critique marxienne de l'économie politique m'ayant permis de dégager et de formuler le concept de procès global de reproduction du capital, il me reste en effet à préciser comment je compte déployer ce concept en explorant les formes contemporaines de ce procès. Et, du même coup, comment je compte remplir le programme de recherches correspondant à la problématique exposée dans mon introduction, puisque j'ai formé l'hypothèse que le concept de reproduction constitue l'opérateur central d'un pareil programme. Ce qui donnera l'occasion de préciser les grandes lignes de la théorie générale du mode capitaliste de production alors annoncée et dont ce programme se veut la réalisation, telles du moins que je suis en mesure de les concevoir actuellement.

2.1. L'exploration du procès de reproduction immédiat du capital doit aujourd'hui nécessairement partir de ce qui est son point d'aboutissement, son résultat historique: le parachèvement de ce que j'ai dénommé *le devenir-monde du capital*, de la mondialisation du capital, de l'extension et de l'approfondissement de sa domination sur l'ensemble de la planète et de ses ressources, sur l'ensemble de la population humaine, enfin sur l'ensemble des conditions de production de la richesse sociale, accumulées par des millénaires de travail matériel et intellectuel de l'humanité. Cette unification planétaire, que symbolise et concrétise à la fois le marché mondial sur lequel circulent et se confrontent de plus en plus d'êtres humains (forces de travail), de marchandises et de capitaux, constitue aujourd'hui le point de départ obligé en même temps que l'objet propre de toute analyse du procès de reproduction immédiat du capital, du mouvement de la valeur en procès qu'est le capital.

Présupposé et horizon du capitalisme depuis ses origines, le marché mondial ne se constitue et ne se parachève cependant qu'aujourd'hui, au terme d'une histoire pluriséculaire. Il y a donc nécessité, en premier lieu, d'appréhender le devenir-monde du capital d'une manière *diachronique*, comme un devenir conduisant à la formation du monde: de procéder à *une analyse historique de ce processus d'unification planétaire*, en le périodisant en fonction de différents critères relevant du procès de reproduction immédiat du capital. Par exemple: l'étendue (à la fois spatiale et sociale) de «*l'accumulation primitive*», de l'expropriation des producteurs directs; les formes de domination réelle du capital sur le procès de travail; les différents espaces (régionaux, nationaux, continentaux) de fonctionnement de la loi de la valeur (transformée en loi de formation d'un taux moyen de profit), supposant leur unification matérielle, institutionnelle, culturelle, et leurs modes d'articulation; les formes et les degrés d'autonomisation du capital marchand et du capital financier à l'égard du capital industriel; les formes d'administration de la contrainte monétaire; la constitution d'espaces de régulation étatique ou para-étatique du procès immédiat de reproduction; etc. Ce n'est que moyennant ce travail méthodique de périodisation du processus historique du devenir-monde du capital que l'on pourra parvenir à une caractérisation précise de sa phase actuelle de parachèvement; en évaluant les parts respectives de continuité et de discontinuité entre la présente phase et les phases antérieures: comment la première s'appuie sur les acquis des précédentes tout en les remaniant.

Cette approche diachronique du devenir-monde du capital doit se compléter, en second lieu, par une approche *synchronique* (structurale ou systémique). Celle-ci doit se proposer d'*expliquer comment le capitalisme « fonctionne » aujourd'hui au niveau planétaire*, autrement dit comment s'opère à ce niveau le procès de reproduction immédiat du capital, la reproduction des rapports capitalistes de production. Question complexe dont la réponse exige que l'on comprenne comment s'opèrent les régulations de ce procès, comment par exemple s'effectuent les péréquations (de temps de travail, de profit, d'intérêt, de rente) que suppose la loi de la valeur; comment s'établissent les équilibres intersectionnels conditionnant la circulation du capital mondial; comment se combinent les différentes fractions (industrielle, commerciale, bancaire, financière) de ce capital, aux espaces et aux temps de reproduction spécifiques, etc. Ce qui conduit sans doute à scruter de près l'articulation hiérarchique entre différents niveaux socio-spatiaux d'organisation de ce mode de production mondialisé: le mondial certes, mais aussi le continental (*cf.* l'affirmation grandissante d'espaces pluri-nationaux et pluri-étatiques de développement dont l'Union Européenne n'est qu'un exemple), le national persistant et le régional lui aussi en pleine surrection (*cf.* l'affirmation grandissante des grandes métropoles mondiales non seulement comme pôles d'accumulation mondiale mais comme centres de gestion de cette accumulation et de ses effets en termes d'intégration territoriale). Et notamment à se demander quelle place et quel rôle joue la médiation étatique dans cette architecture complexe de niveaux d'organisation et de régulation des conditions de l'accumulation mondialisée du capital – ce qui renvoie au volet de ma théorie générale qui sera plus précisément consacré à l'État (*cf. infra*).

C'est sur cette double base, donc sous la forme d'une confrontation aux exigences et aux résultats de l'analyse du devenir-monde du capital, dans sa double dimension diachronique et synchronique, historique et systémique, de *devenir* et de *monde*, que peut et doit s'envisager, en troisième lieu, un retour critique sur l'analyse marxienne du procès de reproduction immédiat. Essentiellement pour évaluer si et dans quelle mesure cette analyse reste pertinente, dans ses principes et ses concepts centraux, au regard des transformations survenues au sein de ce procès dans le cours des étapes récentes de sa mondialisation; et quelles sont les inflexions voire les bouleversements qu'il faut éventuellement lui faire subir pour rendre compte de ces

mêmes transformations. Par exemple, pour m'en tenir à un élément de cette analyse dont j'ai eu l'occasion de signaler l'importance à plusieurs reprises, que reste-t-il de valable de l'analyse marxienne de la monnaie, de la contrainte monétaire, de l'articulation entre monnaie et crédit, dans le cadre de la dématérialisation générale non seulement des différentes monnaies nationales mais encore de la monnaie internationale (universelle, pour parler comme Marx) à laquelle a conduit le procès de mondialisation des rapports capitalistes et de leur médiation monétaire? Comment comprendre l'actuel système monétaire international dans lequel ne subsistent plus que des monnaies de crédit, ce que Marx non seulement n'avait pas prévu mais tenait pour impossible? Comment la contrainte monétaire et, à travers elle, la loi de la valeur peuvent-elles encore s'exercer dans le cadre d'un tel système?

Cette triple approche des formes contemporaines du procès de reproduction immédiat du capital doit permettre, en dernier lieu, de s'interroger sur les contradictions du devenir-monde de ce procès. Plus particulièrement encore, de se demander sous quelles formes se manifestent aujourd'hui, à ce niveau, ses différentes contradictions relevées par l'analyse marxienne: celle entre socialisation grandissante de la production et privatisation persistante des moyens de production; ainsi que celle entre la croissance et le développement des forces productives et le maintien des rapports capitalistes de production. L'objectif étant de montrer que ces contradictions empêchent le devenir-monde du capital de s'achever, de constituer le monde (capitaliste) en une totalité cohérente et close, en le faisant éclater en unités disjointes et inégalement développées; mais aussi de jeter les bases d'une analyse méthodique des crises du procès de reproduction du capital telles qu'elles se déroulent désormais au niveau mondial; enfin de déterminer si et sous quelle forme peut aujourd'hui s'envisager une rupture dans ce processus de mondialisation du capital.

2.2. La production des conditions générales extérieures de la production capitaliste, second niveau du procès global de reproduction du capital, n'a fait jusqu'à présent l'objet d'aucun exposé systématique, pas plus par les successeurs de Marx que par ce dernier. Nous en connaissons désormais les raisons: d'une part, elle ne pouvait être identifiée que comme un niveau spécifique de ce procès global et supposait donc la formation du concept correspondant; d'autre part, ce n'est que dans le capitalisme développé, tardivement donc, qu'elle

est apparue dans toute son étendue et son importance. Autant dire qu'elle est désormais incontournable dans le cadre d'une théorie générale du mode de production capitaliste.

Dans cette perspective, il s'agit en premier lieu de déterminer précisément l'ensemble de ces conditions générales extérieures, en revenant sur les deux principaux moments du procès de reproduction immédiat du capital. En ce qui concerne le procès de production, il s'agit bien évidemment des éléments socialisés du travail mort (les infrastructures productives socialisées : réseaux de distribution de l'énergie et de l'information, réseaux des voies de communication, etc.), ce qu'on pourrait nommer le capital fixe socialisé ; comme des éléments socialisés du travail vivant. L'analyse de ces derniers permettra de revenir sur ce moment décisif de la reproduction du capital qu'est la (re)production de la force sociale de travail, procès très largement socialisé au sein du capitalisme développé, pour déterminer comment s'articulent entre elles la production des infrastructures collectives de consommation (logement social, équipements collectifs et services publics), la socialisation du rapport salarial (avec l'institution d'un salaire social indirect en complément du salaire individuel direct), la formation-qualification scolaire de la force de travail, etc.

Si l'on dispose sur toutes ces médiations extérieures du procès de production immédiat du capital d'études déjà solides, il n'en va pas de même en ce qui concerne les conditions générales extérieures de son procès de circulation. Il s'agit là de déterminer à quelles conditions générales le capital parvient à déployer sur toute la surface de la société son procès de circulation. Autrement dit, pour employer une terminologie récemment apparue (tout en la détournant de son usage et de son intention apologétiques), il s'agit de se demander comment « *l'économie de marché* » que constitue le procès de reproduction immédiat du capital parvient à engendrer une « *société de marché* » : une société tout entière subordonnée aux exigences de la circulation non seulement marchande mais encore capitaliste, modelée par les impératifs du procès cyclique du capital social. Ou encore, pour reprendre la terminologie employée par Karl Polanyi, il s'agit d'expliquer par quelles médiations l'économique a pu « *se désencastrer* » du social, tout en pliant ce dernier à sa logique ¹⁴.

14. Je fais ici évidemment référence à *La grande transformation* (1944), traduction Gallimard, 1983.

Question qui n'a jamais été envisagée dans toute son ampleur et sa radicalité et qui conduit à analyser les relations étroites existant entre *quelques formes fondamentales* de rapports sociaux, que le capitalisme a précisément toutes universalisées : la forme marchandise certes (et, à travers elle, comme nous le savons, la valeur comme forme du travail social abstrait) ; mais aussi la forme urbaine (la centralité) ; la forme juridique (le contrat fondateur de la subjectivité juridique), avec ses prolongements éthique (la personne morale) et politique (la loi et l'Etat de droit) ; la communication spectaculaire ; la rationalité instrumentale ; enfin l'individualisme (l'individu privé autoréférentiel). C'est l'universalisation de ces différentes formes, comme conséquence et condition à la fois de l'universalisation de la forme marchande et de sa logique d'équivalence (d'unification par l'uniformisation) dans le cadre du procès de circulation du capital, qu'il s'agira ici d'exposer, en montrant comment le mouvement d'abstraction que la forme marchande fait subir au travail social ne peut se généraliser à l'ensemble de la pratique sociale qu'à travers le déploiement de ces différentes formes connexes.

L'analyse des conditions générales extérieures du procès de la production capitaliste doit ainsi déboucher plus largement, en deuxième lieu, sur celle du processus par lequel le capital, en tant que rapport social de production, parvient à s'appropriier la *praxis* sociale entière, dans toute son étendue et toute sa profondeur. Autrement dit, elle mène vers l'analyse du procès par lequel le capital produit, par l'ensemble des médiations précédentes, *une socialité spécifiquement capitaliste*, à titre à la fois de conséquence globale et de condition générale de sa reproduction immédiate comme rapport de production. En un mot, une théorie de la reproduction du capital se doit non seulement de comprendre *le devenir-monde du capital* : la mondialisation des rapports capitalistes de production, leur extension sur toute la surface de la planète ; mais encore ce mouvement à la fois inverse et complémentaire, articulé au précédent au sein du procès global de reproduction du capital, qu'est *le devenir-capital du monde* : l'appropriation par le capital, par médiations interposées, de l'ensemble des conditions sociales d'existence, des plus générales aux plus particulières, leur transformation en autant de conditions de la reproduction de ce rapport social, impliquant le bouleversement de l'ensemble des rapports, pratiques et représentations, de l'ensemble des manières d'agir, de penser et de sentir constituant la texture de la vie collective.

De cette appropriation capitaliste de la *praxis* sociale entière, il conviendra de saisir les effets globaux. En particulier, en se fondant sur l'analogie entre ce procès d'appropriation et celui de l'appropriation capitaliste du procès de travail, qui en est à la fois un cas particulier et la matrice générale, il faudra se demander si, sous quelles formes et dans quelle mesure le second reproduit en les élargissant les effets du premier (mis en évidence dans le chapitre V), favorisant ainsi simultanément et contradictoirement la socialisation de la société, l'autonomisation des puissances sociales (au sens de l'ensemble des capacités d'action de la société sur elle-même), enfin l'expropriation tendancielle des acteurs sociaux, aussi bien collectifs qu'individuels¹⁵.

En dernier lieu, l'analyse de l'appropriation par le capital de l'ensemble des conditions sociales d'existence, transformées en autant de conditions générales extérieures de sa reproduction, peut et doit conduire à se pencher plus particulièrement sur l'une de ses conséquences les plus massives en même temps que les plus méconnues : *la crise symbolique* (ou « crise du sens ») qui caractérise le capitalisme développé et que j'ai déjà eu l'occasion d'évoquer dans mon introduction. J'entends par là l'état de dépression symbolique que connaissent toutes les sociétés soumises à l'appropriation capitaliste de leurs conditions d'existence, la difficulté voire l'incapacité qu'elles éprouvent de produire et de maintenir un ordre symbolique un tant soit peu stable et cohérent : un ensemble permanent et consistant d'idées, de normes et de valeurs permettant aux individus de construire leur identité, de communiquer avec autrui, de participer à la vie sociale en héritant de la tradition et en élaborant des perspectives d'avenir, en un mot leur permettant de donner sens à leur existence aussi bien qu'au monde qui les entoure. Les symptômes d'une pareille crise sont aujourd'hui évidents et nombreux, tant dans la vie quotidienne la plus immédiate (alimentant les phénomènes contemporains d'anomie avec leur cortège de violences) que dans les sphères politiques (que ce soit sous forme de l'indifférence et de l'apathie ou, au contraire, des mobilisations irrationnelles) et culturelles (scienti-

15. J'ai développé un premier essai d'analyse en ce sens du procès d'appropriation capitaliste de la *praxis* sociale dans *Du « Grand Soir » à « l'alternative »*. *Le mouvement ouvrier européen en crise*, Editions Ouvrières (Editions de l'Atelier), 1991, chapitre VIII.

fiques, artistiques, religieuses). Analyser comment cette crise symbolique se rattache au procès d'appropriation capitaliste de la *praxis* permettra de se convaincre qu'une théorie générale du capitalisme doit pouvoir rendre compte non seulement du tout social (de la société globale) mais encore de ses plus infimes parties (les individus), non seulement de l'extrême objectif (les processus réifiés qui dominent l'ensemble de la vie sociale en l'accablant) mais encore de l'extrême subjectif (de la subjectivité individuelle telle qu'elle se trouve façonnée par les conditions actuelles de la vie sociale)¹⁶.

2.3. C'est sur la base du double procès du devenir-monde du capital et du devenir-capital du monde qu'il faudra fonder et développer l'analyse du procès de production et de reproduction des rapports de classes et, par conséquent, des classes sociales dans leurs formes contemporaines. Y compris dans la dimension agonistique de ce procès, les luttes de classes, qui rend possible mais aussi nécessaire de renverser la perspective, en montrant comment ces luttes constituent le moteur du double procès précédent.

Replacer l'analyse des rapports de classes dans le cadre du procès global de reproduction du capital doit permettre, en premier lieu, de rendre compte des transformations survenues dans la structure de ces rapports depuis Marx avec l'émergence, inattendue au regard des analyses et des schémas qu'il nous a laissés, d'une troisième classe fondamentale intermédiaire entre la classe capitaliste et le prolétariat, que j'ai dénommée la classe de l'encadrement¹⁷. Cette classe se compose de tous les agents qui, soit au sein du procès de reproduction immédiat du capital (son procès de production immédiat ou son procès de circulation), soit au sein de la production des conditions générales de ce dernier, se trouvent chargés des fonctions d'encadrement des rapports sociaux ou des pratiques sociales par lesquels s'opère précisément leur subordination ou appropriation aux exi-

16. Là encore, j'ai commencé à explorer tout ce champ d'interrogations dans *Du « Grand Soir » à « l'alternative »*. *Le mouvement ouvrier européen en crise*, op. cit., chapitre IX; mais aussi dans *Le Spectre de l'extrême droite. Les Français dans le miroir du Front national*, Editions de l'Atelier, 1998, chapitre V; et dans *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*, Editions Page deux, Lausanne, 1998; 2e édition augmentée, 1999 (plus particulièrement l'essai intitulé « Le traumatisme ordinaire »).

17. C'est la thèse que j'ai exposée et défendue dans *Entre bourgeoisie et prolétariat: l'encadrement capitaliste*, op. cit.

gences de la reproduction du capital ; autrement dit de toutes les fonctions de conception, d'organisation, de contrôle, d'inculcation idéologique dans la division sociale du travail. Elle regroupe donc ce que la sociologie a repéré jusqu'à présent sous les dénominations descriptives de « *nouvelles couches salariées* » ou de « *couches moyennes salariées* », sans être en mesure de leur attribuer une identité de classe propre et définie, faute de disposer d'un cadre théorique approprié, que fournit seul le concept de procès global de reproduction du capital. Autrement dit, sur fond de ce dernier, la structure de classes propre au mode capitaliste de production nous apparaîtra non pas bipolaire mais *tripolaire* ; sans compter la persistance de classes pré- et archéocapitalistes (paysannerie, petite-bourgeoisie) que le procès de reproduction du capital à la fois détruit et reproduit constamment.

Fonder l'analyse des rapports de classes sur le procès global de reproduction du capital oblige, en deuxième lieu, à s'interroger sur l'incidence du double procès de devenir-monde du capital et de devenir-capital du monde sur ces rapports et les classes elles-mêmes qu'ils médiatisent. Il s'agira ici de déterminer en quoi ce double procès a modifié ces classes dans leurs rapports réciproques : leur situation dans les rapports de production et la division du travail, leur composition, leurs conditions de travail et d'existence, leur procès de consommation et les conditions de reproduction de leurs agents, leur horizon social et historique (leurs intérêts de classe), leurs possibilités et leurs perspectives de mobilisation et d'auto-organisation, les formes et les contenus de leur conscience de classe, mais aussi les enjeux et les formes de leurs luttes, etc. De ce point de vue, il convient de s'intéresser, d'une part, aux incidences du devenir-capital du monde, de l'appropriation capitaliste des moindres aspects et éléments de la *praxis* sociale : de l'espace-temps de la quotidienneté, des rapports familiaux et de la socialité primaire, des pratiques les plus banales et les plus courantes, etc., notamment de ses effets en termes de dépression symbolique (de crise du sens) – tous point sur lesquels, au cours des dernières décennies, un immense matériau historique, sociologique, ethnologique et même littéraire s'est accumulé qu'il s'agira d'exploiter méthodiquement ; et, d'autre part, aux incidences du devenir-monde du capital, du déplacement au niveau mondial des principaux enjeux politiques au sens large, mettant en cause l'avenir et l'organisation globale de l'humanité, impliquant une mondialisation de la lutte des classes dont il s'agira aussi de repérer les formes multiples.

Mais considérer la production / reproduction des rapports de classes comme un niveau spécifique du procès global de reproduction du capital oblige inversement, en troisième lieu, à revenir sur les deux niveaux précédents de ce procès global et sur les deux procès antérieurs de devenir-monde du capital et de devenir-capital du monde pour examiner en quoi et dans quelle mesure ils sont *aussi* l'œuvre de ces rapports conflictuels entre classes, l'œuvre des luttes de classes, comme j'ai déjà eu l'occasion de le mentionner dans le fil des développements de cet ouvrage.

Une perspective d'analyse originale s'ouvre alors : celle qui consiste à comprendre la mondialisation des rapports capitalistes de production tout comme l'appropriation capitaliste de l'ensemble des conditions sociales d'existence à la fois comme le résultat des luttes menées par les classes dominées, prolétariat mais aussi encadrement, unis et opposés au sein de ce qu'on a traditionnellement nommé le mouvement ouvrier ; *et* simultanément comme une réaction de la classe capitaliste à ces luttes, une manière de leur donner (partiellement) satisfaction, mais aussi de les contenir et de les dévoyer, voire de les tenir en échec et de remettre en cause leurs conquêtes et acquis. Envisager le double procès de devenir-monde du capital et de devenir-capital du monde à travers le prisme de la lutte des classes doit permettre de jeter un regard neuf aussi bien sur le premier que sur la seconde.

2.4. Les développements antérieurs n'épuisent pas encore le programme d'un exposé du procès global de reproduction du capital dans ses formes contemporaines. L'analyse des différents niveaux composant ce procès global (procès de reproduction immédiat, procès de production des conditions générales extérieures du précédent, procès de production et de reproduction des rapports – luttes – de classes et des classes elles-mêmes) débouche en effet à chaque fois sur une médiation décisive : l'État. Ainsi une théorie générale du mode de production capitaliste, centrée sur l'exposé du procès global de reproduction du capital, doit-elle nécessairement consacrer une attention et un développement particuliers à l'État.

Non pas que l'État constitue un quatrième niveau du procès global de reproduction du capital, s'ajoutant aux trois procès partiels déjà distingués en lui. Relativement à ces trois procès, il se situe en fait *transversalement*, les traversant tous trois en les reliant entre eux,

contribuant ainsi à leur articulation et à leur unité. Et c'est à ce titre précisément qu'il s'agit de s'intéresser à lui ici.

L'analyse des rapports entre capital et Etat a été à la fois une tâche constante et une difficulté récurrente de la pensée marxiste, qui l'a pour l'essentiel tenue en échec, faute qu'elle ait précisément disposé du cadre théorique adéquat. Mon ambition sera en effet de montrer ici que ce n'est que dans le cadre d'une analyse du procès global de reproduction du capital que ces rapports peuvent être correctement conçus et exposés. Selon un double mouvement.

D'une part, il s'agira de procéder à l'analyse des fonctions de l'Etat aux différents niveaux du procès de reproduction du capital : de montrer que l'Etat est requis comme une médiation nécessaire dans la production et à la reproduction du capital comme rapport social de production, aussi bien au niveau de son procès immédiat de reproduction qu'au niveau des deux procès englobants de production des conditions générales extérieures et de production/reproduction des rapports de classes. En faisant appel aux résultats de l'analyse antérieure des trois niveaux du procès de reproduction du capital, dans leurs formes générales comme dans leurs développements particuliers les plus récents, il s'agira de mettre en évidence combien l'Etat se trouve présupposé par le capital à chacun de ces niveaux et quelles fonctions précises remplit à chaque fois son intervention active dans ce procès de reproduction, notamment du point de vue de la maîtrise (régulation) de ses contradictions internes.

Inversement, il s'agira d'autre part de montrer comment, dans et par le mouvement même par lequel l'Etat s'insère comme médiation dans le procès de reproduction du capital, ce dernier s'approprie l'Etat, aspect particulier de son procès d'appropriation de la *praxis* sociale entière. J'entends par là non pas ce qu'un marxisme vulgaire a longtemps àonné, selon une conception fétichiste de l'Etat, à savoir que l'Etat ne serait qu'« *un instrument* » aux mains de la classe dominante (ou de sa fraction hégémonique) ; mais que le capital transforme profondément l'Etat, médiation sociale qui lui préexiste historiquement et qui, à ce titre, ne lui est pas immédiat adéquat, en une médiation qui soit appropriée aux exigences de sa reproduction, aux différents niveaux de celle-ci ; en un mot : que l'insertion de la médiation étatique dans le procès de reproduction du capital *produit* un Etat *spécifiquement* capitaliste, approprié au capital dans sa forme générale comme dans ses structures et ses fonctions particulières.

Bien plus même, il s'agira de montrer que cette insertion libère l'Etat de toute une série de limitations antérieures que lui imposaient les rapports précapitalistes de production et qu'elle lui permet de s'accomplir complètement comme forme sociale autonomisée. Autrement dit, non seulement le procès de reproduction du capital est producteur d'un Etat spécifique; mais encore il accomplit et parachève en un sens l'Etat comme forme particulière du pouvoir politique. Ce qui nécessitera de revenir sur le concept même d'Etat pour en préciser le sens; et pour en infléchir l'analyse, en montrant notamment que, si l'Etat est toujours le *produit* de la division de la société en classes et des luttes qui opposent ces dernières, il devient de par ses fonctions dans le procès global de reproduction du capital lui-même *producteur* de la *praxis* sociale capitaliste, médiation essentielle à travers laquelle elle prend forme. Toutes déterminations qui obligeront à rompre avec la conception de l'Etat comme simple superstructure du mode de production.

Ainsi se dégagera progressivement l'idée que le procès de reproduction du capital conduit à *l'étatisation de la société*. En entendant par là à la fois une intervention croissante de l'Etat dans le procès global de reproduction du capital, à ses différents niveaux, partant une dépendance grandissante de la société à l'égard de la médiation étatique, et une autonomisation elle-même accrue de cette médiation au sein de l'ensemble de la *praxis* sociale. Tendance dont il s'agira cependant de montrer que ses degrés et ses formes sont variables au sein du procès de reproduction, diachroniquement (selon les différentes étapes historiques du processus) et synchroniquement (selon les différents niveaux du procès global); mais aussi de mettre en évidence les limites et les contradictions auxquelles cette tendance soumet l'Etat lui-même ainsi que le procès global de reproduction du capital dont il est devenu, en un sens, la synthèse en acte.

Ce qui devrait conduire à une ultime interrogation: qu'en est-il de cette tendance au sein de la phase actuelle de mondialisation du capitalisme, et notamment de ses rapports de production? Assisterait-on à son inversion, comme semble le suggérer l'affaiblissement des capacités de régulation socio-économique des principaux Etats centraux mises en place pendant la phase fordiste antérieure, sous l'effet des politiques néo-libérales de déréglementation des marchés et d'un retour à des régulations purement concurrentielles (marchandes)? Ou ne s'agit-il au contraire que d'une inflexion et d'une

transformation de cette tendance, devant permettre à l'Etat de se redéployer (de se démultiplier) dans le cadre de la mondialisation en cours¹⁸? Interrogation qui nous ramènera vers celle, déjà formulée, concernant la place et le rôle de l'Etat dans l'articulation hiérarchique des différents niveaux socio-spatiaux d'organisation du monde capitaliste (le mondial, le national, le régional-local).

2.5. Une théorie générale du mode de production capitaliste doit enfin comprendre une analyse des conditions actuelles de la fin de la reproduction du capital, de la fin du capitalisme, de son dépassement en une organisation sociale qualitativement supérieure. Autrement dit, il s'agira de reprendre toute *la problématique du communisme* sur la base de l'analyse critique précédente du procès global de reproduction du capital dans ses formes actuelles.

Reprendre cette problématique supposera, là encore, de revenir dans un premier temps vers Marx, pour souligner l'originalité de sa position sur la question; sa rupture avec une posture purement utopique; et sa volonté de comprendre que « *le communisme n'est ni un état de choses qu'il convient d'établir, ni un idéal auquel la réalité devra se conformer. Nous appelons communisme le mouvement réel qui abolit l'état actuel des choses. Les conditions de ce mouvement résultent des données préalables, telles qu'elles existent présentement.* »¹⁹ Ce qui conduit mais aussi oblige à concevoir le communisme comme une tendance immanente au procès global de reproduction du capital, comme une *possibilité* dont ce procès contradictoirement exprime et réprime, actualise et virtualise les conditions de réalisation. Proposition dont le sens doit être réinterprété à partir de la triade socialisation de la société, autonomisation des puissances sociales et appropriation des acteurs sociaux, comme résultats généraux de l'appropriation capitaliste de la *praxis* sociale.

Reprendre aujourd'hui la problématique du communisme suppose, en second lieu, de revenir sur les différentes tentatives de dépassement du capitalisme du siècle écoulé, sur les différentes expériences socialistes (prétendues telles), pour en dresser le bilan. La perspective ici ouverte, faisant du communisme une tendance immanente à la re-

18. C'est l'hypothèse que j'ai esquissée dans *Le Crépuscule des Etats-nations*, Lausanne, Editions Page deux, 2000.

19. Marx et Engels, *L'idéologie allemande*, 1ère partie « Feuerbach », traditions La Pléiade, pages 1067.

production du capital, tout comme l'ensemble des analyses précédentes du procès global de reproduction du capital, devraient permettre de nuancer ce bilan : échecs (quelquefois monstrueux) en tant que ruptures avec le capitalisme, ces expériences n'en ont pas moins contribué, en tant que transitions avortées au communisme, à faire prendre conscience de toute une série de problèmes que pose toute tentative de dépassement du capitalisme. Au premier rang desquels la nécessité d'inventer, d'une part, de nouvelles formes de socialisation du travail alternatives au marché; d'autre part, de nouvelles formes de pouvoir politique alternatives à l'Etat; autrement dit, la nécessité de dépasser les deux médiations majeures auxquelles le procès global de reproduction du capital tend en définitive à réduire toute la *praxis* sociale.

Reprendre la problématique du communisme sur la base de l'analyse du double procès de devenir-monde du capital et de devenir-capital du monde permettra, en troisième lieu, de montrer que le communisme reste à la fois nécessaire et possible. Il est plus que jamais un *nécessaire optatif* en ce sens qu'il est une exigence et même une urgence au regard des catastrophes (écologique, économique, politique, symbolique) dans lesquelles les contradictions du procès global de reproduction du capital tendent à enfoncer l'humanité. Et il reste un *possible effectif*, de plus en plus effectif même, au regard d'une part du développement des forces productives, d'autre part de la socialisation de la société (de la production, du pouvoir politique, de l'information et du savoir) à laquelle procède, à chaque fois de manière contradictoire, le procès de reproduction du capital lui-même.

Il restera alors, en dernier lieu, à se demander comment assumer cette nécessité et actualiser cette possibilité en reconstruisant un mouvement révolutionnaire qui en soit porteur et promoteur. Ce qui nous ramènera vers les trois questions, déjà évoquées dans l'introduction, du sujet, du projet et du trajet de ce mouvement, auxquelles l'ensemble des analyses précédentes devrait permettre d'apporter des éléments précis et pertinents de réponse.

Je terminerai en rappelant que le programme de recherches, dont je viens d'exposer les grandes lignes, n'est encore que *provisoire*, en ce sens que tant sa conception d'ensemble que ses formulations particulières (sous forme de thèses ou d'hypothèses) sont sans doute destinées à être revues au cours même de sa réalisation. La fécondité des

principaux concepts sur lesquels il repose, à commencer par celui de procès global de reproduction du capital, se mesurera aussi et surtout à leur capacité de le bouleverser en cours de chemin, en y introduisant des questionnements, des orientations et des développements encore imprévus et, pour l'instant, imprévisibles.

Strasbourg, janvier 1997 – février 2001

Annexe 1

CHRONOLOGIE DE LA CRITIQUE MARXIENNE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE (1857-1883)

1. 1857-1858: rédaction d'un ensemble de cahiers connus sous le nom de *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie* (communément appelés *Grundrisse*) sous lesquels ils ont été publiés pour la première fois en 1939 par l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou.

– Juillet 1857: « Bastiat et Carey » (début du cahier III).

– Août-septembre 1857: « Introduction à la critique de l'économie politique » (cahier M).

– Octobre 1857-février 1858: corps des *Grundrisse* (cahiers I à VII).

– Mai 1858: rédaction de deux index relatifs aux sept cahiers précédents (sur le cahier M).

2. 1858-1859: rédaction de la *Contribution à la critique de l'économie politique* (sous-titres: Premier livre: Du capital; Première section: Le Capital en général).

– Août-novembre 1858: rédaction de la version primitive (cahiers B, B', B'') dont seul un fragment nous est parvenu.

– Novembre 1858-janvier 1859: rédaction de la version définitive.

3. Août 1861-juin 1863: rédaction de 23 cahiers (numérotés de I à XXIII, paginés de 1 à 1472) intitulés *Contribution à la critique de l'économie politique. Troisième chapitre: Le capital en général*, devant constituer en principe la suite de la *Contribution...*¹

– Cahiers I à V: analyse du procès de production du capital.

– Cahiers VI à XV + cahier XVIII: études critiques des différentes théories de la plus-value (publiés ultérieurement sous le sous-titre de *Théories de la plus-value* par Kautsky comme Livre IV du *Capital*).

– Cahiers XVI et XVII: analyses partielles sur capital et profit, le taux de profit, le capital marchand et le capital argent, autant de thèmes qui entreront ultérieurement dans le Livre III du *Capital*.

– Cahiers XIX à XXIII: nouvelles analyses sur le procès de production (domination formelle et réelle du capital sur le travail, conversion de la plus-value en capital, accumulation primitive). Mais aussi certains développements concernant la circulation du capital.

5. Mi-1863-fin 1865: rédaction d'une série de manuscrits qui semblent avoir été la version primitive du *Capital*. Il ne nous en reste qu'un chapitre du Livre I écarté de la publication définitive (connu sous le nom de *6^e chapitre* ou de *Chapitre inédit*); peut-être le premier des huit manuscrits à partir desquels Engels a apprêté la publication du Livre II (*cf. infra*); et le manuscrit à partir duquel Engels a apprêté le Livre III du *Capital*². De la même période date la conférence intitulée « Salaire, prix et profit ».

6. Janvier 1866-avril 1867: rédaction de la première version du livre I du *Capital*. En juin 1867, Marx rédige une annexe au Livre I sur « la forme de la valeur ».

7. 1867-1870: rédaction de quatre manuscrits concernant le procès de circulation du capital dont Engels se servira plus tard pour la publication du Livre II du *Capital* en les numérotant I à IV³.

– Manuscrit I (peut-être rédigé dès 1865): première analyse d'ensemble mais lacunaire du procès de circulation du capital, selon la division actuelle du Livre II.

1. Cf. Friedrich Engels, préface au *Capital*, II, 1, pages 10-13.

2. cf. Friedrich Engels, préface au *Capital*, III, 1, pages 8-9; cf. aussi *Le Capital*, III, 1, page 109 et page 137.

3. Cf. Friedrich Engels, préface au *Capital*, II, 1, pages 10-13.

- Manuscrit II (semble daté de 1870) : rédaction à peu près complète de ce qui deviendra le Livre II.
- Manuscrit III : citations, renvois aux cahiers d'extraits, critiques, etc. (certains points y concernent ce qui deviendra le Livre III).
- Manuscrit IV (apparemment antérieur au manuscrit II) : rédaction de la 1^{re} section et du début de la 2^e section du Livre II.

8. 1868-1876 : travaux épars sur différents thèmes concernant le Livre III : la conversion de la plus-value en profit et du taux de plus-value en taux de profit, le crédit et la circulation de la monnaie bancaire et surtout la rente foncière et l'économie agricole.

9. 1877-1880 : rédaction de quatre autres manuscrits pour le Livre II dont Engels se servira également pour la publication du Livre II en les numérotant de V à VIII⁴.

- Manuscrit V : reprise sous forme de notes et d'indications des quatre manuscrits précédents. Rédaction des quatre premiers chapitres de la 1^{ère} section.
- Manuscrit VI (entre octobre 1877 et juillet 1878) : première tentative avortée de rédaction définitive (17 pages).
- Manuscrit VII (2 juillet 1878) : deuxième tentative avortée de rédaction définitive (7 pages).
- Manuscrit VIII : rédaction d'une nouvelle version de la section III (sur la base du manuscrit II).

10. 1880 : Notes critiques sur Wagner.

4. *Ibid.*

Annexe 2

RÉDACTIONS ET PLANS SUCCESSIFS DE LA CRITIQUE MARXIENNE DE L'ÉCONOMIE POLITIQUE

C'est très tôt, dès 1845, que Marx conçoit le projet d'une critique de l'économie politique¹. Les *Manuscrits de 1844* restés inachevés et inédits, la critique de Proudhon dans *Misère de la philosophie* (1847), le discours sur « Le libre échange » (1847) comme la série d'articles publiés sous le titre de *Travail salarié et capital* (1849) témoignent d'un premier effort en ce sens, interrompu par les mouvements révolutionnaires de 1848-49 et leurs suites. Réfugié à Londres, Marx y reprendra ses études économiques et passera à la réalisation de son projet à partir de la fin des années 1850. Un projet qui ne cessera de le hanter durant les vingt-cinq dernières années de son existence. Un projet qu'il laissera en définitive inachevé.

En se limitant précisément à cette dernière période, on peut distinguer pas moins de *quatre tentatives successives* de réalisation de ce projet. Au cours de ces multiples rédactions, Marx a élaboré différents plans d'ensemble de sa

1. Maximilien Rubel a retracé les grandes étapes de la genèse de ce projet dont la réalisation devait occuper l'essentiel de l'activité théorique de Marx. Cf. « Introduction » à *Karl Marx. Oeuvres. Economie* (tome II), Paris, Gallimard, 1968.

critique, au gré des perspectives ouvertes mais aussi des difficultés rencontrées dans la réalisation de sa tâche.

1. Les « *Grundrisse* »

Dans l'« Introduction générale à la critique de l'économie politique », rédigée en août-septembre 1857 et qui ouvre la série des travaux connus sous le terme générique de *Grundrisse der Kritik der politischen Ökonomie*, Marx prévoit d'exposer cette critique en cinq temps : « *Le plan à adopter doit manifestement être le suivant : 1° Les déterminations abstraites générales, convenant donc plus ou moins à toutes les formes de société, mais dans le sens exposé plus haut. 2° Les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise et sur lesquelles reposent les classes fondamentales. Capital, travail salarié, propriété foncière. Leurs rapports réciproques. Ville et campagne. Les trois grandes classes sociales. L'échange entre celles-ci. Circulation. Crédit (privé). 3° Concentration de la société bourgeoise sous forme de l'Etat. Considéré dans sa relation avec lui-même. Les classes « improductives ». Impôts. Dette publique. Crédit public. La population. Les colonies. Emigration. 4° Rapports internationaux de production. Division internationale du travail. Echange international. Exportation et importation. Cours des changes. 5° Le marché mondial et les crises.* »²

Il s'agit là d'un projet très ambitieux, celui d'une analyse du mode de production capitaliste dans son ensemble, d'une critique de la civilisation capitaliste dans toute son extension et sa compréhension. Bien plus, Marx envisage de faire précéder cette critique d'un exposé des catégories transhistoriques, valables pour tous les modes de production.

Par rapport à ce projet, les *Grundrisse* procèdent d'emblée de / à une double réduction. D'une part, ils n'explorent et n'exposent que le champ de la seconde des cinq rubriques précédentes, celle concernant « *les catégories constituant la structure interne de la société bourgeoise* », si l'on veut bien excepter quelques incursions éparées dans les domaines des autres rubriques. D'autre part, ils se réduisent essentiellement à la première de ces catégories, celle de capital, autour de laquelle va progressivement se centrer la critique marxienne.

Par contre, ils exposent pour la première fois quelques-unes des articulations essentielles de l'analyse de cette catégorie. Les *Grundrisse* eux-mêmes se

2. « Introduction... », page 172.

divisent en deux chapitres, l'un consacré à l'argent et l'autre au capital. Ce dernier, surtout, esquisse déjà en gros une subdivision en trois parties: 1° le procès de production du capital, 2° le procès de circulation du capital, 3° plus-value et profit (« *le procès de fructification du capital*») qui deviendra ultérieurement la structure définitive de la partie théorique du *Capital*.

Marx n'a pas pour autant renoncé à son projet initial, même si le plan en est déjà quelque peu infléchi. En témoigne une lettre à Lassalle du 22 février 1858, écrite alors qu'il est en train d'achever la rédaction des *Grundrisse*: « *Le tout est divisé en six livres: 1. Du capital (contient quelques chapitres d'introduction). 2. De la propriété foncière. 3. Du travail salarié. 4. De l'Etat. 5. Commerce international. 6. Marché mondial.* »³ Relevons cependant deux modifications essentielles par rapport au plan antérieur en cinq rubriques annoncées dans l'« Introduction générale... ». En premier lieu, la première des cinq rubriques envisagées par Marx dans l'« Introduction générale... » a disparu; Marx a d'ailleurs en partie exposé par anticipation les raisons de cette disparition dans ce texte lui-même. En second lieu, les trois catégories centrales de ce qui devait constituer la seconde rubrique ont été autonomisées: Marx envisage à ce moment-là de consacrer un livre à chacune d'entre elles.

De la même période (printemps 1858) datent différentes indications quant à la manière dont il conçoit la structure du premier de ces six livres, celui qui doit être consacré à la catégorie du capital, et à la rédaction duquel il compte se mettre rapidement en exploitant les matériaux et les élaborations des *Grundrisse*.

Dans une lettre à Engels du 2 avril 1858, il présente ainsi le plan de ce futur livre: « *Le Capital se divise en quatre sections. a) Le capital en général. (C'est la matière du premier cahier). b) La concurrence ou action réciproque de multiples capitaux. c) Le crédit, où le capital apparaît comme un élément général face aux capitaux isolés. d) Le capital par actions, en tant que forme la plus parfaite (débouchant sur le communisme), avec en même temps toutes ses contradictions. Le passage du capital à la propriété foncière est en même temps historique, puisque la forme moderne de la propriété foncière est un produit de l'action du capital sur la propriété féodale, etc. De même, le passage de la propriété foncière au travail salarié n'est pas seulement dialectique, mais aussi historique, puisque le dernier produit de la propriété foncière moderne est l'instauration généralisée du travail salarié qui, ensuite, apparaît comme la base de toute cette merde.* »⁴ Le

3. *Lettres sur « Le Capital »*, Editions Sociales, 1964, page 86.

4. *Id.*, page 95.

plan alors prévu pour le livre consacré au capital présente donc une allure très hégélienne, puisque le concept de capital y est d'abord exposé dans sa généralité abstraite, puis sont développées les modalités selon lesquelles il se réalise à travers l'action réciproque des multiples capitaux, impliquant à la fois leur répulsion réciproque (la concurrence) et leur attraction réciproque (la centralisation par le crédit), aboutissant à la forme achevée du capital (le capital par actions) qui est en même temps celle sous laquelle ses contradictions sont exacerbées et le capital se supprime lui-même.

Dans une lettre antérieure à Lassalle, datée du 11 mars 1858, il a déjà indiqué comment il compte subdiviser la première de ces quatre sections, celle devant exposer le capital en général. Elle doit comprendre trois chapitres « 1. Valeur; 2. Monnaie; 3. Le capital en général (processus de production du capital, processus de circulation du capital, unité des deux processus ou capital et profit, intérêt). »⁵ Comme dans les *Grundrisse* dont il vient d'achever la rédaction, Marx envisage donc d'introduire l'exposé du concept de capital en général proprement dit par une analyse de la monnaie; mais contrairement aux *Grundrisse*, cette dernière sera elle-même précédée de l'exposé du concept de valeur. Quant à l'analyse du concept de capital en général, elle présente bien la subdivision en trois moments: procès de production, procès de circulation, procès d'ensemble débouchant sur les catégories de profit et d'intérêt, qu'on l'a déjà vu mettre en œuvre dans les *Grundrisse* et qui deviendra la structure ultérieure du *Capital*. Il se confirme donc que, dès cette époque, Marx est en possession des grandes lignes du schéma d'analyse du concept de capital qu'il ne cessera d'approfondir et d'affiner dans ses travaux ultérieurs.

Et le premier index relatif aux *Grundrisse* que Marx rédige fin mai 1858 est en tout point conforme au plan annoncé deux mois plus tôt à Lassalle⁶. Les grandes subdivisions en sont: I. La valeur; II. La monnaie: 1° La monnaie en tant qu'étalon, 2° La monnaie en tant que moyen d'échange ou la circulation simple, 3° La monnaie en tant que telle, 4° Les métaux précieux servant de support à la monnaie, 5° La loi d'appropriation, telle qu'elle apparaît dans la circulation simple, 6° Passage de la monnaie au capital; III. Le capital en général: 1° Le procès de production du capital, 2° Le procès de circulation du capital.

Le plan s'arrête là. Le second index ne fait que détailler la rubrique correspondant à la monnaie.

5. *Id.*, page 93.

6. Cf. *Grundrisse*, tome 2, pages 557-559.

2. La « Contribution à la critique de l'économie politique »

Dès l'été et l'automne, Marx entame une seconde rédaction de sa critique de l'économie politique sur la base de ce premier jet que sont les *Grundrisse*. Si cette seconde rédaction se conforme dans un premier temps strictement au projet arrêté après ces derniers, elle va cependant à terme conduire Marx à en réduire la portée.

2.1. Cette seconde tentative aboutit à la publication au printemps (1859) d'une première livraison sous le titre de *Contribution à la critique de l'économie politique*. C'est aussi la première fois que Marx rend public ce projet dont il expose les grandes lignes dans la préface, reprenant le plan livré un an plus tôt à Lassalle: « *J'examine le système de l'économie bourgeoise dans l'ordre suivant: capital, propriété foncière, travail salarié; Etat, commerce extérieur, marché mondial.* »⁷ On peut remarquer, dans cette formulation, que les six rubriques prévues par Marx se regroupent trois par trois: visiblement, dans son esprit, les trois premières forment un premier tout, correspondant à l'exposé de la structure du mode de production capitaliste, et les trois suivantes un second tout, mettant en jeu les deux pôles de l'espace géopolitique d'accumulation du capital, l'Etat-nation et le marché mondial.

La *Contribution...* porte en sous-titre: « *Premier Livre: Du capital. Première section: Le capital en général* ». Là encore Marx se conforme aux plans précédemment adoptés, notamment à celui subdivisant le premier livre en quatre sections, exposé à Engels au printemps précédent.

Par contre, la première section ne suivra pas exactement le plan prévu pour elle dans la lettre à Lassalle du 11 mars 1858. Le premier chapitre de la critique de l'économie politique se sera pas consacré à la catégorie de la valeur, mais à celle de marchandise. Ce n'est d'ailleurs pas étonnant au vu des indications que Marx avait laissées pour ce chapitre dans le premier Index aux *Grundrisse*: « *Ricardo. A. Smith. Valeur d'usage et valeur d'échange. Steuart. Torrens. Travail simple et travail complexe.* »⁸ L'enchaînement marchandise, monnaie, capital est désormais lui aussi définitivement en place.

Cette première livraison ne contient cependant que les deux premiers chapitres consacrés à la marchandise et à la monnaie, réservant celui sur le capital à une livraison postérieure. Afin de la préparer, fin février 1859, Marx rédige un cahier de références à ces différents manuscrits antérieurs

7. *Contribution...*, page 3.

8. Cf. *Grundrisse*, tome 2, page 557.

(M, I à VII, B, B', B'') suivies d'un premier plan d'ensemble pour ce troisième chapitre⁹. La tripartition : procès de production, procès de circulation, unité des deux procès, se confirme, mais les trois sections prévues sont très inégalement développées. La première est très détaillée; en voici les principales subdivisions prévues: « 1° *Conversion de la monnaie en capital a) Transition [...] b) Echange entre le capital et la force de travail [...] c) Le procès de travail [...] d) Le procès de valorisation [...]* 2° *La plus-value absolue [...]* 3° *La plus-value relative [...]* 4° *L'accumulation primitive [...]* 5° *Travail salarié et capital [...]*. » Par contre, la matière de ce qui devrait être la seconde section, consacrée au procès de circulation, n'est pas encore organisée; Marx se contente à son sujet de dresser une liste de thèmes à aborder, sans en indiquer l'ordre précis. Quant à la troisième section, elle est encore plus floue dans l'esprit de Marx à ce moment-là: sous le titre de « *Capital et profit* », Marx ne regroupe qu'une dizaine de thèmes très vagues ou très généraux. Visiblement il ne sait pas encore très bien ce qu'il va y mettre, encore moins dans quel ordre.

2.2. Lorsque, après deux ans d'interruption, Marx reprend sa critique de l'économie politique, c'est toujours au plan d'ensemble de 1858-1859 qu'il se réfère et c'est toujours ce plan qu'il entend exécuter. En effet, les *Manuscrits de 1861-1863* dont il entame alors la rédaction portent en titre « Contribution à la critique de l'économie politique. Troisième chapitre. Le capital en général »¹⁰ et se présentent donc comme la suite directe de la *Contribution...* En fait, ils ne la fourniront pas, ces manuscrits représentant à la fois plus et moins que l'exposé du capital en général.

Plus, puisqu'on sait que la partie centrale de ces vingt-trois cahiers, les cahiers V à XV (et en partie le cahier XVIII) vont constituer une très longue digression historico-critique, dans laquelle Marx revient en détail sur les principales théories économiques antérieures (notamment celle de Ricardo) pour se démarquer d'elles. C'est la matière de ces cahiers que Kautsky publiera ultérieurement comme quatrième livre du *Capital* sous le sous-titre de *Théories sur la plus-value (cf. infra)*, titre sous lequel ils continuent à être connus.

Quant au reste de ces manuscrits, ils constituent moins qu'un exposé complet du concept de capital en général. Car ils accentuent en un sens le déséquilibre entre les trois moments de cet exposé déjà perceptible dans le

9. *Id.*, pages 675-680.

10. *Manuscrits de 1861-1863. Cahiers I à V*, page 11.

cahier de références de février 1859. Le procès de production s'y taille en effet la part du lion, puisque dix des treize cahiers restants lui sont consacrés (les cahiers I à V ainsi que les cahiers XIX à XXIII). C'est la première analyse détaillée d'ensemble de ce procès, dont Marx se resservira pour partie lors de la rédaction ultérieure du premier Livre du *Capital*. Elle lui aura en effet permis d'affiner sa conception de l'exposé de ce procès comme en témoigne le plan qui figure au cahier XVIII, rédigé en janvier 1863 : « *Diviser la première section « Procès de production du capital » de la façon suivante : 1° Introduction. Marchandise. Argent. 2° Transformation de l'argent en capital. 3° La plus-value absolue [...] 4° La plus-value relative [...] 5° Combinaison de la plus-value absolue et de la plus-value relative [...] 6° Reconversion de la plus-value en capital. L'accumulation primitive. Théorie coloniale de Wakefield. 7° Résultats du procès de production [...] 8° Théories sur la plus-value 9° Théories sur le travail productif et le travail improductif.* »¹¹ C'est là en gros l'annonce du plan de ce qui deviendra le livre I du *Capital*, à ces différences près que les chapitres y seront devenus des sections; que le développement consacré à l'accumulation primitive se sera autonomisé en une section propre; et que les trois dernières rubriques auront été abandonnées par Marx faute de place.

Par contre, seuls trois cahiers (XVI à XVIII) abordent certaines des questions relatives au procès d'ensemble, le procès de circulation se voyant pour sa part réduit à quelques développements épars. Il est vrai cependant que la partie centrale de ces manuscrits, dans laquelle Marx se démarque des différentes théories économiques antérieures, contient d'importants développements consacrés tant au procès de circulation (par exemple à propos des schémas de reproduction de Quesnay) qu'à des matières intéressant le procès d'ensemble (par exemple la discussion sur les théories ricardiennes du profit et de la rente foncière).

Pour moins développée qu'elle soit, l'analyse du procès d'ensemble menée par Marx dans les cahiers XVI à XVIII ne lui aura pas moins permis de préciser la structure qu'il compte lui donner. Le cahier XVIII en contient ainsi le plan détaillé suivant : « *Diviser la troisième section « Capital et profit » de la manière suivante : 1. Transformation de la plus-value en profit. Le taux de profit différent du taux de plus-value. 2. Transformation du profit en profit moyen. Etablissement du taux général de profit. Transformation des valeurs en prix de production. 3. Théories d'A. Smith et de Ric[ardo] sur le profit et les prix de production. 4. Rente foncière (illustration de la différence entre valeur*

11. *Théories sur la plus-value*, tome I, page 483.

et prix de production). 5. Histoire de ce qu'on appelle la loi ric[ard]ienne de la rente. 6. Loi de la baisse du taux de profit. A. Smith, Ric[ardo], Carey. 7. Théories du profit [...]. 8. Division du profit en profit industriel et intérêt. Le capital marchand. Le capital monétaire. 9. Revenue and its sources [...]. 10. Mouvement de reflux de l'argent dans le procès d'ensemble de la production capitaliste. 11. L'économie vulgaire. 12. Conclusion. Capital et travail salarié.»¹² Si on compare ce plan aux indications très laconiques de février 1859, on mesure les progrès effectués par Marx dans l'élaboration de cette partie de sa critique durant la rédaction de ces manuscrits.

2.3. En fait, alors même qu'il est en train de rédiger ces manuscrits, Marx prend conscience du caractère démesuré de son projet initial de critique de l'économie politique. Ce qui le conduit à envisager sinon de l'abandonner définitivement, du moins de se recentrer sur une partie seulement de ce projet.

C'est ce qui ressort notamment d'une lettre de Marx à Kugelmann du 28 décembre 1862 : « *La deuxième partie* [il s'agit de ce qui aurait dû être la seconde partie de la *Contribution...*] *en est à présent terminée, c'est-à-dire excepté la mise au net et le dernier polissage en vue de l'impression. Cela fera à peu près trente placards* [soit environ 500 pages]. *C'est la suite du fascicule I* [la *Contribution...*], *mais l'ouvrage paraîtra séparément sous le titre Le Capital, et « Contribution à la critique de l'économie politique » ne figurera qu'en sous-titre. En fait, l'ouvrage n'englobe que ce qui devait constituer le troisième chapitre de la première partie : « Le capital en général ». N'y est donc pas incluse la concurrence de capitaux ni le crédit. Ce volume contient ce que les Anglais appellent the Principles of Political Economy. C'est (avec la première partie [c'est-à-dire la *Contribution...*]) la quintessence et le développement de ce qui va suivre pourrait facilement être réalisé par d'autres, sur la base de ce que j'ai déjà écrit (à l'exception peut-être du rapport entre les diverses formes de l'Etat et les diverses structures économiques).* »¹³ Cette lettre est importante à plus d'un titre :

– C'est la première fois que Marx envisage d'autonomiser ce qui ne devait être qu'un chapitre de la *Contribution...* en le publiant sous le titre de *Le Capital*. Autrement dit, c'est la première mention du projet de ce qui deviendra l'œuvre maîtresse de Marx. Manifestement, c'est le volume pris par la matière à exposer dans le cadre de ce chapitre (près de 500 pages estime

12. *Id.*, page 484.

13. *Lettres sur « Le Capital », op. cit.*, page 130.

Marx, à l'arrivée il en fera six fois autant!) qui, en déséquilibrant totalement le plan initialement prévu pour la *Contribution...*, conduit à son abandon.

– Par contre, Marx conçoit toujours encore cette somme comme n'étant que préliminaire, se réduisant aux « *principles of political economy* ». La mention de l'exclusion de cet exposé des questions relatives à la concurrence entre les capitaux et au crédit peut laisser supposer qu'il continue ici à se référer au plan de 1858-1859 prévoyant de diviser le livre initialement prévu sur le capital en quatre sections : du capital en général, de la concurrence entre les capitaux, de la centralisation du capital par le système de crédit et du capital par actions. Ces « *principles* » ne correspondraient donc qu'à la première de ces quatre sections. Les trois cahiers (XVI à XVIII) qu'il vient de consacrer à l'unité des deux procès de production et de circulation ne semblent donc pas l'avoir conduit à revoir le plan initial de son exposé d'ensemble de la catégorie de capital.

– De même, Marx maintient encore, bien que très vaguement, la référence à son projet encyclopédique initial, celui visant à exposer le système entier de la société capitaliste, le mode de production capitaliste, en six rubriques, puisqu'il fait allusion à la nécessité d'exposer les rapports entre les différentes formes de l'Etat et les différentes structures économiques.

Autrement dit, Marx ne se résout pas encore à abandonner le projet initial de sa critique de l'économie politique, bien qu'il doive désormais admettre qu'il ne sera sans doute pas en mesure de le réaliser seul et qu'il devra se contenter de n'en livrer que les principes. C'est l'amorce d'un repli progressif sur la rédaction de ce qui va devenir *Le Capital*, repli qui va se confirmer dans les années suivantes.

3. *Le(s) Manuscrit(s) de 1863-1865*

Différents indices concordants laissent en effet supposer que de mi-1863 à fin 1865 Marx a rédigé, en un manuscrit continu ou une suite de manuscrits, ces « *principles of political economy* » annoncés à Kugelmann fin 1862. Ce(s) manuscrit(s) constituerai(en)t ainsi la version primitive du *Capital*.

A l'appui de cette hypothèse, il y a tout d'abord les propres déclarations de Marx. Dans une lettre à Engels du 31 juillet 1865, il confie en effet : « *En ce qui concerne mon travail, je vais te dire clairement ce qu'il en est. Il reste trois chapitres à écrire pour terminer la partie théorique (les trois premiers livres). Puis il y aura le quatrième livre, consacré à l'histoire et aux sources, qui sera pour moi*

la partie, relativement, la plus la plus facile, puisque toutes les questions sont résolues dans les trois premiers livres; ce dernier sera donc davantage une répétition sous une forme historique.»¹⁴ Marx annonce donc ici à Engels qu'il est en train d'achever une rédaction *complète* de la partie théorique des «*principles*» destinée à être publiée sous le titre de *Le Capital* comme il en a formé le projet dans la lettre à Kugelmann. C'est aussi la première mention de la division envisagée de cet ouvrage en trois livres, correspondant respectivement au procès de production, au procès de circulation et au procès d'ensemble, suivis d'un quatrième où Marx se propose de revenir de manière critique sur l'histoire des théories économiques.

Six mois plus tard, dans une autre lettre à Engels, Marx annonce l'achèvement de ce(s) même(s) manuscrit(s) : «*Quant à ce sacré livre, voici où j'en suis. Fin décembre, il était achevé. L'exposé sur la rente foncière, l'avant dernier chapitre, constitue presque, dans sa rédaction actuelle, un livre à lui seul [...] Bien que terminé, le manuscrit, gigantesque dans sa forme actuelle, ne peut être édité par quelqu'un d'autre que moi, pas même par toi.*»¹⁵ Autrement dit, bien qu'exhaustive, cette rédaction des *principles*, n'est pas encore définitive. Dans l'esprit de Marx, elle constitue tout au plus la base de la rédaction définitive.

Que contenait(en) t ce(s) manuscrit(s) gigantesque(s)? Dans l'état actuel de la publication des inédits de Marx, on ne le sait pas encore totalement. On dispose cependant de différentes indications.

On sait d'après la préface d'Engels au Livre III du *Capital* que ce(s) manuscrit(s) comprenait(en) t au moins une première analyse complète du procès d'ensemble de la production capitaliste, cependant encore inégalement développée. Cela est cohérent avec le fait que, comme nous l'avons vu, les *Manuscrits de 1861-1863* l'avaient mis en possession d'une conception déjà détaillée et structurée de l'analyse de ce procès. C'est de ce manuscrit qu'Engels tirera, non sans peine, la matière du Livre III du *Capital* dans la version que nous lui connaissons aujourd'hui¹⁶.

A en juger d'après cet ouvrage, on peut en déduire que Marx a abandonné au cours de cette période (1863-1865) le plan, de structure très hégélienne, selon lequel il concevait en 1858-1859 l'exposé du concept de capital, plan auquel il faisait encore allusion fin 1862 dans la lettre à Kugelmann précédemment citée. De fait, il n'en sera plus jamais question par la suite. En effet,

14. *Id.*, page 148.

15. *Id.*, page 151.

16. Cf. Friedrich Engels, préface au *Capital*, III, 2, pages 8-9.

le Livre III du *Capital* intègre désormais l'essentiel des matières (la concurrence entre les capitaux, le système du crédit, la formation des capitaux par action notamment) que Marx comptait auparavant exposer à part, en les séparant de l'analyse du concept de capital en général proprement dit¹⁷. Par contre, le mouvement dialectique que cette présentation était censée illustrer se retrouvera bien dans son exposé, Marx montrant précisément comment, dans et par leurs mouvements à la fois de répulsion (concurrence) et d'attraction (concentration et centralisation), les capitaux singuliers réalisent les déterminations et les lois du capital en général.

Par ailleurs, des huit manuscrits dont Engels se servira pour apprêter le Livre II du *Capital*, le premier pourrait lui aussi avoir été rédigé durant cette même période, plus probablement durant l'année 1865 : c'est « *la première rédaction indépendante, mais plus ou moins fragmentaire, du livre II avec sa division actuelle.* »¹⁸

Enfin, de cette même période, on a retrouvé le fragment d'un manuscrit disparu portant pour titre « *Premier Livre. Le procès de production du capital. Sixième chapitre. Résultats du procès de production immédiat* » qui n'a été publié la première fois qu'en 1933 par l'Institut du marxisme-léninisme de Moscou et traduit intégralement pour la première fois en français en 1971. Ce fragment semble indiquer qu'entre 1863 et 1865 Marx a aussi rédigé une analyse du procès de production conforme au plan conçu en janvier 1863 et consigné dans le cahier XVIII des *Manuscrits de 1861-1863* (cf. *supra*) : ce plan prévoyait en effet un chapitre (le septième) qui devait être consacré aux « *résultats du procès de production* ». Si c'est le cas, c'est sans doute de cette analyse que Marx a tiré à partir de janvier 1866 la version définitive du premier Livre du *Capital*, en en écartant cependant la matière de ce chapitre resté inédit. Ce qui expliquerait éventuellement que seul ce chapitre ait été conservé par Marx, le reste du manuscrit ayant pu être détruit puisque la matière en avait été publiée dans le premier Livre du *Capital*.

17. Cf. cependant ce passage du Livre III, 1, page 128, qui semble indiquer le contraire : « *Les phénomènes que nous allons étudier dans ce chapitre supposent, pour connaître leur plein épanouissement, le crédit et la concurrence sur le marché mondial, qui constituent d'ailleurs la base du mode de production capitaliste et l'atmosphère dans laquelle elle vit. Mais on ne peut décrire ces formes plus concrètes de la production capitaliste dans leur ensemble qu'après avoir compris la nature générale du capital; du reste, leur description sort du plan de notre ouvrage et fait partie de la suite que nous lui donnerons éventuellement.* »

18 Cf. Friedrich Engels, préface au *Capital*, II, 1, page 10.

Au vu des éléments précédents, on peut donc légitimement avancer l'hypothèse qu'entre mi-1863 et fin 1865 Marx a rédigé une première version de *l'ensemble* des trois livres du *Capital*. Etant par ailleurs en possession, avec la partie centrale des *Manuscrits de 1861-1863* des matériaux dont il pensait pouvoir tirer la matière du quatrième livre consacré à l'histoire critique de l'économie politique qui devait compléter sa critique théorique, on comprend dès lors qu'il ait pu annoncer à Engels au début 1866 avoir accompli, sous une forme primitive, l'essentiel de son projet critique, du moins dans la version ramassée qu'il en avait conçue dans la lettre à Kugelman de fin 1862.

Mais il faudra attendre la publication intégrale des manuscrits de Marx pour en savoir plus à ce sujet. La seule chose qui soit certaine, c'est que c'est bien entre 1863 et 1865 que le projet du *Capital* en quatre livres prend définitivement forme. Et c'est à la réalisation définitive de ce projet que Marx se met à partir de 1866.

4. « *Le Capital* »

4.1. Dans la même lettre à Engels de la fin juillet 1865 où il lui annonce avoir presque achevé son travail critique, Marx dit à son ami son souci de faire paraître simultanément les trois premiers livres du *Capital* qui forment « *un tout artistique* » ou même « *un ensemble ordonné dialectiquement* »¹⁹. Au mois de mars précédent, il a d'ailleurs signé un contrat avec l'éditeur hambourgeois Otto Meissner pour deux volumes devant contenir ces trois livres, livrables fin mai ! C'est à l'exécution de ce contrat qu'il se met, déjà très en retard, en entreprenant à partir du 1^{er} janvier 1866 la rédaction définitive du premier livre auquel il travaille jusqu'au printemps 1867.

Très rapidement cependant, il doit renoncer au projet de faire paraître les deux volumes ensemble²⁰. Du moins pense-t-il encore pouvoir publier en une seule livraison les deux premiers Livres. En témoigne la lettre à Kugelman du 13 octobre 1866 : « *Les circonstances où je me débats (des interruptions physiques et politiques incessantes) font que le premier tome devra paraître d'abord et non les deux ensemble comme je l'avais initialement projeté. En outre, l'ouvrage s'étendra maintenant vraisemblablement sur trois tomes. L'œuvre entière se compose en effet des parties suivantes: Livre I. Procès de pro-*

19. Cf. *Lettres sur « Le Capital »*, page 148.

20. Lettre à Engels du 13 février 1866, *id.*, page 152.

*duction du capital; Livre II. Procès de circulation du capital; Livre III. Formes du procès d'ensemble; Livre IV. Contribution à l'histoire de la théorie. Le premier tome contient les deux premiers livres. Le troisième livre remplira, je pense, le tome II et le quatrième le tome III.»*²¹ Lettre qui confirme la division définitive du *Capital* en quatre livres.

On sait que Marx devra finalement se résoudre à publier le seul premier Livre au cours de l'année suivante, et encore dans une version abrégée par rapport au plan de 1863 (*cf. supra*). Tout d'abord du fait de l'ampleur de la matière à traiter. Ensuite et surtout parce qu'il a manifestement sous-estimé les difficultés de tous ordres qu'il lui fallait encore surmonter pour élaborer les deux autres livres. Marx y travaillera une partie des quinze années qui lui resteront à vivre, sans parvenir au bout de sa tâche.

Du moins le plan de son *opus magnum* est-il désormais fixé. Et c'est selon ce plan que Engels publiera, après la mort de son ami, le livre II du *Capital* (1885) puis le Livre III (1894), à partir de découpages et de montages effectués des différents manuscrits laissés par Marx, doublés d'adjonctions et de compléments de son cru, opérations nécessairement discutables²². Avant que, suivant les indications de Marx et d'Engels lui-même, Karl Kautsky ne fasse paraître entre 1905 et 1910 une version là aussi partielle et remaniée de la partie centrale des *Manuscrits de 1861-1863*, consacrée à une recension critique des doctrines économiques antérieures, sous le titre contestable de *Théories de la plus-value* et sous le sous-titre encore plus contestable de «Livre IV du *Capital*». Car si ce long manuscrit remplit bien le programme de ce que Marx a conçu comme devant être l'objectif du quatrième Livre du *Capital*, il est à peu près sûr qu'il l'aurait profondément remanié avant publication si le loisir lui avait été laissé de le faire.

4.2. En définitive, dans quelle mesure *Le Capital* tel que nous le connaissons aujourd'hui, avec sa division quadripartite, réalise-t-il le projet initial de critique de l'économie politique que Marx a conçu en 1857-1858 et dont il fait état dans la préface à la *Contribution...* ?

Maximilien Rubel a raison de protester contre la thèse défendue par Henrik Grossmann selon laquelle *Le Capital* réaliserait intégralement ce projet²³. En particulier, *Le Capital* ne traite qu'incidemment de la matière

21. *Id.*, *op. cit.*, page 154.

22. *Cf.* à ce sujet ce qu'en dit Maximilien Rubel, *op. cit.*, pages CXXI à CXXVII; mais aussi Michael Heinrich, «L'édition engelsienne du livre III du *Capital* et le manuscrit original de Marx», traduction *Actuel Marx*, n°22, 1997.

23. *Op. cit.*, pages XCIV à XCVII.

qu'aurait dû élaborer la seconde des trois triades dont se compose ce projet : impossible de trouver dans *Le Capital* une théorie de l'Etat, du commerce extérieur et du marché mondial.

Par contre, Rubel a tort de ne voir dans *Le Capital* que le premier des six livres initialement projetés par Marx sous ce même titre. Car, au fur et à mesure que Marx a développé et approfondi son analyse du concept de capital, non seulement il a été conduit à modifier la structure interne de cette analyse, en abandonnant notamment le plan initial de son exposé en quatre sections, comme nous l'avons vu dans les pages précédentes ; mais il a été conduit à revoir les rapports externes de la catégorie de capital avec les autres catégories composant la structure du mode de production capitaliste, celle de propriété foncière et de travail salarié : il a été amené à progressivement intégrer dans l'exposé du concept de capital lui-même une partie au moins de la matière qu'il comptait initialement élaborer sous ces deux autres catégories et dans les livres qu'il entendait leur réserver. Si bien qu'on peut considérer que, s'il ne couvre pas, de loin, le champ complet de la critique de l'économie politique, telle que Marx l'avait conçue en 1858-1859, *Le Capital* couvre du moins en bonne partie la matière de la première des deux triades (capital, propriété foncière, travail salarié) dont se compose le plan initial.

En fait, lorsque Marx conçoit ce plan, il n'est encore que partiellement en possession de sa démarche propre. D'une part, ce plan, et notamment sa première triade, se ressent manifestement de l'influence de l'économie politique et de sa distinction des différents facteurs de la production : terre, capital, travail, conçus comme autant de sources de valeur différentes, « *formule trinitaire* » que Marx critiquera et railera à la fin du troisième Livre du *Capital* comme l'effet ultime du fétichisme des rapports capitalistes de production. Tout son effort critique va consister au contraire à mettre en évidence la connexion interne de ces trois catégories, ce qui rendra leur exposé séparé impossible.

D'autre part, et plus fondamentalement, le plan initialement conçu par Marx ne répond encore qu'imparfaitement aux impératifs de la méthode dont il a déjà fixé le principe dans l'« Introduction générale à la critique de l'économie politique » mais qu'il ne développera que progressivement, celle qui consiste à s'élever de l'abstrait au concret, en présupposant la prédominance du capital comme valeur en procès pour restituer progressivement les conditions de cette prédominance. Comme le dit justement Grossmann, le plan de 1858-1859 répond encore plus au point de vue de la matière à analyser qu'à celui de la méthode à suivre pour l'exposer²⁴ : les

six rubriques qu'énumère Marx dans la préface à la *Contribution...* donnent les grandes subdivisions du champ que sa critique de l'économie politique se propose de couvrir plus que la structure interne de cette critique qui reste encore à élaborer et qui ne le sera que progressivement, au fur et à mesure que Marx s'appropriera analytiquement la matière et la disposera dialectiquement selon les exigences de sa méthode d'exposition.

Peut-on pour autant estimer que *Le Capital* tel que nous le connaissons épuise la matière de ce que Marx pensait initialement mettre dans les livres qu'il réservait à la propriété foncière et au travail salarié? Visiblement non. Le Livre III comprend une analyse complète du mécanisme de la rente foncière en régime capitaliste mais n'épuise pas, de loin, toutes les questions relatives à la propriété foncière, à la production agricole, au logement, à la spéculation foncière, etc., qui s'y rattachent: tout juste en jette-t-il les bases de l'analyse économique.

Quant à l'analyse du travail salarié, elle est éparpillée dans les trois Livres: le Livre I analyse l'appropriation capitaliste du procès de travail, les formes spécifiquement capitalistes d'exploitation et de domination du travail, les transformations consécutives de la force de travail, mais aussi la forme salaire de la valeur de la force de travail; le Livre II établit la différence entre travail productif et travail improductif et analyse la circulation du salaire comme moment et condition de la reproduction du capital social; quant au Livre III, il analyse la formation du revenu salarial, en tant que prix de la force de travail et en tant que base économique de la classe salariée. Mais pour importants qu'ils soient, ces éléments d'analyse ne constituent pas une théorie d'ensemble du salariat; font en particulier défaut toutes les questions relatives à la reproduction de la force de travail, qui est présumée mais non explicitée dans ses conditions et modalités. Surtout le travail salarié n'est ici envisagé que comme catégorie économique et non pas comme catégorie sociologique et encore moins comme catégorie politique: autrement dit, fait de même défaut une analyse du salariat en termes de classe sociale (à supposer que l'on puisse l'analyser en ces termes)²⁵.

24. *Ibid.*

25. Au moment même où il rédige *Le Capital*, Marx ne semble pas avoir totalement renoncé à une étude particulière consacrée au travail salarié, comme paraît l'indiquer le passage suivant: « Une exposition de toutes ces formes [il s'agit des différentes formes du salaire] ne peut évidemment trouver place dans cet ouvrage; c'est l'affaire des traités spéciaux sur le travail salarié. » *Le Capital*, I, 2, page 214. Force est cependant de constater qu'il n'a jamais fait mention par après du projet de tels traités.

Une bonne partie de ces points auraient sans doute trouvé place dans l'analyse des rapports de classes et de l'Etat sur laquelle débouche logiquement *Le Capital*. Car si ce dernier ne couvre pas le champ de la seconde triade du plan initial, il ne l'exclut pas non plus, bien au contraire. A de très nombreux endroits, les analyses du *Capital* rendent nécessaires en même temps que possibles *et* une analyse de l'Etat *et* une analyse du marché mondial, tout en laissant déjà de précieuses indications à leur sujet. Si *Le Capital* ne les développe pas, c'est que la méthode suivie ne le permet pas *immédiatement*: Etat et marché mondial font partie des conditions (présuppositions) les plus générales – donc aussi les plus médiates – du mouvement du capital, celles que l'on ne peut explorer qu'une fois que l'ensemble des déterminations de ce mouvement ont été analytiquement exposées.

Sous quelle forme Marx aurait-il développé l'analyse de ces médiations ultimes si la possibilité lui en avait été offerte? Aurait-elle pris la forme de livres distincts selon le plan initial de la critique? Ou aurait-elle été intégrée au *Capital* dont elle constitue la suite? Difficile à dire. L'hypothèse sur laquelle repose mon propre travail, à savoir que cette analyse ne peut se mener qu'à partir du concept de *reproduction du capital*, laisse supposer que Marx aurait de toute manière éprouvé quelque difficulté à la développer dans le fil du *Capital* dans la mesure où l'élaboration du concept de reproduction reste très lacunaire chez lui. Mais il est quelque peu vain de vouloir se livrer à des spéculations sur ce qu'aurait pu donner l'achèvement d'une œuvre essentiellement riche de son inachèvement.

BIBLIOGRAPHIE

I. Traductions des œuvres de Marx utilisées

- Pour les *Manuscrits de 1844*, traduction Emile Bottigelli, Editions Sociales, 1969.
- Pour les *Grundrisse*, traduction Roger Dangeville, Editions Anthropos, 1967, 2 tomes.
- Pour la *Contribution à la critique de l'économie politique* (abrégée en *Contribution...*), ainsi que pour l'« Introduction à la critique de l'économie politique » et le fragment de la « *Version primitive...* », traduction Maurice Husson et Gilbert Badia, Editions Sociales, 1957.
- Pour les *Manuscrits de 1861-1863* (cahiers I-V), traduction sous la direction de Jean-Pierre Lefebvre, Editions Sociales, 1979.
- Pour les *Théories sur la plus-value*, traduction sous la direction de Gilbert Badia, Editions Sociales, 1974, 3 tomes.
- Pour *Un chapitre inédit du Capital*, traduction Roger Dangeville, UGE, collection 10/18, 1971.
- Pour *Le Capital*, Livre I, traduction Joseph Roy entièrement révisée par l'auteur, Editions Sociales, 3 tomes.

- Pour *Le Capital*, Livre II, traduction Erna Cogniot, C. Cohen-Solal et Gilbert Badia, Editions Sociales, 1953 et 1960, 2 tomes.
- Pour *Le Capital*, Livre III, traduction C. Cohen-Solal et Gilbert Badia, Editions Sociales, 1957-1960, 3 tomes.

Pour *Le Capital*, j'ai systématiquement indiqué en numérotation romaine le Livre, puis la numérotation arabe du tome, enfin la page. Exemple: « *Le Capital*, II, 2, page 76 » signifie que le passage cité se situe à la page 76 du tome 2 du Livre II dans la traduction utilisée.

II. Ouvrages consultés ou utilisés

- ALTHUSSER L., *Sur la reproduction*, PUF, 1995.
 – et alii, *Lire Le Capital*, 4 tomes, Maspero, 1965.
- ANDREANI T., *De la société à l'histoire*, 2 tomes, Méridiens-Klincksieck, 1989.
- BACKHAUS H. G., « Dialectique de la forme de la valeur », *Critiques de l'économie politique*, n°18, Maspero, octobre-décembre 1974.
- BALIBAR E., *La philosophie de Marx*, La Découverte, 1993.
- BAREL Y., *La reproduction sociale. Systèmes vivants, invariance et changement*, Editions Anthropos, 1973.
- BENSAÏD D., *Marx l'intempestif*, Fayard, 1995.
- *La discordance des temps. Essais sur les crises, les classes, l'histoire*, Les Editions de la Passion, 1995.
- BIDET J., *Que faire du Capital?* (1985), PUF, 2000.
- *Théorie de la modernité*, PUF, 1990.
 - *Théorie générale. Théorie du droit, de l'économie et de la politique*, PUF, 1999.
- BIHR A., *L'économique fétiche*, Le Sycomore, 1979.
- *Entre bourgeoisie et prolétariat. L'encadrement capitaliste*, L'Harmattan, 1989.
 - *Du « Grand Soir » à « l'alternative ». Le mouvement ouvrier européen en crise*, Editions Ouvrières (Editions de l'Atelier), 1991.
 - *Le Spectre de l'extrême droite. Les Français dans le miroir du Front national*, Editions de l'Atelier, 1998.
 - *L'actualité d'un archaïsme. La pensée d'extrême droite et la crise de la modernité*, Editions Page deux, Lausanne, 2^e édition, 1999.
 - *Le Crépuscule des Etats-nations*, Editions Page deux, Lausanne, 2000.

- BLOCH E., *Über Karl Marx*, Surkhamp Verlag, Francfort, 1968.
- *Karl Marx und die Menschlichkeit*, Rowohlt, Francfort, 1969.
- BOYER R., *La théorie de la régulation : une analyse critique*, La Découverte, 1987.
- DE BRUNHOFF S., *La monnaie chez Marx*, Editions Sociales, 1967.
- CAMATTE J., *Capital et Gemeinwesen*, Paris, Spartacus, 1978.
- CASTORIADIS C., *L'institution imaginaire de la société*, Le Seuil, 1975.
- DALLEMAGNE J.-L., *L'économie du Capital*, Maspero, 1978.
- DENIS H., *L'économie de Marx. Histoire d'un échec*, PUF, 1980.
- FOSSAERT R., *La société*, Le Seuil, 6 volumes, 1977-1983.
- *Le monde au XXIe siècle*, Fayard, 1991.
 - *L'avenir du socialisme*, Stock, 1996.
- FAUSTO R., « Abstraction réelle et contradiction : sur le travail abstrait et la valeur », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, Maspero, n° 2, janvier-mars 1978.
- « Sur la forme valeur et le fétichisme », *Critiques de l'économie politique*, nouvelle série, Maspero, n°18, janvier-mars 1982.
- GROSSMANN H., *Marx, l'économie politique classique et le problème de la dynamique* (1929), traduction Champ Libre, 1975.
- KORSCH K., *Karl Marx* (1938), traduction Editions Champ Libre, 1971.
- LABICA G. et BENSUSSAN G. (dir.), *Dictionnaire critique du marxisme*, PUF, 2^e édition, 1985.
- LEFEBVRE H., *Logique formelle, logique dialectique* (1947), Anthropos, 1969, préface originale.
- *Marx*, PUF, collection « Philosophes », 1964.
 - *Métaphilosophie* (1965), réédition Syllepse, 2000.
 - *Le langage et la société*, Gallimard, 1966.
 - *La survie de capitalisme. La re-production des rapports de production*, Editions Anthropos, 1973.
 - *La production de l'espace*, Editions Anthropos, 1974.
 - *De l'Etat*, UGE, collection 10/18, 4 tomes, 1976-1978.
 - *Une pensée devenue monde. Faut-il abandonner Marx?*, Fayard, 1980.
- LIPIETZ A., *Le monde enchanté. De la valeur à l'envol inflationniste*, Maspero, 1983.
- LUKACS G., *Histoire et conscience de classe* (1923), traduction Editions de Minuit, 1960.

- MALER H., *Congédier l'utopie? L'utopie selon Karl Marx*, L'Harmattan, 1994.
- *Convoiter l'impossible: l'utopie avec Marx, malgré Marx*, Albin Michel, 1995.
- MANDEL E., *La formation de la pensée économique de Karl Marx*, Maspero, 1967.
- *Le troisième âge du capitalisme* (1972), nouvelle traduction revue et augmentée Editions de la Passion, 1998.
- MARTINE J., *L'or, la parole, l'Etat. Critique marxiste des fétiches*, Anthropos, 1983.
- *Ontologie de la société, psychanalyse de la vie sociale*, PUF, 1997.
- MORIN E., *La Méthode*, tome I, Le Seuil, 1977.
- NEGRI A., *La classe ouvrière contre l'Etat*, traduction Editions Galilée, 1978
- *Marx au-delà de Marx*, traduction Christian Bourgois, 1979.
- ROSDOLSKY R., *La genèse du Capital chez Karl Marx* (1969), traduction partielle Maspero, 1977.
- RUBEL M., *Marx critique du marxisme*, Payot, 1974.
- THOMAS T., *L'hégémonie du capital financier et sa critique*, Editions Albatroz, 1999.
- TOMBAZOS S., *Le temps dans l'analyse économique. Les catégories du temps dans Le Capital*, Editions Sociétés des Saisons, 1994.
- TOSEL A., *Etudes sur Marx (et Engels). Vers un communisme de la finitude*, Editions Kimé, 1996.
- TRONTI M., *Ouvriers et capital*, traduction Christian Bourgois, 1977.
- VADEE M., *Marx penseur du possible*, Méridiens-Klincksieck, 1993.
- VALIER J., *Une critique de l'économie politique*, 2 tomes, Maspero, 1982.
- VINCENT J.-M., *Fétichisme et société*, Anthropos, 1973.
- *Critique du travail*, PUF, 1987.

TABLE DES MATIÈRES

TOME I

<i>Introduction</i>	7
1. Les enjeux	8
2. La problématique	27
3. La méthode.....	40
 <i>Partie I: le concept de capital</i>	 51
 <i>Chapitre I: le capital comme rapport social de production</i>	 55
1. Le concept de rapport de production	55
2. Les trois moments du rapport capitaliste de production	58
3. L'expropriation des producteurs: le « travailleur libre »	65
4. La triple dimension de l'expropriation capitaliste	69
 <i>Chapitre II: le capital comme valeur en procès</i>	 75
1. La valeur, abstraction concrète	77
2. De la marchandise à l'argent	85
3. De l'argent au capital	99
4. Le fétichisme de la valeur	114

Chapitre III: le capital comme pouvoir..... 119

1. Le capital comme puissance sociale aliénée..... 122
2. Le capital comme médiation sociale autonomisée..... 124
3. Le capital comme communauté sociale réifiée 127
4. La spécificité du pouvoir capitaliste 133
5. La socialisation de la production 140

Chapitre IV: du capital à la reproduction du capital..... 145

1. L'unité du concept de capital..... 145
2. Le capital comme valeur en procès, fil conducteur
de l'analyse de la reproduction du capital 150
3. Production et reproduction du capital
comme valeur en procès 154

*Partie II: la reproduction du capital
du point de vue du procès de production* 157*Chapitre V: l'appropriation du procès de production*..... 161

1. De la soumission formelle à la soumission réelle..... 162
2. La socialisation du procès de travail..... 168
3. L'autonomisation du capital productif..... 176
4. L'expropriation des producteurs immédiats 187
5. Les conditions générales de l'appropriation capitaliste
du procès de production..... 196

*Chapitre VI: la reproduction
du rapport capitaliste de production*..... 203

1. Reproduction simple et reproduction élargie 205
2. Le « double moulinet » de la reproduction 209
3. L'apport du « Chapitre inédit » 215
4. Les conditions politiques de la « servitude économique »..... 220

Chapitre VII: l'appropriation des procès de consommation ... 233

1. Le procès de consommation des travailleurs salariés..... 236
2. Le procès de consommation des capitalistes..... 243
3. Les conditions générales de l'appropriation capitaliste
des procès de consommation 248

***Partie III: la reproduction du capital
du point de vue du procès de circulation..... 253***

Chapitre VIII: l'appropriation du procès de circulation..... 257

1. Les obstacles opposés au capital
par le procès de circulation 258
2. Assurer la continuité du procès de production..... 263
3. Réduire le temps et les frais de circulation 266
4. Assurer la fluidité du capital 275
5. Les conditions générales de l'appropriation capitaliste
du procès de circulation 279

Chapitre IX: les conditions circulatoires de la reproduction .. 283

1. Les trois figures du procès cyclique
du point de vue de la reproduction du capital 284
2. Les équilibres intersectionnels 293
3. Les conditions monétaires de la circulation
et de la reproduction du capital social 304
4. Portée et limites de l'analyse 312

Chapitre X: les transformations de la médiation monétaire .. 315

1. Contrainte monétaire et crédit 317
2. La monnaie commerciale 320
3. La monnaie bancaire 327
4. Résultats et conditions
de l'appropriation capitaliste de la monnaie..... 336

TOME II

***Partie IV: la reproduction du capital
du point de vue du procès d'ensemble 5***

Chapitre XI: l'appropriation du procès de répartition 11

1. Profit et taux de profit 12
2. La nécessité de l'égalisation des taux de profit..... 20
3. L'établissement d'un taux de profit moyen..... 24
4. Les résultats de l'appropriation capitaliste
du procès de répartition 32

5. Les conditions générales de l'appropriation capitaliste du procès de répartition	43
<i>Chapitre XII: reproduction et fractionnement du capital</i>	<i>47</i>
1. Capital et profit marchands.....	48
2. Capital de prêt et intérêt	53
3. Le capital fictif	57
4. La propriété et la rente foncières capitalistes	66
5. Fractionnement de la plus-value et reproduction du capital	72
<i>Chapitre XIII: reproduction et fragmentation du capital</i>	<i>87</i>
1. Reproduction du capital et interactions entre capitaux singuliers	89
2. Reproduction du capital et fétichisme: mouvement exotérique et mouvement ésotérique du capital..	97
3. Portée et limites de l'analyse	121
<i>Chapitre XIV: l'unité du procès de reproduction immédiat: le capital social.....</i>	<i>129</i>
1. Les différents sens du concept de capital social	130
2. Le capital social comme capital total	134
3. Le capital social comme réalisation du concept de capital	141
 <i>Partie V: les contradictions et les crises du procès de reproduction immédiat du capital</i>	 <i>151</i>
 <i>Chapitre XV: les contradictions de la socialisation de la production</i>	 <i>155</i>
1. Au niveau de chaque capital singulier	156
2. Au niveau de la concurrence entre capitaux singuliers.....	161
3. Au niveau des rapports entre capitaux singuliers et capital social	163
 <i>Chapitre XVI: les contradictions de l'autonomisation de la valeur.....</i>	 <i>167</i>
1. La contradiction entre valorisation et dévalorisation: son aspect qualitatif.....	168
2. La contradiction entre valorisation et dévalorisation: son aspect quantitatif	177

3. L'unité des deux faces de la contradiction
entre valorisation et dévalorisation du capital 185
4. Les contradictions de l'autonomisation de la valeur
comme prodrome de la fin de l'économie..... 190

*Chapitre XVII: les contradictions
de l'expropriation des producteurs..... 195*

1. Une dimension nouvelle: la lutte des classes..... 196
2. La lutte des classes dans *Le Capital*..... 200
3. Les rapports de classes comme niveau spécifique
du procès global de reproduction du capital 217

*Chapitre XVIII: les crises
du procès de reproduction immédiat du capital..... 225*

1. Le caractère spécifique des crises capitalistes 226
2. La crise commerciale 230
3. La crise monétaire 249
4. Les crises financières..... 262
5. La dynamique de la crise industrielle..... 268
6. Limites de l'analyse 284

Conclusion 297

1. Un concept à l'horizon de la critique marxienne..... 297
2. Un programme de recherches..... 316

*Annexe 1: chronologie de la critique marxienne
de l'économie politique (1857-1883)..... 331*

*Annexe 2: rédactions et plans successifs
de la critique marxienne de l'économie politique 335*

1. Les « Grundrisse » 336
2. La « Contribution à la critique de l'économie politique » 339
3. Le(s) manuscrit(s) de 1863-1865..... 343
4. « Le Capital » 346

Bibliographie 351